

L'Evolution Economique de la Grande-Bretagne depuis l'abandon de l'Etalon-Or 1931-35

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} Juin 1935

à 14 heures

par

JOSEPH POUZIN

Diplômé de l'École des Sciences Politiques

Licencié en Philosophie

Président : JEAN LESCURE, professeur

Suffragants { ROGER PICARD, professeur
BAUDIN, professeur

L'EVOLUTION ECONOMIQUE
DE LA GRANDE-BRETAGNE DEPUIS L'ABANDON
DE L'ETALON-OR

L'Evolution Economique
de la
Grande-Bretagne
depuis
l'abandon de l'Etalon-Or
1931-35

par

JOSEPH POUZIN

Diplômé de l'École des Sciences Politiques

Licencié en Philosophie

LIBRAIRIE DU RECUEIL SIREY

(Société Anonyme)

22, Rue Soufflot, PARIS-5°

1935

*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.*



A MES PARENTS,

A MES PROFESSEURS.

AVANT-PROPOS

Trente-cinq millions de kilomètres carrés, soit plus du quart de la surface terrestre, telle est la superficie de l'Empire Britannique ; cinq cent millions d'individus, soit près du quart des êtres humains, telle est sa population ; vingt-trois millions de tonneaux de navires, soit plus du tiers de la marine marchande mondiale, telle est sa flotte. C'est dire l'importance de l'Empire Britannique dans le monde.

Mais « l'Empire Britannique » est une formule simple qui recouvre une réalité très complexe : il y a en effet le noyau primitif de l'Empire, constitué par le « Royaume Uni de Grande-Bretagne, d'Ecosse et d'Irlande » ⁽¹⁾, qui couvre la majeure partie des Iles Britanniques. Il y a ensuite les « Colonies de la Couronne » et les nombreux postes d'escale commandant les routes maritimes ; il y a les protectorats et les pays sous mandat de la Société des Nations. Il y a enfin les « Dominions », vastes Etats presque totalement indépendants, mais unis à la Grande-Bretagne par de nombreux liens économiques.

Nous comptons nous borner pour notre part au seul Royaume Uni, et étudier les grandes lignes de son évolution économique depuis le 21 septembre 1931. Cette

(1) Irlande du Nord seule. L'Irlande du sud possède en effet rang de Dominion depuis le 6 décembre 1922.

date est capitale, non seulement pour la Grande-Bretagne mais encore pour l'Empire et pour le reste du monde. Pour la Grande-Bretagne, elle marque en effet comme on l'a dit « une des plus grandes humiliations de son histoire » : la vieille Livre Sterling, dont l'origine remonte au règne du roi Offa de Mercie vers 772 de notre ère cesse d'être une monnaie-or. Pour l'Empire, les conséquences ne sont pas moins graves, en raison des liens économiques que nous avons signalés. Pour le reste du monde enfin, les répercussions de la chute de la Livre sont incalculables : rappelons seulement l'épidémie monétaire qui l'a ravagé, ne laissant debout (pour combien de temps ?) que quatre monnaies véritablement rattachées à l'or. Les problèmes économiques anglais ne peuvent donc laisser personne totalement indifférent.

Notre ambition au cours de cette étude sera de donner une vue très générale de ces problèmes et de leur évolution durant ces trois ou quatre dernières années. C'est pourquoi, après avoir sommairement exposé la situation de la Grande-Bretagne en septembre 1931, nous étudierons son évolution économique depuis cette date au quadruple point de vue agricole, commercial, industriel et financier.

INTRODUCTION

LA
SITUATION ÉCONOMIQUE
DE LA GRANDE-BRETAGNE
EN SEPTEMBRE 1931

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE LA GRANDE-BRETAGNE EN SEPTEMBRE 1931

A la différence de la plupart des autres nations, la Grande-Bretagne se trouve aux prises en septembre 1931, non seulement avec la crise mondiale qui depuis la fin de 1929 ne cesse de s'étendre, mais encore avec une crise ou plutôt une maladie chronique spécifiquement britannique. — *La conjonction de ces deux crises, crise mondiale ou cyclique, et crise britannique ou chronique, va provoquer l'effondrement de la livre sterling.*

I. — La crise chronique

La crise spécifiquement britannique, remarquablement analysée par M. André Siegfried dans son livre « La crise britannique au XX^e siècle », peut être décelée dès 1880, vers la fin de l'époque victorienne qui restera sans doute l'apogée économique de l'Angleterre. Cette apogée tenait essentiellement à ce que le charbon était alors le combustible-roi, et que les mines anglaises, les plus abondantes et les plus faciles à exploiter, en détenaient le quasi-monopole. L'industrie anglaise, grâce au charbon à bas prix et aux matières premières apportées en abondance par

la marine marchande, « réalisait les prix de revient les
« plus bas et conquérirait de ce fait, presque sans résis-
« tance, tous les marchés du monde. C'est ainsi qu'a pu
« s'édifier, sur la base étroite d'un territoire plus que
« médiocre, cette paradoxale structure manufacturière,
« et parallèlement s'épanouir cette population aujour-
« d'hui trop dense, si dangereusement dépendante, pour
« sa subsistance, des produits importés » (1).

Mais à partir de 1880, des rivaux grandissent dans les régions riches en minerai de fer, telles que la Lorraine, le Luxembourg, la Suède, ou riches en charbon, telles que les Etats-Unis, la Belgique, l'Allemagne. En même temps d'autres sources d'énergie, le pétrole et la houille blanche, prennent une importance de plus en plus considérable. La guerre et l'après-guerre, en multipliant en Europe les cloisons politiques et économiques à l'intérieur desquelles chaque nation tend à se suffire à elle-même, accroissent les difficultés anglaises malgré la disparition momentanée du rival allemand. Mais beaucoup d'autres causes, dont les moins importantes ne sont probablement pas celles qui tiennent à l'Angleterre elle-même, précipitent son déclin.

*
* *

Ce déclin se manifeste après la guerre par un double symptôme : la chute des exportations et le chômage.

Les exportations sont une nécessité vitale pour l'Angleterre. Elle est en effet devenue au XIX^e siècle,

(1) A. Siegfried. « *La crise Britannique au XX^e siècle* », Paris 1931. P. 8.

comme on l'a dit, « l'Usine du Monde », et elle a pour cela sacrifié son agriculture à son industrie, acceptant ainsi, comme le Surhomme de Nietzsche, de « vivre dangereusement ». Or, de 1913 à 1929 les exportations anglaises baissent, non pas sans doute en chiffres absolus (525 millions de £ en 1913 ; 709 en 1927), mais en valeur relative, car les prix ont considérablement monté depuis 1913. Aussi la baisse réelle de l'exportation britannique est-elle de 21 % en 1927, alors que « l'exportation du monde dans son ensemble s'est au contraire accrue de 18 %, celle des principaux Dominions de 31 %, celle des Etats-Unis de 51 % » (1).

Le second symptôme de la crise, corollaire du premier, est le chômage. Jamais, au cours de l'après-guerre, il n'y a eu moins d'un million de chômeurs en Angleterre, et leur nombre est monté, dès avant la crise mondiale, jusqu'à 2.500.000. Pendant ce temps, c'était au contraire d'une insuffisance de main-d'œuvre que souffraient la plupart des nations européennes, la France en particulier. Si l'on étudie la répartition du chômage par groupes industriels, on voit que les industries les plus frappées sont les industries d'exportation, celles qui par conséquent sont vitales pour l'Angleterre. C'est ainsi que le pourcentage des chômeurs par rapport à l'effectif ouvrier est, pour le charbon, de 8,1 % en 1921, et de 29,1 % en 1928 ; pour les constructions navales, de 32,8 % en 1921 et de 28,3 % en 1928 (après avoir atteint plus de 43 % en 1923) ; pour le coton et la laine, de 10,5 et de 14,6 % en 1921, et de 15,2 et 15,1 % en 1928. La répartition géographique du chômage confirme pleinement cette observation : le Lancashire, le Yorkshire,

(1) Siegfried. — *Op. cit.*, p. 23.

le Staffordshire, le Durham, le Lanarkshire, et le Glamorgan, où se trouvent concentrés le charbon, la métallurgie et le textile, renferment à eux seuls plus de la moitié des chômeurs.

* *
* *

Les causes de cette crise chronique ont été recherchées par la plupart des Anglais dans des phénomènes extérieurs à la Grande-Bretagne et indépendants de sa volonté : la guerre d'abord, puis l'inflation qui a détérioré presque toutes les monnaies du continent, et enfin la baisse mondiale des prix soi-disant provoquée par l'accumulation et la « stérilisation » de l'or en France et aux Etat--Unis. La réalité est infiniment plus complexe, bien qu'elle puisse se résumer dans cette constatation brutale : l'Angleterre produit trop cher, et c'est pourquoi ses exportations diminuent tandis que le chômage augmente. Le problème est donc de déterminer les causes de cet excès des prix de revient britanniques. M. André Siegfried (1) distingue à cet égard très judicieusement, d'une part les causes qui dépendent de l'Angleterre elle-même, et d'autre part celles qui n'en dépendent pas.

Parmi les causes qui dépendent de la Grande-Bretagne elle-même, la première est la politique du Comité Cunliffe, chargé par le gouvernement en 1918 d'étudier la question monétaire. Les travaux de ce Comité, *composé uniquement de banquiers*, aboutirent à cette conclusion qu'il fallait rétablir au plus tôt la Livre à son ancienne parité. Ce rétablissement fut juridiquement réalisé par le « Gold Standard

(1) *Op. cit.* chapitres 2 et 3. *Passim.*

Act » de mai 1925, au milieu de l'allégresse de la Cité. C'est en effet cette dernière qui avait mené l'opération, jouant habilement de l'orgueil national durement atteint lorsqu'en 1920 la Livre était tombée à \$ 3,20 ⁽¹⁾ et du « désir de faire de la Livre, dieu tutélaire de l'Angleterre, « une divinité rivale du Dollar américain » ⁽²⁾. Le but des banquiers de la Cité, tout en étant évidemment conforme à leurs intérêts personnels, paraissait aussi servir, dans une large mesure, les intérêts de la nation toute entière : car la revalorisation et la stabilisation de la Livre signifiaient que l'Etat Britannique respecterait intégralement ses engagements. Dès lors Londres pouvait garder sans crainte la position de centre financier international qui lui valait tant de substantiels avantages, et que New-York, profitant de la guerre, essayait de lui ravir. Mais il y avait, à cette revalorisation, deux corollaires absolus : l'ajustement des prix et la baisse des salaires, qui devaient permettre à l'industrie de s'adapter à la nouvelle situation. On peut ajouter : la compression, ou tout au moins la non-augmentation des dépenses publiques. Or aucun de ces corollaires ne s'est pleinement réalisé, bien au contraire : car si les prix de gros, soumis aux influences extérieures, ont baissé largement dans la proportion de la revalorisation monétaire, passant de l'indice 100 en 1925 à l'indice 71 en 1930, les prix de détail pendant le même temps ne sont descendus qu'à l'indice 89. Quant aux salaires, élément essentiel du prix de revient industriel, ils se sont pendant longtemps maintenus légèrement *au-dessus* du niveau où ils se trouvaient avant la stabilisation pour ne descendre, finalement, qu'à l'indice 98. Les dépenses publiques,

(1) Parité : 1 Livre = Dollar 4,86 2/3.

(2) Paul Dottin. *L'Angleterre, nation continentale*. Paris 1933, p. 44.

enfin, n'ont pas cessé de croître à une cadence accélérée, au lieu de diminuer comme il eût été normal. La conséquence a été, et c'est là où nous voulions en venir, que les charges et par suite les prix de revient de l'industrie anglaise n'ont pas diminué alors que c'était aussi indispensable que logique.

La seconde cause de la cherté des produits britanniques réside dans la non-adaptation de l'outillage et de l'organisation industrielle aux progrès économiques. Cette non-adaptation est facile à expliquer : pendant près de trois quarts de siècle, l'industrie britannique avait joui d'une suprématie quasi absolue, dûe essentiellement aux conditions naturelles, renforcées par le calme politique dont jouissait l'Angleterre tandis que le Continent était en proie aux révolutions et aux guerres. Les industriels anglais avaient fini par croire que leur situation privilégiée durerait indéfiniment et n'avaient guère fait d'efforts pour améliorer leur outillage et leurs méthodes. En ce qui concerne l'outillage de l'industrie houillère, par exemple, M. Siegfried pouvait écrire en 1931 : « Les mines de charbon... contiennent, en grand « nombre, des puits qui sont parmi les plus retardés « d'Europe : on y voit encore des chevalets de bois, « l'abatage mécanique y demeure réduit, le traitement « des sous-produits, devenu si essentiel, n'a évolué que « lentement ; de vieux fours à coke, de rendement anti- « déluvien, continuent d'être employés ; dans l'ensem- « ble, un quart tout au plus du charbon est lavé méca- « niquement, alors que la proportion est de 80 % en Allemagne, de 85 % en France ». (1). Situation analogue, bien que moins grave, dans la métallurgie. Le professeur

(1) Siegfried. *Op. cit.*, p. 43.

Allen dans son livre « *British industries and their organization* » expose comment, faute de vouloir adopter le procédé Thomas et Gilchrist qui leur aurait permis d'utiliser le très abondant et peu coûteux minerai phosphoreux de Lorraine, et de produire à bon compte des aciers basiques de très large emploi, les ingénieurs et industriels anglais se laissèrent distancer par leurs rivaux allemands, américains et français. Aussi les exportations britanniques de produits métallurgiques, qui étaient en 1880 le double de celles réunies des Etats-Unis, de la France, et de l'Allemagne, se trouvaient dépassées en 1912 par celles de la seule Allemagne (1). Quant à l'organisation et à la structure même de ces industries, elles se sont montrées dans l'ensemble rebelles à toute évolution. Ici encore l'exemple de l'industrie houillère est typique : à la différence de la plupart des autres pays et de la France en particulier, où l'Etat est réputé propriétaire du sous-sol et concède l'exploitation à ceux qui présentent des garanties de capacité, c'est le propriétaire de la surface qui est en Angleterre réputé propriétaire du fond : d'où un nombre de propriétaires et de puits beaucoup plus considérable que n'exigerait une exploitation rationnelle. Chacun travaille à sa guise, en ordre dispersé, et le prix de revient est finalement maximum. Ce prix de revient, la guerre l'a en outre fortement augmenté : il est passé, pour la tonne de charbon sur le carreau de la mine, de 12 sh. 6 d. en août 1914 à 36 sh. 6 d. en mai 1920. « De sorte qu'en 1920, la houille de Cardiff se heurtait à la concurrence, souvent victorieuse, de la houille indienne dès Port-Saïd, de la houille sud-africaine dès

(1) G. C. Allen. « *British industries and their organization* ». London 1933, pp. 88-94.

« Aden, de la houille américaine dans tout le continent
« américain, de la houille japonaise, chinoise ou austra-
« lienne dans tout le Pacifique. On a même vu, cette
« année-là, des chargements de houille australienne
« arriver à Göteborg, en Suède, à un prix moindre que
« la houille de Newcastle. » (1). La situation a fini par
devenir telle que le Parlement est intervenu (Coal Mines
Act du 1^{er} août 1930), pour, d'une part réglementer la
production, et d'autre part favoriser les fusions d'entre-
prises. L'industrie textile (coton) n'a pas su mieux s'or-
ganiser que l'industrie houillère. Car si la division en
« section américaine » qui traite le coton de qualité
inférieure et « section égyptienne » qui traite les cotons
fins se justifie assez facilement, l'extrême division du
travail qui règne à l'intérieur de chacune de ces sections
entre les importateurs de coton brut, les filateurs, les
tisseurs, les blanchisseurs, les teinturiers, les imprimeurs,
les empaqueteurs, les expéditeurs, les négociants
et les transporteurs, se justifie beaucoup moins et n'a-
boutit, ici encore, qu'à un accroissement des prix de
revient. Les plus redoutables concurrents du Lancashire,
les Japonais, l'ont bien compris, et leur organisation
commerciale est basée sur des principes diamétralement
opposés : ce sont en effet les mêmes maisons, très peu
nombreuses (une seule effectue le quart des opérations),
qui sont chargées d'importer le coton brut et d'exporter
les produits manufacturés. Les frais généraux, courta-
ges et commissions, sont ainsi réduits au minimum.

La troisième cause de la maladie chronique de la
Grande Bretagne est d'ordre psychologique. Elle se
trouve dans la mentalité du patronat britannique qui a

(1) F. Maurette. *Les grands marchés des matières premières*. Paris
1931. p. 18.

fini, à de rares exceptions près, par s'endormir sur les lauriers de l'époque victorienne et se désintéresser des progrès de la technique et de l'organisation industrielle. Cette constatation vise d'ailleurs surtout l'avant-guerre, où elle a été faite non seulement par des étrangers, mais par des anglais. C'est ainsi que le professeur Allen, passant brièvement en revue l'industrie britannique avant 1914 est amené à conclure : « Dans le domaine commercial, comme dans le domaine industriel, l'Angleterre se cramponnait, dans un monde transformé, à des méthodes et à des formes d'organisation établies au temps de sa suprématie » (1). Sans doute, y a-t-il eu, à cette mentalité des patrons britanniques, de remarquables exceptions. Tel est le cas de Lord Melchett qui fonda en 1926 l'« Imperial Chemical Industries », faisant ainsi de l'industrie chimique anglaise l'une des plus importantes du monde entier, et des plus prospères. Mais ces exceptions sont encore trop rares, au point que le rapport final de la Commission Balfour insiste sur le besoin d'avoir à la tête de l'industrie anglaise des hommes ayant plus de largeur de vues. Cela, dit le rapport : « ...implique un grand changement dans l'attitude de l'homme d'affaires moyen envers les idées nouvelles et en particulier envers les résultats des recherches scientifiques et de l'instruction supérieure. Les grandes qualités naturelles des hommes d'affaires britanniques pour la direction industrielle ont besoin d'être complétées et fortifiées... par l'adjonction d'autres qualités dont en ce moment ils sont relativement dépourvus, et pour les acquérir, il faut de l'effort et de la pratique... » (2).

(1) Allen, *Op. cit.*, p. 19.

(2) Balfour Committee, *Final report*. 1929.

Il existe enfin, au niveau trop élevé des prix britanniques, une quatrième cause qui réside dans les salaires et le chômage.

« De 1914 à 1920, le niveau moyen des salaires « s'était élevé de 100 à 170-180 ; en 1929 le ministère du « Travail l'estime à 170-175 ; M. Bowley à 178. La baisse « est donc nulle par rapport aux chiffres record du « boom d'après-guerre, et, par rapport à 1924, M. Bowley « la mesure à 1,75 %. A la vérité, loin de s'être tassés, les « salaires réels se sont au contraire accrus, puisque, « depuis le maximum de 1920, les prix de gros se sont « retirés de 325 au-dessous de 120 et les prix de détail « de 275 à 152 » (1). Or le rendement de la main-d'œuvre est loin d'avoir cru en proportion de l'augmentation des salaires. Comme presque tous les ouvriers du monde, l'ouvrier anglais est en effet persuadé qu'il existe une quantité déterminée de travail à effectuer, une sorte de « fonds du travail », et que c'est l'intérêt de la classe ouvrière de ne pas exécuter trop vite cette quantité de travail.

La conséquence du niveau trop élevé des salaires (salaires nominaux en hausse, coût de la vie en baisse), a été l'aggravation du chômage. Car, ainsi que M. Jacques Rueff l'a démontré dès 1925, tout manque d'adaptation des salaires à des prix en baisse, c'est-à-dire toute hausse du salaire réel entraîne en Angleterre depuis la guerre un chômage correspondant. Ce chômage est donc en lui-même un effet, mais il n'a pas tardé à devenir à son tour une cause, par suite de la politique suivie à son égard par tous les gouvernements depuis la guerre. Cette politique a consisté à étendre sans cesse le domai-

(1) Siegfried, *Op. cit.* p. 51.

ne et le montant des allocations de chômage, ce qui a fait perdre à l'assurance-chômage, telle qu'elle était conçue par la loi initiale de 1912, toute base d'actuariat. En même temps les dépenses s'accroissaient dans des proportions effarantes au point d'atteindre en 1931 le total de 140 millions de Livres, soit $\frac{1}{6}$ environ du budget national. En outre la Caisse des Assurances, qui aurait dû faire face à tous les paiements au moyen des cotisations encaissées, était obligée à plusieurs reprises de faire appel à l'Etat, à qui elle finit par devoir une centaine de millions de Livres dont le remboursement est évidemment impossible. Les conséquences financières, économiques et sociales d'un tel état de choses retombent une fois de plus sur l'économie anglaise, qui s'atrophie lentement mais sûrement.

Cette atrophie est d'autant plus grave que la Grande-Bretagne aurait besoin de toute son énergie pour limiter les conséquences de facteurs défavorables qui, eux, échappent à sa volonté. Ces facteurs sont de natures diverses : politico-économiques, techniques, sociaux. Ils sont trop connus pour que nous insistions beaucoup sur eux.

Les premiers résultent de l'évolution politique et économique du monde, influencée et accélérée par la guerre : des Etats sont nés (Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie) ; d'autres ont disparu (Autriche-Hongrie) ; d'autres se sont transformés (Russie, Japon). Les anciens blocs économiques se sont désagrégés tandis que les barrières douanières s'élevaient le long des frontières. Au nationalisme dans le domaine politique a correspondu l'autarchie dans le domaine économique : chaque nation a voulu se suffire intégralement à elle-même.

Finalement le cloisonnement économique s'est développé à un point tel que la pénétration économique des nations exportatrices en a été considérablement ralentie. La première victime de cet état de choses est évidemment l'Angleterre.

Au point de vue technique, c'est encore l'Angleterre qui est défavorisée par l'évolution contemporaine. Au XIX^e siècle, le charbon était tout et l'Angleterre en possédait le quasi-monopole. Au XX^e siècle, le charbon perd de plus en plus d'importance relative : l'électricité (houille blanche) et le pétrole le remplacent dans des proportions croissantes. Pour la seule marine mondiale le pourcentage des navires fonctionnant au charbon, qui était en 1914 de 88,64 %, n'est plus en 1934 que de 51,69 %. Mais, fait plus grave, la Grande-Bretagne perd son monopole charbonnier. Les prospections qui se poursuivent, l'outillage qui se perfectionne, la rationalisation qui apparaît, suscitent à l'Angleterre de redoutables concurrents : Allemagne, Pologne, Etats-Unis, Indes, Afrique Australe, Australie (1). A côté des concurrents actuels se dessine un concurrent éventuel formidable, la Chine, avec ses 700.000 kilomètres carrés de bassins houillers. Ce n'est pas tout, car de nos jours... « le véritable facteur de bon marché dans le prix de revient « industriel consiste moins encore dans la possession « d'une force motrice (houille, pétrole, énergie hydraulique) que dans la possibilité de fabriquer en masse, « pour un immense marché intérieur, des produits de « série.. Si Ford a pu, depuis dix ans, produire meilleur « marché que ses concurrents européens, c'est surtout

(1) Cf. sur ce point la brochure publiée par le Comité économique de la S.D.N. en 1932 : « *Le problème du charbon* », ainsi que « *l'Economie Internationale* » de février 1932.

« parce qu'il possède, sous la main pour ainsi dire,
« 130 millions de clients à peu près aussi standardisés
« que les machines qu'il leur vend. Sans doute aussi
« dispose-t-il, dans des conditions exceptionnellement
« favorables, des matières premières et de la force motrice nécessaires, mais, ne nous y trompons pas, c'est
« par le volume qu'il prime » (1). Or ce vaste marché intérieur, l'Angleterre ne le possède pas et ne peut avoir l'espoir de l'acquérir jamais, par suite de l'exiguïté de son territoire.

Enfin, à un point de vue que l'on peut qualifier de social, la consommation mondiale se porte de plus en plus vers des produits correspondant à des besoins en quelque sorte secondaires et accessoires : automobiles, articles de sport, appareils de T. S. F., appareils électriques, téléphoniques, cinématographiques, etc... Or la Grande-Bretagne est le pays des industries fondamentales (textiles, métallurgiques) correspondant à des besoins essentiels, ces besoins précisément dont l'importance relative diminue. Sans doute a-t-elle fait, comme nous le verrons au cours de cette étude, de remarquables efforts pour s'adapter à ces conditions nouvelles ; mais le retard dont elle souffre par rapport à certains de ses concurrents, les Etats-Unis en particulier, est difficile à combler.

II. — La crise cyclique

C'est avec tous ces éléments de faiblesse que l'Angleterre va être obligée d'affronter la crise mondiale. Rien d'étonnant par conséquent à ce que la Livre Sterling, symbole de la puissance britannique, finisse par succomber.

(1) Siegfried. *Op. cit.* p. 72.

L'influence de la crise mondiale, née en octobre 1929 avec le krach de Wall Street, se fait sentir en Grande-Bretagne dès le début de 1930, nettement plus tôt par conséquent que dans les autres pays européens. Cela tient d'une part à la situation déjà difficile que nous venons de décrire, et d'autre part à la sensibilité extrêmement vive du marché de Londres, qui réagit plus vite et plus profondément que les autres aux événements mondiaux. Toute l'économie britannique va bientôt être ébranlée.

Cet ébranlement se manifeste pour nous limiter à la période antérieure à l'abandon de l'étalon-or, par la chute des prix et de la production industrielle, par l'accroissement du chômage, les difficultés du commerce extérieur et le déficit budgétaire.

Les prix de gros, dont l'indice trimestriel ⁽¹⁾ avait oscillé en 1929 entre 80,7 et 83,6, tombent régulièrement et rapidement : ils ne sont plus, au cours du troisième trimestre de 1931, qu'à l'indice 60,3.

La production industrielle décroît elle aussi très rapidement. L'indice général de la production, qui s'était maintenu au cours de l'année 1929 aux alentours de 112 ⁽²⁾, ne se trouve plus, à la veille de l'abandon de l'étalon-or, qu'à 89,3. Le graphique ci-contre fait ressortir la gravité de la chute.

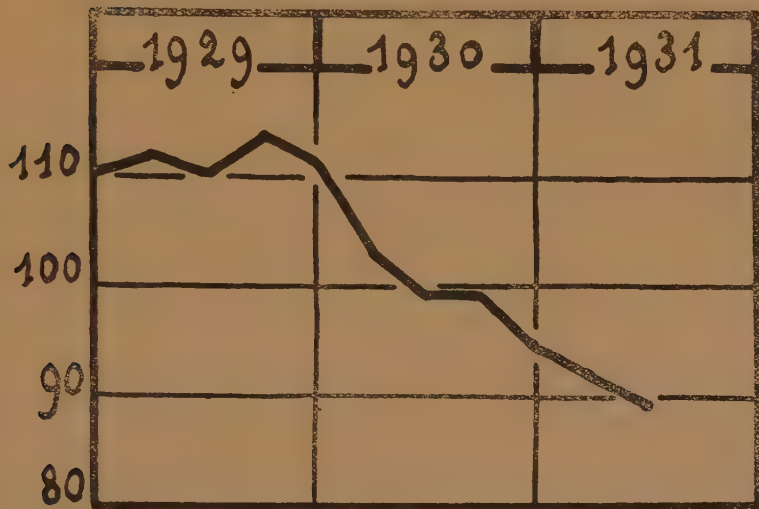
Si l'on étudie séparément chaque industrie, on voit que les plus importantes sont les plus touchées : industrie houillère, industrie métallurgique, constructions mécaniques, constructions navales, textile.

(1) Indice calculé d'après la moyenne des indices de prix de gros du Board of Trade, Base : 1924 = 100.

(2) Indice du *Board of Trade*. Base 1924 = 100.

INDICE GÉNÉRAL DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(Graphique N° 1)



BASE : 1924 = 100.

Pour l'industrie houillère, le tonnage mensuel moyen d'extraction est, pour 1929, de 21.4 millions de tonnes (1). Pour les neuf premiers mois de 1931, il n'est plus que de 18 millions environ. Pendant la même période, le tonnage mensuel moyen d'exportation descend de plus de 5 millions de tonnes à 3,5 millions de tonnes. Cette chute, grave en elle-même, par la diminution d'actif qu'elle inflige à la balance commerciale britannique, l'est encore plus du fait que le charbon est un excellent fret de départ pour les navires marchands du Royaume-Uni.

Dans la métallurgie, la production mensuelle moyenne d'acier brut tombe de 729 milliers de tonnes

(1) Sauf indications contraires, il s'agit de la tonne anglaise de 1016 kgs.

environ en 1929 à 426 milliers de tonnes mensuelles pour les trois premiers trimestres de 1931. Pour la fonte, au cours de la même période, la production suit une courbe sensiblement parallèle à celle de l'acier : 631 millions de tonnes mensuelles en 1929, 316 en 1931.

Pour les constructions mécaniques générales et les constructions électriques, la situation est très grave. Pour les constructions électriques, l'indice mensuel moyen de la production ⁽¹⁾ passe de 107 en 1929 à 80 au cours des mois qui précèdent la chute de la Livre.

Quant aux constructions navales, ce sont certainement les plus touchées, que l'on considère le tonnage en construction ou seulement le tonnage commencé. Le tonnage de navires marchands en construction en 1929 est en moyenne de 1,45 million de tonneaux bruts ; il n'est plus en 1931 que de 0,51 million de tonneaux bruts, ce qui représente une *diminution de près des 2/3*. Quant à la chute du tonnage commencé, elle est littéralement catastrophique : 412 milliers de tonnes brutes en 1929, et 31 seulement en moyenne pour chacun des trois premiers trimestres de 1931, soit plus de *treize fois moins*.

L'industrie textile, enfin, voit son activité réduite, qu'il s'agisse de la laine ou du coton. Pour le textile-coton, si l'on juge de son activité d'après la quantité mensuelle moyenne de coton brut livré aux manufactures, on trouve les chiffres suivants : environ 124 millions de lbs ⁽²⁾ mensuelles en 1929, et 85 seulement pour les trois premiers trimestres de 1931. Dans l'industrie de la laine, si l'on examine la somme totale des salaires

(1) Indice de la « *British Electrical and Allied Manufacturers' Association* ». Base 1924 = 100.

(2) Livre anglaise « avoirdupois » soit 453 grammes.

payés (Ministry of Labour Gazette, base 1924 = 100), on le trouve à 90.3 en 1929, et à 68.4 en 1931 avant la chute de la Livre.

Cette diminution de l'activité industrielle a comme conséquence directe une recrudescence du chômage. Le nombre total des sans-travail inscrits aux divers fonds de chômage avait été en moyenne, en 1929, de 1.230.000. Il passe, au cours des neuf premiers mois de 1931, à 2.643.000. Les industries qui comptent le plus grand pourcentage de chômeurs sont naturellement celles que nous avons indiquées plus haut. Le tableau ci-dessous montre la croissance de ce pourcentage entre 1929 et 1931 :

POURCENTAGE MOYEN DES TRAVAILLEURS ASSURÉS SANS
EMPLOI, PAR GROUPES D'INDUSTRIES

	1929	1931 (1)
	%	%
Textile	16.2	28.6
Sidérurgie	18.9	45.4
Constructions mécaniques	9.7	27.5
Constructions électriques	4.5	14.6
Constructions navales	21.3	51.5
Textile-coton	13.2	41.1
Textile-laine	13.8	31.1

La situation industrielle de la Grande-Bretagne est en rapports directs avec l'affaiblissement de son commerce extérieur. Cet affaiblissement est d'autant plus grave qu'il ne porte pas également sur les importations et les exportations : celles-ci sont beaucoup plus frappées que les premières, de sorte que le déficit de la balance commerciale va croissant, ainsi qu'en témoignent les chiffres ci-dessous :

(1) Jusqu'à la chute de la Livre seulement.

COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA GRANDE-BRETAGNE
(en millions de Livres)

	1929	1930	1931
Importations	1121	1045	861
Exportations et réexportations	839	658	454
Excédent des Importations ..	382	387	407

Comme, au même moment, les éléments d'actif de la balance des comptes ⁽¹⁾ anglaise (frets maritimes, commissions des banquiers, revenus des capitaux anglais à l'étranger) se réduisent par suite de la crise mondiale, le fort excédent de cette balance (149 millions de Livres en 1928, 103 millions en 1929), va se réduire à peu de chose en 1930 (28 millions) et faire place en 1931 à un très lourd déficit : 104 millions de £ environ d'après les évaluations du Board of Trade.

Les finances publiques, comme il est naturel, reflètent la gravité de la situation. Le rendement des impôts directs et indirects diminue par suite du ralentissement des transactions et de la baisse du revenu national : nombre d'entreprises ne donnent plus de bénéfices, ou des bénéfices très réduits. Les placements extérieurs font subir de lourdes pertes en capital et en intérêts aux épargnants britanniques. Et cependant les dépenses augmentent, qu'il s'agisse du budget national ou des

(1) Nous donnons à cette expression le sens précis que lui donnent la plupart des économistes français, à la différence de certains économistes étrangers, notamment anglo-saxons. Nous appellerons donc « balance des comptes » d'une année donnée : « La balance des créances et des dettes nées des échanges de marchandises et de services dans l'année considérée, ainsi que des créances et dettes résultant d'opérations ou de faits antérieurs qui ont donné lieu normalement à un règlement en intérêts, ou en capital, dans la même année. »

(Aftalion, *cours doctorat* 1933-34).

budgets locaux, principalement par suite de l'accroissement du chômage. Le résultat est que l'exercice 1930-31 se solde par un déficit de £ 23 millions. Si les mesures énergiques que nous étudierons plus loin n'avaient pas été prises à temps, le déficit aurait atteint, d'après les évaluations officielles (1), £ 74 millions pour 1931-32 et £ 170 millions pour 1932-33. C'est donc avec raison que le Chancelier Snowden déclarait aux Communes, le 11 février 1931. « ...Je dis, avec toute la solennité possible, que la situation nationale est si grave qu'il faudra « recourir à des mesures héroïques et désagréables si « l'on veut équilibrer le budget et faire des progrès industriels. »

III. — La chute de la Livre

La situation nationale était si grave, en effet, qu'elle allait aboutir quelques mois plus tard à l'abandon de l'étalon-or. *On peut dire, d'une manière générale, que la cause de cet abandon réside dans la conjonction, la superposition des deux crises que nous venons d'analyser.* Comme ce serait toutefois trop généraliser que de présenter les choses sous cet aspect, nous allons examiner isolément les principales causes de cet événement.

Une première cause semble être la revalorisation de 1925, qui s'était faite à un taux trop élevé eu égard aux énormes destructions de capital que la guerre avait engendrées chez tous les belligérants continentaux. Le corollaire logique de ces destructions aurait en effet dû être une amputation monétaire correspondante, que notre franc, pour ne

(1) Commission May. Rapport du 30-7-1931.

citer que cet exemple, a largement subie. Mais l'Angleterre, dans le but de conserver son hégémonie bancaire, a revalorisé intégralement sa monnaie. Elle l'a malheureusement revalorisée, comme nous l'avons vu plus haut, dans de mauvaises conditions, puisque la baisse des prix ne s'est pas produite autant qu'il eût été nécessaire et que les salaires n'ont pratiquement pas baissé. Le handicap dont l'industrie britannique a souffert de ce fait vis-à-vis de ses concurrentes a sans doute contribué à la chute de la monnaie. Car le déficit croissant de la balance commerciale qui en est résulté s'est ajouté à la baisse des éléments d'actif de la balance des comptes (frets maritimes, commissions et courtages des banquiers, revenus des placements extérieurs, etc...), aboutissant à un déficit de 104 millions de Livres pour 1931.

La situation des finances publiques poussait elle aussi à la dévaluation, encore qu'il ne faille pas exagérer l'importance directe de ce facteur. Comme le dit Richard Levinsohn dans son « Histoire de la Crise », l'Etat... « dépensait généreusement des deux côtés des sommes qui ne correspondaient pas aux rentrées courantes. Le service de la dette intérieure et en particulier des emprunts de guerre représentait presque la moitié des dépenses de l'Etat, et exigeait plus de 300 millions de Livres par an. L'Etat n'osait pas se résoudre à une conversion du taux d'intérêt par égard pour les rentiers. D'autre part, les charges sociales augmentaient d'année en année. Depuis 1920 l'Angleterre possédait un système d'assurances contre le chômage très développées qui, sans beaucoup de formalités, assurait à chaque chômeur un minimum nécessaire à l'existence. Mais les contributions patronales et ouvrières ne suffisaient

« pas même dans les bonnes années à entretenir tous
« les chômeurs. L'Etat était obligé d'y contribuer et sa
« part avait augmenté de 12 millions en 1928 à 50 mil-
« lions de Livres en 1931. En outre Lloyd Georges avait
« doté la population d'une pension générale de vieillesse
« dont le coût pour l'Etat avait atteint progressivement
« 38 millions de Livres par an. Le parti Travailleiste
« alors au pouvoir ne pouvait prêter la main à une
« réduction des dépenses sociales. Et comme les impôts
« rentraient de plus en plus mal, en 1931, 10 % des
« dépenses de l'Etat n'avaient pas été couvertes. » (1)

Mais c'est avant tout le système anglais des prêts à l'étranger, joint à la politique de la banque d'émission, qui est responsable des événements de septembre 1931. *La Livre avait en effet, par suite des circonstances qui avaient accompagné sa revalorisation, un pouvoir d'achat faible à l'intérieur, mais élevé à l'extérieur.* Les banquiers de la Cité, poussés à la fois par l'appât du gain et par leurs traditionnelles sympathies pour l'Allemagne « firent alors une opération magnifique qui rappelait singulièrement l'usure des Juifs au Moyen Age. Cela consista essentiellement » à emprunter de l'argent (surtout en France) à 3 %, et « à le prêter à l'Allemagne à 8 % » (2). Cette « magnifique opération » pouvait à la rigueur se justifier en théorie, puisque, si les fonds empruntés par l'Angleterre l'étaient à court terme, la plus grande partie de ceux prêtés par l'Angleterre en Europe Centrale et particulièrement en Allemagne étaient eux aussi à court terme : c'étaient des crédits par acceptation, uniquement desti-

(1) Richard Levinsohn. « *Histoire de la Crise* ». Paris 1934. p. 79-80.

(2) Paul Dottin, *op. cit.* p. 46.

nés en principe à favoriser le commerce des pays emprunteurs. Mais les allemands, pressés par la nécessité (retrait, par suite de la crise américaine, d'une partie des capitaux américains engagés en Allemagne) ne respectèrent pas les clauses des contrats et immobilisèrent la quasi totalité des capitaux prêtés par l'Angleterre. Or les capitaux empruntés par l'Angleterre, comme ceux prêtés par elle, étaient importants : d'après le rapport sur les Banques commerciales publié en 1934 par la S.D.N. «... une quantité importante de fonds étrangers à court terme, évaluée par le Comité Mac Millan à plus de 400 millions de Livres à la fin de 1931 était conservée à Londres sous forme de dépôts à la Banque d'Angleterre, dans les banques et établissements d'acceptation, de dépôts en Sterling conservés par l'intermédiaire de ces institutions, et d'avances au marché de l'escompte ; on évaluait à la même date à environ 15 millions de Livres les acceptations pour le compte de l'étranger que détenaient les établissements d'acceptation et les banques par actions. Le Royaume-Uni, bien que créancier à long terme important, se trouvait donc être un gros débiteur à court terme. » (1). C'est dans ces conditions qu'allait éclater la crise des banques en Europe Centrale : en mai 1931, la Crédit-Anstalt s'écroule à Vienne ; en juillet, c'est la crise des banques Allemandes (Danat Bank, Commerzbank, Deutsche Bank). Les capitaux étrangers fuient l'Europe Centrale avec rapidité : mais les capitaux britanniques, moins agiles, se trouvèrent en grande partie « gelés ». Si ces capitaux et crédits avaient été strictement britanniques, il n'y aurait eu que demi-mal ; mais

(1) S. D. N. « *Les Banques commerciales* ». Genève 1934. P. 20.

nous venons de voir qu'ils provenaient de dépôts étrangers à Londres.

C'est alors qu'intervint le facteur psychologique : les créanciers de Londres, les Français en particulier, apprenant la situation critique des capitaux aventurés par la Grande-Bretagne en Europe Centrale et édifiés sur la situation économique du Royaume-Uni par la publication, vers le milieu de 1931, des rapports Mac Millan et May ⁽¹⁾, s'empressèrent de rapatrier leurs capitaux. Les incidents de la Grande Flotte, à Invergordom, où les équipages refusèrent d'appareiller et immobilisèrent les navires pendant trois jours, mirent le comble aux craintes des capitalistes étrangers qui se rappelaient les mutineries de la marine russe en 1917, et effrayèrent les anglais eux-mêmes. Certains d'entre eux se mirent à transformer en monnaies étrangères leurs avoirs en Livres.

Dernière raison de faiblesse pour la Livre : la Banque d'Angleterre, par suite d'une part d'une confiance peut-être excessive dans son crédit, par suite d'autre part des nécessités de la politique anglaise des prêts à l'étranger, se contentait depuis 1925 d'une encaisse-or beaucoup trop faible pour l'importance de ses engagements à vue. De 1929 à 1931 en effet, l'encaisse-or atteignit seulement en moyenne environ 150 millions de Livres. La proportion par rapport aux engagements à vue oscilla entre 30 et 33 %, et fut même à diverses reprises inférieure à 30 %.

Aussi... « en quatre jours
« (16-17-18-19 septembre), le sort était jeté. Mercredi

(1) Le rapport May, du 31 juillet 1931, estimait le déficit budgétaire probable pour l'année courante à L 78 millions, et pour l'exercice 1932-33 à 120 millions.

« (16 septembre) c'étaient 5 millions de Livres, jeudi
« 10 millions, vendredi près de 18 millions, et samedi
« en une demi-journée 10 millions retirés à la Banque
« d'Angleterre. En août et septembre, les retraits attei-
« gnirent au total £ 200 millions, rendant inopérant le
« concours franco-américain (£ 130 millions) » (1). Le
lundi 21 septembre le gouvernement de sa Majesté an-
nonçait officiellement la suspension, pour une durée de
six mois, de la convertibilité du billet : l'Etalon-or avait
vécu.

*
* *

Bien qu'on s'y attendit,
cette nouvelle provoqua dans le monde une profonde
stupeur. Après le dieu américain « Prospérité », la crise
venait d'abattre le dieu « Sterling ». Les Anglais seuls ne
s'impressionnèrent pas outre mesure, suivant peut-être
l'objurgation affichée par les soins du Chancelier de
l'Echiquier « *Let us keep cool head and steady nerves* »,
mais suivant surtout leur tempérament. Pour eux en
effet, ce n'était pas la Livre qui variait par rapport à
l'or et aux monnaies étrangères, mais les monnaies
étrangères et l'or qui variaient par rapport à la Livre.
Nous verrons au cours de notre étude l'importance con-
sidérable de ce facteur psychologique dans l'évolution
économique ultérieure. La presse anglaise s'attachait
d'ailleurs à faire ressortir les avantages qui pouvaient
découler de la nouvelle situation (2). Le *Times* par exem-
ple terminait ainsi son éditorial : « On peut affirmer
« énergiquement qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter de

(1) Jean Lescure, « *Les crises générales et périodiques de surpro-
duction* ». Paris 1932. Quatrième édition. Tome 1^{er}, p. 340-341.

(2) Les textes ci-dessus sont extraits de « *Lu dans la Presse Uni-
verselle* ». 25-9-1931, p. 3-5.

« la décision prise par le gouvernement. Non seulement
« le pays, mais le monde tout entier, en ressentiront les
« bienfaits. » Le libéral *Manchester Guardian* reconnaissait que la baisse contrôlée de la monnaie arrangerait une grande partie des difficultés anglaises : « D'abord
« cette baisse réaliserait, et beaucoup mieux qu'un tarif,
« toutes les merveilles qu'on attendait de lui. Cela
« tendrait à équilibrer notre balance commerciale,
« aiderait notre industrie en diminuant le prix de production, et faciliterait le problème budgétaire. » Quant au *Daily Mail*, il était franchement optimiste : « L'abandon provisoire de l'étalon-or — abandon qui deviendra peut-être définitif — sera un bienfait pour l'industrie britannique. L'étalon-or, tel qu'il a fonctionné depuis la guerre, est une erreur et un danger national. Il nous a coûté des dizaines de millions et nous a presque ruinés. Maintenant que nous en voilà débarrassés nous pouvons respirer plus librement ».

*
* *

La Grande-Bretagne allait en effet respirer plus librement. Dans quelle mesure exactement, et pourquoi ? — A cause de la dévaluation de la Livre ou pour d'autres motifs ? — C'est ce que nous essaierons d'élucider au cours de cette étude.

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉVOLUTION AGRICOLE

CHAPITRE PREMIER

L'AGRICULTURE ANGLAISE JUSQU'EN 1931

I. — L'évolution générale et ses causes

Son sol relativement peu fertile et son climat très humide n'ont jamais prédisposé l'Angleterre à être une grande nation agricole. Jusqu'au XVIII^e siècle néanmoins, c'est-à-dire jusqu'au moment des grandes inventions d'où est sortie l'industrie moderne (en particulier, invention de la machine à vapeur qui a donné une extrême importance économique au charbon), l'économie anglaise a été essentiellement agricole. Mais depuis cette époque, et surtout depuis la mémorable abrogation des « corn-laws » en 1846, l'histoire de l'agriculture anglaise est une constante décadence.

「*
*」

Les causes de cette décadence peuvent être ramenées à trois principales : l'industrialisation de la Grande-Bretagne, le libre échange, et le régime de la propriété (1).

Le développement industriel de l'Angleterre est essentiellement dû à sa richesse en charbon, aliment tout indiqué pour la machine à vapeur et les innombrables

(1) Siegfried, *cours* 1932-33. *Passim*.

industries qu'elle créera et développera. De cet essor industriel, c'est l'agriculture anglaise qui sera la première victime : à mesure que les puits de mines se creusent et que les usines s'élèvent, la population rurale, petits propriétaires et ouvriers agricoles, est attirée vers la mine et vers l'usine. Cette attirance est d'autant plus forte que le territoire de l'Angleterre est relativement restreint et que de nombreux bassins houillers y sont disséminés. La pénurie de main-d'œuvre agricole qui en est résultée a eu comme conséquence une hausse des salaires, qui a naturellement contribué à aggraver la situation de l'agriculture britannique vis-à-vis de ses concurrentes étrangères.

Le libre échangeisme, dont l'abrogation des « corn-laws » marque le premier triomphe, et qui subsistera jusqu'en 1931, a constitué une seconde et puissante cause de décadence pour l'agriculture anglaise. Car il n'y avait aucune égalité des prix de revient agricoles entre l'Angleterre, vieux pays fortement peuplé où le sol avait par suite une valeur élevée, et les immenses pays vierges où le sol était pratiquement gratuit et où le machinisme permettait d'obtenir économiquement une production sans cesse accrue. Sans doute fallait-il ajouter, aux prix des produits étrangers, le prix du transport jusqu'en Angleterre. Mais la puissance et la bonne organisation de la marine marchande britannique réduisaient au minimum ce prix additionnel. De sorte que tout compte fait, les blés canadiens ou argentins arrivaient à Londres à un prix moindre que les blés indigènes du Nord-Est.

Les deux causes que nous venons d'indiquer ont joué d'autant plus fortement contre l'agriculture anglaise que le régime de la propriété sous laquelle elle vit ne lui

donne pas une grande capacité de résistance. Il s'agit en effet d'un régime quasi féodal que l'on peut faire remonter dans ses grandes lignes jusqu'à la conquête normande. Ce régime s'est maintenu et consolidé, d'une part grâce au droit d'aînesse qui a subsisté jusqu'au début du XX^e siècle, empêchant le morcellement que le droit révolutionnaire développait au contraire en France, et d'autre part grâce à la décadence des cultures de céréales (dûe à la pénurie de main-d'œuvre et à la concurrence étrangère) qui ont fait place aux prairies et à l'élevage. Or l'élevage se prête aisément à la grande exploitation, et favorise par suite la grande propriété. Ajoutons que l'élevage a été développé non seulement par le déclin des cultures, mais encore par la grande consommation de viande que fait le peuple anglais et, pour les ovins, par les besoins de son industrie lainière. Mais le grand propriétaire anglais est généralement en même temps un gros industriel qui ne compte guère, pour vivre, sur les revenus de ses terres, et qui s'inquiète peu de leur rendement économique. Aussi les fait-il exploiter par de puissants fermiers qui embauchent et dirigent de simples salariés agricoles. Ni les uns ni les autres n'ont le « sens de la terre », la vocation agricole, et s'ils obtiennent souvent de très beaux rendements, c'est la plupart du temps parce qu'ils n'ont tenu aucun compte du coût de production.

II. — La situation de l'agriculture britannique au XX^e siècle, jusqu'en 1931

La conséquence des facteurs que nous venons de passer en revue a été la continuation au XX^e siècle, et particulièrement depuis la guerre, du mouvement commencé au XIX^e siècle, c'est-à-

dire une forte diminution des cultures de céréales partiellement compensée par l'accroissement de l'élevage, la diminution du nombre des travailleurs ainsi que des exploitations agricoles, et enfin les faibles bénéfices ou les pertes subies à la production. C'est la période d'après guerre qui nous occupera principalement à cet égard.

*
* *

La période d'avant-guerre est essentiellement marquée par le développement de la législation relative aux « allotements » et aux « small holdings », et par le budget Lloyd George de 1909. Le but de la législation concernant les allotements était, par la location à très bas prix de tout petits lots de terre (5 acres au maximum) ⁽¹⁾ de procurer un complément de ressources aux salariés et aux artisans, et surtout d'empêcher l'ouvrier agricole de quitter la terre en lui facilitant l'épargne et l'accession éventuelle à la petite propriété indépendante. Quant aux small holdings, originellement destinés à constituer de petites propriétés (1 à 50 acres), ils ont été organisés en 1908 aussi bien en vue de la location (jouant ainsi en plus grand le même rôle que les allotements), qu'en vue de la création de petites propriétés. Mais l'effet de cette législation a été assez limité. Quant au fameux budget Lloyd George de 1909, il créait une taxe de 20 % sur les plus-values foncières réalisées depuis 1909, telles qu'elles devaient résulter des évaluations faites tous les quinze ans pour les biens de main-morte, et à chaque mutation de propriété ou de jouissance prolongée pour les immeubles détenus par des particuliers. Une autre taxe sur les terrains non mis en

(1) L'acre vaut environ 40,5 ares.

valeur devait empêcher certaines spéculations et inviter les propriétaires de ces terrains à les mettre en culture. Mais, ici encore, cette législation semble n'avoir eu que de très faibles résultats.

*
* *

La guerre par contre, après une première période où la situation agricole reste à peu près stationnaire, devait engendrer à partir de 1918 et jusque vers 1921 un assez vif essor agricole. En effet, la Grande-Bretagne doit importer de l'étranger plus des deux tiers des produits alimentaires qui lui sont nécessaires : or à la fin de 1916, et surtout en 1917, les Allemands pratiquent une intense guerre sous-marine et détruisent des centaines de milliers de tonnes de navires marchands. Le gouvernement britannique, voyant brusquement surgir la menace de la famine, fit alors voter une loi garantissant pendant 5 ans un prix de vente minimum aux producteurs nationaux de céréales : d'où un accroissement sensible des surfaces cultivées et de la production. Les terres cultivées passent de 10,9 millions d'acres en 1914 à 12,4 millions en 1918, au détriment principalement des prairies permanentes. La production de blé, de 1,6 millions de tonnes environ en 1914, passe à 2,3 millions en 1918. Celle de l'avoine, pendant la même période, passe de 1,3 millions de tonnes à plus de 2 millions. Le cheptel bovin augmente lui aussi, de 5.878.000 têtes en 1914 à 6.200.000 en 1918, tandis que le cheptel ovin diminue, en grande partie par suite de la réduction des prairies au profit des céréales.

*
* *

La loi de 1917 avait été prévue pour cinq ans, mais elle fut brusquement abrogé

en 1921 malgré les promesses du gouvernement. Aussi le mouvement de régression des surfaces cultivées ne tarda pas à se produire après la guerre avec sa régularité antérieure. Le tableau ci-dessous en montre l'importance — de 1921 à 1931 — pour le blé, l'orge et l'avoine. Il indique en outre la chute parallèle de la production.

SURFACES CULTIVÉES ET PRODUCTION DE CÉRÉALES EN
GRANDE-BRETAGNE AU COURS DE LA PÉRIODE 1921-31

	BLE		ORGE		AVOINE	
	Superf. 1.000 acres	Product. 1.000 tonnes	Superf. 1.000 acres	Product. 1.000 tonnes	Superf. 1.000 acres	Product. 1.000 tonnes
1921	2.041	2.027	1.606	1.171	3.159	2.142
1922	2.032	1.742	1.521	1.096	3.146	1.932
1923	1.799	1.586	1.485	1.099	2.945	2.025
1924	1.594	1.412	1.466	1.143	2.993	2.200
1925	1.548	1.414	1.470	1.153	2.794	2.095
1926	1.646	1.360	1.270	1.025	2.804	2.240
1927	1.703	1.488	1.166	956	2.648	1.964
1928	1.454	1.328	1.297	1.122	2.641	2.147
1929	1.381	1.329	1.221	1.099	2.743	2.277
1930	1.400	1.127	1.127	832	2.640	1.988
1931	1.247	1.010	1.117	847	2.486	1.861

Pour le blé, la diminution de la surface cultivée est donc de plus de 800.000 acres entre 1921 et 1931, et la diminution de production, de plus d'un million de tonnes ; c'est dire qu'elle est un peu plus que proportionnelle à la diminution de surface. La cause en est dans le rendement relativement faible de l'année 1931 compa-

rée aux années précédentes (rendement de 16,2 cwts (1) à l'acre contre une moyenne de 17,2 au cours des dix années précédentes). Pour l'orge, la superficie cultivée diminue de près de 500.000 acres entre 1921 et 1931 ; la production décroît de plus de 320.000 tonnes, avec un rendement moyen de 15,2 cwts à l'acre. Toujours pendant la même période, la surface consacrée à l'avoine diminue de plus de 670.000 acres, et la production de 340.000 tonnes seulement, grâce à un assez fort rendement en 1931 : 15 cwts à l'acre, contre 13,6 seulement en 1921.

Ajoutons encore, bien qu'ils ne figurent pas dans le tableau ci-dessus, les pommes de terre et le houblon. Les premières perdent une superficie de 137.000 acres entre 1921 et 1931. Le second perd 15.600 acres, c'est-à-dire plus du cinquième du chiffre de 1921.

La production des betteraves à sucre se développe par contre dans des proportions considérables après la guerre, à la fois en quantité et en qualité. La superficie ensemencée n'était en effet en 1923 que de 16.000 acres, avec une production de 13.000 tonnes de betteraves : en 1930 la superficie cultivée est de 349.000 acres, la production est de 420.000 tonnes, et le nombre des sucreries est de 18, contre 2 seulement en 1923. Mais ce remarquable développement, il ne faut pas se le dissimuler, est uniquement dû à une coûteuse politique de subventions directes ou indirectes de la part de l'Etat ; cette politique se manifeste en 1922 par l'abolition du droit d'accise sur le sucre indigène, et en 1925 par le « Sugar Subsidy Act » accordant pendant dix ans des subsides décroissants aux industriels fabricant du sucre avec des betteraves anglaises. On évaluait en 1931 le coût de cette législation

(1) Cwt ou hundredweight = 50 kgs 782.

à 30.000.000 de Livres, tant pour l'exemption du droit d'accise que pour les subsides directs (1).

Outre les causes générales que nous avons indiquées plus haut, la décadence des cultures en Angleterre après la guerre tient à la baisse des prix agricoles mondiaux qui commence à se manifester dès 1926 et qui n'a guère cessé depuis de s'aggraver. L'Angleterre, vaste marché d'absorption, est sollicitée de tous côtés par les pays exportateurs qui se livrent pour obtenir ses commandes à une concurrence effrénée à la baisse. Cette concurrence porte principalement sur les céréales, faciles et relativement peu coûteuses à transporter même aux plus grandes distances. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que les producteurs britanniques, en face de prix de moins en moins rémunérateurs, abandonnent progressivement leur culture.

L'élevage par contre bénéficie dans une certaine mesure de cet abandon. Il est en effet moins coûteux que la culture parce que demandant moins de personnel et de matériel ; il est surtout plus rémunérateur, parce que la concurrence étrangère s'exerce difficilement sur la viande fraîche et sur le lait. Le transport du bétail vif à longue distance est en particulier prohibitif. Aussi voyons-nous une progression marquée dans le nombre des têtes de bétail anglais. Le nombre des bovins passe de 6.869.000 têtes environ en 1921 à 7.273.000 environ en 1931. La progression des ovins est encore plus forte : 20.122.000 têtes en 1921 ; 25.580.000 en 1931. Celle des porcs, quoique assez irrégulière et d'une signification plus restreinte, est néanmoins assez importante : 2.449.000 têtes en 1921 et 2.945.000 en 1931. Une seule

(1) Cf. Viscount Astor and Keith Murray « *Land and Life* », London 1932.

catégorie est en régression : l'élevage du cheval. De 1.552.000 en 1922, le nombre des chevaux tombe à 1.091.000 en 1931. Mais il s'agit là d'un phénomène très général, intimement lié à la mécanisation de l'agriculture et des transports routiers.

Le corollaire de la double évolution que nous venons de marquer dans l'agriculture anglaise après la guerre est une réduction dans le nombre des travailleurs de la terre. Au cours de la période 1921 - 1924, la moyenne de la main-d'œuvre permanente ⁽¹⁾ est de 650.000 personnes, auxquelles il faut ajouter environ 150.000 travailleurs occasionnels, soit 800.000 au total. En 1927, ce total n'est plus que de 774.000, et en 1931, de 716.000, qui se décomposent en 616.000 travailleurs permanents et 100.000 occasionnels. Comme l'industrie est totalement incapable d'absorber la main-d'œuvre ainsi libérée, la diminution de la main-d'œuvre agricole se traduit directement par une aggravation du chômage.

Un autre trait important, en relation très nette avec l'évolution que nous venons d'analyser, est le mouvement de concentration dans les exploitations agricoles. Bien qu'on ne puisse pas en déduire avec certitude un mouvement parallèle de la propriété, sur laquelle on manque de renseignements précis, ce mouvement est néanmoins probable. Le nombre total d'exploitations dans l'Angleterre et le Pays de Galles se montait en 1922 à 414.715. En 1924, il était déjà tombé à 409.383. Il ne se trouve plus en 1931 qu'à 391.941. Mais ce qui est beaucoup plus intéressant à considérer, et que le tableau ci-dessous indique très nettement, c'est la répartition des augmentations ou diminutions par catégorie d'exploitations au

(1) Angleterre et Pays de Galles.

cours de la période 1922-1931. Nous avons, dans le tableau ci-dessous, supprimé les années 1924 à 1929 incluse pour faire mieux ressortir l'évolution.

NOMBRE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES EN ANGLETERRE ET
PAYS DE GALLES — 1922-1931 (1)

Années	Total des Exploitations	de 1 à 5 acres	de 5 à 20 acres	de 20 à 50 acres	de 50 à 100 acres	de 100 à 150 acres	de 150 à 300 acres	au-dessus de 300 acres
1922	414.715	79.364	114.001	80.165	60.676	31.874	35.712	12.923
1923	411.673	77.674	113.049	79.865	60.796	31.844	35.565	12.880
1930	395.823	72.984	103.975	77.970	61.703	31.998	34.957	12.336
1931	391.941	71.204	102.339	77.374	61.951	32.002	34.925	12.146

Ainsi les petites et les moyennes exploitations, de 1 à 50 acres, sont en régression constante. Les grandes au contraire, surtout celles de 50 à 100 acres, sont en progrès très net. Les très grandes enfin, au-delà de 150 acres, sont en recul. Comment expliquer ce phénomène ? Ici encore on peut trouver l'explication dans le déclin des cultures au profit de l'élevage : les dimensions des catégories en progrès (50 à 100 acres et 100 à 150 acres), semblent en effet convenir tout particulièrement à l'élevage des ovins et des bovins. De plus, de telles exploitations sont suffisamment importantes pour absorber l'activité de leur chef, sans toutefois la déborder.

Un dernier trait caractéristique de l'agriculture anglaise après la guerre est son faible rendement économique. Encore qu'il soit difficile d'avoir sur ce point des renseignements précis, on peut se faire une idée de la situation d'après un certain nombre de faits : tout

(1) *Agricultural statistics* (Ministry of Agriculture and Fisheries) 1932. Part II

d'abord la baisse mondiale des produits agricoles et en particulier des céréales. C'est en grande partie à cause de cette baisse, comme nous l'avons signalé, que nombre de producteurs anglais de céréales ont dû réduire leurs emblavures, voyant qu'ils produisaient à perte. En effet, les hauts rendements dont l'agriculture anglaise s'enorgueillit sont dûs beaucoup plus à la quantité de travail et de capital (engrais, machines) fournie qu'à la fertilité du sol. Aussi la marge de bénéfice est-elle très faible ou nulle. Quant à l'élevage, si le nombre de têtes de bétail est en progrès, un indice défavorable au point de vue financier est donné par le déclin, à partir de 1927-1928, des animaux vendus pour l'abattage. Cet indice est corroboré par les estimations de la production de viande en Angleterre et dans le Pays de Galles :

I. — VENTES DES ANIMAUX POUR L'ABATTAGE
(en milliers de têtes)

	1927-28	1930-31
Bœufs	1.410	1.322
Veaux	0.982	0.808
Moutons et Agneaux	7.498	5.872
Porcs	3.680	3.214
	<u>13.569</u>	<u>11.216</u>

II. — PRODUCTION DE VIANDE
(en milliers de cwts)

Bœuf	7.900	7.413
Veau	0.763	0.628
Moutons et Agneaux	<u>5.257</u>	<u>4.591</u>
	17.401	15.358

On peut semble-t-il expliquer cette diminution par le fait que la viande anglaise est de la viande fraîche, de qualité, et par suite relativement chère. Or à mesure

que les prix agricoles mondiaux diminuent, les arrivages de viandes étrangères congelées, réfrigérées ou de conserve, augmentent. Comme le prix en est moins élevé que celui des viandes indigènes, le consommateur anglais touché par la crise achète une plus grande proportion de viandes étrangères. Aussi l'indice des prix de l'élevage s'affaisse-t-il de 14 points en 1931. Malgré ces réserves, la position de l'élevage britannique demeure *relativement* forte, par suite principalement du prix extrêmement bas des produits destinés à l'alimentation du bétail.

CHAPITRE DEUXIEME

L'AGRICULTURE ANGLAISE DEPUIS 1931

L'année 1931 apparaît extrêmement importante pour l'agriculture anglaise : elle marque en effet le début d'une orientation nouvelle de la politique agricole du Royaume-Uni, politique qui avait été pendant plus de quatre-vingts ans celle du laisser-faire. Mais les facteurs qui militaient en 1846 en faveur du libre-échange agricole se sont profondément modifiés : car, s'il était logique de sacrifier l'agriculture à l'industrie quand cette dernière dominait sur tous les marchés mondiaux et procurait à la nation des bénéfices plus que suffisants pour acheter au dehors les produits alimentaires nécessaires, il devenait dangereux, dès l'instant où les exportations et les revenus extérieurs faiblissaient dans les proportions que nous avons vues, de continuer à acheter autant de produits agricoles que par le passé. C'est là une première raison, purement économique, qui a motivé le renversement de la politique agricole anglaise. Il en existe également une autre, d'ordre politique : les élections du 27 octobre 1931 ayant donné aux conservateurs une très forte majorité aux Communes, leur influence au sein du gouvernement est prépondérante. Or, les Conservateurs ont été de tout temps, en Angleterre comme dans presque tous les pays, les porte-parole de l'agriculture. Enfin on espérait qu'en améliorant la situation de l'agriculture, on lui ferait

absorber une partie des chômeurs dont l'entretien constitue un si lourd handicap pour la nation.

Nous étudierons l'évolution de l'agriculture sous le triple aspect de la lutte contre la concurrence étrangère, de la situation vis-à-vis des Dominions, et de l'organisation législative. Nous terminerons par un quatrième paragraphe sur la production, les rendements et les prix au cours des trois dernières années.

I. — La lutte contre la concurrence étrangère

a) — LA CHUTE DE LA LIVRE

Le premier facteur qui devait normalement jouer au cours de la période que nous étudions est la chute de la livre. Ce facteur aurait même dû être d'une importance capitale, étant donné d'une part la rapidité et l'importance de la dévaluation (le pourcentage de dévaluation ayant atteint, dès janvier 1932, plus de 25 %), et d'autre part la grande quantité d'importations alimentaires du Royaume-Uni. Celles-ci atteignent en effet près de 70 % de la consommation britannique totale. La conséquence à première vue logique de la baisse de la monnaie aurait dû être une hausse des prix correspondante. C'est une vérité évidente et fondamentale de l'Economie politique que la valeur de la monnaie et les prix sont en raison inverse l'un de l'autre. Et pourtant, les variations de prix des produits alimentaires dans les deux mois qui ont suivi la chute de la Livre sont dans l'ensemble extrêmement faibles ; la viande, dont plus de la moitié est importée, n'a augmenté que de 1 %. La farine et le pain, de 4 %, alors que 85 % de la consommation bri-

tannique provient de l'importation. Le lait, le beurre et le fromage ont augmenté de 1 à 1 ½ %. Le thé, type même du produit d'importation, de 2 %. Les œufs par contre ont augmenté de 10 %, mais il s'agit presque uniquement d'une hausse saisonnière (hiver). Les pommes de terre seules ont augmenté de 20 % (c'est-à-dire dans une proportion analogue à celle de la dévaluation monétaire. Mais l'explication de cette hausse réside en grande partie dans le fait que la récolte anglaise de 1931 avait été extrêmement mauvaise : 2.400.000 tonnes environ, soit plus de 670.000 tonnes de moins que la moyenne des dix années précédentes. D'où une importation anormalement élevée, et, de plus, *en provenance de pays à change apprécié* : France, Hollande, Belgique, etc...

En effet, et nous arrivons ici à l'explication de l'absence de hausse pour les produits agricoles britanniques d'importation, il ne faut pas oublier que l'abandon de l'étalon-or par la Grande-Bretagne a été suivi de toute une série d'abandons analogues. Les pays qui ont imité presque immédiatement l'exemple anglais, soit parce qu'ils détenaient de très grosses quantités de £ comme couverture de leurs émissions monétaires et voulaient éviter les lourdes pertes qui auraient été la conséquence de leur fidélité à l'étalon-or, soit parce qu'ils craignaient de perdre le marché anglais, sont : d'une part les possessions britanniques (dont l'Inde) et certains pays sous tutelle anglaise, tels que l'Égypte, le Portugal, le Siam ; d'autre part, presque tous les pays Scandinaves. Nous pourrions, pour énumérer toutes les dévaluations qui se sont produites dans le trimestre qui a suivi la chute de la Livre, ajouter le Japon, bien que son cas soit en dehors de la question qui nous occupe.

Enfin certains pays, tels que l'Argentine et l'Australie, avaient des monnaies dépréciées dès avant la chute de la Livre. Cet événement ne fit qu'accentuer leur dépréciation par rapport à l'or et aux monnaies-or, *mais leur niveau, de même que le niveau des monnaies dont nous venons de parler, demeura presque inchangé par rapport à la Livre*. Dès lors que ce niveau demeurerait inchangé, les prix des produits importés par le Royaume-Uni en provenance des pays que nous venons d'indiquer n'avaient aucune raison sérieuse de varier. Or la plus grande partie des produits agricoles nécessaires à la Grande Bretagne provient des Dominions et possessions anglaises (céréales, viandes, fruits), ainsi que des Pays scandinaves (viandes, volailles, produits de la laiterie). Donc pas de motif de hausse de ce côté.

Reste le cas des importations agricoles en provenance de pays à monnaies-or. La faible hausse de prix qui s'est produite sur la plupart d'entre elles semble bien pouvoir être attribuée au facteur monétaire. Quant à la hausse de 20 % sur les pommes de terre, l'explication, comme nous l'avons vu plus haut, paraît être double : extrême faiblesse de la récolte anglaise d'une part, importation de pays à monnaies appréciées d'autre part. On peut néanmoins se demander pourquoi la hausse a été si faible dans l'ensemble. On peut répondre dans ce cas que les exportateurs des pays à monnaie-or ont fait de lourds sacrifices pour conserver leur clientèle, ou ont renoncé à la lutte. Ceux qui ont renoncé ont été immédiatement remplacés par les exportateurs des pays à monnaies dépréciées, spécialement les Dominions. *L'origine des importations agricoles anglaises, s'est ainsi trouvée modifiée en partie, sans que les prix changent sensiblement*. Enfin, et ce facteur a largement joué, les

prix-or des produits agricoles mondiaux ont continué, après la chute de la Livre, le mouvement de baisse qu'ils avaient commencé bien auparavant.

En résumé, le facteur monétaire semble n'avoir eu, contrairement à ce qu'on pourrait croire à priori, qu'un effet très limité sur les prix des produits agricoles anglais, et par suite sur l'ensemble de l'agriculture anglaise.

b) LE RÉGIME DOUANIER

Pendant plus de 80 ans, tous les produits agricoles étrangers étaient entrés librement en Grande-Bretagne. Sans doute, à la longue et surtout depuis la guerre, un certain protectionnisme avait essayé timidement de prendre pied en se dissimulant sous la forme de primes à certaines cultures indigènes, betteraves à sucre en particulier, et principalement sous la forme de réglementation sanitaire. Cette dernière, très rigoureusement appliquée, constituait une barrière presque infranchissable pour le bétail vif en provenance de l'étranger et même de certains Dominions, tels que le Canada. Mais, cette réserve faite, le régime anglais était le plus libéral qui fût. Toute mesure de protectionnisme direct en matière agricole eût été extrêmement mal vue de l'opinion britannique, et M. Baldwin en fit l'expérience en 1923.

En 1931, changement complet d'attitude. Les événements de septembre ont fait comprendre à tous que la situation n'est plus la même que sous la Reine Victoria, et l'opinion est disposée à envisager des solutions nouvelles : les élections d'octobre envoient aux Communes une très forte majorité de

conservateurs, résolument protectionnistes pour la plupart. Les libéraux eux-mêmes renoncent, provisoirement et en raison des circonstances, à leur libéralisme.

Peu après le vote, à une écrasante majorité, de l'« Abnormal Imports Act » du 19 novembre 1931 par lequel le Parlement autorisait le « Board of Trade » à frapper jusqu'au taux de 100 % ad valorem l'ensemble des produits classés dans les statistiques officielles sous la rubrique « articles entièrement ou principalement manufacturés », l'agriculture était à son tour l'objet de mesures partielles de protection. Le 11 décembre, en effet, était voté l'« Horticultural Products Act », autorisant le Ministre de l'Agriculture à imposer des droits sur certains fruits, légumes et fleurs. Mais ni le Parlement, ni l'opinion n'étaient fixés sur le caractère et le but exact de l'autorisation accordée : s'agissait-il d'apporter aux producteurs britanniques une efficace protection, ou seulement de restreindre des importations de luxe considérées comme déplacées en période de crise ? Le décret publié fin décembre par le Gouvernement montra que la seconde hypothèse était la bonne : les fraises étaient frappées d'un droit de 2 sh 6 d. par lb. en avril et mai, et de 6 d. seulement en juin. Les raisins de serre, de 4 ou 2 d. suivant la saison ; les cerises, groseilles, prunes, et toute une série de légumes et de fleurs, étaient frappés de droits assez élevés pendant toute la période de l'année où les produits britanniques similaires sont difficiles et chers à se procurer. Ils étaient abaissés ou supprimés pendant le reste de l'année, ce qui prouve bien le but principalement fiscal de ces droits. Ils devaient expirer le 11 décembre 1932, mais ils furent en fait remplacés dès septembre 1932 par le tarif issu de la très importante loi douanière votée au début de 1932.

En février 1932 était en effet voté l'« Import Duties Act », établissant un droit fiscal de 10 % sur toutes les importations étrangères, à l'exception toutefois de certains objets de première nécessité, tels que le *blé en grains*, le thé, le poisson, la *viande*, la *laine* et le coton brut. Une bonne partie des produits agricoles était donc exemptée de tout droit, tandis que l'autre était en principe soumise au droit général de 10 %. Mais l'Act créait un comité intitulé « Import Duties Advisory Committee » chargé de préconiser les augmentations de droits jugées utiles ; le « Finance Act » de 1932 lui donna même le droit de recommander éventuellement la taxation des produits primitivement exemptés. De fait, toute une série de droits ont été augmentés à diverses reprises : ils frappent en particulier les conserves de fruits et de légumes, le lait condensé, les pommes de terre, les fleurs et arbustes, etc... Quant aux produits primitivement exemptés, plusieurs d'entre eux, et en particulier le blé en grains, ont été ultérieurement taxés. Par contre, et c'est extrêmement important au point de vue agricole, ni le droit général de 10 % ni le droit supplémentaire éventuel ne pouvaient frapper les produits en provenance des colonies britanniques. Quant aux Dominions, y compris les Indes et la Rhodésie du Sud, ils devaient bénéficier de la même exonération jusqu'à la conférence Impériale d'Ottawa qui allait se réunir en juillet suivant.

L'Etat libre d'Irlande, en tant que Dominion, devait donc bénéficier de cette exonération qui l'intéressait au plus haut point : l'Etat libre est en effet un gros exportateur de produits agricoles, qui vont presque tous (26 millions de £ sur 28) en Angleterre. Ils comprennent principalement du bétail sur pied, à raison de £ 18 millions environ, des œufs, pour plus de £ 2 millions, du

beurre, du lard, etc... Mais les élections de février 1932 ayant amené au pouvoir le parti nationaliste de M. de Valera, celui-ci, pour bien marquer l'indépendance totale de l'Irlande vis-à-vis de l'Angleterre, ne tarda pas à refuser de prêter le serment d'allégeance à la Couronne et de payer les annuités foncières dûes pour le rachat des terres irlandaises. L'Angleterre, blessée dans son amour propre et ses intérêts, riposta en frappant toutes les importations irlandaises à partir du 15 juillet 1932 d'une taxe de 20 %, taxe pouvant être élevée jusqu'à 100 % en vertu de l'« Irish Free State Special Duties Act ». Elle a de fait été postérieurement fixée à 40 % pour le bétail et à 30 % pour les autres produits. Il y a donc, dans la lutte douanière anglo-irlandaise, un facteur non négligeable au point de vue de l'agriculture et de l'élevage anglais.

Son importance n'a toutefois pas été aussi considérable qu'on pourrait le croire, le gouvernement irlandais ayant établi, au profit de ses producteurs de viande, un système de primes à l'exportation qui ont en partie annihilé l'effet des droits de douane anglais.

Une quatrième étape importante en matière de protection douanière a été franchie à la suite de la conférence économique Impériale réunie à Ottawa en juillet-août 1932, et des divers accords qui en sont résultés. Ces accords, ainsi que nous le verrons en étudiant les rapports entre l'agriculture anglaise et celle des Dominions, continuent dans la plupart des cas à faire profiter ces derniers de la préférence douanière qui leur avait été accordée par l'Act de février 1932. Mais à l'égard des pays étrangers on remanie et on consolide, à partir de septembre 1932, les droits provisoires antérieurement

établis sur les produits agricoles et horticoles, et on crée même de nouveaux droits (1).

C'est ainsi que le blé en provenance des pays étrangers est frappé d'un droit de 2 sh. par quarter (2) soit 4 fr. 10 environ par quintal. Il faut remarquer que les farines de blé étrangères étaient déjà soumises, en vertu de l'Imports Duties Act de février 1932, au droit général de 10 % ad valorem. Le beurre étranger est frappé d'un droit de 15 sh. le cwt ; le fromage, de 15 % ad valorem ; les pommes et poires fraîches, de 4 sh. 6 d. le cwt ; les fruits conservés, de 15 % ad valorem, plus le droit sur le sucre contenu. Les œufs en coquille, de 1 sh. 6 d. à 1 sh. 9 d. le great-hundred suivant le poids. Plusieurs autres produits intéressant les Dominions sont également taxés lorsqu'ils proviennent des pays étrangers, mais nous les laissons ici de côté parce que n'intéressant pas l'agriculture anglaise.

Une cinquième et dernière étape, pour l'instant tout au moins, a été marquée par la conclusion d'accords commerciaux avec certains pays étrangers, tels que le Danemark, la Norvège, la Suède, la Finlande, etc... Dans ces accords, la Grande-Bretagne s'engage à accorder la franchise à certains produits étrangers, ou à ne pas élever les droits qui les frappent. Les accords visent particulièrement la viande, le bacon, le jambon, etc., qui continueront à bénéficier de l'exonération ; ils visent également le beurre, les œufs, le blé, etc., dont le tarif demeurera pendant la durée des accords en question tel qu'il a été fixé à la suite de la conférence d'Ottawa.

(1) Cf. The Economist, Ottawa supplement 22 octobre 1932.

(2) Le quarter = 2 hl, 9.

Telle est dans ses grandes lignes l'évolution du régime douanier agricole de la Grande Bretagne. D'un libéralisme très large jusqu'en 1931, ce régime a évolué depuis vers une protection de plus en plus étendue à l'égard des pays étrangers, tandis que les pays de l'Empire bénéficiaient d'une préférence proportionnelle.

c). — LES CONTINGENTEMENTS

Les droits d'importation que nous venons d'analyser avaient, au point de vue de la protection de l'agriculture anglaise, le défaut de présenter une large fissure au bénéfice des pays de l'Empire. Ils se trouvèrent de plus incapables de freiner dans tous les cas les importations agricoles étrangères dans une mesure suffisante pour relever les prix intérieurs britanniques à un niveau rémunérateur. De fait, l'indice général des produits agricoles se trouve en 1931-32 à 11 points au-dessous du niveau de 1931 et à 25 points au-dessous du niveau de 1930 (1). Aussi toute une série de mesures de réglementation et de contingentement des importations ont été prises : les unes ont été incluses dans les accords signés à Ottawa en juillet-août 1932 ; les autres ont été prises en application de l'« Agricultural Marketing Act » de juillet 1933, qui, pour faciliter l'organisation et la défense de l'agriculture nationale, donne au président du Board of Trade le pouvoir de réglementer les importations ; d'autres enfin résultent des divers accords et traités de commerce passés entre le Gouvernement britannique et les Dominions ou les pays étrangers. La réglementation qui en

(1) *Agricultural Statistics*. 1932. Part. II, p. 181.

est issue est extrêmement complexe, et nous la résumons, principalement d'après une excellente étude de M. J. K. Montgomery ⁽¹⁾, en examinant successivement les principaux produits qui ont fait l'objet d'une réglementation.

Viande de bœuf frigorifiée (« chilled »). Les accords d'Ottawa prévoyaient que, du 1^{er} janvier 1933 au 30 juin 1934, les importations étrangères de bœuf frigorifié seraient réduites à des quantités n'excédant pas celles importées trimestriellement au cours de la période 30 juin 1931-30 juin 1932. Par contre la Grande-Bretagne s'engageait, toujours à partir du 1^{er} janvier 1933 jusqu'au 30 juin 1934, à n'imposer aucune espèce de restrictions aux importations de viande frigorifiée en provenance d'Australie et de Nouvelle Zélande. Il importe d'ailleurs de noter que cet engagement s'appliquait, non seulement à la viande de bœuf frigorifiée, mais encore à toute espèce de viande en provenance des Dominions.

Mais les prix de la viande de bœuf indigène continuant à baisser, le gouvernement se vit obligé de réduire encore les importations étrangères au moyen d'accords volontaires passés avec les principaux pays exportateurs. Ces derniers consentirent à réduire de 10 % et éventuellement de 20 %, pendant les mois de novembre et décembre 1932, les quantités auxquelles ils avaient droit. En fait, au cours de chacun des trimestres de 1933 et 1934, les réductions varièrent de 2 à 15 ½ %, à la suite d'une série d'accords dans le détail desquels nous ne pouvons entrer.

Enfin, le traité de commerce anglo-argentin de mai 1933 prévoit que la Grande Bretagne ne pourra réduire

(1) *Revue Internationale d'Agriculture*. Novembre 1934, p. 503 et suiv.

ses importations de bœuf frigorifié d'Argentine au-dessous du niveau de chaque trimestre de l'année terminée le 30 juin 1932, à moins toutefois que cette réduction n'apparaisse indispensable au maintien des prix en Grande-Bretagne.

Bœuf congelé (« Frozen »). — Le bœuf importé des Dominions est en majeure partie expédié après congélation, alors que celui importé des autres pays (en particulier de l'Argentine et de l'Uruguay) est seulement frigorifié dans la plupart des cas. Les accords d'Ottawa prévoient cependant que les importations de bœuf congelé en provenance de l'étranger, quoique faibles, seront graduellement restreintes de la façon suivante : au cours du trimestre janvier-mars 1933, ces importations ne pourront dépasser 90 % de la quantité importée au cours de chacun des trimestres correspondants de l'année terminée le 30 juin 1932. Cette quantité sera ensuite réduite de 5 % chaque trimestre jusqu'au taux de 65 %. Quant au bœuf congelé en provenance des Dominions, la situation est la suivante : L'Australie s'engage à empêcher que l'augmentation de ses exportations vers le Royaume-Uni dépasse de 10 % la quantité expédiée au cours de l'année terminée au 30 juin 1932. La Nouvelle Zélande, sans prendre d'engagements, estime que ses exportations en 1933-1934 ne dépasseront pas de plus de 10 % les exportations de 1931-32.

Aucun accord spécial n'est intervenu depuis en ce qui concerne les contingents alloués aux pays étrangers. Seul le traité anglo-argentin de mai 1933 prévoit qu'aucune restriction ne sera imposée aux exportations de bœufs congelé argentin en dehors de celles fixées à Ottawa, sauf le cas où les exportations des Dominions seraient elles-mêmes restreintes.

En fait les importations de bœuf congelé, principalement en provenance des Dominions, se sont considérablement accrues entre 1931-32 et 1933-34, comme en témoigne le tableau suivant :

IMPORTATIONS DE BŒUF CONGELÉ (en cwts)		
	1931-32	1933-34
Janvier-mars	505.832	695.070
Avril-juin	439.171	767.598
Juillet-septembre	731.303	1.017.329
Octobre-décembre	823.727	655.095

En conséquence, les avantages espérés pour l'élevage britannique grâce aux restrictions des importations de bœuf frigorifié se sont trouvés en grande partie annihilés.

Bovins gras et bovins à engraisser. — A la suite d'une intervention du Conseil de l'Agriculture lui indiquant la gravité de la situation en décembre 1933 et en vertu de l'Agricultural Marketing Act de 1933, le Board of Trade a réduit de 50 % par rapport à 1931-32 les importations de bovins gras en provenance d'Irlande, et a empêché toute augmentation en ce qui concerne les importations de bovins à engraisser. Le gouvernement canadien a volontairement accepté de restreindre ses exportations, qui ne représentent d'ailleurs que 5 % des importations britanniques de bovins gras ou à engraisser, tandis que les exportations irlandaises représentent 95 %. Au début de 1935 toutefois, le gouvernement britannique a augmenté d'un tiers le contingent accordé aux éleveurs irlandais, en contre-partie des avantages accordés au charbon anglais par le gouvernement de

l'Etat libre. Mais il faut remarquer que rien n'est changé au régime douanier des deux pays.

Moutons et agneaux congelés. — Les accords d'Ottawa en prévoient la réduction, quand ils proviennent de l'étranger, suivant les mêmes principes et les mêmes bases que pour le bœuf congelé. Quant aux Dominions intéressés, l'Australie et la Nouvelle Zélande, ils s'engagèrent à limiter leurs exportations vers la Grande-Bretagne au niveau atteint pendant l'année terminée le 30 juin 1932.

Divers accords passés avec les pays exportateurs de l'Amérique du Sud réduisirent fortement leurs envois : en même temps d'ailleurs, et pour la même période, les gouvernements d'Australie et de Nouvelle Zélande s'engagèrent à réduire leurs expéditions de 10 % par rapport aux chiffres résultant des engagements pris à Ottawa. En réalité les exportations de la Nouvelle Zélande furent de beaucoup inférieures aux chiffres fixés.

Enfin le traité de commerce anglo-argentin prévoit qu'aucune restriction autre que celles fixées à Ottawa ne pourra atteindre les exportations argentines vers le Royaume-Uni, sauf dans le cas de restrictions nouvelles concernant les exportations des Dominions.

Bacon et jambon. — A Ottawa l'Angleterre s'était engagée à limiter les importations étrangères de bacon et de jambon dès qu'elle disposerait des renseignements que la « Reorganisation Commission for Pigs and Pig Products » devait lui fournir. Cette commission ayant déposé son rapport en octobre 1932, le gouvernement britannique passa avec les onze principaux pays exportateurs une série d'accords réduisant pendant deux mois

leurs envois de 15 % environ par rapport au trimestre novembre 1931-janvier 1932. Le contingent de chaque pays était en principe établi sur la base de ses envois au cours du trimestre août-octobre 1932. De nouveaux accords furent signés à diverses reprises en 1933, souvent très complexes dans leurs modalités particulières, mais dont le but commun était de réduire l'approvisionnement du marché britannique à environ 10.670.000 cwts annuels. Tel était en effet le niveau maximum que la « Reorganisation Commission for Pigs and Pig Products » avait estimé compatible avec l'entrée en fonctionnement des « Pigs and Bacon Marketing Schemes » que nous étudions plus loin.

L'entrée en vigueur de ces programmes de vente et le nombre considérable et imprévu d'engagements de vente pris par les producteurs anglais nécessitèrent une nouvelle réduction de 16 % des importations étrangères totales. Mais le gouvernement britannique se heurta cette fois à la résistance des exportateurs, et la réduction dut être effectuée par un décret (order) pris en application de l'« Agricultural Marketing Act » de 1933, décret en vigueur depuis le 1^{er} décembre 1933. Un nouveau décret analogue au précédent dans ses grandes lignes est intervenu en avril 1934. L'efficacité des mesures prises a été considérable, ainsi que l'indiquent les chiffres suivants d'importation relatifs à l'année 1933.

IMPORTATION		DIMINUTION	
de BACON et de JAMBON		en 1933 par rapport à 1932 :	
	(en cwts)		
Janvier-mars	2.575.000		19
Avril-juin	2.599.000		22
Juillet-septembre	2.545.000		15
Octobre-décembre ...	2.250.000		27
Total	9.969.000		18

Lait manufacturé. — Divers arrangements sont intervenus à partir du milieu de 1933 pour prévenir l'effondrement du marché national que risquait de provoquer la surabondance, tant du lait frais que du lait manufacturé : d'une part les principaux pays fournisseurs ont consenti à limiter leurs exportations, durant les mois de juin-juillet-août 1933, à 80 % de leurs exportations au cours de la période correspondante de 1932 ; d'autre part les pays petits exportateurs de lait s'engageaient à ne pas augmenter leurs envois. Quant aux Dominions, ils ne devaient pas exporter en 1933 des quantités supérieures à celles des mois correspondants de 1932.

Divers autres accords avec les Dominions et les pays étrangers réduisirent leurs exportations de lait manufacturé vers le Royaume-Uni au cours de l'année 1934. Pour ne prendre que le premier trimestre de 1934, les importations de lait concentré sous ses divers formes, de poudre de lait et de crème n'atteignirent que 13.600 cwts au lieu de 20.300 au cours du premier trimestre de l'année précédente. Mais pour le beurre et le fromage, la concurrence des Dominions se fait durement sentir.

Pommes de terre. — Dès avant l'entrée en fonctionnement du « Potatoes Marketing scheme » (*cf. infra*) plusieurs accords ont limité les importations britanniques de pommes de terre : à 8.000 tonnes pour les Pays-Bas ; à 250 pour la Belgique ; à 4.500 pour l'Etat libre d'Irlande. Après l'entrée en fonctionnement du « Potatoes Marketing Board », vers la fin de 1933, de nouveaux accords de contingentement furent passés avec les trois pays ci-dessus, tandis que les autres pays exportateurs étaient priés de ne pas augmenter leurs envois, d'ailleurs rendus difficiles par de lourds droits de douane.

Enfin les envois de pommes de terre précoces furent limités contractuellement, pour la saison 1934, aux quantités expédiées en 1933.

Avoine et produits de l'avoine. — Pour assurer leur plein effet aux droits de douane qui les frappent (droit général de 10 %, plus droit spécial égal à partir d'octobre 1933, soit 20 %), un accord a été conclu avec le Canada, accord limitant les envois de ce pays pour 1934 aux quantités moyennes expédiées pendant les deux années précédentes.

Œufs. — Malgré les droits de douane qui frappent les importations d'œufs (1 sh. 6 à 1 sh. 9 par greathundred), celles-ci ont tendance à augmenter tandis que la production nationale s'accroît. Aussi l'Etat libre d'Irlande et les pays exportateurs ont-ils été priés de limiter leurs envois, du 15 mars au 14 septembre 1934, aux quantités exportées pendant la période correspondante de 1933. La plupart des pays ont accepté, sauf le Danemark, à qui le traité de commerce du 24 avril 1933 garantit un contingent minimum de 5 ½ millions de greathundreds. De nouvelles réductions sont envisagées pour 1935.

II. — La politique impériale et l'Agriculture britannique. — Les accords d'Ottawa.

a) — LE PROBLÈME IMPÉRIAL

Le problème impérial, c'est-à-dire le problème des rapports politiques et économiques entre la Grande Bretagne et son Empire, se pose en 1932 avec une acuité particulière. Il s'agit d'ailleurs essentiellement de l'aspect économique du problème, les

questions politiques ayant été étudiées et en grande partie résolues à la Conférence Impériale qui se tint à Londres en 1930, et qui rédigea les « statuts de Westminster ». La question se présente en gros de la façon suivante : Pour la Grande-Bretagne, il s'agit d'arrêter et même de renverser l'inquiétant mouvement qui se manifeste depuis 1929 dans les échanges impériaux : les importations en Grande-Bretagne de produits originaires de l'Empire tombent en effet de £ 359 millions en 1929 à £ 248 millions en 1931, soit une diminution de 49 % des importations totales à 29 % de ces mêmes importations. Pendant la même période, les exportations de la Grande-Bretagne vers l'Empire s'abaissent de £ 324 millions, ou 51 % de ses exportations totales, à £ 171 millions, ou 44 % du total. Cette réduction des échanges avec l'Empire et particulièrement avec les Dominions est extrêmement dangereuse pour la Grande-Bretagne, tant par la diminution d'activité économique qu'elle représente que par le danger d'entraîner certains Dominions hors de l'orbite anglais pour les attirer dans des orbites étrangers. Quant aux Dominions eux-mêmes, leur objectif est essentiellement de vendre leurs produits dans les meilleures conditions possibles.

Comment les deux parties peuvent-elles développer leurs échanges, c'est à dire quelles concessions réciproques peuvent-elles se faire ? Leur structure économique respective dicte la réponse : la Grande-Bretagne ne peut guère offrir aux Dominions qu'un accroissement de ses importations de matières premières et de produits alimentaires, de même que les Dominions ne peuvent guère offrir à la Grande Bretagne qu'une absorption plus grande de produits manufacturés. Dans le cas de la Grande-Bretagne, c'est l'in-

dustrie qui est appelée à profiter des accords éventuels ; dans le cas des Dominions, c'est leur agriculture. Mais au détriment de qui l'agriculture des Dominions va-t-elle se trouver favorisée ? Aux seuls dépens, espère-t-on, des producteurs agricoles étrangers à qui tout le monde est d'accord pour attribuer la troisième et dernière place sur le marché anglais, la première appartenant naturellement au producteur indigène, et la seconde aux Dominions. Nous allons voir comment, en fait, les choses se sont passées.

b) — LES ACCORDS D'OTTAWA AU POINT DE VUE DE
L'AGRICULTURE ANGLAISE

Si nous examinons les accords signés à Ottawa en juillet-août 1932 ⁽¹⁾, la situation, du point de vue de l'agriculture anglaise, se présente en gros de la façon suivante :

Céréales. — La franchise accordée d'une manière provisoire par l'Import Duties Act de février 1932 devient définitive. Autrement dit, aucun droit ni aucune restriction, pendant la durée des accords, ne frappera l'entrée en Grande Bretagne des céréales des Dominions. Par contre le blé en grains étranger sera frappé d'un droit d'importation de 2 sh. par quarter. La seule condition exigée pour le maintien de ce droit sur les blés étrangers est que les producteurs de l'Empire ne pratiquent pas, à l'égard de la Grande-Bretagne, des prix excédant les cours mondiaux.

(1) Ceux qui nous intéressent ici ont été conclus entre la Grande-Bretagne et chacun des pays suivants : Australie, Canada, Inde, Nouvelle Zélande, Afrique du Sud et Rhodésie du Sud. Cf. « *The Economist* », *Ottawa supplement*, 22 octobre 1932.

Fruits. — Ils sont en général exempts de droits de douane lorsqu'ils proviennent de l'Empire. Il sont au contraire taxés lorsqu'ils proviennent de l'étranger. Tel est le cas des fruits conservés soumis à un droit de 15 % ad valorem, plus le droit sur le sucre contenu ; celui des pommes et poires fraîches soumises à un droit de 4 sh. 6 d. par cwt.

Produits de la laiterie et de la basse-cour. — Un certain nombre d'entre eux sont exempts de tout droit lorsqu'ils proviennent des Dominions : beurre et fromage en particulier. Par contre les œufs en coquilles en provenance des Dominions sont frappés d'un droit d'un 1 sh. à 1 sh. 6 d. le greathundred, suivant le poids. Le lait condensé, sucré ou non, et le lait en poudre, sont frappés d'un droit de 5 à 6 sh. le cwt. Il faut d'ailleurs remarquer que, passé le 15 novembre 1935, le gouvernement britannique pourra mettre fin à la franchise ou à la liberté d'entrée des produits ci-dessus. Mais en cas d'imposition de droits de douane, la marge de préférence dont les Dominions intéressés jouissent par rapport aux pays étrangers devra être respectée. En cas de restriction visant la totalité des importations de l'un de ces produits, le gouvernement britannique devra s'entendre au préalable avec les gouvernements des Dominions intéressés.

Viande. — L'accord anglo-australien, qui est l'accord type sur le modèle duquel les autres ont été rédigés, constate la crise présente de l'élevage dûe à la baisse des prix et prévoit une entente entre le gouvernement britannique et le gouvernement australien, entente destinée à relever les prix de la viande dans l'intérêt des producteurs anglais, et à augmenter la part des Domi-

nions dans l'approvisionnement du Royaume-Uni. Nous avons vu incidemment, à propos des mesures de contingentement prises par le gouvernement britannique, le régime de la viande résultant des accords d'Ottawa. Nous nous bornons ici à en regrouper les éléments : pour le bœuf congelé, l'Australie s'engageait à empêcher que ses exportations vers la Grande-Bretagne dépassent de 10 %, au cours de l'année 1933, ses exportations au cours de l'année terminée le 30 juin 1932. La Nouvelle-Zélande estimait que ses exportations ne dépasseraient pas la proportion prévue par l'Australie. Pour les moutons et agneaux congelés, l'Australie et la Nouvelle-Zélande s'engageaient à limiter en 1933 leurs exportations vers le Royaume-Uni au niveau de l'année 1931-32. La Grande-Bretagne s'engageait en retour : à organiser le contingentement de ses importations de viandes étrangères (sous toutes leurs formes) après accord avec les gouvernements des Dominions intéressés ; à réduire ses importations de bacon et de jambon d'après les éléments qui devaient lui être fournis par la « Reorganisation Commission for Pigs and Pig Products » ; à n'établir aucun droit sur les viandes des Dominions pendant la période de durée des accords, soit en général cinq ans à dater de la mise en vigueur. Mais il importe de noter à propos de ce dernier point qu'aucun accord n'ayant été conclu avec l'Irlande, le régime douanier de représailles établi contre elle en juillet 1932 n'a pas été modifié à Ottawa.

c). — L'APPLICATION DES ACCORDS D'OTTAWA ET
SES DIFFICULTÉS

Malgré la satisfaction avec laquelle ils furent annoncés par ceux qui les avaient négociés, les accords d'Ottawa ne devaient pas tarder à

soulever d'assez vives critiques. Ils furent même le motif, ou le prétexte, de la démission en octobre 1932 des membres libéraux du Cabinet de coalition : Lord Snowden, Sir Archibald Sinclair, Sir Herbert Samuel. Ces ministres estimaient en effet, d'une part que ces accords n'augmentaient en rien la liberté des échanges, et d'autre part qu'ils enlevaient inutilement à la Grande-Bretagne sa liberté de négociation avec les autres Puissances. Quant aux producteurs agricoles, à qui les premières mesures de protection prises en 1931 et en 1932 avaient donné espoir, ils furent assez fortement déçus en apprenant que la plupart des produits des Dominions continueraient à entrer en franchise malgré les contingentements dont certains devaient être l'objet.

Le nouveau régime s'organisa néanmoins peu à peu. Toute une série d'accords de contingentement furent passés avec divers pays en exécution des promesses faites à Ottawa par le gouvernement britannique. Mais une première difficulté ne tarda pas à se présenter, notamment au sujet de l'Argentine : ce pays, très gros fournisseur de viande pour l'Angleterre, est par suite un rival dangereux pour les Dominions. Ces derniers auraient donc vu sans déplaisir le Royaume-Uni limiter au maximum ses importations de viandes argentines. Néanmoins le Gouvernement britannique, s'il a effectivement restreint les dites importations, ne l'a fait que dans des proportions relativement modérées ; et le traité de commerce anglo-argentin de mai 1933 prévoit qu'aucune restriction nouvelle ne sera imposée, sauf au cas où les exportations des Dominions seraient elles-mêmes restreintes. La raison de cette attitude conciliante est très simple : les épargnants britanniques ont investi en Argentine (comme d'ailleurs

dans plusieurs autres pays de l'Amérique du Sud) des sommes extrêmement considérables, beaucoup plus considérables même que dans certains Dominions. En outre, des entreprises de navigation, des compagnies d'assurances, des maisons de commerce anglaises, vivent du trafic entre l'Amérique du Sud et l'Angleterre. Restreindre outre mesure ce trafic signifie donc compromettre des capitaux et des entreprises britanniques.

Une autre difficulté, très voisine de la précédente, résulte de ce que le Royaume-Uni ne peut fermer ses frontières aux produits agricoles étrangers sans restreindre presque automatiquement les débouchés de ses exportations. Aussi a-t-elle été obligée d'insérer dans plusieurs traités de commerce, notamment dans celui avec le Danemark, des dispositions *limitant par avance les restrictions d'importations qu'elle pourrait être amenée à effectuer vis-à-vis de certains produits agricoles étrangers*.

Enfin les producteurs du Royaume-Uni n'ont pas tardé à se plaindre de l'envahissement du marché par certains produits des Dominions, tels que le lait conservé, les beurres australiens, les fromages néo-zélandais, les avoines canadienne, les pommes elles-mêmes. Jusqu'ici cependant la protection qu'ils réclament ne leur a pas été accordée. Mais leur exemple prouve une fois de plus combien l'engrenage protectionniste est puissant, et combien l'agriculture britannique aurait d'efforts à faire pour pouvoir soutenir la concurrence mondiale.

Nous n'entrerons pas dans l'étude détaillée des innombrables négociations et des divers accords qui, nés des accords d'Ottawa, intéressent l'agriculture anglaise. Nous en avons indiqué l'essentiel en étudiant le régime

douanier et les contingentements. Notons seulement, pour conclure, l'importance considérable du facteur impérial pour l'agriculture anglaise, et les limites que les accords d'Ottawa ont imposées jusqu'à présent à sa protection intégrale.

III. — L'organisation législative et la direction de l'Agriculture anglaise

L'aspect le plus intéressant et probablement le plus important de l'évolution agricole de la Grande-Bretagne depuis l'abandon de l'étalon-or, semble être celui de l'intervention législative et de ce que l'on peut appeler l'« agriculture dirigée ». Traitée en parente pauvre jusqu'en 1931 (à de rares exceptions près), l'agriculture britannique a été depuis fréquemment à l'honneur : outre les lois et les accords qui ont organisé sa protection dans les conditions que nous venons de voir, divers textes sont intervenus en 1931 et 1932-33 dans l'intention de réorganiser la production et la vente des produits agricoles, et pour cela, d'en maintenir ou d'en élever les prix. Nous serons ainsi amenés à étudier, d'une part le « Wheat Act » de 1932, et d'autre part les Acts de 1931 et 1933 qui prévoient la direction de l'agriculture anglaise ; nous terminerons par un troisième paragraphe sur les projets de réorganisation de l'élevage.

a). — LA LÉGISLATION SUR LE BLÉ : LE WHEAT ACT DU 12 MAI 1932

Chronologiquement, le Wheat Act du 12 mai 1932 se place entre l'imposition d'un droit de 10 % ad valorem sur les farines étrangères

(Import Duties Act de février 1932), et l'imposition, par la loi du 15 novembre de la même année, d'un droit de 2 sh. par quarter sur le blé en grains en provenance de l'étranger. Par contre la farine et le blé en provenance de pays britanniques étaient exemptés de tout droit. Les producteurs de blé anglais, sans le Wheat Act, auraient donc été protégés contre la concurrence des pays étrangers, mais la concurrence des Dominions (Canada, Australie) se serait exercée contre eux sans aucune restriction. Or les prix pratiqués par les Dominions sont les prix mondiaux, lesquels prix sont en baisse continue depuis 1929, alors que les prix de revient anglais n'ont pratiquement pas baissé.

*
**

C'est donc pour éviter aux producteurs de Grande-Bretagne l'aggravation de leurs pertes, et le mouvement consécutif de restriction de leurs emblavures, que la loi du 12 mai 1932 est intervenue ; elle indique elle-même, dans son préambule, que son but est de « garantir, aux producteurs nationaux de « blé propre à la meunerie, un prix standard et un « débouché. » Le reste de la loi est malheureusement beaucoup moins clair, au point que « The Economist » jugeait la loi « incredibly verbose and complicated » (1). Aussi nous inspirerons-nous, pour en résumer les principales dispositions, de deux études parues l'une dans le

(1) Cette fréquente obscurité des lois anglaises a été signalée à plusieurs reprises par d'éminents auteurs anglais et étrangers, principalement depuis la guerre. Ils y voient un abdication du traditionnel esprit de liberté des Parlements anglais, qui votent souvent sans les clarifier des textes rendus volontairement obscurs par les administrations chargées de les préparer. Ces dernières trouvent en effet dans ce procédé un moyen pratique d'étendre leurs moyens d'action et d'éluder les responsabilités éventuelles.

« Quarterly Journal of Economics » de novembre 1932, et l'autre dans le « Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques » du 29 août 1933.

* * *

La disposition essentielle de la loi est celle qui prévoit que les producteurs de blé, inscrits sur des registres spéciaux, recevront des sommes calculées de façon à combler la différence entre le prix moyen auquel ils auront effectivement vendu leur blé de qualité meunière, et le « prix standard » fixé par la loi. Ce prix standard a été fixé à 10 sh. par cwt pour une durée de trois ans, c'est-à-dire à un prix beaucoup plus élevé que les cours mondiaux, près du double de ces derniers. Au bout des trois ans, soit à partir de la récolte 1935, ce prix standard pourra être modifié conformément aux conclusions d'un comité d'enquête nommé à cet effet (1).

Quant aux ressources nécessaires à la garantie du prix standard, la loi n'a pas voulu les demander à des subventions de l'Etat ni à un banal droit d'importation : elle seront fournies par une taxe intitulée « Quota payment », payée par les importateurs sur la farine importée et par les minotiers sur la farine fabriquée en Grande-Bretagne (sur la seule farine destinée à la consommation humaine). La dite taxe a été fixée à partir de juin 1932 à 10.8 d. par hundredweight de farine, soit 2 sh. 3 d. par sac de 280 livres ; elle a été ultérieurement élevée à 4 sh. par sac. Pour assurer le fonctionnement pratique du mécanisme financier que nous venons d'indiquer, la loi crée une « Commission du blé » et une « Corporation des Minotiers » composées

(1) Ce Comité a été effectivement constitué en février 1935. Il est composé de trois membres et présidé par Sir John Field Beale.

respectivement de vingt et de cinq membres. Le calcul et l'imposition du « Quota payment » sont effectués par la « Commission du blé », qui administre en même temps le « Wheat Fund » destiné à recevoir les sommes payées par les minotiers et importateurs de farine et à les distribuer, dans les conditions fixées, aux producteurs de blé. La « Corporation des minotiers » administre de son côté le « Millers' quota Fund » où sont inscrites les sommes payées par les minotiers et les dépenses administratives incombant à la corporation.

Un troisième point important est que les paiements compensatoires ne pourront jouer intégralement que dans la mesure où la production nationale de blé ne dépassera pas 27 millions de cwts. Si elle dépasse le chiffre fixé, les paiements compensatoires seront automatiquement réduits dans la proportion même de l'excédent. Il s'agit là d'une mesure très sage, sans laquelle la production nationale aurait probablement atteint un niveau tel que l'équilibre financier du système se serait trouvé bouleversé : car tout le système repose en définitive sur la faible proportion — 10 % environ — de la production anglaise de blé par rapport à la consommation alimentaire du pays, ce qui permet au système de fonctionner sans trop d'inconvénients pour le consommateur.

*
* *

De fait, si nous examinons la situation au cours des trois premières années d'application du système, c'est-à-dire jusqu'à la récolte de 1934, les choses se présentent en gros de la façon suivante : par anticipation du vote et des effets du Wheat Act, les emblavures atteignirent en 1931-32, 1.340.000

acres pour l'ensemble du Royaume-Uni, soit une augmentation de plus de 8 % sur les chiffres de l'année précédente. La production atteignit, toujours pour l'année 1931-32, 1.165 milliers de tonnes. Le blé de la récolte 1932 fut le premier à bénéficier des dispositions du Wheat Act. Les paiements compensatoires aux producteurs se sont élevés, par application pure et simple des règles que nous venons d'étudier, au total de 4.500.000 livres sterling, soit en moyenne £ 50 par producteur. La taxe correspondante sur la farine importée ou fabriquée en Grande-Bretagne s'est élevée à 2 sh. 3 d. environ par sac de 280 lbs, ce qui ne représente guère qu'un farthing par pain de 2 livres puisque 280 lbs de farine donnent en moyenne 376 lbs de pain.

Pour l'année 1932-33, les emblavures ont fait un bond plus considérable encore et se sont élevées pour le Royaume-Uni à 1.740.000 acres soit environ 29 % de plus que l'année précédente. Ces 1.666.000 tonnes représentent plus que le maximum prévu par la loi pour l'application du paiement compensatoire intégral. Aussi ce dernier a-t-il été réduit en proportion et n'a-t-il atteint que 4 sh. 5 $\frac{1}{4}$ d. par cwt, au lieu des 4 sh. 7 d. environ qu'il aurait atteint s'il n'y avait pas eu dépassement. Ces chiffres montrent l'importance considérable de l'aide apportée aux producteurs britanniques ; pour y faire face, le « quota payment » a été élevé à 4 sh. par sac de 280 lbs de farine, au lieu des 2 sh. 3 d. de l'année précédente. La charge pour le consommateur demeure cependant relativement faible.

Les renseignements officiels pour l'année 1934 ne sont pas encore parus à l'heure où nous écrivons. Il est pourtant certain que les chiffres de 1933 seront égaux

sinon dépassés, les emblavures ayant augmenté de plus de 100.000 acres ; il se peut même que le mouvement continue à se développer si le prix standard demeure fixé à 10 sh. le cwt. Le comité d'enquête nommé en février 1935 est précisément en train d'étudier la question.

*
* *

Tel qu'il se présente à l'heure actuelle, le Wheat Act paraît donc avoir fonctionné dans des conditions satisfaisantes eu égard au but qu'il se proposait, apportant une aide efficace au producteur sans trop charger le consommateur. Il a en outre provoqué comme nous venons de le voir un fort accroissement de la production anglaise de blé, en grande partie compensé, il est vrai, par une diminution des autres céréales.

Néanmoins, et de nombreux auteurs l'ont souligné, il est un peu paradoxal de subventionner la culture du blé dans un moment où le monde en produit à ne savoir comment l'utiliser, et dans un pays où le climat ne lui est pas particulièrement favorable. En outre, le principe même sur lequel repose la loi de 1932, celui du prix garanti sous le nom de « prix standard », est éminemment peu propice à une amélioration des méthodes de production et à l'abaissement des prix de revient. Or il semble que l'Angleterre ait beaucoup à faire à cet égard (1).

(1) Pour une critique plus complète de cette législation, antérieure à sa mise en œuvre, voir Viscount Astor and Keith Murray, « *Land and Life* » 1932, p. 157-158 en particulier.

b). — LES AGRICULTURAL MARKETING ACTS DE 1931
ET DE 1933 ET LEURS APPLICATIONS

Le parlement britannique a, par diverses lois votées en 1931 et 1933, prévu tout un système assez complexe de réglementations où l'initiative privée et publique sont destinées à se compléter mutuellement pour le plus grand bien, espère-t-on, de l'agriculture anglaise. Le but de cette législation, d'après les déclarations officielles, est d'établir une structure complète de la réorganisation de l'agriculture anglaise. L'origine de cette législation, comme l'indique le Professeur Lionel Robbins dans un très intéressant article de la *Revue d'Economie Politique* (1), s'explique par des considérations à la fois politiques et doctrinales : désir, d'une part, de secourir l'agriculture sans recourir à des mesures de protection douanière (la loi de 1931 a été en effet votée sous le gouvernement socialiste, bien avant l'établissement du protectionnisme) ; croyance, d'autre part, à une organisation défectueuse du marché comme cause essentielle des difficultés agricoles.

Après avoir exposé les grandes lignes du mécanisme créé par les diverses lois en question, nous en étudierons le fonctionnement pratique jusqu'à l'heure actuelle. Nous terminerons par un aperçu des projets concernant la réorganisation de l'élevage.

*
* *

La législation qui nous occupe s'est constituée en deux temps : en premier lieu l'« Addison Agricultural Markting Act » de 1931, voté

(1) « *Revue d'Economie Politique* », septembre-octobre 1934.

sous le gouvernement socialiste, a eu pour objet essentiel de faciliter la réorganisation de la production et de la vente et, d'une façon tout à fait accessoire, de maintenir les prix. Les deux « Elliot Agricultural Marketing Acts » de juillet et de décembre 1933 ont complété l'Act de 1931 en établissant ou en renforçant les mesures destinées à permettre aux fermiers *d'élever les prix* des produits. En combinant les dispositions de ces deux groupes de lois, on obtient en gros la réglementation suivante :

Des Offices de vente, ou Comités de marchés (Marketing Boards) peuvent être créés pour chaque produit ou groupe de produits agricoles. La procédure de création d'un Office comporte en premier lieu la préparation d'un projet (scheme) sur l'initiative des producteurs eux-mêmes ou d'une « Commission de Réorganisation » nommée par le Ministre de l'Agriculture. Diverses mesures de publicité du projet ainsi établi sont prévues de façon à provoquer les observations et critiques des producteurs intéressés ; le Ministre peut, à son gré, tenir compte de ces critiques ou les négliger. Il présente ensuite le projet à l'approbation des Chambres. Celle-ci donnée, le plan ne peut être mis en application qu'autant qu'il a reçu l'approbation des deux tiers des producteurs inscrits, représentant au moins les deux tiers de la capacité de production. Mais un plan qui aurait obtenu toutes les approbations nécessaires à sa mise en vigueur pourrait néanmoins être révoqué par le Ministre dans certaines conditions.

Les intérêts des consommateurs doivent être, théoriquement tout au moins, sauvegardés par la création de deux comités, un « Comité des consommateurs » et

un « Comité de surveillance ». Le premier doit s'occuper et rendre compte : 1° de l'effet, sur les consommateurs du produit réglementé, de tout plan approuvé par le Ministre et actuellement en application. — 2° de toute critique adressée au Comité relativement aux effets d'un plan sur les consommateurs du produit visé (1). Le second Comité vérifie les comptes du « Marketing Board » ; il examine et rend compte au Ministre de tout rapport établi par un Comité de consommateurs et de toute plainte qui, de l'avis du Ministre, ne pourrait pas être examinée par un Comité de consommateurs. Ainsi documenté, le Ministre peut modifier lui-même par décret les points qui s'avèreraient critiquables et nuisibles, ou conseiller au Board d'effectuer la réforme. Il peut même révoquer le plan, mais le consentement explicite des deux Chambres est dans ce dernier cas nécessaire, tandis que leur consentement tacite suffit dans les deux premiers cas.

Les pouvoirs du Ministre sont, outre ceux que nous venons de voir, de *conseiller au Board of Trade la réglementation quantitative et qualitative de tout produit agricole, lorsque cette réglementation apparaîtra nécessaire à l'efficace réorganisation de l'une quelconque des branches de l'agriculture britannique*. Le Board of Trade a été à cet effet habilité par la loi de 1933 à prendre les mesures nécessaires, et nous avons vu plus haut qu'il avait déjà usé de ses pouvoirs à plusieurs reprises. Il est spécifié toutefois que le Ministre du Commerce doit tenir compte non seulement des intérêts des consommateurs, mais également de l'effet probable des mesures envisagées sur les relations commerciales avec les pays.

(1) Agricultural Marketing Act, 1931.

intéressés, ainsi que des traités et conventions en vigueur. Dernière attribution importante du Ministre de l'Agriculture : il peut, dans certaines circonstances, organiser de sa propre initiative le contrôle des ventes des produits agricoles domestiques. Les quantités, qualités, et conditions dans lesquelles le produit visé pourra être mis en vente seront déterminées par décret (1).

Quant aux pouvoirs des Offices eux-mêmes (Marketing Boards), ils sont nombreux et étendus : « Ils peuvent percevoir des droits sur le produit dont ils s'occupent, pour leur propre financement. Ils peuvent emprunter, aussi bien auprès du gouvernement qu'auprès du public, sur le crédit collectif de leurs adhérents. Ils peuvent acheter et vendre les produits nécessaires à l'agriculture. Ils peuvent lancer des entreprises s'occupant d'opérations accessoires. Ils peuvent subventionner des recherches scientifiques et l'enseignement agricole. Mais leurs pouvoirs les plus importants, ceux qui constituent leur raison d'être, ce sont ceux qui ont trait aux conditions de vente du produit dont ils s'occupent. C'est ici que l'élément coercitif prend toute son importance. Ils peuvent se constituer eux-mêmes en une organisation commerciale et contraindre tous les producteurs, sous peine de graves sanctions, à ne vendre qu'à eux. Ils peuvent aussi se contenter de fixer des règlements portant soit sur le prix auquel le produit sera vendu, soit sur les quantités qui pourront être mises sur le marché. Les sanctions qui assurent l'exécution de leurs décisions sont très sévères. Quiconque vend un produit réglementé sans être inscrit (c'est-à-dire sans être

(1) Ruth Cohen. « *Agricultural Reorganisation and price control* », *The Economic Journal*, septembre 1934. *Passim*.

« membre de l'association et sans en partager les obligations et charges financières) se rend coupable d'un délit qui peut être frappé d'une amende allant jusqu'à 200 Livres Sterling, augmentée d'une somme pouvant atteindre la moitié du prix des marchandises vendues. Le fait pour un membre de l'Association de ne pas se conformer à son règlement est puni de lourdes amendes » (1).

*
* *

Quel a été jusqu'à présent le fonctionnement du puissant mécanisme mis entre les mains du Ministre de l'Agriculture et des membres des Marketing Boards ? — Nous allons le voir en étudiant les cinq Offices créés jusqu'ici : pour le houblon, le lait, les pommes de terre, les porcs et le bacon. Les quatre premiers représentent les producteurs, tandis que le dernier représente les manufacturiers. Notons au préalable que les produits intéressés par ces divers Offices représentent en gros, sur la base de la production de 1930-31 : le houblon, $\frac{1}{2}$ % seulement de la production totale anglaise de produits agricoles ; — les pommes de terre, environ 7 % — le lait et les produits du lait, environ 31 % ; — le bacon, environ 4 % (2).

Houblon. — Le « Hops Marketing Board » a été constitué dès 1932 ; la réglementation qu'il a adoptée est dominée par le fait que la demande de houblon est très peu élastique, son seul débouché étant la fabrication de la bière ; en outre, le coût du houblon n'entre

(1) Professeur Robbins. *Rev. cit.*, pp. 1510-1511.

(2) Ruth Cohen. *Rev. cit.*, p. 438.

que pour une faible part dans le coût de la bière, ce qui donne au produit une marge de hausse assez large ; enfin, le houblon importé est frappé depuis 1925 d'un droit de 4 £ par cwt. Aussi la politique de l'Office du houblon a été très simple : l'Office a pris livraison de la totalité de la récolte de ses membres et l'a vendue lui-même aux brasseurs, toute vente directe des producteurs aux brasseurs étant interdite. Les deux récoltes de 1932 et 1933 ont été ainsi écoulées dans des conditions très favorables. Le prix atteint en 1933 a même été jusqu'au niveau considérable de £ 15 par cwt, de sorte qu'il a fallu prendre des mesures pour empêcher l'accroissement de la production : l'Office a prévu des plans fixant des taux de production individuels ; d'autre part le prix du houblon jusqu'en 1938 a été fixé en principe à £ 9 par cwt, après accord entre les producteurs, les brasseurs et le Ministre de l'Agriculture. Le succès du Board paraît assuré, mais il s'explique en grande partie par les conditions particulières au produit.

Pommes de terre. — Le « Potatoes Marketing Board » a été constitué en 1933 et n'a commencé à fonctionner qu'au moment où la récolte de l'année était presque toute vendue. Le plan en vigueur prévoit que l'Office évaluera chaque année, dès le début de septembre si possible, la quantité totale de pommes de terre disponibles pour la consommation humaine jusqu'au mois d'août suivant. Si le Board estime que la quantité probable risque de dépasser les besoins, il pourra régler la production ou la mise en vente des pommes de terre suivant divers procédés. Le Board a enfin organisé la réduction des importations, tant en ce qui concerne les pommes de terre ordinaires que les pommes de terre précoces (déjà frappées de droits de douane). Les

chiffres suivants ⁽¹⁾ dispensent de tout commentaire sur l'efficacité de l'action entreprise :

IMPORTATION DES POMMES DE TERRE DANS LE ROYAUME-UNI
(en tonnes)

	Pommes de terre ordinaires	Pommes de terre précoces
1931	536.000	249.000
1932	495.000	233.000
1933	33.000	94.000
1934	13.000	76.000

Lait. — Le fonctionnement du « Milk Marketing Board », créé en 1933, est à la fois plus important pour l'agriculture anglaise et plus délicat à organiser que pour le houblon et les pommes de terre. La situation à laquelle l'Office du Lait a dû faire face se présentait en gros de la façon suivante : il existait en Grande-Bretagne depuis 1922 une certaine organisation du marché du lait née des accords volontaires entre les représentants des producteurs, d'une part, et des manufacturiers et distributeurs d'autre part, groupés dans le « Permanent Joint Milk Committee ». Mais cette organisation, basée sur une séparation théoriquement étanche entre le marché du lait destiné à la consommation directe et le marché du lait destiné à la transformation, était à la fois complexe et incomplète. Aussi le premier souci de l'Office du lait fut-il de la renforcer et de la simplifier : à l'heure actuelle les producteurs, groupés en syndicats régionaux, ne peuvent vendre leur lait qu'au syndicat dont ils font partie, ou dans les conditions fixées par lui. Le syndicat vend à son tour le lait dont il dispose à des

(1) « *The Farmers' Weekly* », 22 février 1935.

prix différents suivant l'usage auquel il est destiné ; les prix du lait destiné à la consommation directe étant plus élevés que ceux du lait destiné à la transformation. Aussi un prélèvement est-il effectué sur les ventes de lait destiné à la consommation directe, et le produit en est versé à l'Office Central qui le répartit entre les syndicats des régions où le lait est principalement destiné à la transformation, et où il se vend par conséquent moins cher (1). L'égalité se trouve ainsi rétablie au maximum entre les producteurs des diverses régions. Néanmoins, le danger du passage massif du lait « de manufacture » dans la catégorie « Consommation directe » subsiste, ce qui aurait comme conséquence une baisse générale des prix. Pour y parer, le Gouvernement a dû subventionner la vente du lait destiné à la transformation, tandis que l'Office du lait encourageait la fabrication du fromage dans les fermes. Mais ces méthodes sont coûteuses, et d'un effet restreint. Une méthode plus radicale serait assurément de taxer ou de restreindre les importations de lait manufacturé : cela a été fait dès 1932 pour les importations des pays non-britanniques. Mais les accords d'Ottawa s'opposent à toute imposition de droits sur les produits de laiterie en provenance des Dominions avant le 15 novembre 1935. Quant aux limitations volontaires, elles ont porté principalement sur le lait concentré. Les importations de fromages et de beurre (ces dernières subventionnées par le gouvernement australien) se sont au contraire considérablement accrues et pèsent lourdement sur le marché du lait en Grande-Bretagne.

Porcs et Bacon. — L'Office des porcs et l'Office du bacon peuvent être étudiés ensemble, vu leur objet simi-

(1) 5 à 6 d. par gallon en moyenne en 1933-34.

laire. Le premier représente les fermiers et négocie avec le second qui représente les préparateurs de bacon. Le but des deux offices a été d'augmenter la production nationale de porcs à bacon, laquelle production semblait présenter une grande marge de développement du fait qu'au cours de la période 1928-32, 85 % de la consommation anglaise de bacon a été alimentée par l'importation. Aussi a-t-on décidé de limiter l'approvisionnement total du marché à 10.670.000 cwts, le volume des importations devant être fixé en fonction des estimations de la production intérieure. Le prix payé pour celle-ci par les préparateurs de bacon devait être fixé d'après une formule assez compliquée où entrait en particulier le prix des aliments destinés aux animaux. En fait les préparateurs de bacon furent débordés d'offres de porcs, les éleveurs désertant le marché de la boucherie où les prix étaient moins rémunérateurs ; il fallut même une avance de £ 160.000 du gouvernement pour sauver la situation. C'est pourquoi les bases de fixation des prix ont été modifiées en même temps que les importations danoises (les plus importantes) étaient réduites par accords volontaires, puis par décrets pris en application de l'« Agricultural Marketing Act » de 1933. Les prix du bacon anglais n'en ont pas pour autant remonté. Il faudrait pour cela une nouvelle réduction des importations étrangères ou une limitation de la production nationale : la première est pratiquement impossible pour des raisons politiques et commerciales, et la seconde serait mal vue des producteurs.

*
* *

Il est fort probable que ces expériences de réorganisation, de direction, ou de

planification de l'agriculture — de quelque nom qu'on les appelle — ne s'arrêteront pas là. On parle effectivement de les étendre aux œufs, aux volailles et à la viande. En ce qui concerne cette dernière, c'est-à-dire principalement l'élevage du bœuf qui occupe une très grande place dans l'agriculture anglaise, des fonds importants ont déjà été votés en juillet 1934 pour lui venir en aide. L'Etat a été autorisé à avancer un maximum de £ 4.000.000 à un fonds spécialement créé, le « Cattle Fund », destiné à fournir aux éleveurs pendant une période fixée de septembre 1934 à juin 1935, des subsides provisoires pouvant atteindre 5 sh. par cwt, poids vif, ou 9 sh. 4 d. par cwt livré à la boucherie. Une réglementation permanente est en outre à l'étude et ne tardera sans doute pas à être votée. Elle sera très probablement conforme dans ses grandes lignes aux recommandations faites en 1934 par la « Reorganisation Commission for Fat stock for England and Wales », recommandations que l'on peut ainsi résumer : 1° Création d'un Office du Bétail, chargé d'exercer une surveillance étroite et constante sur la production actuelle et la production future probable de l'élevage : ceci au moyen de recensements trimestriels, de déclarations obligatoires des ventes que les éleveurs envisagent de faire pour la boucherie, etc. 2° En possession des renseignements fournis par l'Office, le gouvernement ferait connaître aux pays exportateurs, aussi longtemps que possible avant la fin de chaque année, le volume des importations qui seraient autorisées au cours de l'année suivante. Mais cette mesure n'aurait probablement pour effet que d'assurer l'équilibre entre l'offre et la demande de viande, et non d'assurer aux producteurs anglais un prix rémunérateur. 3° Aussi, pour assurer ce prix, organiserait-on un système de primes aux éleveurs. Les

ressources nécessaires seraient fournies par des taxes établies sur toutes les viandes importées ou mise en vente par les bouchers, suivant un système tout à fait analogue à celui du Wheat Act. Les taxes établies sur les viandes importées seraient très faibles, et les promoteurs du projet espèrent qu'elles seraient « absorbées » par les exportateurs des pays étrangers et des Dominions. Ce système exige le consentement de certains pays par suite des accords commerciaux signés avec eux, de même que le consentement des Dominions par suite des accords d'Ottawa. Des négociations sont en cours et l'on annonce, en février 1935, le consentement de l'Australie.

IV. — Production, prix, salaires agricoles de 1931 à 1935 — Renseignements statistiques

a) — LA PRODUCTION ET LES PRIX DES PRINCIPAUX PRODUITS

Céréales. — La superficie et la production de céréales au cours de la période 1931-34 peuvent être résumées dans le tableau suivant, pour l'ensemble de la Grande-Bretagne (1).

	BLE		ORGE		AVOINE	
	Superf. Product.		Superf. Product.		Superf. Product.	
	1000 acres	1000 tonnes	1000 acres	1000 tonnes	1000 acres	1000 tonnes
1930-31	1.247	1.010	1.117	847	2.487	1.861
1931-32	1.340	1.165	1.029	833	2.447	1.997
1932-33	1.739	1.666	811	688	2.350	1.920
1933-34	1.852	1.760*	956	750*	2.221	
Différence entre 1934 et 1931						
	+605.000 acres		— 161.000 acres		— 266.000 acres	

(*) Chiffres provisoires.

(1) Ministry of Agriculture and Fisheries. — *Agricultural Statistics*, Part. I. — 1931 à 1934.

Ces chiffres montrent un double mouvement dans la culture des céréales : d'une part un très fort accroissement de la superficie cultivée en blé, incontestablement dû au Wheat Act de mai 1932 et à la forte baisse des prix de l'orge et de l'avoine ; et d'autre part, un déclin de la culture de ces deux dernières céréales. Mais le mouvement d'extension du blé a été tel que la superficie totale consacrée aux céréales que nous étudions a augmenté de 178.000 acres entre 1931 et 1934. Rappelons que de 1918 à 1933, ladite superficie n'avait pas cessé de décroître.

Quant aux prix de ces trois céréales, ils ont évolué de la façon suivante ⁽¹⁾ : Le prix du blé anglais, qui avait oscillé entre 5 sh. 4 d. et 5 sh. 9 d. au cours des trois premiers trimestres de 1931, s'est légèrement amélioré en fin d'année par suite de l'abandon de l'étalon-or, la moyenne du trimestre étant de 6 sh. 4 d. Cette amélioration s'est à peu près maintenue au cours des trois premiers trimestres de 1932. Depuis ce moment, c'est-à-dire depuis le dernier trimestre de 1932, les dispositions du Wheat Act ont joué, assurant aux producteurs le prix standard de 10 sh. par cwt. Rappelons toutefois que les récoltes de 1933 et de 1934 ayant dépassé les 29 millions de cwts prévus par la loi, les « paiements complémentaires » ont été réduits dans les conditions que nous avons vues. Malgré cette réduction les sommes payées ont été considérables, et les producteurs britanniques auraient éprouvé, sans elles, de lourdes pertes : les prix du blé sur le marché anglais se sont en effet mis à

(1) Les prix suivants s'entendent par cwt. Impérial de 112 lbs. Nous en résumons les mouvements d'après les « *Reports on the prices and supplies of agricultural produce and requirements in England and Wales* » publiés annuellement par le Ministère de l'Agriculture et des Pêcheries.

baissier en 1933 et 1934, au point de n'atteindre, pour la période septembre 1933-février 1934, que 4 sh. 7 d. par cwt. Ils ne se sont relevés, très légèrement, que dans le dernier trimestre de 1934 où ils ont atteint 4 sh. 11 d. environ.

Les variations des prix de l'orge et de l'avoine ont été beaucoup plus amples et plus nombreuses que celles du blé. Les prix de l'orge ont été, de septembre 1931 à mars 1932, de 8 sh. 8 d. le cwt en moyenne. Ils baissèrent ensuite fortement jusqu'à 6 sh. 3 d. en mars 1933. La récolte de 1933, faible par suite de la restriction des ensemencements, mais d'excellente qualité, se vendit très bien : de septembre 1933 à février 1934 le prix moyen fut en effet de 9 sh. 8 d. par cwt. Mais il a de nouveau baissé depuis et se trouvait en décembre 1934 à 8 sh. 6 d. environ. Les prix de l'avoine de la récolte 1931 furent extrêmement bas au début : 5 sh. 7 d. par cwt en septembre 1931. Ils ne tardèrent pas cependant à s'élever lorsqu'on connut la faiblesse relative de la récolte anglaise, jointe à celle de la plupart des pays exportateurs. La dépréciation de la Livre semble en outre avoir joué un certain rôle, comme dans le cas du blé et de l'orge. En fait les prix montèrent jusqu'à 7 sh. 5 d. par cwt en mars 1932, et atteignirent même 8 sh. en juin. Ils baissèrent ensuite régulièrement au cours de la fin de 1932 et du début de 1933, où la moyenne fut de 6 sh. environ. Après un relèvement passager dû à l'élévation du droit d'importation, les prix tendirent de nouveau à la baisse, atteignant seulement 5 sh. 11 d. en avril 1934. Ce relèvement paraît dû à l'accord passé avec le Canada pour la limitation de ses exportations d'avoine.

Pommes de terre, Betteraves à sucre. — La récolte de pommes de terre en 1931 avait été très faible : 3.154 milliers de tonnes pour la Grande-Bretagne, alors que la moyenne des dix années précédentes avoisinait 5.000 milliers de tonnes. D'où une forte augmentation des prix, indiquée par l'indice 240 en 1931-32 contre 162 en 1930-31. La conséquence fut un important accroissement des ensemencements en 1931-32, qui couvrirent 653.000 acres contre 575.000 l'année précédente et produisirent 4.450 milliers de tonnes. Les chiffres pour 1932-33 furent de 671.000 acres et 4.550 milliers de tonnes. C'est à partir de ce moment que le « Potatoes marketing Board » commença à fonctionner : malgré les fortes réductions d'importations dont il prit l'initiative, les prix revinrent à un niveau plus en rapport avec les ressources des consommateurs ; l'indice descendit en effet de 230 en 1932 à 108 en 1933.

En ce qui concerne les betteraves à sucre, la situation est, comme nous l'avons vu, régie par les lois de 1922 et 1925. L'effet de ces lois et de la situation économique générale avait été jusqu'en 1930 un accroissement considérable de la production. Mais en 1931, par suite de la réduction des subventions de l'Etat de 13 sh. à 6 sh. 6 d. par cwt de sucre produit par les usines anglaises, ainsi que des mauvaises conditions du marché du sucre, les prix offerts aux planteurs furent jugés insuffisants et les superficies ensemencées diminuèrent de 33 %, couvrant 233.000 acres environ. La production nette de betteraves (lavées et ébauchées) tomba en conséquence de 3.049 milliers de tonnes en 1930 à 1.662 milliers en 1931. Les conditions s'étant améliorées l'année suivante, principalement grâce aux subsides spéciaux votés par le Parlement, la superficie ensemencée atteignit 254.000

acres environ en 1932 et 364.000 en 1933 ; la production remonta parallèlement à 2.226 et 3.278 milliers de tonnes nettes. Pratiquement, les prix garantis aux producteurs par les sucreries varient actuellement entre 36 et 38 sh. par tonne nette de betteraves à 15 ½ % de sucre.

Ovins, bovins et porcs. — Le tableau suivant indique le nombre de têtes d'ovins, de bovins et de porcs en Grande-Bretagne, en chiffres ronds, pour chacune des années qui nous occupent (1).

Années	BOVINS	OVINS	PORCS
1930-31	7.273.000	25.580.000	2.945.000
1931-32	7.591.000	26.411.000	3.349.000
1932-33	7.913.000	25.901.000	3.236.000

Par rapport à 1930-31, toutes les catégories sont donc en progrès : mais le progrès le plus net est celui des bovins. Cet accroissement considérable est-il un effet ou une cause de la forte baisse des prix dont le gouvernement s'est inquiété au point de faire voter le « Beef subsidy Act » 1934 ? — Probablement les deux à la fois : la baisse des prix a incité de nombreux éleveurs à restreindre leurs ventes dans l'espoir de meilleurs prix, et l'accumulation du troupeau qui en est résulté a pesé à son tour sur les cours.

(1) Agricultural Statistics 1931-34.

Au point de vue prix, les indices annuels se présentent de la façon suivante (1) :

Années	BOVINS	OVINS	PORCS	
	gras	gras	à bacon	à boucherie
1930-31	126	147	121	138
1931-32	118	110	92	102
1932-33	103	103	96	102

La baisse des prix est donc générale et profonde. La catégorie la plus touchée est celle des ovins gras, dont l'indice tombe de 147 en 1930-31 à 103 en 1933. Viennent ensuite les porcs, spécialement ceux destinés à la boucherie, qui perdent 36 points. La baisse a été proportionnellement moins considérable sur les porcs à bacon, et, grâce au Bacon Markting Board, l'indice s'est même légèrement relevé de 92 en 1932 à 96 en 1933. Quant aux prix des bovins, ils ont baissé assez fortement malgré toutes les mesures douanières et de contingentement que nous avons étudiées plus haut, au point que l'on a recouru aux subsides directs qui, de provisoires qu'ils sont pour le moment, deviendront probablement définitifs.

b). — LE NOMBRE ET LE SALAIRE DES TRAVAILLEURS AGRICOLLES

Nous avons vu au début de notre étude sur l'agriculture que la continuation, après la guerre, du mouvement de régression des cultu-

(1) Indice du Ministry of Agriculture. Base 1911-13 = 100.

res au profit de l'élevage avait eu comme conséquence directe une diminution du *nombre des travailleurs agricoles*. Ce mouvement s'est continué depuis 1931, et le nombre total des travailleurs agricoles est tombé en 1932, pour l'Angleterre et le Pays de Galles, à 697.000 unités, soit 19.000 de moins que l'année précédente. C'est le chiffre le plus bas jamais enregistré. En 1933 par contre, les mesures énergiques prises par le Gouvernement ont provoqué un important appel de main-d'œuvre, dont le nombre est remonté à 715.000, soit à peu près le niveau de 1931. Les chiffres de 1934 ne sont pas encore connus, mais il semble fort douteux qu'ils puissent être en progrès : nous avons vu que les difficultés de l'agriculture anglaise se sont aggravées sur certains points au cours de 1934, et la tendance toute naturelle des fermiers est de réduire leurs prix de revient en diminuant la main-d'œuvre et en augmentant la mécanisation.

Quant aux *salaires agricoles*, réglementés par l'« Agricultural Wages Act » de 1924, leur mouvement peut être résumé de la façon suivante : jusque vers le milieu de 1933, le mouvement de baisse commencé en 1926 s'est poursuivi. Le minimum hebdomadaire moyen des salaires agricoles est descendu de 31 sh. 8 d. à 30 sh. 7 d. soit une baisse de 3 % environ. Mais il importe de remarquer que pendant le même temps l'ensemble des prix agricoles baissait de 29 % et le coût de la vie de 18 %, Il est à peu près certain que la baisse des salaires eût été beaucoup plus forte et beaucoup plus rapide sans la réglementation établie par l'« Agricultural Wages Act ».

Depuis le milieu de 1933 au contraire, les salaires agricoles ont marqué, en concordance d'ailleurs avec les

salaires industriels, une certaine tendance à la hausse. De l'automne 1933 à mars 1934, neuf Comités de district décidèrent d'élever le salaire hebdomadaire minimum ; d'autre part, huit Comités décidèrent de réduire le nombre des heures de travail sur la base desquelles sont fixés les salaires minima, ce qui équivalait à une augmentation du salaire horaire. Pour l'ensemble du pays, le salaire hebdomadaire minimum s'est ainsi trouvé élevé à 30 sh. 9 ½ d. Le mouvement, néanmoins, ne semble pas destiné à s'amplifier beaucoup.

V. — Conclusions

Les traits essentiels de l'évolution agricole anglaise peuvent donc être résumés de la façon suivante : 1° Protectionnisme avec préférence ou exemption impériale ; 2° Essai d'organisation de la production et de la vente dans le cadre des « Agricultural Marketing Acts » de 1931 et 1933.

Quel jugement porter sur cette évolution ? Un tel jugement est délicat d'abord parce qu'il s'agit d'événements récents ou en cours, ensuite et surtout parce que l'aspect du problème diffère profondément suivant le point de vue auquel on se place.

Si nous nous plaçons au point de vue des producteurs, c'est-à-dire des fermiers anglais, la situation apparaît incontestablement favorable : sans le protectionnisme, sans les contingentements, et sans les subventions directes ou indirectes de l'Etat, c'eût été très probablement la ruine pour la plupart d'entre eux. C'est exactement ce que disait le Ministre de l'Agriculture,

M. Elliott, le 9 avril 1934, en réponse à une question posée par un membre du Parlement : « Sans tarif, sans « réglementation, et sans contingentement, je ne pense « pas qu'aucune branche de l'agriculture puisse sur-
« vivre. » Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que propriétaires et fermiers aient accueilli avec faveur les mesures prises jusqu'à présent, et qu'ils en réclament de nouvelles.

Du point de vue des consommateurs, les choses se présentent tout autrement. Car ce sont eux, et il ne pouvait guère en être autrement, qui ont fait en majeure partie les frais de l'aide apportée à l'agriculture. Sans doute leurs plaintes n'ont pas été très vives jusqu'à présent parce qu'ils ne se sont pas rendu un compte très exact des charges qu'ils supportaient : la baisse des prix agricoles mondiaux qui s'est poursuivie au cours de la période qui nous occupe a en effet annihilé la hausse qui aurait dû se produire en Angleterre à la suite des diverses mesures que nous avons étudiées. Mais on peut considérer comme une charge pour les consommateurs le fait de n'avoir pas profité intégralement de la baisse des prix mondiaux. Une charge beaucoup plus apparente pour les consommateurs, ou plus exactement pour les contribuables, est celle résultant des diverses mesures d'assistance financière prises au prorogées par le gouvernement : subventions à la culture des betteraves à sucre, subventions indirectes à la laiterie, avances au « Bacon Marketing Board », subventions aux éleveurs de bœufs. Enfin la loi de 1932 sur le blé implique, d'une manière à vrai dire habile et relativement peu sensible, le prélèvement annuel de plusieurs millions de Livres sterling sur les consommateurs. Or, comme la puissante « Fédération des Industries Britanniques » le

rappelait récemment dans une de ses brochures, 7 % seulement des anglais sont producteurs, tandis que tous les anglais sont consommateurs de produits agricoles.

A un autre point de vue, celui des industriels et des exportateurs anglais, la politique agricole actuelle présente divers inconvénients : elle gêne tout d'abord l'abaissement du coût de la vie, et par suite des prix de revient anglais. Or cet abaissement, nous l'avons vu au début de notre étude, est absolument vital pour les exportations et la prospérité de l'Angleterre. En outre, en restreignant outre mesure ou en supprimant ses importations agricoles étrangères, la Grande-Bretagne risque de s'attirer des maux bien plus graves que ceux auxquels elle prétend remédier : les capitaux très importants qu'elle a investis dans de nombreux pays agricoles risquent de se trouver « gelés » ou anéantis ; la réduction du pouvoir d'achat des pays agricoles fournisseurs de l'Angleterre entraînera une diminution de leurs achats de produits manufacturés anglais ; ces mêmes pays, ne pouvant écouler leurs produits agricoles et ayant cependant besoin de produits manufacturés, chercheront à se les procurer eux-mêmes en s'industrialisant. Le gouvernement britannique a si bien eu conscience de ces dangers qu'il a, dans la plupart des accords commerciaux signés depuis 1931, posé lui-même certaines limites qu'il s'est engagé à ne pas franchir en matière de réduction ou d'imposition des importations agricoles étrangères.

Un dernier point de vue à considérer est celui de l'Empire : sa cohésion économique et politique avec la Métropole est basée en grande partie sur le caractère complémentaire de leurs productions respectives. C'est

le désir de maintenir cette cohésion qui a motivé les concessions faites par la Grande-Bretagne à Ottawa au détriment de son agriculture. Aussi les tentatives faites pour restreindre ultérieurement la portée de ces concessions ont-elles été assez mal vues des Dominions intéressés. Si, à l'expiration des accords d'Ottawa, l'Angleterre essayait de soulager son agriculture en fermant ses portes aux importations des Dominions (viande en particulier), de graves répercussions seraient à craindre : non seulement les exportations britanniques pourraient perdre les avantages dont elles jouissent, mais encore les tendances latentes des Dominions à l'industrialisation (Canada et Australie principalement) pourraient se traduire en actes. Ce jour-là, l'unité impériale risquerait fort d'être compromise.

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION DES PRIX
DU COMMERCE
ET DES TRANSPORTS

CHAPITRE PREMIER

L'ÉVOLUTION DES PRIX ET DU COMMERCE INTÉRIEUR

L'aspect le plus déconcertant à première vue, et peut-être aussi le plus important, de l'évolution économique anglaise depuis l'abandon de l'étalon-or, est celui des prix. L'opinion presque générale, particulièrement en France, estimait en effet en septembre 1931 que l'abandon du gold standard par la Grande-Bretagne devait entraîner à plus ou moins brève échéance une hausse des prix intérieurs britanniques. Cette hausse jusqu'ici, ne s'est guère produite, et rien ne permet de croire qu'elle se réalisera dans la proportion de la dévalorisation monétaire. Nous étudierons dans une première section les mouvements des prix de gros, et nous rechercherons les principales raisons de l'absence de hausse profonde et permanente ; — dans une seconde section, nous analyserons les prix de détail et le commerce intérieur.

I. — Les prix de gros

a) — LES MOUVEMENTS DES PRIX DE GROS

Le « Board of Trade Journal » publie depuis 1935 un nouvel indice des prix de gros basé sur 200 produits ou groupes de produits,

alors que l'ancien indice n'en comportait que 150. Mais le nouveau, comme l'ancien, est calculé en livres-papier.

Indice général. — Les données fournies par l'indice général au cours de la période juin 1931-décembre 1934 sont les suivantes :

INDICE GENERAL DES PRIX DE GROS DU ROYAUME-UNI (1)

	1931	1932	1933	1934	1935
<i>Janvier</i>	90.5	89.3	84.7	88.8	88.3
<i>Février</i>	89.6	88.4	83.5	89.2	88.0
<i>Mars</i>	89.2	87.7	82.7	88.2	86.9
<i>Avril</i>	89.1	86.3	82.8	87.7	
<i>Mai</i>	88.1	85.1	84.3	87.2	
<i>Juin</i>	86.6	83.1	86.2	87.9	
<i>Juillet</i>	85.8	83.1	86.8	87.3	
<i>Août</i>	84.3	84.3	87.2	89.0	
<i>Septembre</i>	84.2	85.9	87.8	88.4	
<i>Octobre</i>	87.9	85.0	87.5	87.8	
<i>Novembre</i>	89.2	85.1	87.6	87.5	
<i>Décembre</i>	89.2	84.8	87.6	87.8	
<i>Année</i>	87.8	85.6	85.7	88.1	

Si nous analysons les principaux mouvements qui se dessinent à travers cette série de chiffres, nous en constatons trois.

Un premier mouvement très net est l'arrêt, à partir de septembre 1931, de la baisse qui se poursuivait régu-

(1) Nouvel indice du *Board of Trade*. Base : 1930 = 100.

lièrement depuis le début de l'année ; durant les quatre mois qui suivent, c'est-à-dire jusqu'en janvier 1932, l'indice monte de 5 points, atteignant 89.3. Ce relèvement des prix de gros semble bien se rattacher à la dévalorisation de la monnaie : mais notons tout de suite la faiblesse de son amplitude — 5% — alors que pendant le même temps la monnaie perd 30 % environ de sa valeur.

D'ailleurs ce mouvement de hausse ne dure pas : dès février 1932 la baisse reprend et se poursuit jusqu'à l'indice 82.7 en mars 1933 (contre 84.2 en septembre 1931), époque de l'abandon de l'étalon-or par les Etats-Unis. L'indice moyen de l'année 1932 s'établit à 85.6 — nettement au-dessous de celui de l'année précédente.

Un troisième et dernier mouvement, pour l'instant tout au moins, se déclanche à la suite de la dévalorisation du Dollar en mars 1933. Un des buts avoués de cette dévalorisation est en effet la hausse des prix : cette dernière ayant été temporairement obtenue, il n'y a rien d'étonnant, vu l'importance des Etats-Unis comme marché mondial de matières premières, à ce que les prix anglais se soient trouvés influencés. En outre la Livre, à mesure que le Dollar baisse, le suit dans sa course : très ferme au début de 1933 (entre 86,12 en janvier et 87,50 en mars) ⁽¹⁾, elle ne tarde pas à descendre à 85 en juin, 83 en août, 80 en septembre ; elle se tient en 1934 aux alentours de 76, 77. Aussi l'indice général des prix de gros passe-t-il de 82,7 en mars 1933 à 88,2 en mars 1934, niveau aux alentours duquel il s'est tenu depuis. L'indice moyen de l'année 1934 s'établit en effet à 88,1,

(1) Cours moyens mensuels de la Livre à Paris, en francs. Voir le tableau des cours : Quatrième Partie, chapitre 1^{er}.

soit une augmentation de 2,4 sur la moyenne de l'année précédente et de 0,3 sur 1931.

Indices partiels. — L'étude des indices partiels, qui comprennent d'une part les produits alimentaires et le tabac, et d'autre part les matières industrielles, permet de serrer de plus près l'évolution des prix de gros.

L'indice partiel de l'alimentation a varié de la façon suivante :

INDICE DES PRIX DE GROS DES PRODUITS ALIMENTAIRES (1)

	1931	1932	1933	1934	1935
<i>Janvier</i>	90.6	92.4	84.5	84.2	86.9
<i>Février</i>	89.0	90.5	82.7	84.3	86.6
<i>Mars</i>	87.9	90.9	81.0	82.3	84.5
<i>Avril</i>	89.0	90.7	80.7	81.8	
<i>Mai</i>	89.1	90.2	81.8	81.5	
<i>Juin</i>	87.6	87.7	83.2	84.3	
<i>Juillet</i>	85.9	85.9	82.0	84.3	
<i>Août</i>	85.6	85.9	83.9	89.7	
<i>Septembre</i>	85.8	86.4	84.8	88.4	
<i>Octobre</i>	89.7	84.1	83.8	87.2	
<i>Novembre</i>	91.1	84.1	83.6	86.4	
<i>Décembre</i>	90.8	84.1	83.1	86.5	
<i>Année</i>	88.5	87.7	82.9	85.0	

Les mouvements sont ici plus irréguliers que pour l'indice général, par suite des variations saisonnières qui

(1) « Board of Trade Journal ». Nouvel indice base : 1930 = 100.

affectent généralement les produits agricoles. On peut néanmoins distinguer trois tendances successives :

En premier lieu, c'est l'arrêt en septembre 1931 de la baisse légère qui se manifestait depuis le début de l'année : entre septembre 1931 et janvier 1932, l'indice passe de 85,8 à 92,4, par suite principalement de l'élévation des prix des produits alimentaires importés (céréales, tabac). Les prix des produits en majeure partie indigènes (viandes, poissons, œufs) continuent au contraire à baisser.

Ce mouvement ne se maintient d'ailleurs pas : dès janvier 1932 la baisse reprend et se poursuit plus ou moins régulièrement jusqu'à la fin de 1933. La conséquence est que la moyenne de 1933 s'établit à 82,9, en forte baisse sur 1932 et 1931, à 87,7 et 88,5 respectivement.

Un dernier mouvement se manifeste au cours de 1934 : c'est une hausse légère qui porte sur toutes les catégories, sauf celle intitulé « tabac et divers ». L'indice de l'année s'établit à 85,0 contre 82,9 en 1933. La cause principale de cette hausse semble pouvoir être recherchée dans l'action des « Marketing Boards » que nous avons étudiés plus haut. Son maintien et son développement se trouvent donc probablement liés au maintien et au développement de la politique agricole actuelle. Il importe néanmoins de remarquer que *l'indice de l'alimentation se trouve en 1934 à 3 ½ points au-dessous du niveau de 1931*. L'indice général étant en hausse par rapport à 1931, cela prouve que cette hausse est imputable aux mouvements des matières industrielles.

Voici en effet, sur la même base que précédemment, les indices mensuels

généraux des matières industrielles ⁽¹⁾ au cours de la période qui nous occupe :

INDICE GÉNÉRAL DES PRIX DE GROS INDUSTRIELS

	1931	1932	1933	1934	1935
<i>Janvier</i>	90.2	87.7	84.8	91.2	89.1
<i>Février</i>	89.8	87.3	83.9	91.9	88.8
<i>Mars</i>	89.8	86.1	83.6	91.4	88.1
<i>Avril</i>	89.1	84.1	83.8	90.9	
<i>Mai</i>	87.6	82.6	85.6	90.3	
<i>Juin</i>	86.2	80.8	87.8	89.8	
<i>Juillet</i>	85.8	81.7	89.5	89.0	
<i>Août</i>	83.7	83.5	89.0	88.7	
<i>Septembre</i>	83.3	85.6	89.4	88.5	
<i>Octobre</i>	87.0	85.5	89.5	88.2	
<i>Novembre</i>	88.2	85.5	89.8	88.1	
<i>Décembre</i>	88.4	85.1	90.0	88.5	
<i>Année</i>	87.4	84.6	87.2	89.7	

« Board of Trade Journal ». Nouvel indice, Base : 1930 = 100.

Nous constatons ici un premier mouvement analogue à ceux remarqués plus haut : arrêt en septembre 1931 de la baisse qui se manifestait depuis le début de l'année, et légère hausse jusqu'en décembre.

Mais dès le mois de janvier 1932 la baisse reprend et se poursuit pratiquement (malgré quelques irrégularités) jusqu'en mars 1933, époque de l'abandon de l'étalon-or par les Etats-Unis. L'indice moyen de l'année 1932 s'établit nettement au-dessous de celui de 1931 ; 84,6 contre 87,4.

A partir de mars 1933 l'influence américaine se fait

(1) Ces matières comprennent : le charbon, le fer et l'acier, les métaux non ferreux, le coton, la laine et les autres textiles, les produits chimiques et le pétrole, et divers autres articles.

sentir et les prix remontent jusque vers le milieu de 1934, époque à partir de laquelle se manifeste une tendance très nette à la stabilisation. Outre l'influence américaine directe, il importe de remarquer le rôle très important joué dans le relèvement de l'indice qui nous occupe par la forte élévation des prix du fer et de l'acier, du coton, et de la laine. L'indice annuel du fer et de l'acier passe en effet de 91,5 en 1932 à 93,3 en 1933 et 98,7 en 1934 ; celui du coton, de 78,7 en 1933 à 87,5 en 1934 ; celui de la laine bat tous les records de hausse, passant de 74,6 en 1932 à 95 en 1934. Mais cette hausse, en partie spéculative, paraît actuellement terminée. Le tableau suivant permet de constater comment s'est comportée chacune des matières industrielles, et de voir celles d'entre elles qui ont contribué à la hausse ou à la baisse de l'indice partiel :

INDICES ANNUELS SPÉCIAUX DES PRIX DE GROS DES
MATIÈRES INDUSTRIELLES (1)

	1931	1932	1933	1934	1935(2)
Charbon	102.6	103.0	101.5	102.5	103.9
Fer et acier	92.8	91.5	94.3	98.7	99.7
Métaux non ferreux .	80.9	82.9	87.2	83.9	80.3
Coton	79.0	78.3	78.7	87.5	88.1
Laine	81.4	74.6	84.9	95.0	84.0
Autres textiles	78.6	77.1	73.1	66.4	65.8
Produits chimiques et pétroles	89.8	90.7	90.3	87.4	90.3
Divers (papier, cuir, caoutchouc, bois, etc)	86.6	80.3	84.4	88.0	85.9
Indice global annuel	87.4	84.6	87.2	89.7	88.6

(1) D'après les données du « Board of Trade Journal » du 24 janvier et du 11 avril 1935.

(2) Premier trimestre seulement.

b) FACTEURS QUI ONT EMPÊCHÉ UNE HAUSSE PROFONDE
ET DURABLE DES PRIX

Les chiffres que nous venons d'analyser permettent de constater : d'une part que l'indice général des prix de gros se trouve en 1934 à un niveau très faiblement supérieur à celui de 1931 (2,6 %) alors que la dévalorisation de la Livre se monte pendant le même temps à 40 % environ ; d'autre part que la hausse des matières industrielles s'est trouvée, à très peu de chose près, compensée par la baisse des produits alimentaires. *Comment expliquer cette faible hausse ou cette baisse des prix-papier malgré l'importance de la dévalorisation monétaire ?* Il y a là un phénomène qui semble au premier abord en contradiction avec les principes les plus élémentaires des questions monétaires. *Tout s'explique en réalité par un ensemble véritablement exceptionnel de circonstances dont a bénéficié la Grande-Bretagne.*

Une première circonstance qui a tendu au maintien des prix est la maîtrise presque absolue de la Livre sur un immense marché d'approvisionnement en denrées alimentaires et en matières premières. Qu'il s'agisse de café, de caoutchouc, de coton, de laine, de blé ou de pétrole, innombrables étaient en effet les cours cotés et les contrats libellés en Livres, tant par suite de l'étendue des possessions britanniques qu'en raison des commodités procurées par l'organisation commerciale et bancaire anglaise. La Livre était ainsi devenue une monnaie pratiquement internationale, dont la valeur tenait moins à la quantité d'or qui la définissait qu'à la confiance universelle dont elle était l'objet. Son support métallique ayant fléchi, elle est néanmoins restée soutenue par

la confiance, et aussi dans bien des cas par l'intérêt : les prix en Livres-papier sont à peu près demeurés ce qu'ils étaient en Livres-or.

Un second facteur, essentiel celui-ci, réside dans la dévaluation quasi-générale des monnaies qui a suivi celle de la Livre. Un premier groupe de monnaies dévaluées comprend celles des possessions et Dominions britanniques ⁽¹⁾, et de certains pays qui se trouvent sous la dépendance économique de l'Angleterre : Egypte, Portugal, Siam, Perse. Un second groupe comprend les Pays Scandinaves, eux aussi très étroitement dépendants du marché anglais, principalement pour leurs exportations de bois et de produits alimentaires. On peut mettre dans un troisième groupe : le Japon, qui renonça à l'étalon-or en décembre 1931, la Yougoslavie en juillet 1932, et les Etats-Unis en mars 1933. La chute du Dollar américain accentua celle du Dollar canadien, qui jusque là s'était montré assez ferme ; elle provoqua enfin la chute d'une série de monnaies satellites : celles du Guatemala, du Honduras, des Philipines, etc... Notons enfin que l'Argentine, l'Espagne, la Turquie, avaient précédé la Grande Bretagne dans la voie de la dévaluation. Cette énumération montre que les pays principaux fournisseurs de l'Angleterre en matières premières et en produits alimentaires l'imitèrent plus ou moins volontairement dans sa politique monétaire, et réglèrent leurs monnaies sur la sienne. Nous avons dès lors l'explication très simple de l'absence de hausse pour les produits importés de ces pays par l'Angleterre : *le rapport entre la monnaie anglaise, d'une part, et les monnaies étrangères déva-*

(1) L'Australie et la Nouvelle-Zélande avaient une monnaie dépréciée dès avant la chute de la Livre. L'Afrique du Sud, par contre, n'a abandonné l'étalon-or qu'au début de 1933.

luées, d'autre part, ne changeant pratiquement pas, il n'y avait aucune raison pour que les prix changent dans les rapports entre les pays en question.

Reste évidemment le cas des importations que l'Angleterre faisait en provenance de pays à monnaie-or. La hausse, logique dans ce cas, s'est produite en partie : le cas le plus typique est peut-être celui des pommes de terre que nous avons étudié plus haut. Mais elle a été beaucoup moins considérable que la baisse de la Livre et ne s'est guère maintenue au-delà de janvier 1932. On peut y trouver plusieurs explications : La première est qu'il y a eu un ralentissement très net des échanges entre l'Angleterre et les rares pays demeurés fidèles à l'or, ralentissement accompagné d'un accroissement des échanges avec les pays entrés de gré ou de force dans la « Sterling Area ». En second lieu, les exportateurs des pays à monnaie-or ont fait souvent de lourds sacrifices de prix pour conserver leur clientèle anglaise. Enfin la tendance à la baisse des prix-or mondiaux s'est accentuée après la chute de la Livre, *en partie par suite des incertitudes et des troubles provoqués dans le monde par cette chute elle-même.*

Si nous nous plaçons plus particulièrement au point de vue intérieur anglais, une double cause dont le mérite revient incontestablement aux Anglais eux-mêmes semble avoir empêché une hausse dangereuse des prix. C'est d'une part la politique financière énergique du Gouvernement National, qui a pris dès septembre 1931 d'importantes mesures d'économies pour supprimer le déficit budgétaire, et qui y est parvenu. Le danger si grave de l'inflation monétaire s'est ainsi trouvé conjuré. D'autre part, les réactions psychologiques du public

britannique n'ont pas du tout été celles auxquelles les observateurs étrangers, instruits par les dévaluations catastrophiques d'après la guerre, et particulièrement celles d'Europe Centrale, pouvaient s'attendre. Le public britannique dans son ensemble n'avait en effet qu'un souvenir assez lointain de la première dévaluation de la Livre immédiatement après la guerre, dévaluation d'ailleurs extrêmement faible si on la compare à celle du mark en 1923, ou même à celle du franc en 1926. En outre et surtout, il était animé d'une confiance quasi mystique dans le « dieu sterling » : après comme avant l'abandon de l'étalon-or, la Livre reste à ses yeux la Livre. On raconte à cet égard le mot typique d'un banquier anglais à un étranger qui s'informait des changements survenus dans le pays depuis l'abandon de l'étalon-or : « Il y en a très peu ; seulement *l'or est plus cher qu'auparavant* ». Il s'est ainsi produit dans la masse anglaise, touchant les rapports de la monnaie et de l'or, une confusion analogue à celle du Moyen Age avant Galilée touchant les rapports de la Terre et du Soleil : de même qu'on croyait au Moyen Age que le soleil tournait autour de la terre, de même beaucoup d'Anglais croient de nos jours que l'or varie par rapport à la Livre, et non l'inverse. Le plus curieux, dans le cas des Anglais, est qu'à force de croire à cette erreur, tout s'est à peu près passé comme s'ils avaient raison. Les prix intérieurs calculés en Livres-papier n'ont presque pas changé, et les prix-or ont par suite baissé dans la proportion de la dévalorisation monétaire.

Nous nous permettons de souligner, en terminant sur ce point, combien un tel ensemble de circonstances économiques et psychologiques est exceptionnel. Ceux qui croient trouver chez

nous dans une nouvelle dévaluation monétaire un remède à nos maux, et qui invoquent l'exemple anglais à l'appui de leurs théories, perdent peut être quelquefois de vue ces simples faits.

II. — Les prix de détail et le commerce intérieur

a) — LES PRIX DE DÉTAIL

Le tableau suivant indique l'évolution des prix de détail et, par suite, du coût de la vie, de 1931 à 1935 :

INDICE DES PRIX DE DÉTAIL EN GRANDE-BRETAGNE 1931-35 (1)

	1931	1932	1933	1934	1935
Janvier	152	147	141	141	142
Février	150	146	139	140	142
Mars	147	144	137	139	141
Avril	147	143	136	137	
Mai	145	142	136	138	
Juin	147	143	138	141	
Juillet	145	141	139	142	
Août	145	141	141	143	
Septembre	145	143	141	143	
Octobre	145	143	143	144	
Novembre	148	143	143	144	
Décembre	147	142	142	143	
Année	147	143	143	141	

Le mouvement des prix de détail reproduit à peu près, mais avec des variations moins amples et moins brusques, le mouvement des prix de gros que nous venons d'étudier. La chute de la Livre

(1) Indice du *Board of Trade*. Base : juillet 1914 = 100. — Etabli d'après les prix de 630 villes du Royaume-Uni.

arrête le mouvement de baisse qui se manifestait depuis le début de 1931 et provoque une légère hausse ; mais cette hausse — dont le maximum se place en novembre 1931 avec l'indice 148 contre 145 en septembre — ne dure pas. L'indice mensuel moyen pour 1932 s'établit au contraire à 143, contre 147 en 1931. L'indice pour 1934 s'établit encore plus bas, à 141, soit une baisse importante de 6 points par rapport à 1931.

L'évolution des prix de détail, c'est-à-dire leur absence de hausse, s'explique dans l'ensemble comme celle des prix de gros. Mais les prix de détail étant particulièrement sensibles aux influences intérieures, c'est ici que le facteur psychologique étudié plus haut semble avoir joué le rôle le plus important dans les premiers mois qui suivirent l'abandon de l'étalon-or. La baisse des prix de détail et du coût de la vie a eu sans aucun doute une influence heureuse sur l'évolution économique anglaise. Elle a en effet permis, en 1932 et 1933, des réductions importantes de salaires sans modification appréciable du niveau de vie dans la plupart des cas. Ces réductions ont renforcé l'abaissement des prix de revient-or obtenu grâce à la chute de la Livre, et contribué ainsi au relèvement économique du pays.

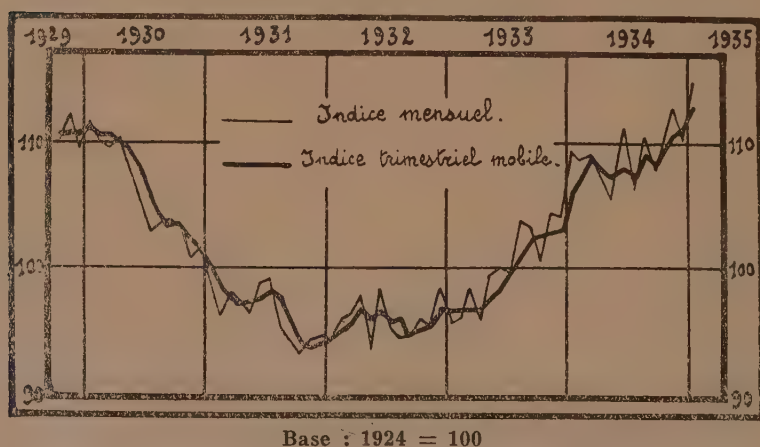
b) — LA REPRISE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET LE
COMMERCE INTÉRIEUR

Alors que depuis 1929 l'activité économique de la Grande-Bretagne se ralentissait chaque jour davantage, la période qui a suivi l'abandon de l'étalon-or a vu au contraire un remarquable développement de cette activité. Outre l'impres-

sion de confiance et d'optimisme que l'on ressent en général en Angleterre, les signes concrets de cette amélioration abondent, ainsi que les chiffres et les indices mensuels groupés par la revue « The Economist » permettent de s'en rendre compte. Le chômage en effet a diminué, alors qu'il augmentait partout à l'étranger ; la consommation d'énergie électrique s'est accrue ; les recettes postales, le nombre des véhicules automobiles, les immeubles construits ont augmenté ; la consommation de fer, d'acier, et de coton, ainsi que les importations de matières premières, se sont élevées ; le commerce extérieur s'est développé. Enfin le montant des compensations bancaires s'est accru. Il y a sans doute quelques ombres à ce tableau, mais dans l'ensemble l'essor est important, comme en témoigne le graphique établi d'après les éléments que nous venons d'indiquer, et que nous reproduisons avec l'aimable autorisation de l'Economist :

GRAPHIQUE N° 2

INDICE DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DU ROYAUME-UNI (1)



(1) « The Economist ». Monthly Trade supplement, février 1935.

L'indice de l'activité économique, représenté par 112-113 en 1929, était donc tombé au-dessous de 94 vers la fin de 1931. Après être demeuré assez bas en 1932, il est remonté depuis à une allure accélérée, et l'indice mensuel pour janvier 1935 s'établit au cours record de 115.

*
* *

En présence de cette amélioration indiscutable, une question très importante se pose : à quoi cette amélioration est-elle dûe, au marché intérieur ou au marché extérieur ? La signification et la portée de la reprise constatée dépendent de la réponse indiquée par les faits. Or les faits montrent, comme nous le verrons plus en détail dans le chapitre suivant, que le commerce extérieur ne peut entrer que pour une faible part dans l'amélioration constatée. En effet, bien que les chiffres des exportations en 1934 soient nettement supérieurs à ceux de 1933 et de 1932, ils demeurent légèrement inférieurs à ceux de 1931 : 447 millions de livres contre 454. La valeur totale du commerce extérieur est en baisse encore plus nette : 1.179 millions de Livres en 1934 contre 1.315 millions en 1931, par suite de la réduction massive des importations.

Si donc l'amélioration économique anglaise n'est dûe que pour une assez faible part au marché extérieur, cela prouve que l'activité des échanges intérieurs a augmenté.

Il n'existe malheureusement, concernant le marché intérieur, aucune statistique permettant d'en saisir l'importance et l'évolution d'ensemble. Toutefois le commerce de détail est l'objet d'une enquête effectuée par la Banque d'Angleterre et

l'Association des commerçants de détail, enquête dont les résultats sont publiés sous forme d'indices mensuels par le « *Board of Trade Journal* ». Ces indices mensuels concernent la valeur des ventes au détail, le mouvement des stocks de marchandises, et le personnel employé dans le commerce de détail. Bien que 15 % seulement environ du chiffre d'affaires total de la Grande-Bretagne soit couvert par l'enquête, on estime qu'elle donne une idée assez exacte des diverses catégories de marchandises consommées et de la répartition géographique du commerce de détail. Le tableau suivant permet de suivre les mouvements d'ensemble des ventes au cours des années 1931 à 1935.

VALEUR DES VENTES AU DETAIL (1)

Pourcentages mensuels d'augmentation ou de diminution (+ ou —) pour chacun des mois de 1931 à 1935 par rapport aux mois correspondants de l'année précédente.

	1932 1931	1933 1932	1934 1933	1935 1934
Janvier	— 5.6	— 6.4	+ 3.9	+ 4.2
Février	— 4.5	— 3.4	+ 3.0	+ 4.9
Mars	— 6.1	— 2.9	+ 5.7	»
Avril	— 2.2	— 2.9	— 3.2	»
Mai	— 5.9	— 0.2	+ 7.7	»
Juin	— 3.8	— 3.6	+ 2.0	»
Juillet	— 6.3	— 1.2	+ 3.1	»
Août	— 6.2	+ 0.2	+ 4.8	»
Septembre ..	— 3.6	— 1.7	+ 4.1	»
Octobre	— 3.3	+ 0.6	+ 3.2	»
Novembre ..	— 1.9	+ 2.8	+ 3.9	»
Décembre ..	— 0.7	+ 4.1	+ 1.8	»
Année : ..	— 4.1	— 1.0	+ 3.5	»

Ce tableau montre que les ventes au détail se sont améliorées pour la première

(1) Chiffres mensuels du « *Board of Trade Journal* ».

fois en août 1933 et qu'elles n'ont pas depuis cessé de s'accroître, à deux exceptions près en septembre 1933 et avril 1934. Les chiffres concernant les stocks et le personnel employé dans le commerce de détail confirment cette amélioration, encore que ceux concernant les stocks soient difficiles à interpréter par suite des changements de prix qui en affectent la valeur et du petit nombre d'établissements qui en fournissent l'évaluation. De même, à l'égard du nombre du personnel employé, il faut noter qu'une partie seulement des établissements touchés par l'enquête sur le volume des ventes en donne le chiffre. Quant à la répartition géographique des ventes, c'est Londres qui a, dans l'ensemble, bénéficié de la plus forte amélioration ; le Pays de Galles et le Nord de l'Angleterre viennent ensuite, et enfin l'Ecosse.

Ainsi, par lui-même, le mouvement des ventes au détail dans le Royaume-Uni nous confirme que le relèvement de l'activité économique constaté plus haut est dû en grande partie à la demande du marché intérieur. Il nous apporte en outre, indirectement, une nouvelle confirmation de ce fait.

En effet, si nous prenons les chiffres du commerce extérieur anglais depuis 1931, nous constatons une diminution extrêmement considérable des importations. De 861 millions de Livres en 1931 (et 1.044 millions en 1930) ces dernières tombent à 701 millions en 1932 et 675 seulement en 1933 par suite de la dévaluation monétaire, des droits de douane et des contingentements. Une pareille diminution de près de 190 millions de Livres *plus de 23 milliards de francs à la parité-or*) aurait dû semble-t-il avoir une influence *permanente* sur le volume des ventes à l'intérieur du pays. Or nous voyons

qu'après un temps de régression, lesdites ventes reprennent, à partir d'août 1933, sur un rythme accéléré. Cela donne à penser que l'industrie anglaise s'est organisée pour produire elle-même les articles dont le marché intérieur avait besoin, mais qu'il ne pouvait plus, à cause du change et des droits de douane, se procurer à l'extérieur. L'activité économique anglaise s'est ainsi trouvée doublement stimulée, à la fois par la nécessité de créer de nouvelles usines pour les produits que le pays ne produisait pas ou presque pas auparavant, et par la possibilité d'augmenter la production des usines antérieurement handicapées par la concurrence étrangère.

La reprise économique anglaise manifestée par la diminution du chômage, la hausse de l'indice de la production industrielle, l'augmentation des constructions, etc., s'avère donc dès maintenant une reprise principalement intérieure. L'étude du commerce extérieur et des principales industries nous permettra de confirmer et de préciser cette constatation.

CHAPITRE DEUXIEME

LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LA BALANCE DES COMPTES

« Notre Empire, c'est le « commerce », disait Joseph Chamberlain. On ne peut condenser en moins de mots une vérité aussi exacte pour l'Angleterre. Sans le commerce — entendons par là le commerce extérieur au sens large, c'est-à-dire à la fois les échanges de marchandises et les opérations de courtage, d'assurance, de banque et de transport — la Grande Bretagne ne tiendrait guère dans le monde qu'une place proportionnée à ses quarante-cinq millions d'habitants. C'est même encore trop dire, car sa population n'aurait probablement jamais atteint ce chiffre.

La période qui nous occupe est extrêmement intéressante au point de vue du commerce extérieur : plusieurs facteurs nouveaux et importants ont en effet joué en sens divers. Après avoir dans une première section analysé les principaux de ces facteurs, nous en verrons les conséquences dans une deuxième section consacrée à l'évolution du commerce extérieur de 1931 à 1935. Nous terminerons par une étude sommaire de la balance commerciale et de la balance des comptes du Royaume-Uni.

I. — Principaux facteurs qui ont influé sur le commerce extérieur du Royaume-Uni

a). — LA CAMPAGNE EN FAVEUR DES PRODUITS BRITANNIQUES : « BUY BRITISH ».

Lorsque, au cours de 1931, tous les Anglais se furent rendu compte de la gravité de la situation économique et de l'importance grandissante du déficit de la balance commerciale, leur première réaction se manifesta sous la forme d'une ardente campagne en faveur des produits britanniques. Partout, dans les journaux, dans les rues, dans les magasins se multiplièrent sous forme d'articles, de tracts, d'affiches, des appels dont le leit-motif était l'impératif « Buy British », « Achetez britannique ». Une pareille propagande, poursuivie avec ténacité, a certainement eu des effets directs non négligeables chez un peuple aussi sensible à l'intérêt national et aussi discipliné quant il le veut que le peuple anglais. Mais ces effets sont évidemment impossibles à chiffrer, même approximativement.

b). — L'ABANDON DE L'ÉTALON-OR PAR LA GRANDE-BRETAGNE ET LES PRINCIPAUX PAYS ÉTRANGERS

Si l'abandon de l'étalon-or a été assez facilement accepté par l'ensemble de l'opinion britannique, c'est en grande partie parce que la presse s'est attachée dès le début à en faire ressortir les avantages éventuels, notamment dans le domaine du commerce extérieur. Le « Manchester Guardian », nous

l'avons vu, soulignait que la baisse de la monnaie « *réaliserait, et beaucoup mieux qu'un tarif, toutes les merveilles qu'on attendait de lui. Cela tendrait à équilibrer notre balance commerciale, aiderait notre industrie en diminuant le prix de production, et faciliterait le problème budgétaire.* » Autrement dit, on espérait que la baisse de la monnaie freinerait les importations et développerait au contraire les exportations. Dans le premier cas, en effet, la hausse des prix en Livres-papier devait détourner l'acheteur anglais des produits étrangers, tandis que dans le second la baisse-or des prix anglais devait inciter les étrangers à développer leurs achats de produits anglais.

En fait, les choses ne se sont pas passées tout à fait si simplement, même en nous plaçant au point de vue des pays qui n'ont pas abandonné l'étalon-or, ou qui ne l'ont abandonné qu'assez longtemps après l'Angleterre. Il aurait dû sans doute y avoir un puissant freinage des importations anglaises en provenance des pays à monnaie-or ; mais les effet en ont été temporairement annihilés par suite des achats anormaux effectués par les importateurs anglais en prévision des droits de douane qui n'allaient pas tarder à frapper les produits étrangers. De sorte que les importations au cours du trimestre qui suivit la chute de la Livre furent de 33 millions de Livres supérieures à celles du trimestre précédent, soit une augmentation de près de 18 % au lieu de la diminution escomptée. Quant au développement des exportations anglaises vers les pays à monnaie-or, il s'est trouvé partiellement annihilé lui aussi par les diverses mesures de défense prises par les intéressés : surtaxes compensatrices de change et contingentements. Mais ces mesures ont été dans la plupart des cas trop

tardives et insuffisantes ⁽¹⁾ pour empêcher les exportations anglaises — qui diminuaient régulièrement depuis le début de 1931 — de se relever à 98 millions de Livres au cours du dernier trimestre de 1931, soit 5 millions de Livres de plus que durant le trimestre précédent.

A l'égard des nombreux pays dont les monnaies ont subi plus ou moins rapidement le sort de la Livre, c'est-à-dire la plupart des pays britanniques, les pays scandinaves, etc... les conséquences de la dépréciation anglaise n'ont pu jouer que dans la mesure des écarts de cours. Ces écarts de cours ayant été assez faibles dans l'ensemble, l'influence directe sur le commerce extérieur n'a pas pu être bien considérable. Mais les dévaluations consécutives à celles de la Livre ont eu un effet indirect extrêmement important — comme nous l'avons vu à propos des prix des produits alimentaires et des matières premières — en empêchant ces prix de s'élever sur le marché anglais. S'il en avait été autrement, c'est-à-dire si les prix intérieurs anglais avaient monté, tous les avantages escomptés de la dévaluation seraient devenus irréalisables.

Parmi les dévaluations postérieures à 1931, celle du Dollar américain mériterait une étude spéciale par suite de son importance au point de vue britannique et mondial. Notons seulement ici qu'elle a été volontairement provoquée, entre autres raisons, dans l'intention de diminuer le poids de l'énorme endettement hypothécaire de l'Ouest agricole, et de parer à la fermeture des débouchés extérieurs américains aggravée par la chute

(1) La surtaxe compensatrice de change français n'est intervenue que le 15 novembre 1931 et ne s'élève qu'à 15 %. Elle a été supprimée en janvier 1934.

de la Livre. D'où la véritable guerre qui s'est déclarée entre les deux grandes devises anglo-saxonnes, guerre qui semble être à la base de la persistance du marasme mondial et dont on n'entrevoit pas, pour le moment, la solution.

c). — LA CONVERSION DE LA GRANDE-BRETAGNE
AU PROTECTIONNISME

Depuis 1846 et pendant trois-quarts de siècle, l'équilibre économique anglais a reposé tout entier sur le libre-échangeisme. Possédant dans le domaine industriel une avance incomparable sur toutes les autres nations, l'Angleterre avait tout à gagner et peu à perdre à la liberté absolue des échanges. Depuis le XX^e siècle toutefois, par suite de l'évolution technique et de l'industrialisation de nombreux pays, la suprématie anglaise s'atténue ou disparaît. En même temps diminuent les avantages que la Grande-Bretagne trouvait au libre-échangeisme absolu. Aussi, outre les droits purement fiscaux qui frappaient dès avant la guerre certains produits alimentaires et le tabac, la guerre et l'après-guerre virent éclore un certain nombre de droits protecteurs (droits Mac Kenna de 1915 et loi de sauvegarde de 1921) sur les automobiles, les montres, les instruments de musique, les produits de verrerie, les produits chimiques, etc. Mais on ne pouvait pas dire, pour autant, que la Grande-Bretagne s'était convertie au protectionnisme.

Depuis 1931 au contraire la conversion au protectionnisme a été totale, à la fois dans le domaine agricole et dans le domaine industriel, sous réserve toutefois de la situation dont bénéficient les pays britanniques.

En matière agricole, nous avons vu les manifestations de ce protectionnisme sous forme des droits de douane établis par l'« Horticultural Products Act » de 1931 et des tarifs de 1932, droits de douane complétés par de nombreux accords ou décrets de contingentement.

Si l'on considère l'ensemble des importations du Royaume-Uni, les deux textes fondamentaux en la matière sont l'« Abnormal Importations (Custom Duties) Act » du 20 novembre 1931 et l'« Import Duties Act » du 29 février 1932.

Le premier fut pris pour arrêter le courant anormal d'importations qui se déclancha vers octobre 1931 lorsqu'il fut évident que les élections générales avaient donné une forte majorité aux partisans du protectionnisme. D'où le nom donné au texte, préparé et voté dans un temps record, de « Loi sur les importations anormales ». Ce texte vise les articles inscrits au tableau III de la nomenclature du Board of Trade, c'est-à-dire : 1° le coke et les combustibles manufacturés ; 2° les articles de céramique et poterie ; 3° le fer, la fonte et l'acier ; 4° les métaux non ferreux ; 5° la coutellerie et les instruments scientifiques ; 6° l'appareillage électrique ; 7° les machines, y compris celles à écrire et à coudre ; 8° le bois travaillé ; 9° les fils et tissus de coton, de laine et de soie, etc. Lorsque lesdits articles seront jugés importés en quantités anormales par le Board of Trade, celui-ci pourra les frapper de droits allant jusqu'à 100 % ad valorem par un décret (« order ») qui ne pourra entrer en vigueur qu'après son approbation par une résolution de la Chambre des Communes. Il importe de noter que les droits établis en application de ce texte se superposeront aux droits antérieurs, mais

que les produits de l'Empire ne pourront pas en être frappés. Une série de décrets sont effectivement intervenus très rapidement, et presque toutes les catégories énumérées plus haut ont été frappées d'un droit spécial de 50 %. Les pays les plus touchés ont été la France (laine, soie, parfumerie), l'Allemagne (coutellerie, appareillage électrique, etc.), les Etats-Unis (métallurgie, machines à écrire, etc.), la Belgique et la Hollande. D'après les chiffres de 1930, une soixantaine de millions de Livres d'importations ont été ainsi imposées.

Au début de février 1932, le gouvernement national déposa un projet de tarif douanier général. Les arguments invoqués en faveur du projet par M. Neville Chamberlain, Chancelier de l'Echiquier, étaient d'ordre strictement économique : nécessité de réduire fortement les importations pour améliorer la balance commerciale ; nécessité d'augmenter les ressources budgétaires sans faire encore appel à l'impôt direct ; possibilité de développer l'industrie nationale en lui réservant une plus grande part du marché intérieur ; possibilité d'obtenir des pays étrangers un abaissement de leurs barrières douanières en faveur des produits anglais contre un abaissement correspondant des droits britanniques. Le projet gouvernemental prévoyait en conséquence l'établissement d'un nouveau droit de 10 % ad valorem sur la quasi-totalité des importations. A ce droit pouvait en outre s'ajouter un droit spécial de 100 % ad valorem au maximum sur les importations en provenance de pays ne donnant pas aux produits britanniques un traitement suffisamment favorable. Mais ni le droit général de 10 % ni le droit spécial éventuel de 100 % ne pouvaient s'appliquer aux produits des colonies, protectorats et territoires sous mandat britannique.

La même exemption s'appliquait aux Dominions et aux Indes jusqu'à la fin de la Conférence qui devait se réunir à Ottawa quelques mois plus tard. Il importe d'autre part de noter qu'un certain nombre de produits, matières premières et produits alimentaires, étaient exempts de tout droit ; les produits déjà frappés par les droits Mac Kenna, le « Safeguarding Industries Act », et l'« Abnormal Importations Act », demeuraient provisoirement soumis au régime antérieur. Enfin une Commission consultative des Douanes (« Import Duties Advisory Committee ») devait être créée pour proposer — en fonction de la situation économique du pays — toutes modifications du régime douanier jugées utiles, et en particulier l'application de la surtaxe éventuelle de 100 %. Le projet, rapidement voté par les Chambres, reçut l'assentiment royal le 29 février et entra en application dès le 1^{er} mars 1932. Les principaux produits continuant à entrer en franchise étaient le blé en grains, la viande, le thé, le coton et la laine brutes, les peaux et fourrures, le caoutchouc brut, le minerai de fer et divers autres minéraux ou métaux. Cette liste a été légèrement remaniée depuis : le blé non britannique en a été exclu à la suite des accords d'Ottawa, tandis que divers produits de faible importance y étaient inscrits. En application de l'Import Duties Act, un grand nombre de droits furent établis ou modifiés après consultation de la Commission des Douanes. En particulier les droits provisoires résultant de l'« Abnormal Importations Act » furent remplacés par de nouveaux, légèrement moins élevés en général. L'exécution des accords d'Ottawa entraîna enfin l'imposition ou le relèvement de droits sur certains produits agricoles en provenance de l'étranger ; nous en verrons le détail à propos des accords. Le

régime douanier britannique ainsi constitué est très complexe, au point que le Parlement en a demandé la codification. Bornons-nous ici à indiquer que d'une façon générale *les matières premières* entrent en franchises ou sont faiblement taxées. *Les produits alimentaires* sont exempts pour la plupart quand ils proviennent des pays britanniques, mais sont assez lourdement taxés quand ils proviennent de l'étranger ; ils ont en outre été affectés par les multiples contingentements et par le régime douanier spécial à l'Irlande que nous avons étudiés à propos de l'agriculture anglaise. *Les produits manufacturés* sont enfin les plus généralement et les plus lourdement taxés, de 10 à 35 % ; des droits spécifiques s'ajoutent en outre fréquemment aux droits ad valorem. Sous réserve de la préférence impériale, la conversion de la Grande Bretagne au protectionnisme est donc chose faite.

d). — LE PROBLÈME IMPÉRIAL ET LES ACCORDS D'OTTAWA

Le problème économique impérial, c'est-à-dire celui des échanges commerciaux entre la Grande-Bretagne et ses possessions ou Dominion a reçu, depuis les origines jusqu'en 1931, trois solutions successives. La première solution, issue en grande partie des « Navigation Acts », est celle de l'exclusivisme colonial ; elle s'appliquera jusque vers le milieu du XIX^e siècle. A ce moment, grâce au triomphe des idées libre-échangistes, commencera l'émancipation économique des colonies qui sera consacrée en 1897 et 1902 par l'adoption de la *préférence impériale réciproque* entre la Métropole et les divers membres de l'Empire. Dans une troisième période, qui commence avec la Grande Guerre et se termine à Ottawa en 1932, le gouver-

nement anglais, en reconnaissance du loyalisme des colonies et Dominions et de l'aide matérielle apportée par eux pendant la guerre favorise certains de leurs produits en réduisant d'un tiers à leur profit les droits d'entrée sur le thé, le café, le sucre, le poivre, le cacao, le tabac, etc. Mais les Dominions refusent dans l'ensemble d'abaisser les barrières douanières dont ils se sont entourés. Quand ils accordent une préférence à la Métropole, ils le font en élevant leur tarif général à l'égard des pays étrangers, et non pas en réduisant leurs droits en faveur de la Grande-Bretagne. Pour qu'ils consentent à aller plus loin, il faudrait qu'ils soient assurés d'avoir une place prépondérante sur le marché du Royaume-Uni : cela suppose une fermeture plus ou moins complète de ce dernier aux importations étrangères de matières premières et de denrées alimentaires. Cette fermeture, longtemps et énergiquement refusée par l'opinion publique anglaise, est finalement acceptée en 1931 et 1932 comme nous venons de le voir. La voie est désormais libre pour un accord.

Cet accord, qui inaugure la quatrième phase des relations entre la Grande-Bretagne et ses Dominions, est le résultat principal des discussions tenues en juillet-août 1932 à Ottawa entre les représentants des Dominions, de l'Inde, et du Royaume-Uni. Les divers accords signés à Ottawa entre la Grande-Bretagne et les Dominions, peuvent se résumer de la façon suivante : (1)

Le Royaume-Uni accorde :

1° - La continuation pendant une durée de 5 ans (sauf à l'égard de l'Inde) de la libre entrée en Grande-Bretagne

(1) Cf. « *The Economist* », Ottawa supplement, 22 octobre 1932.

des produits des Dominions dans les conditions antérieures ; cette période est réduite à 3 ans pour les œufs, le beurre, la volaille, le fromage et les autres produits de laiterie. A l'expiration de cette période le gouvernement britannique pourra, s'il le juge nécessaire, imposer un droit préférentiel sur les produits des Dominions, ou inclure tel ou tel produit, en accord avec les gouvernements des Dominions intéressés, dans un système général de réglementation quantitative des importations britanniques ; 2° - Il s'engage à frapper de nouveaux droits certains produits étrangers, ou à élever ces droits quand ils existent déjà, de façon à créer une marge de préférence au profit des Dominions, ou à l'accroître quand elle existe. Les principaux produits qui ont été ainsi taxés quand ils ne sont pas britanniques sont les suivants : cuivre, blé en grains, maïs, beurre, fromage, pommes et poires frais et conservés, œufs en coquilles, lait sous ses diverses formes, miel, oranges, riz, etc. Dans le cas du cuivre, du blé, et de quelques autres produits, le maintien de la préférence est subordonné à la condition que les Dominions exportateurs ne pratiqueront pas à l'égard de la Grande-Bretagne des prix supérieurs aux cours mondiaux ; 3° Le gouvernement britannique s'engage à maintenir pendant 5 ans, sauf accord avec les Dominions intéressés, le droit général ad valorem de 10 % qui frappe certains produits étrangers tels que l'orge, la farine de blé, le maïs, la viande en boîte, les pommes de terre, le bois, l'amiante, le coprah, la caséine, le cuir, le plomb, et le zinc ; 4° En ce qui concerne l'importante question de la viande (bœuf réfrigéré ou congelé, mouton et agneau congelés), la franchise d'entrée est générale, mais un système de contingentements est prévu. Ce système doit en principe assurer au

producteur anglais la première place sur son marché, la seconde étant réservée aux pays britanniques, et la troisième laissée aux pays étrangers. Nous avons vu, à propos de l'agriculture, les accords et les difficultés survenus en cette matière ; 5° Notons enfin, pour mémoire, certains avantages commerciaux accordés au Canada, à l'Afrique du Sud, à la Rhodésie du Sud et aux Indes.

En regard de ces concessions anglaises, quelles sont les *concessions des Dominions* ?

1° L'Australie accorde à la Métropole une marge de préférence allant de 15 à 20 % suivant le niveau des droits existants. Cette préférence sera accordée soit sous forme d'élévation des droits sur les marchandises non anglaises, soit par réduction des tarifs en faveur de la Grande-Bretagne. On estimait que 8 millions de Livres de produits anglais, d'après les chiffres de 1930-31, bénéficieraient des mesures en question.

2° Le Canada prend certains engagements d'ordre général ; il promet en outre d'abaisser en faveur du Royaume-Uni 132 postes de son tarif et d'accroître dans 43 autres cas la marge de préférence anglaise par élévation du tarif général. Dans 79 cas (sur ces 83), les marchandises anglaises entreront ainsi en franchise. Néanmoins, d'après « *The Economist* », « la réduction des « droits de douane en faveur des industriels britanni-
« ques est extrêmement faible, et dans la mesure où un
« effort est fait pour détourner les achats extérieurs
« canadiens vers le marché anglais, le résultat de cet
« effort est de relever encore le tarif général déjà anor-
« malement élevé » (1).

(1) « *The Economist* ». Ottawa supplement, page 12.

3° Terre-Neuve accorde aux produits anglais une préférence de 10 % *ad valorem* à dater de juillet 1933. Les principaux articles visés sont le fer et l'acier, l'appareillage électrique, les tissus, etc...

4° La Nouvelle-Zélande, qui dépend presque entièrement du marché anglais pour ses exportations agricoles, accordait déjà la franchise douanière à près de la moitié des marchandises anglaises. Elle s'engage à Ottawa à réduire les droits existants sur l'autre moitié, en particulier sur les vêtements, les tissus de soie et les articles de bonneterie.

5° L'Union Sud-Africaine s'engage à assurer aux produits anglais une marge de préférence de 5 à 15 % sur les tracteurs agricoles, le matériel de chemins de fer, les machines à écrire, les appareils de T. S. F., les appareils électriques, etc. Elle promet d'élever à des taux convenus les droits spécifiques sur certaines marchandises étrangères, telles que les tissus de coton et de soie artificielle. Elle s'engage à consolider la préférence existante sur la bonneterie, la dentelle, la coutellerie, la quincaillerie, etc...

6° La Rhodésie du Sud maintient, crée, ou accroît en faveur des produits anglais une préférence de 5 à 10 % dans un grand nombre de cas : appareil de T. S. F., matériel électrique, coutellerie, fer et acier, machines, outils, textiles, etc. La préférence bénéficie à un total de plus de 7 millions de Livres de produits anglais sur la base de 1931, soit la moitié des importations rhodésiennes totales.

7° L'Inde, pour qui la Grande-Bretagne constitue un fournisseur très important, ne lui accordait cepen-

dant avant Ottawa qu'une préférence limitée à certaines espèces de cotonnades et de produits métallurgiques. L'accord signé à Ottawa lui attribue une préférence de 10% ad valorem sur presque tous les articles ; toutefois, les automobiles montées ou en pièces détachées ne bénéficient que d'une préférence de 7 ½ %. Pour les tôles galvanisées un accord spécial a prévu en faveur des produits anglais une préférence de 30 à 50 roupies par tonne. Au total, sur la base des chiffres de 1931, plus de 14 millions de Livres d'exportations anglaises vers l'Inde doivent bénéficier des avantages ci-dessus.

e) — LES PRINCIPAUX ACCORDS ET TRAITÉS DE COMMERCE
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LES PAYS ÉTRANGERS (1).

L'un des motifs invoqués à la Chambre des Communes par le Chancelier de l'Echiquier en faveur d'une législation protectionniste avait été que les droits de douane donneraient à la Grande-Bretagne un moyen d'obtenir, de la part des pays étrangers, un régime douanier plus favorable pour ses exportations. De fait un grand nombre d'accords commerciaux ont été signés par la Grande-Bretagne depuis 1932. Voici les principaux de ces accords, accompagnés d'un bref résumé de celles de leurs dispositions qui ont pu influencer sur les importations ou les exportations anglaises. Ils marquent pour l'instant la troisième et dernière phase de la politique commerciale extérieure du Royaume-Uni, les deux premières étant respectivement marquées par l'établissement du protectionnisme et par les accords d'Ottawa.

(1) « *Board of Trade Journal* » 1933-35.

Accord anglo-argentin. — Cet accord a été signé le 1^{er} mai 1933 pour une durée de 3 ans. L'Angleterre s'engage à ne pas réduire ses importations de bœuf frigorifié argentin au-dessous des quantités reçues au cours de l'année terminée le 30 juin 1932, sauf au cas où une telle réduction s'avérerait indispensable au maintien d'un niveau rémunérateur des prix en Angleterre. Dans ce cas le gouvernement anglais s'engage à consulter au préalable le gouvernement Argentin. Diverses dispositions concernent les autres espèces de viandes argentines, comme nous l'avons vu à propos de l'agriculture. De son côté l'Argentine maintient en faveur des produits britanniques (en particulier du charbon) la franchise existante. Elle ramène au niveau de 1930 les droits frappant certains produits britanniques. Un accord additionnel, en date du 2 septembre 1933, a précisé et étendu les concessions argentines au profit de l'Angleterre.

Accord Anglo-Danois. — Il a été signé le 24 avril 1933 et ratifié le 20 juin de la même année ; il est prévu pour 3 ans à partir des ratifications. Ses principales dispositions sont les suivantes : La Grande-Bretagne s'engage à ne pas relever son tarif à l'égard d'une vingtaine de catégories de produits danois, alimentaires pour la plupart. En outre, au cas où la Grande-Bretagne réglerait ses importations de bacon et de jambon, le contingent accordé au Danemark ne pourra être inférieur à 62 % des importations étrangères du Royaume-Uni. Pour le beurre, ce contingent sera au minimum de 2.300.000 cwts par an, et pour les œufs, de 5 ½ millions de greathundreds. En cas de restriction générale des importations anglaises de beurre et d'œufs, la part du Danemark ne pourra être inférieure à 38 % du total des importations étrangères. Le Danemark s'engage en

revanche à ne pas augmenter les droits de douane existants sur les produits britanniques importés, qui sont en particulier le charbon, les tissus et les fils de coton et de laine. Il s'engage à acheter 80 % du charbon dont il a besoin à l'Angleterre ; à se servir de jute et de papier anglais pour ses exportations ; à augmenter ses achats de fers et aciers britanniques.

Accords anglo-allemand. — Un échange de notes, daté du 13 avril 1933, est entré en vigueur le 8 mai de la même année. L'Angleterre accorde des réductions de droits allant de 5 à 15 % au profit de certaines importations allemandes : pianos et instruments de musique, gramophones, horlogerie, bijouterie et imitation, etc. L'Allemagne s'engage à acheter 180.000 tonnes métriques de charbon par mois à l'Angleterre, et à augmenter proportionnellement cette quantité si la consommation totale allemande de charbon sous ses diverses formes dépasse 750.000 tonnes mensuelles.

Accord anglo-islandais. — Cet accord signé le 19 mai 1933, est entré en vigueur le 28 juin de la même année pour une durée de 3 ans. Il limite à 10 % ad valorem le droit dont sera frappé le poisson islandais à son entrée en Grande-Bretagne. Au cas où les importations anglaises seraient contingentées, la part revenant à l'Islande ne pourra être inférieure à 354.000 cwts par an. Une clause analogue concerne le mouton et l'agneau réfrigérés ou congelés à destination du Royaume-Uni. L'Islande s'engage en échange à réserver à la Grande-Bretagne 77 % au minimum de ses achats totaux de charbon. Elle s'oblige en outre à consolider son tarif sur la plupart des marchandises anglaises, et à le réduire.

dans certains cas : tissus et articles de coton, de laine, de soie, etc...

Accord anglo-norvégien. — Par cet accord en date du 15 mai 1933, les parties contractantes s'engagent à limiter, aux taux indiqués dans les tableaux annexés à la convention, les droits d'importation qui pourront être perçus sur leurs marchandises respectives. Le gouvernement britannique s'engage, au cas où les importations de poisson du Royaume-Uni seraient contingentées, à ne pas réduire celles en provenance de Norvège à moins de 740.000 cwts par an. Une disposition analogue vise certains produits agricoles norvégiens. Le gouvernement norvégien s'oblige en échange à se procurer en Grande-Bretagne 70 % au minimum de ses importations totales de charbon, et à faire bénéficier de droits préférentiels certains produits originaires des colonies et territoires sous mandat britannique.

Accord anglo-suédois. — Cet accord, signé à Londres le même jour que le précédent, lui ressemble beaucoup dans ses grandes lignes. Le Royaume-Uni et la Suède se concèdent réciproquement des limitations ou des réductions de droits conformément aux tableaux annexés à l'accord. Les réductions ou limitations concédées par la Grande-Bretagne visent en particulier le beurre, les œufs, le poisson, divers produits minéraux ou chimiques, la pulpe de bois, le papier, le fer et l'acier sous certaines formes. Les concessions de la Suède concernent les confitures, le whisky, les produits photographiques, les fils et tissus de laine, de coton et de soie artificielle, les tôles de fer et d'acier, les automobiles, etc. La Suède s'engage en outre à se procurer en Grande-Bretagne 47 % au minimum de ses importations

totales de charbon. Elle bénéficie par contre de garanties à l'égard de ses exportations de beurre, de poisson, de bacon et de jambon. La durée de cet accord est en principe de trois ans.

Accord anglo-esthonien. — Cet accord, en vigueur depuis le 22 juillet 1933, accorde à l'Esthonie des garanties concernant ses exportations de bacon, de jambon, de beurre, et d'œufs, en échanges d'avantages au profit des harengs exportés par le Royaume-Uni.

Accord anglo-finlandais. — Signé le 29 septembre 1933 est entré en vigueur le 23 novembre de la même année pour une durée de 3 ans, cet accord stabilise ou réduit les droits de douanes frappant les échanges entre les deux pays. Les produits visés sont, pour l'Angleterre : les harengs salés, les liqueurs, les tissus, les produits métallurgiques, etc. Les produits finlandais bénéficiant des dispositions de l'accord à leur entrée en Angleterre sont : le bacon, le jambon, le beurre, les œufs, la pulpe de bois, etc.

Accord anglo-français. — La convention signée le 27 juin 1934 et entrée en vigueur le 1^{er} juillet suivant met fin à la guerre douanière qui durait depuis 1931 entre les deux pays. En échange de légères concessions portant principalement sur les soieries, les dentelles et broderies, les produits agricoles, la Grande-Bretagne obtient de la France la restitution intégrale de ses contingents d'importations et divers avantages pour son charbon. L'accord est valable jusqu'au 31 mars 1935, avec faculté de renouvellement par tacite reconduction.

Accord anglo-soviétique. — Les engagements pris par l'Angleterre à Ottawa, notamment ceux concernant

le Canada, avaient entraîné dès novembre 1932 la dénonciation de l'accord commercial anglo-soviétique du 16 avril 1930. Après de longs pourparlers, une nouvelle convention a été conclue le 16 février 1934. Les deux pays se concèdent mutuellement la clause de la nation la plus favorisée. Mais il importe de noter que pour le Royaume-Uni la « Nation la plus favorisée » ne vise jamais les Dominions et qu'une restriction importante pour l'U. R. S. S. est apportée à cette clause en ce qui concerne le bois.

Accord anglo-polonais. — Par cet accord, entré en vigueur en mars 1935, la Pologne obtient le régime de la nation la plus favorisée ainsi qu'une réduction des droits frappant certaines espèces de tapis polonais. En revanche, des réductions de droits sont accordées aux produits anglais sur 340 rubriques du tarif polonais. Les droits ainsi réduits se trouvent pour la plupart ramenés au-dessous de leur niveau de 1930. On estime, sur la base des chiffres antérieurs, que 40 à 50 % de la valeur du commerce britannique avec la Pologne bénéficieront désormais de droits inférieurs à ceux de 1930.

f). — MESURES DIVERSES : RÉORGANISATION INDUSTRIELLE
ET ASSURANCE-CRÉDIT A L'EXPORTATION.

La réorganisation industrielle qui se poursuit en Angleterre sous le contrôle de la Banque d'émission n'a probablement eu jusqu'à présent que des effets minimes sur les prix de revient, et par suite sur les exportations anglaises. Mais son rôle dans l'avenir pourrait être important si elle se poursuivait avec succès. Aussi l'indiquons-nous ici pour mémoire, nous réservant de l'étudier en détail à propos de l'évolution industrielle du Royaume-Uni.

Une dernière mesure intéressant le commerce extérieur britannique est la réorganisation, intervenue au début de 1934, de l'assurance-crédit à l'exportation (1). Cette réorganisation est apparue nécessaire du fait que l'exportateur d'aujourd'hui doit supporter, non seulement le risque normal d'insolvabilité de son débiteur, mais encore tous les risques nouveaux nés du bouleversement et de l'instabilité des conditions économiques : risques monétaires, risques des restrictions de change, des moratoires, des contingentements, etc. Ces risques, souvent considérables, paralysent les échanges et nuisent à l'activité économique du pays. Aussi le « Département de l'Assurance sur les Crédits d'Exportation » a-t-il créé une nouvelle police, dite de « *Comprehensive Guarantee* », dont le fonctionnement général est le suivant : après une étude approfondie des opérations habituelles de l'exportateur, on évalue la perte probable sur les opérations à effectuer pendant une période déterminée. Si, pendant la période en question, la perte effective n'atteint pas le chiffre prévu, cette perte demeure en totalité à la charge du commerçant. Au-dessus du chiffre prévu, la perte subie est couverte à raison de 75 % par le « Département pour l'assurance sur les Crédits d'Exportation », jusqu'à concurrence du maximum convenu. Une sécurité très considérable est ainsi procurée à l'exportateur, moyennant des primes relativement faibles. L'exportateur bénéficie en outre d'un excellent service de renseignements organisé par le « Département » à l'aide de ses propres moyens et de la collaboration précieuse de banquiers, d'industriels, de consuls et d'attachés com-

(1) Cf. « *Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations économiques* », 20 mars 1934.

merciaux à l'étranger, et même de certains ministères : Commerce, Finances, Affaires Etrangères. Un dernier avantage résulte pour l'exportateur de la possibilité d'escompter ses créances devenues sûres.

II. — L'évolution du commerce extérieur du Royaume-Uni de 1931 à 1935

Les divers facteurs que nous venons de passer en revue : campagne en faveur des produits anglais, dévaluation monétaire, conversion au protectionnisme, préférence impériale, accords commerciaux, etc., se sont succédés et combinés dans un espace de temps si court qu'il est extrêmement difficile de déterminer la part qui revient à chacun d'eux dans l'évolution du commerce extérieur britannique depuis 1931. D'autre part les effets de certains d'entre eux sont loin de s'être entièrement manifestés à l'heure actuelle. Aussi nous bornerons-nous à étudier leurs conséquences d'ensemble en nous attachant successivement au mouvement des échanges en valeur et en volume, à l'analyse des principaux postes (denrées alimentaires, matières premières, articles manufacturés), et à leur répartition géographique (pays de l'Empire, pays étrangers).

a). — LE MOUVEMENT DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS DU ROYAUME-UNI EN VALEUR ET EN VOLUME

La baisse des prix mondiaux, commencée en 1929, s'est poursuivie dans l'ensemble jusqu'à l'heure actuelle. Il importe donc, pour avoir une vue aussi exacte que possible du mouvement des échanges, de distinguer leur évolution en valeur et leur évolution en volume.

Evolution en valeur. — Les chiffres annuels des importations, exportations et réexportations du Royaume-Uni se présentent de la façon suivante :

VALEUR DU COMMERCE EXTÉRIEUR

(en millions de Livres) (1)

	1931 millions de Livres	1932 millions de Livres	1933 millions de Livres	1934 millions de Livres
Importations	861.3	701.7	675.0	732.3
Exportations	390.6	365.0	367.9	396.1
Réexportations ...	63.9	51.0	49.1	51.3
Total	1315.8	1117.7	1082.0	1179.7

La valeur totale du commerce extérieur britannique — importations, exportations et réexportations réunies — atteint son point le plus bas en 1933 : 1.082 millions de Livres contre 1.315 millions en 1931 et 2.059 millions en 1929. En 1934 au contraire, pour la première fois, une augmentation marquée se produit : elle atteint près de cent millions de Livres par rapport à l'année précédente. Mais le niveau de 1931 lui-même est loin d'être retrouvé.

La valeur des importations a suivi exactement le même mouvement que la valeur totale du commerce extérieur : baisse jusqu'en 1933, et relèvement en 1934. A vrai dire c'est le mouvement des importations, nettement supérieures aux exportations, qui oriente la courbe du commerce extérieur : sous l'influence de la dévaluation monétaire et du protectionnisme, les importations anglaises sont, en 1932, de 160 millions de Livres infé-

(1) « Board of Trade Journal », 1931-35.

rieures à celles de 1931. Remarquons toutefois que cette baisse n'est peut-être pas uniquement due à la dévaluation et au protectionnisme : entre 1930 et 1931 en effet, la diminution des importations avait été encore plus forte, atteignant le chiffre record de 183 millions de Livres. L'année 1933 est marquée par une nouvelle baisse, beaucoup moins ample d'ailleurs que les précédentes : 26 millions de Livres environ. En 1934, pour la première fois depuis 1929, le mouvement ascendant des importations reprend : elles atteignent 732 millions de Livres, soit 57 millions de plus qu'en 1933. Nous verrons plus loin la répartition par postes et la signification probable de ces mouvements.

Les exportations de produits britanniques, pendant la période considérée, commencent par baisser proportionnellement beaucoup moins que les importations ; en outre elles se relèvent plus vite et plus fortement, *même en chiffres absolus*, que les importations. Elles se trouvent en conséquence, en 1934, à un niveau légèrement supérieur à celui de 1931 : 396,1 millions de Livres contre 390,6. Les réexportations ne suivent malheureusement pas exactement ce mouvement, continuant à baisser de 1931 à 1933 pour ne se relever très légèrement qu'en 1934. Aussi le total des exportations (exportations + réexportations) est-il le suivant, en millions de Livres :

1931	=	454.5
1932	=	416.0
1933	=	417.0
1934	=	447.4

La valeur totale des exportations se trouve donc encore, en 1934, à un niveau légèrement inférieur à celui de 1931.

Evolution en volume. — Le Board of Trade publie deux indices qui permettent de suivre les variations quantitatives du commerce extérieur anglais. L'un est le résultat du recalcul, sur la base des prix de 1930, des valeurs trimestrielles des importations, exportations et réexportations. L'autre exprime directement les variations quantitatives trimestrielles et annuelles par rapport aux quantités de l'année 1930. Voici les résultats de ce dernier pour la période qui nous occupe :

VOLUME DU COMMERCE EXTÉRIEUR

(Base : 1930 = 100) (1)

	1931	1932	1933	1934
Importations	102.2	90.0	90.6	95.0
Exportations	76.5	76.8	78.7	84.4
Réexportations ...	95.4	85.7	78.1	73.0
Total	91.4	84.1	82.7	84.1

Le mouvement quantitatif d'ensemble des échanges extérieurs correspond, comme il est naturel, à celui des valeurs : il y a baisse continue de 1931 à 1933, et relèvement en 1934. Malgré cette analogie générale, *d'appréciables différences apparaissent dans l'amplitude des variations de volume d'une part, et de valeur d'autre part.* La diminution de valeur du commerce extérieur en 1931 par rapport à 1930 est beaucoup plus forte que la diminution de volume : 22,8 % dans le premier cas contre 8,6 % seulement dans le second. Quoique moins forte, par suite de la dévalorisation monétaire et du

(1) « Board of Trade Journal », 1931-35

protectionnisme, la différence est néanmoins très marquée en 1932 par rapport à 1931 : la valeur totale du commerce extérieur décroît de 13 % environ, tandis que son volume diminue de 8 % seulement. La différence donne la mesure de la baisse des prix des produits exportés et surtout importés (cf. *infra*). La situation demeure à peu près la même au cours de 1933 : la valeur des échanges extérieurs diminue de 3,2 % par rapport à 1932, et leur volume de 1,7 % seulement. En 1934, le phénomène est inversé : c'est-à-dire que l'accroissement de volume du commerce extérieur est moins que proportionnel à l'augmentation de valeur : il est en effet de 1,6 % dans le cas du volume contre 8,9 % dans le cas des valeurs.

Le volume des importations en 1931 apparaît légèrement supérieur à celui de 1930 ; c'est le signe d'une baisse considérable du prix des achats extérieurs, puisque la valeur totale des importations de 1931 est inférieure de 183 millions de Livres à celle de 1930. En 1932 au contraire, à la contraction des valeurs correspond une contraction analogue des volumes. Mais la symétrie des mouvements disparaît à nouveau en 1933, où le volume des importations augmente légèrement tandis que leur valeur continue à baisser. La situation se renverse en 1934, où l'augmentation de valeur est de 7.8 % contre 4,7 % pour le volume.

Le volume des exportations britanniques est en diminution de 23,5 % en 1931 par rapport à 1930, contre une réduction de 31,7 % des valeurs. De même que les exportateurs étrangers pour conserver leur clientèle anglaise, les exportateurs britanniques ont donc fait d'importants sacrifices pour conserver leur clientèle

étrangère. Ils abaissent encore leurs prix au cours de l'année 1932 puisque le volume exporté augmente (indice 76,8 contre 76,5), alors que la valeur de leurs ventes continue à diminuer par rapport à 1931 (365 millions de livres contre 390). En 1933 et 1934 le volume continue à augmenter dans d'assez fortes proportions, 6,8 % environ (indice 78,7 en 1933 et 84,4 en 1934 au lieu de 76,8 en 1932). Mais pendant la même période, la valeur des exportations s'est accrue de près de 7,2 %, ce qui constitue un symptôme intéressant. Quant aux réexportations, leur chute en volume se poursuit sans arrêt de 1930 à 1934, bien que leur valeur ait marqué un léger développement en 1934 par rapport à l'année précédente. On attribue généralement l'importance de leur chute à l'établissement du protectionnisme qui les a rendues plus compliquées et moins avantageuses.

b). — ANALYSE DES PRINCIPAUX POSTES DU
COMMERCE EXTÉRIEUR

L'analyse des principaux postes des importations et des exportations du Royaume-Uni permet de mieux préciser le sens de l'évolution constatée et les effets des principales mesures étudiées dans le précédent paragraphe. Les tableaux ci-dessous fournissent — à l'importation et à l'exportation — les chiffres relatifs aux trois principaux postes de la classification du Board of Trade, à savoir :

- 1) Denrées alimentaires et tabac,
- 2) Matières premières,
- 3) Articles manufacturés.

Pour plus de précision, nous donnons pour chaque catégorie, outre la valeur déclarée, la valeur correspondant aux prix des produits en 1930. En éliminant ainsi les conséquences des variations de prix, on obtient une vue assez exacte du mouvement des volumes.

*
**

Importations. — Le tableau suivant, établi d'après les données du « Board of Trade Journal », indique les variations des principales catégories d'importations.

VALEUR DES PRINCIPALES IMPORTATIONS BRITANNIQUES
ANNUELLES (1)
(en millions de Livres)

	1931		1932		1933		1934	
	1	2	1	2	1	2	1	2
I. Denrées alimentaires et tabacs	396.8	488.3	357.8	470.0	328.5	461.2	334.7	464.1
II. Matières premières	147.6	199.1	140.9	203.0	154.7	222.4	182.1	239.0
III. Produits manufacturés	244.5	288.1	146.0	184.7	140.0	190.2	160.7	220.7
1 Valeur déclarée.								
2 Valeur calculée d'après les prix de 1930.								

Il résulte en premier lieu de ce tableau que les importations alimentaires, en valeur effective, ont atteint leur niveau le plus bas en 1933 : 328 millions de Livres contre 396 en 1931. Elles ont légèrement remonté au cours de 1934. Cette diminution est due tout d'abord,

(1) « Board of Trade Journal », 1931-35.

sans aucun doute, à la politique agricole et douanière du gouvernement national. Mais l'examen des valeurs calculées sur la base des prix de 1930 montre que la baisse des prix agricoles mondiaux a joué un rôle au moins aussi important. La différence considérable entre les deux chiffres (plus de 90 millions de Livres en 1931, 130 millions en 1934) donne la mesure impressionnante de cette baisse depuis 1930.

Les importations de matières premières, en valeur déclarée, diminuent jusqu'en 1932 pour se relever fortement en 1933, et surtout en 1934, sous l'effet direct de la reprise économique anglaise. L'examen des valeurs calculées sur la base des prix de 1930 permet de constater que c'est en 1931 que les importations de matières premières ont atteint leur volume le plus bas, et non pas en 1932 comme on pourrait le croire à première vue. Cet examen montre en outre que les prix des matières premières importées ont baissé faiblement jusqu'en 1933 et se sont légèrement raffermis en 1934. Ce raffermissement semble principalement imputable, comme nous l'avons vu en étudiant les prix de gros, à la hausse du coton et de la laine.

Les importations de produits manufacturés atteignent leur niveau le plus bas en 1933 si l'on considère les valeurs absolues ; elles remontent légèrement en 1934. Les conséquences du protectionnisme apparaissent ici dans toute leur ampleur : la diminution des importations en 1933 par rapport à 1931 est en effet de près de 145 millions de Livres. Mais l'examen des valeurs sur la base des prix de 1930 montre, d'une part que la réduction quantitative la plus forte se place en 1932 et non en 1933, et d'autre part que le relèvement subséquent est

plus considérable que le mouvement des valeurs absolues tendrait à le faire croire.

En bref, le mouvement, entre 1931 et 1934, des trois catégories essentielles d'importations que nous venons d'analyser peut être ainsi résumé : 1° diminution très accentuée des importations d'articles manufacturés ; 2° Diminution un peu plus faible des denrées alimentaires, surtout si l'on considère les quantités au lieu des valeurs ; 3° Augmentation assez marquée des importations de matières premières.

*
**

Exportations. — Le tableau suivant présente les variations de valeur des principales catégories d'exportations de 1931 à 1935.

VALEUR DES PRINCIPALES EXPORTATIONS BRITANNIQUES
ANNUELLES (1)
(en millions de Livres)

	1931		1932		1933		1934	
	1	2	1	2	1	2	1	2
I. Denrées alimentaires	35.5	40.1	32.3	38.5	28.4	34.6	30.5	38.8
II. Matières premières et demi-produits	47.1	52.3	43.6	49.4	45.9	53.2	43.3	54.4
III. Produits manufacturés	290.6	326.3	275.6	337.0	280.4	347.2	304.9	376.4
(1) Valeur déclarée.								
(2) Valeur calculée d'après les prix de 1930.								

(1) « Board of Trade Journal », 1931-35.

Ce tableau montre tout d'abord la faiblesse des exportations et réexportations alimentaires du Royaume-Uni, ainsi que leur chute, de 35,5 millions de Livres en 1931 à 28,4 millions en 1933. En 1934 par contre se produit une légère hausse en valeur correspondant à un accroissement de volume encore plus marqué.

Les exportations anglaises de matières premières et de demi-produits atteignent leur niveau le plus bas en 1932, quels que soient les chiffres auxquels on se réfère. Elles augmentent ensuite régulièrement et leur valeur, comme leur volume, s'établit en 1934 à un niveau légèrement supérieur à celui de 1931. Les variations de prix, indiquées par l'écart entre les valeurs déclarées et celles calculées sur la base des prix de 1930, ont été assez faibles au cours de la période considérée, sauf une pointe en baisse au cours de 1933, dûe probablement à la faiblesse des prix du charbon à l'exportation.

Quant aux exportations de produits manufacturés, leur évolution est extrêmement importante pour l'Angleterre. Si l'on considère leur valeur effective depuis 1931, on constate une baisse accentuée jusqu'en 1932 (275 millions de Livres en 1932 contre 290 l'année précédente), suivie en 1933 d'un léger développement, qui s'affirme nettement au cours de 1934 : la valeur déclarée atteint près de 305 millions de Livres contre 280 l'année précédente. L'évolution du volume des produits manufacturés est encore plus favorable puisqu'elle est en *progression constante* au cours de la période qui nous occupe. En effet, si les prix de 1930 s'étaient maintenus, nous aurions eu la progression suivante : 326 - 337 - 347 - 376 millions de Livres de 1931 à 1934. L'écart entre ces valeurs fictives et les valeurs réelles, (écart de 36 mil-

lions de Livres en 1931 et de 72 en 1934) donne la mesure de la baisse de prix des articles exportés survenue depuis 1930.

En résumé, l'évolution des principales catégories d'exportations au cours de la période considérée peut être ainsi schématisée : 1° Baisse absolue et relative des exportations alimentaires ; 2° Léger accroissement, absolu et relatif, des exportations de matières premières et de demi-produits ; 3° Progression marquée en valeur, et surtout en volume, des exportations de produits manufacturés. Cette dernière semble dûe, en grande partie, à la dévalorisation monétaire et aux accords d'Ottawa.

c). — RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTÉRIEUR :

PAYS BRITANNIQUES ET PAYS ÉTRANGERS

L'étude de la répartition géographique du commerce extérieur de la Grande-Bretagne fournit des renseignements intéressants sur le jeu des principaux facteurs étudiés au début de ce chapitre, et en particulier sur les effets de la dévaluation monétaire, du protectionnisme, et des accords d'Ottawa. Nous nous bornerons ici à quelques vues très générales sur la répartition des échanges anglais entre les pays étrangers d'une part, et les pays d'Empire d'autre part. Le tableau suivant indique cette répartition à la fois en valeur (millions de Livres) et en pourcentage :

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE
DU COMMERCE EXTÉRIEUR DU ROYAUME-UNI (1)

CATEGORIE	VALEUR				POURCENTAGE			
	1931	1932	1933	1934	1931	1932	1933	1934
I. — <i>Importations</i> ..								
a) Pays britanniques	247	249	249	271	28.8	35.5	36.9	37.0
b) Pays étrangers ...	613	453	425	460	71.2	64.5	63.1	63.0
Total	861	703	675	732	100.0	100.0	100.0	100.0
II. — <i>Exportations</i> ..								
a) Pays britanniques .	170	165	163	186	43.6	45.3	44.5	46.9
b) Pays étrangers ...	220	199	204	210	56.4	54.7	55.5	53.1
Total	390	365	367	396	100.0	100.0	100.0	100.0
III. — <i>Réexportations</i>								
a) Pays britanniques .	16	11	10	11	25.2	22.8	21.2	21.7
b) Pays étrangers ...	47	39	38	40	74.8	78.2	78.8	78.3
Total	63	50	49	51	100.0	100.0	100.0	100.0

En ce qui concerne les *importations anglaises*, le tableau précédent montre un accroissement continu en valeur, et surtout en pourcentage, au profit des pays britanniques et au détriment des pays étrangers. Le mouvement est particulièrement sensible entre 1931 et 1932 : conséquence certaine de la préférence impériale édictée en 1931 et 1932 par « l'Abnormal Imports Act » et « l'Import Duties Act », et prorogée dans l'ensemble à Ottawa. Le pourcentage des importations en provenance des pays britanniques s'élève de 28,8 à 35,5 % en 1932. La progression de ce pourcentage est ensuite

(1) d'après les chiffres, arrondis, du « Board of Trade ». Valeurs en millions de Livres.

beaucoup plus faible : 1,4 % en 1933 et 0,1 % en 1934. Il est probable que la faiblesse de cette progression tient en partie à la politique anglaise des accords commerciaux qui ont attribué à de nombreux pays étrangers les avantages douaniers que nous avons étudiés. En outre, la lutte douanière anglo-irlandaise déclanchée en juillet 1932 a fortement diminué les importations anglaises en provenance de ce Dominion. Si l'on envisage la situation par rapport aux pays étrangers, il est évident que leur part a déchu dans la proportion où celle des Dominions augmentait. Remarquons néanmoins la place prépondérante qu'ils tiennent encore sur le marché anglais : cela seul suffit à condamner le rêve, caressé par certains impérialistes, d'une « économie fermée » entre la Grande-Bretagne et son Empire.

Les *exportations anglaises* vers les pays britanniques, considérées en valeur, ont déchu jusqu'en 1933 pour se relever de façon très marquée en 1934. En pourcentage, une hausse s'est poursuivie au profit des pays britanniques de 1931 à 1934 (43,6 à 46,9 %), à l'exception de 1933. On peut se demander pourquoi la valeur des exportations anglaises vers les pays britanniques n'a suivi que tardivement la progression de ses importations en provenance de ces mêmes pays. Il semble y avoir un double motif à cet état de choses : tout d'abord la Grande-Bretagne, qui avait accordé dès 1931 une préférence importante à ses Dominions, n'a guère bénéficié qu'à partir de 1933 des avantages douaniers obtenus à Ottawa en faveur de ses exportations impériales. En second lieu le facteur monétaire, qui favorisait les importations anglaises de provenance impériale (les colonies et la plupart des Dominions ayant abandonné l'étalon-or en même temps que la Métropole), n'avanta-

geait pratiquement pas les exportations anglaises vers l'Empire. En 1934 par contre la symétrie paraît rétablie entre les importations et les exportations anglaises vers l'Empire, sans doute grâce aux pleins effets des accords d'Ottawa. *C'est même essentiellement aux exportations vers les pays britanniques qu'est dû l'accroissement des exportations anglaises en 1934 par rapport à 1933* : sur une augmentation totale de 29 millions de Livres, 23 millions reviennent aux exportations vers les pays britanniques.

Quant aux réexportations anglaises, leur valeur décroît de 1931 à 1933, qu'il s'agisse des pays britanniques ou des pays étrangers. Elle remonte légèrement dans les deux directions en 1934, mais, dans l'ensemble, le pourcentage absorbé par les pays britanniques diminue tandis qu'augmente celui absorbé par les pays étrangers.

En résumé, le jeu du facteur monétaire, du protectionnisme et des accords d'Ottawa, semble avoir provoqué à l'heure actuelle un appréciable développement des échanges entre le Royaume-Uni et les pays britanniques. Mais tant pour les importations que pour les exportations, la prépondérance appartient encore nettement aux pays étrangers.

III. — La balance commerciale et la balance des comptes du Royaume-Uni de 1931 à 1935

Le comportement de la balance des comptes d'un pays est d'une importance considérable pour sa vie économique et financière. Dans le cas de l'Angleterre cette importance est même absolument vitale : c'est en effet grâce à la masse des capitaux représentant le solde actif de sa balance des comptes

qu'elle a pu devenir le banquier du monde, et par suite presque son maître. De 1924 à 1930 elle a prêté à l'étranger (à long terme) près de 820 millions de Livres, qui lui ont été fournies à raison de 543 millions par les excédents de sa balance des comptes. On comprend, en présence de cette situation, l'inquiétude des dirigeants britanniques en face de l'important *déficit* constaté en 1931 : 104 millions de Livres. Signalons à titre de comparaison que *l'actif de la balance des comptes avait été en 1928 de 149 millions de Livres*. Pour remédier à cet état de choses il fallait accroître l'actif de la balance, ou en diminuer le passif. Mais la première solution est pratiquement impossible par suite de la nature même des éléments en cause : revenus des placements extérieurs, courtages et commissions, etc. Le passif est au contraire essentiellement constitué par le déficit de la balance commerciale, d'où la possibilité de réduire ce déficit au moyen de droits de douane et de contingentements ; nous avons vu l'emploi que le gouvernement britannique a fait de ce moyen.

L'évolution en valeur du commerce extérieur britannique nous a indiqué le montant annuel du déficit résultant des échanges de marchandises. Pour avoir le chiffre exact de la balance commerciale visible, il faut y ajouter ou en retrancher l'excédent net des importations ou des exportations d'argent métal, sous forme de lingots ou de monnaies, que les statistiques du Board of Trade classent sous une rubrique spéciale. On obtient ainsi les déficits commerciaux ci-dessous :

1931 = 408 millions de Livres	
1932 = 287	—
1933 = 264	—
1934 = 295	—

Dès lors, la balance des comptes du Royaume-Uni pour la période qui nous occupe s'établit de la façon suivante :

BALANCE DES COMPTES DU ROYAUME-UNI (1)

(en millions de Livres)

	1931	1932	1933	1934
PASSIF				
I. — Excédent des importations de marchandises et d'argent métal	408	287	264	295
II. — Paiements gouvernementaux outre-mer, nets	—	24	—	—
TOTAL du DEBIT	408	311	264	295
ACTIF				
I. — Recettes gouvernementales outre-mer (nettes)	14	—	—	9
II. — Recettes nettes de la marine marchande	80	70	65	70
III. — Revenus nets des placements extérieurs	170	145	155	175
IV. — Intérêts à court terme et commissions	30	25	30	30
V. — Recettes nettes diverses	10	15	10	10
TOTAL du CREDIT	304	255	260	294
SOLDE de la BALANCE	104	56	4	1

Les divers postes de l'actif et du passif méritent quelques commentaires.

(1) « Board of Trade Journal », 1931-35.

a). — LE PASSIF DE LA BALANCE DES COMPTES

Nous venons de voir que l'élément essentiel du passif, et même en temps normal son unique élément, était constitué par le déficit de la balance commerciale. En 1932 cependant nous constatons qu'une somme de £ 24 millions a été payée sans contrepartie par le gouvernement britannique à un gouvernement étranger. Il s'agit ici des dettes de guerre de la Grande-Bretagne envers les Etats-Unis d'Amérique. Jusqu'en 1931, les paiements effectués à ce titre par l'Angleterre s'étaient trouvés compensés par des encaissements égaux ou supérieurs provenant des débiteurs de guerre du Royaume-Uni ; le moratoire Hoover et la carence allemande ayant bouleversé la situation, la plupart des débiteurs de guerre ne reprirent pas leurs paiements. Seule la Grande-Bretagne, pour des motifs divers, les reprit intégralement en 1932 : d'où le chiffre inscrit au passif de la balance. En 1933 par contre n'eurent lieu que des paiements symboliques, supprimés en juin 1934 en présence de l'intransigeance américaine.

b). — L'ACTIF DE LA BALANCE DES COMPTES

Sous la première rubrique « *Recettes nettes gouvernementales d'Outre-Mer* », est inscrite en 1931 une somme de £ 14 millions. Cette somme représente le dernier paiement des annuités foncières dues par l'Irlande à l'Angleterre pour le rachat des terres. Les élections irlandaises de février 1932 ayant donné la majorité aux nationalistes, le gouvernement de Valera refusa en effet le paiement des annuités en même temps qu'il supprimait le serment d'allégeance à la Couronne. L'Angleterre, comme nous l'avons vu, a essayé de compenser la perte subie en frappant les pro-

duits irlandais de droits de douanes très élevés, mais il ne semble pas qu'elle soit entièrement parvenue à récupérer les sommes qui lui étaient dûes. En 1934 est inscrite une somme nette de £ 9 millions, qui provient à raison de £ 7 ½ millions d'un paiement effectué par le gouvernement Sud-Africain au titre des dettes de guerre et, à raison de £ 1 ½ million, du remboursement d'un emprunt antérieurement consenti aux Etablissements des Détroits.

Un second poste très important de l'actif de la balance anglaise est constitué par les « *Recettes nettes de la marine marchande* ». Les vaisseaux de ligne et les « tramps » britanniques représentent en effet *le tiers du tonnage de la marine marchande mondiale*, et rapportent chaque année au Royaume-Uni des dizaines de millions de Livres. Mais la concurrence est vive, dans ce domaine, entre les divers pays, d'autant plus vive depuis que la crise mondiale a réduit le tonnage à transporter. Aussi voyons-nous les recettes maritimes anglaises baisser de 80 millions de Livres en 1931 à 65 en 1933. Malgré le relèvement marqué en 1934 (70 millions de Livres), le niveau de 1931 est loin d'être atteint.

Les « *Revenus nets des placements extérieurs* » constituent le poste essentiel de la balance des comptes. La crise mondiale les affecte gravement en 1932 : ils tombent de 170 millions de Livres en 1931 à 145 millions en 1932 par suite de l'épidémie de faillites, moratoires, restrictions diverses, qui caractérise cette période. La situation s'améliore par contre nettement à partir de 1933, et les revenus pour 1934 s'établissent à 175 millions de Livres, soit légèrement plus qu'en 1931.

Le « *Produit des intérêts à court terme et des commissions* » diminue de 1931 à 1932 par suite du marasme financier et boursier : les recettes de ce chapitre sont évaluées à £ 30 millions en 1931 et à £ 25 millions en 1932. Par contre, l'amélioration de l'activité financière et économique constatée en 1933 et 1934 a permis de relever les évaluations à 30 millions de Livres, malgré l'accroissement des intérêts dûs par la Grande-Bretagne en raison de l'augmentation des placements étrangers à court terme dans le Royaume-Uni.

Les « *Recettes diverses* » comprennent principalement les recettes des émigrants, les dépenses des touristes étrangers en Angleterre et des touristes britanniques, à l'étranger, les ventes de vieux navires, etc. Les principaux points à noter sont la diminution des touristes anglais à l'étranger en 1932 — notamment en France, en Suisse et en Italie, pays à change élevé par rapport à la Livre Sterling. De plus l'année 1933 a vu d'importantes ventes de vieux navires. Outre le profit direct qui en est résulté, ces ventes ont l'avantage de faciliter l'assainissement de la flotte britannique. Elles ont, en revanche, l'inconvénient d'accroître la concurrence maritime au détriment des armateurs anglais, car les acheteurs grecs, turcs, russes, de ces vieux navires les remettent en service jusqu'à l'extrême limite d'utilisation.

*
* *

Par suite de l'évolution des différents postes ci-dessus, le déficit de la balance des comptes a été ramené de 104 millions de Livres en 1931, à 1 million seulement en 1934. C'est dire que l'équi-

libre est pratiquement rétabli à l'heure actuelle. Mais il importe de remarquer que ce résultat est dû en quasi totalité à la réduction des importations de marchandises. Quant à l'actif de la balance des comptes anglaise, il se trouve encore en 1934 au-dessous du niveau de 1931. Aussi les magnifiques excédents de jadis ne pourront sans doute réapparaître que dans le cas d'une reprise économique mondiale.

CHAPITRE III

LES TRANSPORTS

Parmi tous les problèmes que posent les diverses catégories de transports en Grande-Bretagne, nous ne retiendrons que celui des rapports entre le rail et la route, et celui de la marine marchande. Ce sont en effet les plus importants, et ils ont été l'objet de transformations notables au cours de la période qui nous occupe.

I. — Le rail et la route

a). — LE PROBLÈME

Le problème des rapports entre les transports par voie ferrée et les transports par route s'est posé depuis quelques années avec une acuité particulière. Cela tient à ce que l'Angleterre, déjà pourvue d'un réseau ferré extrêmement dense, a considérablement amélioré et développé son réseau routier. Elle était d'ailleurs guidée, en agissant ainsi, presque autant par l'intérêt économique des travaux entrepris que par le désir de donner du travail aux chômeurs. Quoi qu'il en soit, la remarquable extension du réseau routier obtenue et les progrès de la construction automobile firent, de 1922 à 1930, tripler le nombre des automobiles et largement doubler celui des camions. En même temps leur rapidité et leur capacité de transport augmentaient notablement. La conséquence fut une diminution régulière des voyageurs par chemins de fer et la non-augmentation des transports de marchandises par voie

ferrée, même pendant la période de prospérité. La crise ne pouvait bien entendu qu'aggraver la situation des chemins de fer, beaucoup moins libres de leurs tarifs que les transporteurs par route. De fait les recettes baissèrent très rapidement.

b). — LES SOLUTIONS

En face de la gravité de la situation et sous la pression des intéressés, le premier gouvernement Mac Donald fit voter en 1930 une loi sur les transports de voyageurs par route ; une nouvelle loi, qui règleme principalement les transports de marchandises, est intervenue en 1933.

Voyageurs. — D'une façon extrêmement résumée, voici comment la loi de 1930 a résolu la question du transport des voyageurs (1). Des commissaires des transports ont été établis dans treize régions de la Grande-Bretagne créées à cet effet. Ils sont chargés d'accorder ou de refuser les licences sans lesquelles aucun autobus ou autocar ne peut circuler. Ils peuvent et doivent refuser ladite licence dans le cas où la ligne proposée est inutile ou nuisible. Ces commissaires doivent au contraire rechercher les fonds nécessaires aux lignes déficitaires d'intérêt général. La loi les charge enfin de veiller « à ce que les tarifs ne soient pas excessifs, mais « établis de façon à ne pas créer une concurrence ruineuse aux autres formes de transports » (2). C'est en s'appuyant sur ces dispositions que les commissaires ont pris de nombreux arrêtés destinés à entraver le développement des transports par route au profit des

(1) Cf. Arnold Plant, « *La Réglementation des transports* », in « *Revue d'Economie Politique* », octobre 1934.

(2) Texte cité par le Professeur Arnold Plant, *rev. cit.*, p. 1528.

chemins de fer. Ils y sont d'ailleurs assez généralement parvenus à l'heure actuelle en n'accordant que peu de licences aux compagnies d'autocars et en contrôlant leurs tarifs.

Marchandises. — Le problème du *transport des marchandises* était beaucoup plus difficile à résoudre que celui des voyageurs. La grosse majorité des marchandises transportées sur route l'est en effet par des véhicules appartenant à des industriels ou à des commerçants, fabricants ou vendeurs de ces marchandises. Mais la gravité de la situation des chemins de fer incita le Ministre des Transports à chercher à tout prix une solution. Un comité fut créé, composé des représentants des compagnies de chemins de fer et de transports routiers, et présidé par sir Arthur Salter. Ce comité publia son rapport en juillet 1932, et dès 1933 une loi rendit obligatoires la plupart de ses recommandations. Le régime ainsi créé atténua la concurrence faite par la route au rail en augmentant considérablement le prix des licences accordées aux véhicules commerciaux. Le prix de ces licences varie en fonction de la capacité de transport et de la source d'énergie utilisée : essence, gas-oil, vapeur. On crée en outre trois catégories de licences (licences A. - B. - C.), suivant qu'il s'agit de compagnies de transport, de commerçants transportant occasionnellement des marchandises pour le compte de tiers, ou enfin de commerçants et d'industriels ordinaires. Ces derniers ne sont pas autorisés à transporter de marchandises contre rémunération. Dans les deux premiers cas — où il y a possibilité de concurrence au détriment des chemins de fer — les commissaires des transports ont toute liberté pour accorder ou refuser l'autorisation, sous réserve toutefois des décisions d'un

tribunal spécial organisé pour juger les conflits.

*
* *

En fait, ces mesures caractéristiques d'économie dirigée semblent avoir donné satisfaction aux compagnies de chemins de fer en les protégeant contre une concurrence trop vive de la route. Il en est de même pour les transporteurs qui subsistent, et qui se trouvent protégés contre la concurrence de nouveaux transporteurs. Mais les voyageurs sont victimes de la nouvelle réglementation dans la mesure où des lignes d'autocars qui auraient pu être créées n'ont pas été autorisées, et surtout dans la mesure où les tarifs ont été maintenus à des niveaux supérieurs à ceux qu'ils auraient atteint dans un régime de libre concurrence. Enfin, les industriels et les commerçants ordinaires propriétaires de camions ont vu leur liberté d'action étroitement limitée.

II — La marine marchande

La marine marchande de la Grande-Bretagne, organe vital de ses relations extérieures, était pratiquement avant la guerre la reine de la mer. Mais la situation s'est profondément modifiée après la guerre, provoquant, surtout depuis 1930, une intense crise maritime. Après avoir sommairement étudié cette crise nous verrons les principaux palliatifs et remèdes utilisés jusqu'à présent.

a). — LA CRISE DE L'ARMEMENT BRITANNIQUE ET SES CAUSES

On peut faire remonter la crise actuelle de l'armement britannique à l'année 1930. Elle n'a guère cessé depuis ce moment de s'aggraver,

bien qu'une légère amélioration semble s'être produite en 1934. Le Board of Trade évalue en effet pour cette année les recettes nettes de la marine marchande à 70 millions de Livres contre 65 millions en 1933. Les principales manifestations de cette crise sont la diminution de la part du pavillon britannique dans l'ensemble du trafic national, la réduction du tonnage armé, et la baisse des bénéfices des compagnies maritimes.

L'évolution de la part du pavillon anglais dans l'ensemble du trafic se présente conformément au tableau ci-après, tant à l'entrée qu'à la sortie des ports du Royaume-Uni :

MOUVEMENT DES NAVIRES DANS LES PORTS
DU ROYAUME-UNI (1)

I. — Entrées de navires chargés (en milliers de tonnes nets)							
	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934
Pavillon britannique	40.220	40.747	40.787	38.212	35.521	35.364	36.227
Pavillon étranger ...	20.117	21.954	22.928	22.088	23.848	25.064	26.422
Pourcentage du pav. brit.	66.7	65	64	63	58.8	58.5	57.8
II. — Sorties de navires chargés (en milliers de tonnes nets)							
	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934
Pavillon britannique	43.378	45.342	42.620	38.164	34.850	33.841	33.796
Pavillon étranger ..	21.070	23.342	23.233	20.175	20.591	21.795	22.317
Pourcentage du pav. brit.	67	66	65	65	63	60.7	60

(1) Tableau publié par le « Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques », 12 décembre 1934. — Complété pour 1934 à l'aide du « Board of Trade Journal », janvier 1935.

La situation de l'armement britannique apparaît dans ce tableau avec toute sa gravité. Il ne s'agit pas en effet d'un maintien du tonnage anglais par rapport à un tonnage étranger en progrès, ou même d'une baisse du tonnage anglais par rapport à un tonnage étranger stationnaire : *il y a diminution du tonnage britannique en même temps qu'accroissement du tonnage étranger*. Ce phénomène se manifeste d'une façon pratiquement constante en ce qui concerne l'entrée des navires chargés ; malgré quelques exceptions, il en est de même pour les sorties si l'on considère les dates extrêmes. Nous constatons en effet à l'entrée, en 1928, 40.220 milliers de tonneaux nets sous pavillon britannique, et 20.117 milliers de tonneaux sous pavillon étranger. En 1934 les chiffres sont respectivement de 36.227 contre 26.422 milliers de tonneaux. Le pourcentage du pavillon britannique tombe par suite de 66,7 % en 1928 à 57, 8 % en 1934. A la sortie, pendant la même période, nous constatons 43.378 milliers de tonneaux nets sous pavillon anglais contre 21.070 sous pavillon étranger. En 1934 nous ne trouvons plus que 33.796 milliers de tonneaux dans le premier cas, contre 22.317 dans le second. Le pourcentage du pavillon britannique est par suite tombé de 67 en 1928 à 60 en 1934. Non seulement le pourcentage, mais encore les chiffres absolus du tonnage étranger ont augmenté, bien que dans une proportion plus faible à la sortie qu'à l'entrée du Royaume-Uni.

Le corollaire des difficultés de la marine anglaise à soutenir la concurrence extérieure est la réduction des navires armés. Le tableau de la page suivante en montre l'importance de 1930 à 1934 :

NOMBRE ET TONNAGE DES NAVIRES ARMÉS ⁽¹⁾

DATE	Nombre de NAVIRES	TONNAGE BRUT (milliers de tonnes)
30 juin 1930	8.238	20.438
30 juin 1931	8.157	20.302
30 juin 1933	7.705	18.700
30 juin 1932	7.971	19.671
30 novembre 1934	7.469	17.734

La diminution du nombre des navires et du tonnage en service s'est donc effectuée d'une façon constante depuis 1930 ; elle porte sur 770 unités et 2.700.000 tonnes bruts environ. Elle a d'ailleurs eu, dans une certaine mesure, un résultat utile en favorisant l'élimination du vieux matériel. La qualité moyenne de la flotte marchande anglaise s'est ainsi beaucoup améliorée.

Un troisième aspect de la crise maritime britannique est celui des résultats financiers ⁽¹⁾ des compagnies d'armement. Les compagnies de navigation exploitant des lignes régulières, qui représentaient en 1929 un capital de 81 millions de Livres environ et possédaient un peu plus de £ 29 millions de réserves, avaient fait cette année-là £ 4.791 milliers de bénéfices nets et distribué £ 5.043 milliers de dividendes. La proportion des dividendes au capital et aux réserves réunies s'établissait par suite à 4,57 %. Mais depuis 1931 les bénéfices nets ne cessent pas de diminuer. Aussi n'atteignent-ils en 1933 que 2.335 milliers de Livres pour un capital plus élevé qu'en 1929 et des réserves à peu près égales. Par

(1) *Id. eod.*

suite d'un esprit de prévoyance tout à fait justifié, les dividendes sont réduits à £ 1.357 milliers, soit 1,16 % du capital et des réserves réunies. La situation financière des compagnies de « tramping » est encore beaucoup plus grave. Leurs bénéfices nets qui avaient atteint, en 1929, 861.000 Livres seulement pour un capital de plus de 18 millions, ne représentent plus que 75.000 Livres en 1932. En 1933 l'ensemble de leurs bilans accuse une perte de 194.000 Livres. Elles distribuent néanmoins de maigres dividendes prélevés sur les réserves ou sur le capital. Ce dernier est effectivement réduit en 1933 de plus de 4 millions de Livres par rapport à 1929.

*
* *

Quelles sont les causes de la crise de la marine marchande anglaise ? On peut en distinguer trois principales.

Tout d'abord, la crise économique mondiale a fortement diminué le nombre des voyageurs et le volume des marchandises à transporter. Pour le seul Royaume-Uni, le poids des importations et exportations réunies, qui était de plus de 141 millions de tonnes en 1929, est tombé à 104 millions environ en 1932. Malgré un certain relèvement à partir de 1933, le tonnage à transporter est loin d'atteindre les chiffres de 1929.

Une autre cause, qui est probablement la plus profonde et la plus grave de toutes, est l'énorme accroissement de la marine marchande mondiale depuis la guerre : son tonnage brut a augmenté de plus de 43 % entre 1914 et 1932. La seule flotte américaine s'est accrue de plus de 600 % pendant cette période. L'accroissement de la capacité de transport est même plus considérable

que ne l'indique l'augmentation du tonnage : les progrès techniques réalisés depuis 1914 ont en effet amélioré la vitesse de rotation des navires en même temps qu'ils diminuaient la durée du soutage et celle de la manutention des marchandises.

En outre la plupart des gouvernements étrangers subventionnent plus ou moins fortement leurs marines respectives ; le gouvernement américain en particulier, sous le couvert de subventions postales, a distribué à sa flotte marchande des sommes considérables qui ont accru sa capacité de concurrence. Le gouvernement britannique au contraire, avant 1931, n'avait accordé de subventions postales que lorsque la nécessité s'en était imposée ; la règle en matière d'armement était le « *laisser-faire* » absolu, que les armateurs étaient les premiers à réclamer.

La troisième cause de la crise maritime anglaise est la chute catastrophique des frets, accompagnée de l'augmentation des dépenses de transport. En effet, si l'on représente par 100 le taux des frets en 1924, l'indice ne se trouve plus qu'à 63,5 en 1932 (1) Quant aux dépenses des armateurs — combustibles, droits de ports, salaires et nourriture, etc. — elles ont au contraire fortement augmenté. Rien d'étonnant à ce que de lourdes pertes s'ensuivent.

b). — LES REMÈDES OU PALLIATIFS UTILISÉS

La gravité de la crise et l'intérêt national qui s'attache aux entreprises de navigation ont complètement transformé depuis 1934 la poli-

(1) Indice de la « *Chamber of Shipping* ».

tique maritime anglaise : de libérale, elle est devenue légèrement interventionniste et nettement protectionniste. Voici en effet les principales mesures intervenues jusqu'au début de 1935, tant en ce qui concerne la flotte de ligne que la flotte de charge ou « tramping ».

Pour la flotte de ligne, la principale mesure gouvernementale est une aide financière très importante apportée à la Compagnie Cunard pour l'achèvement du transatlantique géant connu actuellement sous le nom de « Queen Mary ». Cette aide financière était d'ailleurs subordonnée à la fusion ou tout au moins à l'entente des deux grandes compagnies transatlantiques anglaises, la Cunard et la White Star, qui poursuivaient depuis longtemps des pourparlers à ce sujet. L'accord entre les deux Compagnies ayant été virtuellement conclu en décembre 1933, le Trésor a été autorisé au début de 1934 à faire une avance de £ 3 millions, dans des conditions extrêmement avantageuses pour l'achèvement du « Super Cunarder ». Ce paquebot « publicitaire », commencé en 1930, avait en effet dû être interrompu en décembre 1931 faute de moyens financiers. L'aide financière apportée par l'Etat comprend trois tranches d'un million de Livres chacune : la première tranche est destinée à la Compagnie Cunard sous forme de souscription d'obligations de ladite compagnie ; la seconde est destinée à la nouvelle compagnie issue de la fusion partielle de la Cunard et de la White Star, sous forme de souscription d'obligations ordinaires de la nouvelle compagnie ; la troisième est également attribuée à la nouvelle compagnie, mais sous forme d'une émission d'obligations dites « classe A ». Outre ces 3 millions de Livres, la Trésorerie pourra avancer £ 1.500.000 à la nouvelle compagnie à titre de fonds de roulement. En troisième et dernier

lieu, le gouvernement pourra lui accorder jusqu'à £ 5 millions d'avances si elle juge utile d'entreprendre la construction d'un second paquebot géant. Au total donc, l'aide financière prévue s'élève à £ 9 ½ millions, soit près d'un milliard de nos francs comme pouvoir d'achat. Nous avons vu que la condition posée à l'aide gouvernementale était une fusion, ou tout au moins une entente, entre la Cunard et la White Star. Il ne pouvait s'agir d'une fusion complète étant donné l'importance des intérêts en présence : la Cunard possède en effet un capital-actions de £ 8.070.000, et plus de 840.000 tonneaux bruts de navires ; le capital de la White Star est de £ 9.000.000 et sa flotte représente plus de 740.000 tonnes. Aussi les deux compagnies, tout en conservant chacune leur personnalité, vont-elles former une société nouvelle qui recevra les 25 meilleurs navires qu'elles possèdent et en particulier le « Queen Mary », rival de notre « Normandie ». « Ce sera le blocage en une seule main de tout le grand trafic Nord-Atlantique, avec l'avantage d'une coordination destinée à réaliser le maximum d'économies compatibles avec le meilleur rendement. Les deux participants continueront à opérer séparément en ce qui concerne les autres lignes. » (1).

En ce qui concerne le « tramping », de très importantes mesures ont été prises vers le milieu de 1934 et sanctionnées en février 1935 par le vote du « British Shipping Assistance Act ». L'origine de cette loi est la situation désastreuse des armateurs, qui incita la « Chamber of Shipping », rompant en cela avec toutes ses traditions, à demander en décembre 1933 une subvention au gouvernement. La principale raison invoquée

(1) P. Clerget. — « *Revue Economique Internationale* », Mai 1934 - p. 417.

est la politique d'aide financière à outrance pratiquée par de nombreux gouvernements étrangers en faveur de leurs marines respectives. En vertu de la loi de 1935, une subvention totale de £ 2 millions au maximum est mise pour une année à la disposition de l'armement de tramping ; il est d'ailleurs prévu que ce crédit sera réduit si le niveau des frets vient à se relever pendant la période d'application au-dessus de 92 % de la moyenne de 1929 ; il sera supprimé si les circonstances qui l'ont rendu nécessaire viennent à se modifier. Pour la répartition pratique de la subvention on crée un organisme spécial, le «Tramp Shipping Subsidy Committee», qui est placé sous le contrôle du Board of Trade. Pour que la subvention puisse jouer, il est nécessaire, d'une part d'en faire la demande au Comité suivant certaines forme et, d'autre part, qu'il s'agisse de trafic de haute-mer. Le simple cabotage ne donne pas droit à la subvention. Le calcul du montant de cette dernière est assez complexe et fait intervenir plusieurs facteurs tels que la durée du voyage proprement dit, le temps consacré au chargement, au déchargement, au soutage, etc... Outre cette subvention, un crédit de £ 10 millions est ouvert pendant deux ans pour faciliter l'assainissement et l'amélioration de la flotte de charge anglaise. Le moyen utilisé est un système d'avances à très long terme, offertes dans des conditions très avantageuses aux armateurs faisant démolir leurs vieux cargos pour en construire de nouveaux en moindre quantité, ou pour moderniser ceux qui subsistent. Le but est donc de réduire légèrement le tonnage de la flotte anglaise, d'en améliorer la qualité, et de donner par la même occasion du travail aux chantiers de constructions navales.

Si nous récapitulons l'ensemble des sommes mises à la disposition de l'armement britannique depuis moins de deux ans, nous aboutissons à l'imposant total de 21 $\frac{1}{2}$ millions de Livres sterling. Sans doute n'y a-t-il dans ce total que 2 millions de Livres de subventions proprement dites. Mais ce n'est peut-être là qu'un commencement, malgré les affirmations prodiguées au sujet du caractère provisoire des mesures prises. En attendant, le libéralisme maritime de la Grande-Bretagne, comme son libéralisme commercial, a vécu.

TROISIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION INDUSTRIELLE

CHAPITRE PREMIER

ASPECT GÉNÉRAL DE L'ÉVOLUTION INDUSTRIELLE ET PRINCIPAUX FACTEURS QUI L'ONT CONDITIONNÉE

I. — Aspect général de l'évolution industrielle

Pour apprécier l'aspect général de l'évolution industrielle anglaise, nous nous placerons successivement au point de vue des indices généraux de la production, de l'évolution du chômage dans les principales industries, et enfin des bénéfices globaux des sociétés industrielles.

a). — ÉVOLUTION DES INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Le Board of Trade publie trimestriellement un indice de la production pour l'industrie extractive et pour chacun des principaux groupes d'industries manufacturières. En voici la moyenne annuelle au cours de la période qui nous occupe :

INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (1)

Base : 1924 = 100

	1931	1932	1933	1934
1. Mines et Carrières	81.6	77.5	76.9	82.8
2. Fer, acier et dérivés	65.9	66.2	82.2	102.6
3. Métallurgie non ferreuse ..	100.1	96.3	101.9	148.4
4. Constructions mécaniques et navales	94.9	88.6	96.0	112.1
5. Textiles	77.0	85.1	89.8	92.0
6. Produits chimiq. et dérivés	95.2	98.1	100.1	105.5
7. Cuirs et chaussures	99.3	96.4	106.2	106.9
8. Produits alimentaires, boissons et tabacs	103.7	97.6	99.2	104.7
9. Gaz et électricité	142.4	156.2	156.2	169.5
Indice des industries manu- facturières (2 à 9)	96.7	97.2	103.9	117.4
Indice général (1 à 9)	93.7	93.3	98.6	110.5

L'indice général annuel englobe les neuf groupes d'industries ci-dessus, c'est-à-dire l'industrie extractive d'une part (houille essentiellement), et les principales industries de transformation d'autre part. Ces dernières sont en outre l'objet d'un indice spécial qui exclut le résultat des mines et des carrières. La différence de nature entre les deux groupes justifie la distinction opérée entre eux ; leurs indices respectifs, comme on peut s'en rendre compte d'un coup d'œil, ont d'ailleurs.

(1) « Board of Trade Journal », 1931-35.

évalué assez différemment au cours de la période considérée.

1) *L'indice général annuel*, qui se trouvait en 1929 à 111.8, n'est plus pour l'ensemble de l'année 1931 qu'à 93.7. Il baisse encore, très légèrement il est vrai, au cours de 1932 (83.3), qui apparaît ainsi l'année critique de l'évolution industrielle anglaise : on ne sait encore si la courbe va demeurer orientée vers le bas ou si elle va se redresser. L'indice du troisième trimestre de 1932, 87,4, est en effet le plus bas qui ait jamais été enregistré. Vers la fin de l'année toutefois, les symptômes rassurants se multiplient, et l'indice général pour le dernier trimestre s'établit à 95, chiffre le plus élevé de l'année. L'amélioration se poursuit régulièrement au cours des deux années suivantes jusqu'à l'heure actuelle. La moyenne de l'année 1933 atteint ainsi 98.6 et celle de 1934 approche de très près le niveau de 1929 : elle s'établit à 110.5 contre 111.8 au cours de l'année la plus prospère de l'après-guerre. La situation est encore meilleure si l'on ne considère que le groupe des industries de transformation, à l'exclusion des industries extractives. Ces dernières, c'est-à-dire pratiquement l'industrie houillère, sont en effet sur leur déclin pour diverses raisons, et leur marge de reprise se trouve par conséquent très limitée. Si donc nous excluons cette catégorie, la situation se présente en gros de la façon suivante : l'indice de la production industrielle atteint en 1931 son niveau le plus bas depuis l'année de base 1924, à l'exclusion évidemment de la désastreuse année 1926 où se produisit la grève générale. Mais dès 1932 la hausse reprend, faible tout d'abord et limitée à certains groupes, puis nettement marquée pour toutes les catégories. De 96.7 en 1931 l'indice des industries manufacturières

passé en effet à 97.2 en 1932 et à 103.9 en 1933. Les groupes auxquels est due la hausse de 1932 sont les suivants : sidérurgie, textiles, produits chimiques et dérivés, gaz et électricité. Il semble bien, pour les trois premiers groupes du moins, que leur reprise est due presque uniquement à l'abandon de l'étalon-or et à l'établissement du protectionnisme. Ces facteurs n'ont évidemment pas eu d'influence dans le cas du gaz et de l'électricité : il s'agit, en ce qui concerne l'électricité, d'un développement autonome et pour ainsi dire organique, dû au retard considérable dont la Grande-Bretagne a souffert pendant longtemps en matière de production et de distribution d'électricité. Pour les quatre autres groupes industriels — métallurgie non ferreuse, constructions mécaniques et navales, cuirs et chaussures, produits alimentaires — on enregistre par contre en 1932 une régression assez marquée, 3 à 6 % environ, par rapport à 1931. Mais leur baisse ne suffit pas à contrebalancer la hausse des précédentes catégories, de sorte que l'indice global des industries manufacturières s'établit dès 1932 à 97.2, soit un très léger progrès d'un demi-point sur 1931 (96.7). Ce progrès s'étend à toutes les industries en 1933 et son amplitude est particulièrement considérable pour la sidérurgie, le gaz et l'électricité, la métallurgie non ferreuse, les constructions mécaniques et navales, les cuirs et chaussures ; ces trois dernières catégories sont précisément celles qui avaient été en recul l'année précédente. La production manufacturière de 1933 est en conséquence représentée par l'indice 103.9, soit un progrès de près de 7 % sur 1932. Quant à 1934, c'est véritablement une année record au point de vue qui nous occupe : *son indice s'élève en effet à 117.4, ce qui constitue le niveau le plus élevé atteint depuis la*

création de l'indice, et représente 1 ½ % de plus qu'en 1929. Si même on ne considère que le dernier trimestre de 1934 on obtient le chiffre remarquable de 123.5 ; mais il s'agit là principalement d'un mouvement saisonnier. Les facteurs prépondérants de l'amélioration constatée au cours de l'année écoulée sont au nombre de quatre : fer et acier, dont l'indice passe de 82.2 à 102.6, constructions mécaniques et navales (96 à 112), gaz et électricité (156.2 à 169.5), et surtout métallurgie non ferreuse (101.9 à 148.4). Les autres groupes d'industries sont également en progrès, mais plus léger.

2) *Les indices particuliers* de chaque groupe industriel permettent de suivre de plus près leur évolution respective. Celle des *mines et carrières*, c'est-à-dire en fait de l'industrie houillère, est assez peu satisfaisante au premier abord puisque l'indice de 1934 n'est en progrès que de 1,4 % sur 1931, ce qui constitue de beaucoup l'augmentation la plus faible enregistrée. Mais il faut tenir compte des difficultés auxquelles cette industrie doit faire face et qui tiennent surtout aux transformations économiques et techniques opérées dans l'ensemble du monde. En outre, le niveau de la production de houille en 1934 (82.8) est en progrès très net si on le compare à celui de l'année précédente (indice 76.9), et non pas à celui de 1931 ; il s'agit là des conséquences du renouveau d'activité dans les autres groupes industriels - ce qui a augmenté leur consommation de houille - en même temps que des résultats de la politique commerciale extérieure de la Grande-Bretagne. Nous avons vu en effet que presque tous les accords commerciaux signés en 1933 comportaient des dispositions destinées à favoriser les exportations anglaises de charbon ; nous reviendrons d'ailleurs sur ce point en

étudiant plus en détails l'industrie houillère. Le second groupe industriel, celui du *fer et de l'acier* apparaît en progrès très sensible et continu. De 65.9 en 1931 (61 seulement au cours du troisième trimestre), l'indice de la production s'élève jusqu'à 102.6 en 1934. L'effet d'un pareil accroissement sur l'économie britannique a été certainement très important en raison de la place prépondérante occupée par cette branche d'industrie. Quant à ses causes, elles tiennent presque uniquement à la très forte restriction des importations étrangères de produits métallurgiques (fontes et aciers belges, allemands et français), restriction elle-même consécutive à la dévaluation de la Livre et au droit de 33 ½ % ad valorem établi dès avril 1932 sur la proposition de l' « Import Duties Advisory Committee ». Ce droit (ou plutôt la partie de ce droit surajoutée, en avril, aux 10 % du tarif général de mars 1932) avait été prévu à l'origine pour une durée de trois mois seulement : il est vrai que le provisoire a tendance à durer, surtout en matière de protectionnisme. — La *métallurgie non ferreuse* (aluminium, plomb, cuivre, nickel, etc.) voit son activité réduite en 1932 (96.3 contre 100.1 en 1931), mais un essor considérable se manifeste en 1934 (indice 148.4) et la met au premier de tous les autres groupes au point de vue du taux d'accroissement. Ce développement est dû en particulier à l'extension des emplois de l'aluminium et de ses alliages, notamment dans les constructions navales et aéronautiques. Les *constructions mécaniques et navales*, après une période de marasme en 1932 (indice 88.6), reprennent nettement au cours de 1934 où leur indice atteint le chiffre de 112.1 ; les constructions navales en particulier, dont le tonnage se trouvait être au début de 1933 le plus faible enregistré depuis 1886,

ont vu leur tonnage triplé à la fin de 1934. Les constructions électriques, aéronautiques, et surtout automobiles, ont fortement accru leurs positions. *L'industrie textile* dans son ensemble marque une reprise nette et régulière, dont l'ampleur et l'allure varient d'ailleurs suivant la branche considérée. L'industrie de la laine, assez déprimée jusqu'en avril 1933, a fortement amélioré sa situation pendant le reste de l'année. Mais l'année 1934 a témoigné de dispositions légèrement moins bonnes, sauf au cours du dernier trimestre. La production de l'industrie cotonnière s'est accrue dans des proportions analogues à celles de la laine, mais l'accroissement a été plus régulier dans l'ensemble. Dans les deux cas, d'ailleurs, l'accroissement de production coïncide avec l'abandon de l'étalon-or et paraît en être en grande partie la conséquence. Les principaux concurrents textiles de la Grande-Bretagne étaient en effet des pays à monnaie-or : France, Belgique, Japon, Etats-Unis. Leur concurrence sur le marché intérieur anglais s'est donc trouvée fortement freinée tandis que les exportations anglaises étaient stimulées par l'abaissement de leurs prix-or. Mais l'avantage des cotonniers anglais a disparu à l'égard du Japon dès la dévaluation du Yen, c'est-à-dire dès décembre 1931. A l'égard des Etats-Unis par contre il a subsisté jusqu'en mars 1933. Le marché intérieur anglais est en outre protégé, depuis mars 1932, par le droit général d'importation de 10 % ad valorem. Quant à la soie artificielle ou « rayonne » (1) elle a suivi son développement naturel, accentué par la restriction des importations de tissus étrangers de soie naturelle et de rayonne ; cette restriction est la conséquence de la chute de la Livre et de l'imposition de lourds droits de douane. *L'industrie*

(1) Appellation officielle en France depuis le début de 1935.

chimique, favorisée comme les précédentes par l'abandon de l'étalon-or, le protectionnisme et les accords d'Ottawa, a nettement amélioré sa position d'année en année. Le développement de la culture des céréales en Angleterre, et notamment celle du blé, a augmenté les ventes d'engrais et de certains produits chimiques. *L'industrie du cuir et de la chaussure*, après un certain recul en 1932 (indice 96.4 contre 99.2 en 1931), a vu sa production remonter à un niveau satisfaisant en 1934. *Les industries alimentaires et les manufactures de tabac* ont assez fortement diminué leur production entre 1931 (103.7) et 1932 (97.6). Cette diminution est principalement due aux économies effectuées par la plupart des Anglais sur leur budget de dépenses de luxe, par suite de la baisse de leurs revenus et de la forte élévation des droits de douane et d'accise sur la bière et sur le tabac en octobre 1931 (budget Snowden). La production a nettement repris en 1933, et surtout en 1934 (indice 104.7), par suite de l'amélioration économique générale. *Le groupe du gaz et de l'électricité* témoigne d'un progrès ininterrompu et très accentué, spécialement depuis 1932. De 142.4 en 1931 (et 147.0 en 1932) l'indice de ce groupe passe à 169.5 en 1934. Mais l'évolution des deux industries qui le forment est tout à fait différente. Celle du gaz, vieille industrie dont le développement paraît avoir atteint son apogée, est pratiquement stationnaire ; en 1934 par exemple, malgré une augmentation de 2.4 % dans le nombre des usagers, la production ne s'est accrue que de 0.1 %, et la consommation a diminué de 0.3 %. L'amélioration constatée provient donc presque exclusivement de l'électricité dont les emplois ne cessent de se multiplier : usages domestiques, transports, métallurgie, chimie, etc.

b). — EVOLUTION DU CHOMAGE DANS LES PRINCIPAUX
GROUPES INDUSTRIELS

Les indications que viennent de nous fournir les indices de la production industrielle peuvent être utilement confrontées avec celles provenant des statistiques du chômage. La « *Ministry of Labour Gazette* » publie à cet égard des renseignements détaillés, que le tableau suivant permet de résumer pour la période qui nous occupe :

POURCENTAGE MOYEN DES TRAVAILLEURS ASSURÉS SANS
EMPLOI, DANS LES PRINCIPALES INDUSTRIES ⁽¹⁾

	1931	1932	1933	1934
	0/0	0/0	0/0	0/0
Industrie houillère	28.2	34.0	32.9	28.1
Sidérurgie	45.0	47.3	38.0	25.7
Constructions mécaniques génér.	27.5	29.0	25.0	15.8
Constructions navales	53.0	59.0	57.7	45.3
Textile-coton	38.4	28.7	24.2	22.7
Textile-laine	28.3	20.8	14.1	15.9
Bâtiment	22.2	28.9	23.7	18.4
Constructions électriques	14.6	16.4	15.0	8.5

L'ensemble de ces chiffres, et particulièrement ceux de 1931, suggèrent une première remarque : c'est l'importance considérable du chômage dans les vieilles industries fondamentales de l'Angleterre, celles qui ont assuré son hégémonie économique au cours du XIX^e siècle.

(1) « *Ministry of Labour Gazette* », 1931-35.

cle : industrie houillère, sidérurgie, constructions mécaniques générales, constructions navales, industrie textile. La seule industrie jeune de ce groupe, celle des constructions électriques, est de beaucoup la moins touchée si l'on se base sur le nombre de ses chômeurs.

Une autre remarque générale que suggère un simple coup d'œil sur les chiffres ci-dessus est la diminution très nette du chômage qui s'est produite entre 1931 et 1934 dans toutes les catégories, à l'exception toutefois de l'industrie houillère ; on obtient par suite pleine confirmation de la reprise d'activité industrielle dont témoignaient déjà les indices de la production.

L'évolution du pourcentage des travailleurs assurés sans emploi dans l'*industrie houillère* reflète dans l'ensemble les variations de la production, sous réserve d'un certain décalage dans le temps. C'est ainsi que la production continue à baisser légèrement de 1932 à 1933 (indices 77.5 et 76.9), tandis que le nombre des travailleurs augmente (34 % de chômeurs en 1932 et 32.9 % seulement en 1933). Le pourcentage des chômeurs diminue encore au cours de 1934 et se trouve ainsi au niveau de 1931. — Nous observons dans la *sidérurgie*, au début de la reprise, un décalage entre les mouvements du chômage et ceux de la production analogue au précédent, mais en sens inverse : alors que la production augmente légèrement en 1932 par rapport à 1931 (66.2 en 1932 contre 65.9 en 1931) le pourcentage des chômeurs par rapports aux ouvriers assurés continue lui aussi à augmenter au lieu de diminuer comme on pourrait s'y attendre : nous trouvons en effet 47,3 % de chômeurs en 1932 contre 45 % en 1931. Mais

dès 1933, à l'importante augmentation de la production correspond une forte diminution des chômeurs, qui ne représentent plus en 1934 que 25.7 % des travailleurs assurés. — Les mouvements du chômage dans les *constructions mécaniques générales* sont à peu près les mêmes que dans la sidérurgie : on constate une aggravation en 1932 par rapport à 1931, puis une amélioration nette et continue, qui ramène le pourcentage des chômeurs de 29 % en 1932 à 15 % en 1934. — *Les constructions électriques*, industrie jeune, n'ont compté en 1931 qu'un nombre relativement faible de chômeurs (14,6 %) ; ce nombre s'est légèrement accru en 1932 (16,4 %) pour redescendre en 1934 à 8,5 %. — *Les constructions navales* au contraire, vieille industrie typiquement anglaise, enregistrent la proportion de chômeurs de beaucoup la plus élevée : 59 % en 1932. Malgré l'importante amélioration qui s'est produite à partir du milieu de 1933 (remise en chantier du « Queen Mary », remplacement des vieilles unités démolies ou vendues, modernisation de la flotte anglaise), la situation des constructions navales demeure la plus défavorable qui soit puisqu'elle compte encore à l'heure actuelle 45.3 % de chômeurs. — La situation de *l'industrie cotonnière*, très mauvaise au cours de 1931 (surtout au cours des trois premiers trimestres où le chômage atteignit en moyenne 41.1 %) ; s'est très nettement améliorée depuis, d'une façon assez régulière : la proportion des travailleurs assurés sans emploi n'atteint plus en 1934 que 22.7 %. La reprise, comme nous l'avons vu, coïncide d'une façon certaine avec l'abandon de l'étalon-or et lui semble due en partie. — *L'industrie lainière*, moins touchée par la crise que l'industrie cotonnière, a également pu réembaucher une partie de son personnel. De 28.3 % en 1931, le pourcen-

tage de ses chômeurs s'est abaissé à 14.1 % en 1933, grâce à la dévaluation monétaire, au protectionnisme, et aussi, dans une proportion non négligeable, grâce aux fluctuations des prix de la laine. — Par contre, l'année 1934 a marqué un léger recul de la production et du personnel employé : le pourcentage des chômeurs est remonté à 15.9 %. — Ajoutons enfin *l'industrie du bâtiment*, où le nombre des travailleurs assurés sans emploi, après avoir atteint 28.9 % en 1932, s'est abaissé jusqu'à 18.4 % en 1934, grâce à l'accroissement des plans de constructions approuvés par les autorités locales ; la valeur annuelle de ces plans représente à l'heure actuelle plus de 95 millions de Livres, et constitue par suite un facteur important de l'activité économique générale.

En résumé, les indications qui se dégagent des chiffres du chômage confirment intégralement celles fournies par les chiffres de la production industrielle : à savoir l'amélioration générale de la situation des industries britanniques. Mais l'intensité du chômage qui subsiste encore chez la plupart d'entre elles souligne l'effort qui resterait à accomplir pour retrouver la prospérité passée.

c). — ÉVOLUTION DES BÉNÉFICES DES
SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES

Un troisième et dernier point à considérer, pour avoir une vue d'ensemble aussi exacte que possible de l'évolution industrielle d'un pays, est celui des résultats financiers de ses principales entreprises. Ces résultats donnent en effet la mesure de leur solidité et de leur bonne organisation, car le seul accroissement de la production ne signifie rien s'il s'accompa-

gne de la dilapidation des réserves et du capital. Nous étudierons sommairement dans ce paragraphe, d'une part les mouvements d'ensemble d'un grand nombre de sociétés industrielles, et d'autre part les résultats des compagnies les plus représentatives dans chaque groupe industriel.

*
*
*

Mouvements d'ensemble des bénéfices industriels. — Le tableau ci-dessous indique le pourcentage des accroissements ou des diminutions (+ ou —) dans le total des profits nets réalisés au cours de chaque trimestre de 1931 à 1934 par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente. Ces chiffres résultent du dépouillement, effectué par la revue « The Economist » (1) des bilans de 468 sociétés industrielles.

EVOLUTION DES PROFITS NETS INDUSTRIELS (468 SOCIÉTÉS)
(en pourcentage des chiffres de l'année précédente)

1 ^{er} trimestre	— 10.6	— 14.3	— 8.9	+ 5.3
2 ^e trimestre	— 19.4	— 21.8	+ 3.3	+ 13.2
3 ^e trimestre	— 35.5	— 28.6	— 5.5	+ 27.7
4 ^e trimestre	— 53.9	— 2.9	+ 30.3	+ 32.9
Année	— 22.0	— 18.1	+ 0.5	+ 16.6

Le tableau ci-dessus montre d'une façon frappante l'ampleur de la crise traversée jusqu'en 1932 par les sociétés industrielles anglaises. L'ensemble des bénéfices réalisés en 1931 par les 468 sociétés analysées représente une diminution de 22 % sur leurs bénéfices de 1930. Si

(1) « The Economist », 19 janvier 1935, p. 111-112.

L'on ne considère que les résultats des sociétés ayant publié leur bilan au cours du troisième trimestre de 1931, leurs résultats financiers marquent même une chute de près de 54 % sur ceux du trimestre correspondant de l'année précédente. Mais il importe de noter, ce que n'indique pas notre tableau, que les bénéfices de 1930 n'étaient qu'en baisse légère (0,6 %) sur ceux de 1929, lesquels étaient relativement élevés et s'établissaient au même niveau qu'en 1928. La diminution des profits en 1931 n'en est pas moins importante, et surtout elle se poursuit au cours de 1932 d'une façon ininterrompue et très accentuée. Elle atteint en effet au total, pour 1932, 18,1 % par rapport aux bénéfices déjà réduits de 1931. En 1933 par contre, si le premier et le troisième trimestre indiquent des résultats inférieurs à ceux des trimestres correspondants de l'année précédente, le second et surtout le quatrième trimestre font preuve d'une sensible amélioration. Les résultats de l'année marquent par un léger mais symptomatique accroissement de 0.5 % par rapport à l'année 1932. En 1934, le progrès est général et important : il atteint 16,6 % pour l'ensemble de l'année ; les résultats du dernier trimestre sont même en progrès de 32.9 % sur ceux du dernier trimestre de 1933, qui étaient eux-mêmes de 30.3 % plus élevés que ceux de 1932. De nouveaux développements sont encore possibles du fait que la plupart des comptes publiés en 1934 n'englobent qu'une faible partie de cette année, où la production a été comme nous l'avons vu nettement plus considérable qu'en 1933.

! *
* *

Résultats financiers des principales industries. —
Pour intéressants qu'ils soient, les renseignements qui

précédent ne donnent qu'une vue très schématique de l'évolution des bénéfices industriels. Aussi les chiffres suivants, relatifs à un certain nombre de sociétés choisies en raison de leur caractère particulièrement représentatif des industries auxquelles elles s'adonnent, permettent de se faire une idée plus précise de la situation.

**TAUX DES BÉNÉFICES NETS DES PRINCIPALES
SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES (1)**
(Rapport des bénéfices au capital versé)

NATURE et NOMBRE des ENTREPRISES	1929/30	1930/31	1931/32	1932/33	1933/34
<i>Industries Métallurgiques</i>	%	%	%	%	%
Charbon, Fer et Aciers (16)	3.4	1.9	0.03	1.5	2.8
Constructions mécan. (13)	4.5	1.5	1.6	0.8	0.7
<i>Industries électriques</i>					
Construct. électriques (11)	8.3	6.9	5.1	6.2	4.4
Production et distribution d'énergie (9)	8.8	8.7	8.2	8.1	8.8
<i>Industries Textiles</i>					
Coton (8)	10.9	4.0	3.0	5.5	7.0
Laine (6)	4.5	2.4	5.6	7.4	6.9
<i>Transports Maritimes</i> (8)	6.2	2.2	—1.2	—2.5	—0.8
<i>Industrie Chimique</i>					
Produits chimiques (3)	7.5	5.8	4.4	6.1	7.7
Savonneries (4)	10.5	9.9	10.4	10.9	10.4
<i>Brasserie, Distillerie</i> (13)	17.6	16.9	12.9	10.8	13.4

Il importe tout d'abord de remarquer que les bénéfices dont il s'agit sont les bénéfices nets, c'est-à-dire calculés « après déduction des dépenses et charges, y

(1) « Times Trade and Engineering supplement ». Décembre 1934.

« compris l'amortissement, les appointements et tantièmes des directeurs et censeurs, les intérêts des obligations et emprunts, et enfin les attributions aux réserves légales par opposition aux réserves volontaires » (1). Une seconde remarque très importante est le temps qui s'écoule entre la clôture des comptes de la plupart des compagnies et la publication des bilans. De sorte que les chiffres publiés en 1934, par exemple, se rapportent presque entièrement aux opérations effectuées en 1933 et même un peu antérieurement. Il est indispensable de tenir compte de ce décalage dans l'appréciation des résultats financiers ci-dessus et dans leur comparaison avec les mouvements de la production.

Une première constatation qui s'impose d'un simple coup d'œil, quelle que soit la période considérée, est la différence qui caractérise les gains des diverses industries. Nous trouvons — à l'opposé de la brasserie et de la distillerie dont les bénéfices ne sont jamais descendus au-dessous de 10.8 % — les constructions mécaniques, le charbon, le fer et l'acier, où la proportion des bénéfices au capital est descendue à 0,7 % et même à 0.03 %. Inversement, les bénéfices de la brasserie et de la distillerie se sont élevés jusqu'à 17,6 %, tandis que ceux des industries que nous venons d'indiquer n'ont jamais dépassé 3.4 et 4.5 %. Encore ne faisons-nous pas entrer en ligne de comptes les transports maritimes qui ne sont pas une industrie à proprement parler, et dont les résultats se soldent par des pertes dès 1931-32. Cette constatation souligne une fois de plus la situation difficile des industries anglaises travaillant principalement pour les marchés extérieurs, en face de celles travaillant surtout

(1) *Rev. cit.* p. 8.

pour le marché intérieur et qui n'ont pas à se préoccuper de la concurrence étrangère.

Si l'on se place au point de vue de l'évolution des bénéfices des industries considérées, on constate dans tous les cas une baisse plus ou moins forte des bénéfices entre 1929-30 et 1930-31. Cette baisse continue dans la plupart des cas jusqu'en 1931-32, et même 1933, tandis que les autres branches témoignent au contraire de progrès plus ou moins nets. L'exercice 1933-34 marque dans l'ensemble une amélioration, bien que de légères régressions se produisent çà et là par rapport à l'exercice précédent. *Il résulte par conséquent de ces observations très générales que la courbe des bénéfices, comme celle de la production, est orientée vers la hausse depuis 1932-33, malgré un certain retard et quelques dissymétries entre les deux mouvements.*

L'examen détaillé de chaque industrie permet de suivre de plus près sa vie financière. Les bénéfices réalisés par les 16 sociétés considérées comme particulièrement représentatives de l'industrie houillère et sidérurgique n'atteignent au total que 3.4 % du capital en 1929. Il s'agit là d'un résultat très modeste pour une année relativement prospère. Aussi en 1932-33 — la crise venue — les bénéfices sont-ils pratiquement tombés à zéro ; ils reparaissent toutefois en 1932-33 (1.5 %) et se développent en 1933-34. Mais leur développement réel est encore moindre que leur développement apparent : le capital auquel ils se rapportent a en effet été réduit de plus de 9 ½ millions de Livres entre 1930 et 1934 (£50.060.000 en 1930 et £ 40.595.000 en 1934). Ajoutons qu'en général les entreprises minières sont moins prospères que les entreprises métallurgiques. — Les

19 entreprises de *constructions mécaniques* dont le tableau précédent condense les résultats montrent une évolution financière peu satisfaisante : de 4.5 % du capital en 1930 leurs bénéfices tombent à 1.5 % en 1931 et à 0.7 % seulement en 1934. Les constructions de locomotives et de matériel de chemins de fer ont particulièrement souffert de la raréfaction des commandes extérieures ; les constructions de machines agricoles ont au contraire bénéficié de la légère amélioration du marché intérieur. Les *constructions électriques* ont été dans l'ensemble assez peu affectées par la crise. Cette stabilité relative des bénéfices tient en partie aux grosses commandes nées du développement du réseau électrique anglais ou « grid ». Mais la période de ces grosses commandes étant passée, les bénéfices ont marqué un fléchissement en 1934 par rapport à 1933 (4.4 % au lieu de 6.2 %). A la raréfaction des commandes du « grid » s'est d'ailleurs ajoutée une certaine baisse des prix. La position de cette industrie demeure néanmoins solide car le marché intérieur conserve une forte capacité d'absorption, surtout à l'égard des appareils électriques domestiques. — Les entreprises de *production et de distribution d'électricité* se placent parmi les plus prospères et leurs bénéfices n'ont varié que dans de faibles proportions. Ils s'élèvent en 1934 à 8.8 % du capital, c'est-à-dire exactement le même pourcentage qu'en 1929, bien que le capital des neuf compagnies considérées soit passé depuis 5 ans de 24 à 31 millions de Livres environ. De tels résultats sont évidemment tout à fait satisfaisants, mais ils s'expliquent surtout par le fait que la Grande-Bretagne est en train de combler le retard dont elle a pendant longtemps été victime en matière d'électricité. — Les 8 *entreprises cotonnières* du tableau

précédent ont été très durement touchées par la crise mondiale puisque leurs bénéfices sont tombés de 10.9 % du capital en 1930 à 3 % seulement en 1932, par suite de la baisse des prix et de la concurrence étrangère. La dévaluation de la Livre et le protectionnisme ont ensuite amélioré leur situation, et leurs bénéfices ont remonté à 5.5 % en 1933 et à 7 % en 1934. — *L'industrie lainière*, partie de beaucoup plus bas que la précédente, l'a pratiquement rejointe à l'heure actuelle. De 4.5 et 2.4 % en 1930 et 1931, ses bénéfices se sont élevés à 7.4 % en 1933. Bien que l'année 1934 ait marqué un léger recul, le taux des bénéfices s'établit à 6.9 %, c'est-à-dire à très peu de choses près le niveau de l'industrie cotonnière. — Quant aux *transports maritimes*, nous ne les notons ici que pour mémoire puisqu'il ne s'agit pas à proprement parler d'une industrie, et que nous l'avons déjà analysée dans la seconde partie de cette étude. Leur situation est extrêmement difficile. — *L'industrie chimique* est, avec l'industrie lainière, la seule dont les bénéfices de 1934 soient supérieurs à ceux de 1930 : 7,7 % en 1934 au lieu de 7,5 % en 1930. Après avoir baissé jusqu'en 1932 (4,4 %) lesdits bénéfices ont remonté régulièrement jusqu'au niveau actuel. — Les résultats financiers des 4 *savonneries* analysées montrent une remarquable prospérité accompagnée d'une très grande stabilité. Le niveau maximum des bénéfices a été enregistré en 1933, avec 10.9 %, et le niveau minimum en 1931 avec 10.4 %. — *L'industrie de la brasserie et de la distillerie* présente en 1930 des résultats financiers tout à fait remarquables : 17,6 % des bénéfices, sur un capital de plus de 57 millions de Livres pour les 13 sociétés analysées. Ces bénéfices diminuent régulièrement jusqu'en 1933 (10.8 %, par suite surtout de l'aggravation des droits sur la bière

en octobre 1931. Mais en 1934, grâce à la diminution des droits de consommation et à l'accroissement des revenus des consommateurs, les bénéfices se relèvent à 13.4 %.

*
* *

A la lumière des indices de la production, du chômage et du taux des bénéfices, l'évolution industrielle anglaise depuis 1931 apparaît nettement favorable dans la plupart des cas. La production est en progrès, le chômage en régression, et les résultats financiers satisfaisants. Toutefois ces derniers soulignent la position encore très précaire de l'industrie houillère, de la sidérurgie et des constructions mécaniques, c'est-à-dire des vieilles industries fondamentales de l'Angleterre.

II — Principaux facteurs de l'évolution industrielle

La première question que l'on se pose en présence de l'évolution ascendante de l'industrie anglaise est celle de ses causes. L'amélioration constatée frappe d'autant plus un observateur étranger qu'elle s'est produite dans une période où la situation économique mondiale s'est en général aggravée. Tout s'explique en réalité par un certain nombre de facteurs que l'on peut ramener à quatre principaux : l'abandon de l'étalon-or, le protectionnisme et la politique commerciale, la politique financière et bancaire, et enfin la rationalisation. Ces facteurs semblent d'ailleurs avoir joué d'une façon très inégale, bien qu'il soit difficile de déterminer la part exacte qui revient à chacun d'eux.

a). — L'ABANDON DE L'ÉTALON-OR

Nous avons vu au début de cette étude que les milieux industriels, par la voix du « Manchester Guardian » et du « Daily Mail » en particulier, avaient accueilli avec satisfaction l'abandon de l'étalon-or ; satisfaction assez naturelle puisque la dévalorisation monétaire paraissait un moyen pratique de réduire le niveau-or des prix de revient anglais que les événements de l'après-guerre avaient fixés à un niveau supérieur à celui des autres pays, au détriment des exportations britanniques.

De fait la chute de la Livre, qui atteignit rapidement d'importantes proportions (1) a réduit les prix-or anglais dans la mesure même de cette chute, puisque les prix-papier n'ont pratiquement pas varié. Nous avons déjà indiqué par suite de quel ensemble véritablement exceptionnel de circonstances la hausse, qu'on pouvait croire inéluctable, ne s'est pas produite et peut fort bien ne jamais se produire. Rappelons seulement le fait essentiel, qui est la série des dévaluations consécutives à celles de la Livre, dévaluations dont les plus importantes sont celles des pays fournisseurs de la Grande-Bretagne en produits alimentaires et matières premières. Du point de vue de l'industrie anglaise, les conséquences de ces événements peuvent être ainsi résumées : *la production pour l'exportation* s'est trouvée favorisée par l'abaissement des prix-or anglais, mais à l'égard seulement des pays à monnaie-or. A l'égard des pays dont la monnaie a suivi le sort de la Livre, rien ne pouvait être changé dans le rapport des prix puisque le rapport des

(1) Cf. le tableau des cours moyens mensuels de la Livre à Paris : Quatrième partie, chapitre 1^{er}.

monnaies ne changeait pas. Le nombre des pays abandonnant l'étalon-or n'ayant cessé d'augmenter, l'importance de la prime conférée aux exportations anglaises n'a cessé de se restreindre. De plus, les mesures de défense prises par les pays demeurés fidèles à l'or ont encore réduit l'avantage anglais de ce côté. — *La production pour le marché intérieur anglais* s'est aussi trouvée stimulée, plus largement encore que dans le cas précédent. La dévaluation monétaire a en effet joué, à l'égard des marchandises des pays demeurés fidèles à l'étalon-or, exactement le même rôle qu'un droit général d'importation. La protection ainsi fournie aux produits anglais s'élève à l'heure actuelle à plus de 40 %, et se trouve encore renforcée dans la plupart des cas par de véritables droits de douane. Or les pays qui ont été ou sont encore les victimes de cet état de choses sont : Les Etats-Unis (avant la chute du Dollar), la Belgique, la Hollande, la France, l'Allemagne, etc..., tous pays qui envoyaient en Angleterre d'importantes quantités de produits manufacturés. Leurs exportations ayant été fortement réduites, le vide ainsi créé sur le marché anglais a été naturellement comblé par l'industrie anglaise : d'où le renouveau d'activité constaté.

b). — LE PROTECTIONNISME, LES ACCORDS D'OTTAWA
ET LA POLITIQUE COMMERCIALE

Le protectionnisme. — La défense du marché intérieur anglais de produits manufacturés, déjà réalisée en bloc par la dévaluation à l'égard des pays à monnaie-or, a été très rapidement doublée d'une ligne continue de barrières douanières

plus ou moins élevées. La première protection douanière est organisée par l'« Abnormal Imports Act » du 19 novembre 1931. Cette loi autorise le gouvernement à frapper pendant six mois, d'un droit de 100 % au maximum, les produits inscrits dans la classe III de la nomenclature du Board of Trade, c'est-à-dire la plupart des produits manufacturés. Les droits établis en exécution de cette loi peuvent se cumuler avec ceux existants (droits Mac Kenna, droits de la loi de sauvegarde de 1921), mais les produits impériaux en sont exempts. Trois décrets du Ministère du Commerce intervinrent en fait dans les trois semaines qui suivirent le vote de la loi et frappèrent de droits de 50 % ad valorem la plupart des produits visés. Le second texte, essentiel du point de vue qui nous occupe, est l'« Import Duties Act » du 29 février 1932. Il frappe en effet d'un droit de 10 % ad valorem tous les produits manufacturés ou semi-manufacturés qui ne sont pas déjà soumis à d'autres droits. La plupart des matières premières sont exemptées, ainsi que les produits originaires des pays britanniques. Cette dernière réserve n'a pratiquement pas d'importance au point de vue de l'industrie anglaise, du fait que l'industrie des Dominions est encore peu développée et travaille presque uniquement pour le marché intérieur. Par contre, une disposition très importante prévoit que le droit général de 10 % pourra être élevé jusqu'à 100 %, ou abaissé, sur la proposition d'une Commission consultative des tarifs spécialement créée. De fait un très grand nombre de décrets ont été pris depuis mars 1932, créant pour la plupart des droits additionnels. Notons seulement ici le principal, qui a établi en avril 1932 un droit supplémentaire de 22 ½ % sur tous les produits sidérurgiques étrangers.

Les accords d'Ottawa. —

Les accords d'Ottawa, nous l'avons vu à propos du commerce extérieur, reposent essentiellement sur les concessions de la Grande-Bretagne en faveur des produits agricoles impériaux et *sur les concessions des Dominions en faveur des produits manufacturés anglais*. Si la préférence impériale a joué du côté anglais dès 1931, elle n'a guère joué du côté des Dominions qu'à partir du début de 1933. Elle s'est effectuée soit sous la forme d'un abaissement ou d'une consolidation des tarifs impériaux en faveur des produits métropolitains — soit plus simplement sous la forme de l'élévation de ces mêmes tarifs à l'égard des pays étrangers, leur niveau à l'égard des produits anglais demeurant inchangé. Les avantages ainsi accordés par les Dominions semblent bien avoir eu des résultats heureux pour les industries anglaises, puisque l'accroissement des exportations constaté en 1933, et surtout en 1934, est dû en majeure partie aux achats des pays britanniques.

Les accords commerciaux.

— La dernière phase de la politique commerciale anglaise, celle des accords de réciprocité avec l'Argentine, la Suède, la Norvège, la Lithuanie, la Finlande, l'U. R. S. S., la France, etc., tend comme la précédente à développer l'industrie anglaise. La Grande-Bretagne obtient en effet — en vertu des accords signés en 1933 et 1934 pour une durée de trois ans — de multiples abaissements ou consolidations des droits frappant ses exportations, notamment celles de produits textiles et métallurgiques. Mais c'est surtout son industrie houillère qui est favorisée : presque tous les accords en question comportent en effet, de la part des pays étrangers qui les ont signés, l'engagement de se procurer en Angleterre

un pourcentage déterminé de leurs importations de houille et de coke. Les concessions de la Grande-Bretagne à l'égard de ses co-contractants ne portent qu'exceptionnellement (à l'égard de la Suède et de l'Allemagne) sur des produits manufacturés ; elle s'engage seulement la plupart du temps à étendre, ou à ne pas diminuer au delà de certaines limites, ses importations de produits agricoles en provenance des pays considérés. L'industrie anglaise est donc la principale bénéficiaire de ces accords.

c). — LA POLITIQUE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

La situation des finances publiques britanniques n'avait guère cessé de s'aggraver depuis la guerre, faisant peser sur l'industrie des charges de plus en plus lourdes. Les dépenses augmentaient en effet d'année en année, passant de 197 millions en 1913 à près de 830 en 1929-30, tandis que les recettes avaient tendance à diminuer malgré le relèvement des impôts. Aussi un important déficit apparaît dès 1930-31, tant dans le budget général que dans le fonds spécial d'assurance-chômage ; ce déficit est naturellement comblé par des emprunts qui, en se multipliant, risquent de relever le taux de l'argent au détriment de l'industrie. Aussi l'énergique effort de compression des dépenses publiques réalisé par le gouvernement national — effort que nous étudierons plus loin — peut-il être considéré comme un facteur important de la reprise économique : d'une part, en effet, il a permis de réduire légèrement le taux de l'impôt direct ; *d'autre part et surtout, il a créé les conditions psychologiques indispensables à toute amélioration*

économique même intérieure, c'est-à-dire la confiance en l'avenir.

En étroite liaison avec la politique des finances publiques, la politique bancaire a également visé à alléger les charges de la production. Le taux d'escompte de la Banque d'Angleterre, qui se trouvait au début de 1931 à 3 %, et même 2 ½ %, avait été en effet relevé à 4 ½ % en juillet et à 6 % en septembre pour essayer — un peu tard en vérité — d'arrêter la fuite des capitaux étrangers. Parallèlement, le taux d'escompte bancaire à 3 mois était passé de 2 ½ % en moyenne au cours du premier trimestre de 1931 à près de 5 ¾ % au cours du dernier trimestre. L'industrie et le commerce ne pouvaient que souffrir d'un pareil état de choses, et tous les efforts du gouvernement ont tendu à le supprimer. C'est pourquoi le taux officiel d'escompte fut ramené à 5 % en février 1932, 3 ½ % en mars, 3 % en avril, 2 ½ % en mai et finalement 2 % le 30 juin — taux le plus bas enregistré en Grande-Bretagne depuis 1897. Mais cet abaissement pouvait être compromis d'un instant à l'autre si l'épargne trouvait des placements plus avantageux dans les fonds d'Etat, ou si la Livre venait à faiblir à l'excès sur le marché des changes. Le premier danger s'est trouvé écarté grâce à la remarquable série de conversion des fonds d'Etat réalisée à partir de juin 1932, en commençant par l'énorme « War Loan 5 % », qui représentait plus de deux milliards de Livres. La conversion du War Loan » et les conversions consécutives ont assis sur des bases solides la réduction du loyer de l'argent, tout en constituant une excellente opération pour les finances publiques. Quant au danger pouvant résulter d'une chute de la Livre trop accentuée, et susceptible par suite de nécessiter un relèvement du

taux de l'escompte, le gouvernement anglais y a fait face en créant, dès juin 1932, un « Fonds d'égalisation des changes » doté de puissants moyens d'action.

Une dernière mesure d'ordre bancaire, trop récente encore pour avoir eu beaucoup d'effet, mais qui mérite cependant d'être signalée, est la création d'un organisme destiné à procurer aux industriels et aux commerçants moyens les capitaux nécessaires à la création, l'extension, ou la réorganisation de leurs entreprises. Il s'agit par conséquent de capitaux relativement importants, et destinés à être immobilisés pendant assez longtemps, circonstances qui les rendaient jusqu'à présent difficiles à obtenir dans des conditions avantageuses. Le nouvel organisme, constitué en 1934 sous le nom de « Credits for Industry » avec l'appui indirect de la Banque d'Angleterre, effectuera aux meilleures conditions possibles des prêts à moyen et à long terme. Les sommes nécessaires aux avances, qui pourront s'élever jusqu'à £ 50.000 par emprunteur, seront fournies par les emprunts que la Compagnie fera en son propre nom auprès des banquiers ou sur le marché financier.

d). — LA RATIONALISATION INDUSTRIELLE

Le vieillissement de certaines industries britanniques et leur manque d'adaptation aux conditions économiques modernes a provoqué un certain effort de réorganisation, antérieur à la crise mondiale, mais qui s'est nettement amplifié depuis. Il semble bien que cette réorganisation soit la clé d'un renouveau de la prospérité anglaise, ou tout au moins du maintien de ses positions. Nous ne l'indiquons ici que pour mémoire, nous réservant d'en étudier les récents progrès dans le chapitre suivant.

CHAPITRE DEUXIEME

ÉVOLUTION DES PRINCIPALES INDUSTRIES

I. — L'industrie houillère

L'industrie houillère a été dans le passé le facteur essentiel du développement industriel de la Grande-Bretagne, et elle demeure encore à l'heure actuelle la clef de voûte de son organisme économique. Mais elle a traversé, surtout depuis la guerre, une série de crises très graves. Les causes de ces difficultés sont nombreuses et tiennent, les unes à des faits extérieurs à la Grande-Bretagne, les autres à des facteurs internes d'ordre technique, économique ou social. Les unes et les autres ont été maintes fois décrites et nous ne nous y attarderons pas. Nous étudierons seulement l'évolution de l'industrie houillère au cours de la période qui nous occupe, en remontant toutefois jusqu'au « Coal Mines Act » de 1930 qui marque une date importante dans son histoire.

a). — LE COAL MINES ACT DE 1930 ET LA RÉORGANISATION DE L'INDUSTRIE HOUILLÈRE

La réglementation actuelle de l'industrie houillère britannique est dominée par le

« Coal Mines Act » 1930. Cette loi, en date du 1^{er} août 1930, a été votée sous le premier gouvernement travailliste de M. Mac Donald pour des raisons en grande partie électorales, non sans une vive opposition des Conservateurs et l'abstention des Libéraux. Ses dispositions essentielles peuvent être ainsi résumées (1) : Tout d'abord *la loi réglemente la production et la vente du charbon*. Elle divise à cet effet la Grande-Bretagne en 21 districts correspondant aux divers bassins houillers ; elle prévoit l'élaboration d'un plan général et de plans de districts, destinés à régler la production et la vente du charbon. Elle organise dans ce but un système, dit des « quotas », en vertu duquel chaque district et chacune des mines qu'il englobe se voit attribuer un tonnage standard d'extraction. Le dépassement de ce tonnage peut entraîner une amende pour le propriétaire de la mine. Le plan général prévoit la répartition de la production totale entre les districts. Mais un certain nombre de dispositions annexes assouplissent le fonctionnement du système qui paraît un peu rigide au premier abord : en particulier, le propriétaire d'une mine qui n'atteint pas la production autorisée par le plan de district peut céder au propriétaire d'une autre mine la portion du quota inutilisée. Quant à la réglementation de la vente, elle comporte essentiellement la fixation d'un prix minimum par les bureaux exécutifs locaux créés dans chaque district. L'action de ces bureaux est coordonnée par un « Conseil Central » des houillères dont ils dépendent. La loi confie à la « Commission de

(1) Cf. Neuman : « *Economic Organization of the British Coal Industry* », Londres 1934, Passim. — Dante Rosenthal : « *La nouvelle organisation de l'industrie houillère britannique* » in « *Revue Politique et Parlementaire* », avril 1931.

Réorganisation de l'Industrie Houillère », dotée d'attributions très étendues, la *réorganisation de l'industrie houillère*, dont la nécessité apparaissait clairement tant au point de vue technique que commercial : La Commission de Réorganisation, composée de 5 membres nommés par le Board of Trade et présentant toutes les garanties possibles d'indépendance, doit préparer la fusion des entreprises houillères en considération de l'intérêt général. Elle peut à cet effet, soit prendre elle-même l'initiative des fusions et des améliorations jugées nécessaires, soit collaborer à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de fusion envisagés par les propriétaires eux-mêmes. Tout plan de fusion doit en outre être soumis à l'approbation de la « Railway and Canal Commission ». L'approbation ne peut être donnée que si le plan favorise l'intérêt général et amène un abaissement des prix de revient tout en demeurant équitable et juste pour les parties en cause. En troisième lieu, le « Coal Mines Act » réduit à 7 heures et demie la *durée du travail dans les Mines*, au lieu des 8 heures autorisées par la loi du 7 juillet 1926. Mais il importe de remarquer qu'en Angleterre le calcul de la durée du travail se fait par équipe, depuis le moment où le dernier mineur commence à descendre jusqu'au moment où le premier travailleur reparaît au jour. Aussi faut-il ajouter une demi-heure environ, durée moyenne d'une opération de descente et de remonte, à la durée légale de la journée de travail pour évaluer sa durée moyenne effective. La loi crée enfin un Bureau national de l'industrie houillère chargé d'examiner les *conflits relatifs aux salaires et aux conditions du travail*, les systèmes d'arbitrage et de conciliation utilisés auparavant n'ayant que médiocrement fonctionné.

*
* *

Le plan général d'extraction établi en exécution du Coal Mines Act fut prêt dès octobre 1930 et la plupart des plans de district dès novembre, mais l'application n'en a commencé qu'à partir de janvier 1931. Nous en verrons les résultats en étudiant la production et les prix depuis 1931. Nous étudierons seulement dans ce paragraphe le mouvement de concentration et de réorganisation poursuivi à la faveur du Coal Mines Act (1).

Dans le rapport qu'elle publia en juin 1931, la Commission de Réorganisation avait indiqué son but et sa méthode : le but était de grouper toute l'industrie houillère en un petit nombre de régions productrices, 6 environ, à l'intérieur de chacune desquelles une seule vaste entreprise devait opérer. Sa méthode était de n'employer ses pouvoirs de contrainte qu'en cas de nécessité absolue et de laisser agir au maximum l'initiative privée. Mais les choses furent loin de se passer comme l'espérait la Commission : son plan de groupement souleva une tempête de protestations, et les « Coal-Owners » se soucièrent fort peu de préparer des plans de réorganisation. Aussi vers la fin de 1932, pour la première fois, la Commission invita deux groupes de charbonnages à fusionner : le premier comprenait les mines du Comté de Fife, et le second, celles du South Staffordshire. Bien que l'importance des entreprises en cause fut relativement faible (7 et 5 millions de tonnes annuelles pour chaque groupe de mines), aucune d'entre elles ne manifesta le désir de coopérer, et la Commission dut faire

(1) Dès avant 1930 en effet certains efforts de réorganisation s'étaient manifestés : une trentaine de fusions avaient été opérées, groupant plus de 350 puits d'une capacité de production de 60 millions de tonnes environ.

usage de toute son autorité pour parvenir à ses fins. Un second effort, bien plus modeste, a été tenté en 1933 dans le West Yorkshire ; il ne s'agit en effet pas de fusion ni de réorganisation, mais seulement de la création d'un organisme chargé de contrôler les prix et la production des entreprises qui en font partie. Cet organisme pourra en outre éventuellement se transformer en comptoir centralisateur des ventes. Son rôle essentiel est de percevoir une taxe sur la production des puits en activité, pour pouvoir acheter et fermer ceux qui sont en trop et dont l'exploitation n'est pas économique. Le contingent de production ainsi libéré pourra être réparti entre les autres producteurs. Une dernière fusion, pour l'instant tout au moins, est en préparation depuis la fin de 1934 (1). Elle vise deux grandes entreprises du Pays de Galles, la « Powell Duffryn Co » et les « Welsh Associated Collieries ». La première représente, avec ses 26 filiales, une capacité de production d'une dizaine de millions de tonnes annuelles ; elle possède en outre toute une série d'usines annexes. La seconde contrôle une cinquantaine de houillères représentant à peu près la même capacité que le groupe précédent ; elle possède en outre de très importants ateliers de construction de wagons. Les capitaux (actions et obligations) des deux entreprises s'élèvent à près de 17 millions de Livres. C'est dire l'importance de cette fusion qui permettra, si elle se réalise, de faire de notables économies de frais généraux, de direction, d'exploitation et de vente.

*
**

Malgré les réalisations que nous venons d'indiquer et quelques plans qui sont à l'étude, il ne semble pas que l'effort de réorganisation

(1) Cf. « *L'Economiste Français* », 29 décembre 1934.

interne de l'industrie houillère ait été très poussé jusqu'à présent. Il y aurait pourtant beaucoup à faire dans ce domaine et l'on annonce, au début de 1935, que l'intention du gouvernement est d'agir énergiquement dans ce sens.

b). — PRINCIPAUX FACTEURS QUI ONT AFFECTÉ L'INDUSTRIE
HOUILLÈRE DEPUIS 1931

L'abandon de l'Étalon-or. — L'abandon de l'étalon-or semble avoir assez peu affecté l'industrie houillère, car la plupart des pays qui ont conservé l'étalon-or sont eux-mêmes producteurs de charbon sinon exportateurs, comme la Belgique. Quant à la France, elle n'a pas tardé à contingenter ses importations.

La concurrence étrangère. — La concurrence étrangère par contre s'est fait durement sentir sur les marchés extérieurs de la houille britannique. Les charbons polonais en particulier, tant par leur excellente qualité que par leurs bas prix de revient (salaires peu élevés, technique d'extraction perfectionnée) ont fait perdre à l'Angleterre une bonne partie de ses débouchés suédois, norvégiens et danois. C'est pourquoi l'Angleterre a exigé, de presque tous les pays nordiques avec qui elle a signé des accords commerciaux en 1933 et 1934, l'engagement de lui acheter annuellement un pourcentage déterminé de leurs importations totales de charbon. La guerre douanière anglo-irlandaise a eu également des répercussions fâcheuses sur les exportations anglaises. L'Irlande ayant frappé le charbon anglais d'un droit d'entrée de 5 sh. par tonne, ses importations de houille anglaise ont été réduites de 57 % environ depuis le mois de juillet 1932. Les exportateurs anglais ont cependant consenti des prix

très avantageux qui ne leur ont laissé presque aucun bénéfice. La perte de tonnage s'est donc trouvée doublée d'une perte financière.

La consommation intérieure. — La consommation intérieure britannique s'est légèrement relevée à partir de 1933, et surtout en 1934, par suite de la reprise industrielle : l'industrie électrique, les hauts fourneaux, les aciéries, etc... ont consommé nettement plus de charbon qu'en 1932. Signalons enfin les recherches techniques destinées à multiplier les emplois du charbon : pulvérisation, mélange au mazout, hydrogénation. Ce dernier procédé, dont l'origine remonte aux découvertes de Marcellin Berthelot et de l'Allemand Bergius, est appliqué industriellement en Allemagne depuis déjà un certain temps. L'« Imperial Chemical Industries » est en train d'imiter l'exemple allemand en construisant à Billingham une vaste usine d'hydrogénation de la houille, capable de produire annuellement 100.000 tonnes de carburant. La consommation de charbon prévue est d'environ 1.000 tonnes par jour, ce qui représente du travail pour 2.500 mineurs. Le gouvernement s'est engagé, en juillet 1933, à accorder au carburant tiré de la houille indigène une préférence minima de 4 d. par gallon pour lui permettre de lutter avec le pétrole naturel.

d). — PRODUCTION, EXPORTATIONS, MAIN-D'ŒUVRE ET PRIX

Les chiffres de la production et des exportations de charbon, ainsi que le nombre moyen du personnel employé dans les houillères, se présentent de la façon suivante : (1)

(1) *Board of Trade*, Mines Departement.

PRODUCTION ET EXPORTATIONS DE HOUILLE BRITANNIQUE.
PERSONNEL EMPLOYÉ DANS LES HOUILLÈRES

	1931	1932	1933	1934
Extraction totale (1)	220.0	209.2	207.1	221.0
Exportations totales (1) ...	61.6	57.1	56.6	57.1
Moyenne du personnel (2) ..	835.700	777.000	772.000	774.000

(1) En millions de tonnes.
(2) En unités.

On voit d'un coup d'œil la chute concomitante de l'extraction et des exportations de charbon britannique jusqu'en 1933, puis leur relèvement en 1934. Mais il importe de remarquer que les exportations se relèvent dans une proportion infiniment plus faible que l'extraction totale : celle-ci augmente en effet de 14 millions de tonnes (de 207 en 1933 à 221 en 1934) tandis que les exportations ne s'accroissent que de 0.5 million de tonnes (56.6 en 1933 à 57.1 en 1934). La reprise de l'industrie houillère, comme d'ailleurs celle de la plupart des industries britanniques depuis 1933, est due essentiellement au marché intérieur (1). Il y a donc lieu de craindre que le point de saturation soit assez vite atteint. Quant à la très légère amélioration des exportations en 1934, elle est uniquement due aux pays avec lesquels la Grande-Bretagne a signé les accords commerciaux dont nous avons parlé. L'augmentation d'exportations consécutive à ces accords s'est élevée à 1.873.000 tonnes par

(1) Le caractère essentiellement intérieur de la reprise économique anglaise ressort très clairement de l'excellente étude effectuée par M. Robert Marjolin sur « *Les industries anglaises à travers la crise* », in « *L'activité Économique* », 15 avril 1935.

rapport aux chiffres de 1933 ; il y a eu au contraire diminution pour la plupart des autres pays.

)*
**

Le nombre du personnel employé dans les mines a naturellement suivi les mouvements de la production. Mais la diminution moyenne du personnel a été plus que proportionnelle à la diminution de production au cours de la période 1931-33 ; inversement, son accroissement moyen de 1933 à 1934 a été très nettement inférieur à celui de la production, atteignant seulement 2.000 ouvriers pour une augmentation de production de 14 millions de tonnes. Cette constatation dénote l'effort de compression des prix de revient et les progrès techniques réalisés au cours de la période qui nous occupe.

)*
**

Voici d'ailleurs, en shillings et pence, le bénéfice ou la perte par tonne de charbon disponible pour la vente commerciale :

BÉNÉFICE OU PERTE PAR TONNE, DE CHARBON DISPONIBLE
POUR LA VENTE (1)
(en shillings et pence)

	1931		1932		1933		1934	
	Sh.	d.	Sh.	d.	Sh.	d.	Sh.	d.
1 ^{er} trim.	+ 0	9.05	+ 0	6.46	+ 0	9.69	+ 1	0.32
2 ^e trim.	— 0	1.34	— 0	1.91	— 0	4.60	+ 0	0.59
3 ^e trim.	— 0	2.05	— 0	7.55	— 0	5.01	— 0	1.42
4 ^e trim.	+ 0	7.06	— 0	4.60	+ 0	8.91		
Moyen. ann ¹ ^{re}	+ 0	3.18	— 0	1.90	+ 0	2.25	+ 0	3.83

(1) Chiffres trimestriels du *Board of Trade (Mines Department)*

Un simple coup d'œil sur ce tableau montre la médiocrité d'ensemble des résultats financiers : 7 trimestres seulement sur les 15 envisagés sont bénéficiaires, et ils le sont très faiblement. Si l'on envisage la *moyenne mathématique*, qui peut ne pas être égale à la moyenne commerciale puisque le volume des ventes varie suivant les trimestres, on trouve un léger bénéfice de $3 \frac{1}{5}$ pence par tonne au cours de 1931. L'année 1932 apparaît nettement mauvaise puisque la perte approche deux pence par tonne (— 0 sh. 1.90). En 1933 et 1934, la situation s'améliore au contraire d'une façon évidente : le bénéfice par tonne est de $2 \frac{1}{4}$ pence au cours de 1933 et de $3 \frac{4}{5}$ pence pour les trois premiers trimestres de 1934 ; les chiffres du quatrième trimestre ne sont pas encore publiés, mais il est fort probable qu'ils seront bénéficiaires.

Quelque intéressants qu'ils soient par eux-mêmes, les résultats financiers que nous venons d'indiquer ne prennent toute leur signification que lorsqu'on en connaît les causes, c'est-à-dire le mouvement des prix de revient d'une part, et celui des prix de vente d'autre part. D'une façon très générale, on peut dire que les uns et les autres ont été orientés vers la baisse au cours de la période qui nous occupe ; mais la baisse des prix de revient a été dans l'ensemble plus forte que celle des prix de vente : d'où les résultats financiers relativement favorables que nous avons constatés en 1933 et surtout en 1934. Une seconde remarque concerne l'importance des variations saisonnières dans l'industrie houillère : pendant les trimestres de printemps et d'hiver (1^{er} et 4^e) les prix de revient sont relativement bas, et les prix de vente assez élevés ; aussi ces trimestres sont-ils toujours bénéficiaires (une seule exception en 1932). C'est l'in-

verse qui se produit pendant les trimestres d'été et d'automne : les prix de revient augmentent et les prix de vente diminuent ; le déficit apparaît en conséquence régulièrement. Il est par suite nécessaire, lorsqu'on veut étudier l'évolution des prix de revient et des prix de vente, de comparer chaque trimestre à celui correspondant de l'année précédente et non pas au trimestre précédent. Une étude détaillée de cette nature nous entraînerait trop loin. Signalons seulement, à titre indicatif, les chiffres concernant le premier trimestre de chacune des années considérées : En 1931, le prix de revient à la tonne est de 13 sh. 6.19 et le prix de vente de 14 sh. 3.23 ; en 1932, les chiffres sont respectivement de 13 sh. 6.26 et 14 sh. 0.72 ; en 1933, 13 sh. 1.29 et 13 sh. 10.98 ; en 1934, 12 sh. 7.25 et 13 sh. 7.57. La baisse des prix de revient est donc régulière et assez importante à partir de 1932. Elle semble tenir, d'une part à la réduction des sommes affectées aux salaires (baisse du taux des salaires, *et surtout diminution du personnel pour une production accrue*), et d'autre part à la diminution du prix des bois de mines. Quant aux prix de vente, ils sont fixés comme nous l'avons vu par les « Comités de district », suivant des règles empiriques.

II. — La sidérurgie ⁽¹⁾

a). — LA SITUATION DE LA SIDÉRURGIE ANGLAISE EN 1931

Après avoir possédé jusque vers 1881 une supériorité incontestée sur les industries étrangères, la sidérurgie britannique n'a guère

(1) Nous entendons par là essentiellement la production de fonte, de fer et d'acier, ainsi que la fabrication de pièces forgées, plaques, tôles, rails, poutrelles, etc...

cessé depuis ce moment de décliner, surtout par rapport à ses concurrentes. Alors qu'en 1880 la valeur de ses exportations était plus que double de celles réunies de la France, de l'Allemagne et des Etats-Unis, en 1900 les seules exportations allemandes égalaient presque celles de l'Angleterre. En même temps l'industrie britannique devenait importatrice d'aciers étrangers semi-manufacturés : de 500.000 tonnes en moyenne au cours de la période 1895-99, ces importations s'élevaient à environ 1.850.000 tonnes annuelles de 1910 à 1913. La guerre et le début de l'après-guerre engendrèrent par contre un véritable « boom » métallurgique : la guerre par suite des besoins militaires — et l'après-guerre, par suite de la destruction d'une grande partie de la métallurgie française et belge, ainsi que de la reconstruction des régions dévastées. L'indice des produits métallurgiques, sur la base 100 en 1913, s'éleva jusqu'à 443 en janvier 1920. Mais cette prospérité anormale ne dura pas au delà de 1921, l'industrie continentale s'étant relevée très rapidement. La sidérurgie anglaise se trouva même dans une situation moins bonne qu'auparavant : elle n'avait pas renouvelé ni perfectionné son outillage, alors que celui des usines continentales était tout neuf. Elle s'était endettée et surcapitalisée pendant la période de prospérité, alors que la dévaluation monétaire allait alléger les charges fixes de l'industrie allemande, belge et française. Enfin les salaires anglais, qui avaient crû dans des proportions considérables pendant le « boom », se montraient fortement réfractaires à la baisse. Aussi la production anglaise de fonte et d'acier demeure à peu près stationnaire de 1923 à 1929, bien que la production mondiale augmente nettement ; le pourcentage anglais diminue en conséquence. La diminution de la part de

l'Angleterre est encore plus considérable si l'on considère les chiffres de 1913 à 1929. De 13.2 % pour la fonte et de 10 % pour l'acier en 1913, le pourcentage anglais descend à 7.7 et 7.9 % en 1929. Enfin les exportations métallurgiques de la Grande-Bretagne diminuent de 4.747.000 à 4.279.000 tonnes ⁽¹⁾ entre 1910-13 et 1927-29, tandis que les importations augmentent de 1.850.000 à 2.857.000 tonnes entre 1910-13 et 1928-29. La crise mondiale ne fait qu'aggraver cette situation, puisque le solde actif de la balance commerciale anglaise de produits métallurgiques ressort en 1930 à 249.000 tonnes seulement, au lieu de 1.563.000 en 1929 et de 2.639.000 en 1913. Ces chiffres montrent toute l'étendue de la décadence de la sidérurgie anglaise à la veille de la période qui nous occupe.

Cette décadence explique les efforts spontanés de réorganisation accomplis avant 1931 par les métallurgistes anglais, avec l'encouragement du gouvernement et l'appui de la Banque d'Angleterre. ⁽²⁾ Une série de fusions, d'absorptions ou de prises de contrôle intervinrent ainsi dans un assez grand nombre d'entreprises et furent en général accompagnées de réductions très importantes du capital. Pour six entreprises seulement, les réductions opérées atteignent £ 7.713.000 sur le capital obligations, £ 3.287.000 sur les actions de préférence et £ 17.687.000 sur le capital-actions ordinaires ⁽³⁾. Les réductions représentent par suite £ 28.687.000 sur un

(1) La chute des exportations est encore plus accentuée qu'il ne paraît, car l'Irlande n'était pas comprise parmi les pays étrangers avant la guerre tandis qu'elle l'est depuis 1922.

(2) Cf. Allen *op. cit.*, p. 130 et suiv. — G.-A. Nicolas « *La métallurgie britannique jusqu'en 1932* ». « *Revue politique et parlementaire* », 1932, tome 1^{er}, p. 435 et suiv.

(3) G.-A. Nicolas, *Rev. cit.*, p. 444.

capital global de 65.057.000 Livres. Parmi les plus importantes des fusions, signalons celle de « Dorman Long » et de « Bolckow Vaughan » réalisée vers la fin de 1929. L'entreprise unique qui en est résulté possède une capacité de production de 2 ½ millions de tonnes de charbon et de 3 millions de tonnes de fonte et d'acier (1). En 1930, la fusion des aciéries de « Vickers-Armstrong » et de « Cammell-Laird » a donné naissance à l'« English Steel Corporation », tandis que certains ateliers des deux compagnies ci-dessus étaient groupés sous le nom de « Metropolitan Cammell-Carriage Wagon and Finance Co » et spécialisés dans la construction du matériel de chemins de fer. Au début de 1931 enfin, dans la région de Sheffield, « John Brown and Co » et « Thomas Firth and Sons » ont fusionné. L'intérêt technique de la plupart de ces opérations a été de supprimer le matériel en excès ou démodé, de façon à pouvoir concentrer la production dans les unités le mieux organisées. Mais il restait encore beaucoup à faire, au point de vue financier comme au point de vue technique, lorsque la crise monétaire est survenue.

b). — PRINCIPAUX FACTEURS QUI ONT INFLUENCÉ

LA SIDÉRURGIE ANGLAISE DEPUIS 1931

L'abandon de l'Étalon-or. — L'abandon de l'étalon-or provoqua sur le moment des espoirs immenses, qui se traduisirent au Stock Exchange par des hausses allant jusqu'à 100 % sur certaines valeurs métallurgiques. On voyait l'industrie anglaise maîtresse, non seulement de son propre marché grâce à la restriction des importa-

(1) Allen, *Op. cit.*, p. 130-131.

tions, mais encore des marchés extérieurs, grâce à la prime du change. En réalité, l'avantage obtenu grâce à la dépréciation semble avoir été assez faible et serait insuffisant, à lui seul, pour expliquer la reprise d'activité constatée. La concurrence étrangère a, en effet, redoublé d'intensité après la dévaluation, tant sur le marché anglais que sur les autres marchés : la preuve en est dans la forte baisse de prix enregistrée sur le marché d'Anvers entre septembre 1931 et mars 1932. L'acier en barres, pour ne prendre que cet exemple, tomba de 3 £ 4 sh. 0 d. la tonne le 2 septembre 1931 à 2 £ 10 sh. 0 d. en mars 1932. Les énormes pertes entraînées par l'arrêt des hauts fourneaux expliquent en grande partie l'importance des sacrifices consentis par les métallurgistes étrangers.

Le protectionnisme et la réorganisation industrielle.

— La protection du marché intérieur, par contre, a été réalisée d'un manière très poussée au moyen de droits de douane dès avril 1932. La loi financière de février avait frappé les produits métallurgiques d'un droit d'entrée de 10 % ad valorem ; la Commission des Tarifs proposa presque immédiatement un droit additionnel de 22 ½ %, qui entra en vigueur le 26 avril. Le but de cette protection très élevée (33 ½ % de droits, plus l'avantage résultant de la dévaluation) était essentiellement de favoriser la réorganisation de la sidérurgie, en la mettant pendant un certain temps à l'abri de la concurrence étrangère. Sir Georges May, président de la Commission des Tarifs, devait le rappeler très nettement en juin 1932 aux représentants des industries du fer et de l'acier ; « La principale valeur d'un tarif sera de donner à l'industrie l'occasion de se réorganiser de la façon la mieux adaptée aux conditions du pays et aux carac-

« tères différents des demandes auxquelles elle devra « satisfaire » (1). C'est pourquoi la durée du droit additionnel était fixée à six mois seulement. Mais la réorganisation n'ayant fait que très peu de progrès comme nous allons le voir, le droit fut renouvelé une première fois pour une durée de deux ans, puis prorogé sans limite par ordonnance du Trésor en mai 1934 (2). En effet, malgré plusieurs rappels à l'ordre de la part de la Commission des Tarifs, le « Comité National de réorganisation de l'industrie du fer et de l'acier » semble n'avoir eu qu'une activité assez réduite. Ce Comité, composé de vingt-cinq membres choisis parmi les principaux chefs d'industrie, a comme but d'organiser la sidérurgie de façon à ce qu'elle puisse répondre dans de bonnes conditions de qualité et de prix à la demande des industries nationales, tout en luttant avec succès sur les marchés extérieurs. L'écueil à éviter, comme le soulignait Sir George May, est que le bon marché à l'extérieur soit obtenu au détriment du consommateur anglais.

En mars 1933 fut publié le premier projet élaboré par le Comité de Réorganisation. Mais il rencontra de vives résistances et ne fut approuvé qu'en avril 1934, après de sensibles modifications, par la Fédération Nationale des Fabricants de Fer et d'Acier. Le plan actuel comporte essentiellement la constitution d'une « Fédération de la Sidérurgie Britannique » (British Iron and Steel Federation) composée des diverses asso-

(1) Cité dans la « *Correspondance de l'Etranger* » (Grande-Bretagne) de la « *Société d'Etudes et d'Informations Economiques* », juillet 1932.

(2) La protection douanière vient en outre récemment d'être renforcée : depuis le 26 mars 1935, tout un système de droits spécifiques complète les droits ad valorem. Certains articles de fonte et d'acier supportent en conséquence des droits représentant 50 à 60 % de leur valeur.

ciations sidérurgiques existantes. Cette Fédération comprend un Conseil formé de vingt-neuf membres élus annuellement dans les districts de production et d'une quarantaine de membres représentant les associations affiliées. Un certain nombre de membres pourront en outre être choisis par cooptation si l'élection par district n'a pas assuré une représentation équitable. Le Conseil, à son tour, élit vingt de ses membres qui formeront le Comité exécutif ; le Conseil peut également nommer des Comités spéciaux pour l'étude de questions déterminées. La Fédération a pour objet :

« 1° De réaliser toute mesure de coordination, en
« matière de politique générale et pour les questions
« intéressant plus d'une Association affiliée, jugée
« nécessaire ou désirable pour assurer le progrès indus-
« triel ;

« 2° d'aider toute association affiliée à réaliser une
« réorganisation féconde de la catégorie d'industries
« qu'elle représente ;

« 3° d'organiser et de régulariser après consultation
« des organisations affiliées intéressées le contrôle et la
« disposition des importations de produits sidérur-
« giques ;

« 4° de coopérer avec les associations affiliées au
« développement des exportations de ces mêmes
« produits.

« Les dépenses de la Fédération seront couvertes
« par des cotisations ; chaque association affiliée devra
« payer une somme annuelle fixe de 100 £, sauf arran-
« gement contraire. En outre, une contribution propor-

« tionnelle au montant des salaires payés sera demandée
« suivant les besoins de la Fédération » (1).

Bien qu'il soit encore trop tôt pour apprécier l'utilité du nouvel organisme, il semble qu'il n'aura d'action profonde que dans la mesure où les intéressés eux-mêmes y consentiront. Or la protection douanière et monétaire, en atténuant et en dissimulant les défauts de l'organisation actuelle, semble avoir partiellement endormi le désir de rénovation. Mais rien ne prouve que cette léthargie doive être définitive.

Les accords d'Ottawa et les accords commerciaux.

— Les accords d'Ottawa et les accords commerciaux subséquents ont contribué à maintenir, et même à accroître, les ventes extérieures de produits sidérurgiques anglais. Nous avons vu en effet que tous les Dominions et l'Inde ont accordé aux produits en question une préférence plus ou moins considérable, obtenue soit par abaissement de leur tarif général, soit par relèvement de leur tarif à l'égard des pays étrangers. Si le Canada, pour sauvegarder sa propre industrie métallurgique naissante, n'a concédé que des avantages assez modestes, Terre-Neuve, l'Union Sud-Africaine, la Rhodésie du Sud, l'Australie et l'Inde elle-même, ont accordé de substantiels avantages à la Grande-Bretagne.

De même, la plupart des accords commerciaux signés en 1933 et 1934 comportent des consolidations ou des réductions de droits en faveur des produits sidérurgiques anglais. Tel est le cas des accords avec l'Argentine, le Danemark, la Norvège, la Suède, la Finlande,

(«1) *Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques* », 9 mars 1934.

l'Union Soviétique. Il est à remarquer, dans le cas de la Suède, que les concessions concernant les produits métallurgiques sont réciproques et limitées à certaines catégories. Cela s'explique du fait que la Suède produit surtout des aciers spéciaux, que le Royaume-Uni ne fabrique pas en quantités suffisantes.

Le développement du marché intérieur. — Un dernier facteur de relèvement pour l'industrie anglaise a été le développement du marché intérieur dont, grâce à la protection douanière, elle a pu intégralement bénéficier. Ce développement est dû en premier lieu à l'accroissement des constructions automobiles et navales, ces dernières favorisées par la politique gouvernementale à partir de 1933 (aide à la flotte de ligne et à la flotte de charge). Mais il est dû surtout au vaste programme de construction de logements mis en œuvre par le gouvernement et les municipalités. La valeur totale des plans de construction approuvés par les 146 principales municipalités du Royaume-Uni, valeur qui ne représentait en 1931 que 63.1 millions de Livres, s'est régulièrement accrue au cours des années suivantes au point d'atteindre 95 millions de Livres en 1934. Les procédés modernes de construction employant des quantités de fer et d'acier de plus en plus grandes, il y a là pour l'industrie sidérurgique anglaise un débouché très important. La preuve en est que les mouvements de la production sidérurgique suivent d'une façon très étroite les variations des constructions, ainsi que l'établissent avec netteté les graphiques représentatifs de l'activité des deux industries. La reprise constatée dans la sidérurgie nous apparaît donc dès à présent en liaison étroite avec le marché intérieur. Les chiffres du commerce extérieur

des produits sidérurgiques confirment pleinement cette remarque.

c). — LA PRODUCTION ET LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA
SIDÉRURGIE ANGLAISE

La production. — La production de fonte et d'acier brut a varié de la façon suivante de 1929 à 1934 (nous ajoutons les chiffres de l'année 1913 à titre de comparaison) :

PRODUCTION SIDÉRURGIQUE ANGLAISE 1929-34 (1)
(en milliers de tonnes)

	FONTE	ACIER
1913	10.250	7.660
1929	7.589	9.636
1930	6.192	7.326
1931	3.773	5.203
1932	3.573	5.257
1933	4.124	7.003
1934	5.981	8.859

Si l'on considère uniquement les chiffres annuels ci-dessus, on voit que la production de fonte, qui baissait depuis 1929, a continué son mouvement jusqu'en 1932 et ne s'est relevée qu'à partir de 1933. La production d'acier, au contraire, s'est relevée dès 1932, quoique très légèrement. Elle a ensuite progressé à pas de géants, dépassant nettement son niveau de 1913. Mais la comparaison avec 1913 est moins probante qu'on pourrait le croire au

(1) D'après les chiffres de la « *Ministry of Labour Gazette* ».

premier abord : la proportion d'utilisation de la fonte et de l'acier s'est en effet complètement renversée par rapport à l'avant-guerre, non seulement en Grande-Bretagne, mais dans l'ensemble du monde. Alors qu'on employait plus de fonte et de fer que d'acier avant la guerre, on utilise maintenant plus d'acier que de fonte. Aussi la comparaison de 1934 par rapport à 1929 indique-t-elle une différence de 750.000 tonnes à l'avantage de 1929. Pour la fonte, l'énorme diminution constatée par rapport à 1913 s'explique en partie par ce que nous venons de dire ; par rapport à 1929, la différence est en effet de 1.500.000 tonnes seulement.

Si l'on considère la production par trimestre, on constate d'importantes variations en 1931 et 1932 : elles sont d'ailleurs à peu près parallèles pour la fonte et pour l'acier. Alors que la production baissait régulièrement depuis le début de 1931, on assiste à un brusque relèvement au cours du dernier trimestre ; cette amélioration se maintient jusqu'au premier trimestre de 1932 pour l'acier et jusqu'au second pour la fonte. La production de janvier-mars 1932 est supérieure de 62.000 tonnes pour l'acier, et de 50.000 tonnes pour la fonte, à celle de juillet-septembre 1931. Mais la dévalorisation monétaire ne tarda pas, par suite du redoublement de la concurrence étrangère, à se montrer insuffisante pour assurer aux produits sidérurgiques anglais les débouchés espérés ; d'autre part la protection du marché intérieur, définitivement établie en avril, ne put faire sentir immédiatement ses effets : de sorte que la production retomba, au cours du troisième trimestre de 1932, à un niveau extrêmement bas. Pour la fonte, ce fut même le niveau le plus bas jamais enregistré, à l'exception naturellement de 1926 (grève générale). Depuis ce moment, la

reprise s'est effectuée d'une manière remarquablement régulière de trimestre en trimestre. Il semble néanmoins que, sauf événements imprévus, le plafond soit près d'être atteint. Le marché intérieur comme le marché extérieur ne paraissent en effet guère susceptibles d'extension dans l'état actuel des choses. Les mouvements du commerce extérieur anglais de produits sidérurgiques nous donnent à cet égard des renseignements intéressants.

Le commerce extérieur. — Les importations et les exportations anglaises de produits sidérurgiques se présentent depuis 1929 conformément au tableau ci-dessous. Nous ajoutons également les chiffres de 1913 à titre de comparaison.

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE PRODUITS
SIDÉRURGIQUES (1929-1934)

(En milliers de tonnes) (1)

	Importations	Exportations	Solde *
1913	2.230	4.969	+ 2.739
1929	2.822	4.380	+ 1.558
1930	2.912	3.160	+ 248
1931	2.845	1.979	— 866
1932	1.592	1.889	+ 297
1933	969	1.922	+ 953
1934	1.367	2.254	+ 887

* Solde déficitaire = — Solde bénéficiaire = +

(1) « Board of Trade Journal ».

Ce tableau montre un *accroissement* des importations anglaises de produits sidérurgiques en 1930 par rapport à 1929, puis une diminution de 67.000 tonnes en 1931 par rapport à l'année précédente. Mais cette diminution apparaît extrêmement faible si on la compare à celle des exportations, qui se monte à 1.180.000 tonnes par rapport à 1930 et à 2.401.000 tonnes par rapport à 1929. Du début de 1932 jusque vers le milieu de 1933, par contre, les importations déclinent très rapidement de trimestre en trimestre sous la double influence de la dévalorisation monétaire et du droit de 33 $\frac{1}{2}$ % *ad valorem*. De 2.845 milliers de tonnes en 1931, elles descendent à 1.595 et à 969 milliers de tonnes en 1932 et en 1933. Mais à partir du milieu de 1933 un mouvement inverse se dessine, et s'accroît en 1934. Les importations au cours de cette dernière année s'élèvent en effet à 1.367 milliers de tonnes, soit 398 milliers de plus que l'année précédente.

Les exportations, après une chute brutale en 1931 et 1932 (1.889 milliers de tonnes en 1932 contre 3.160 en 1930) se relèvent de façon assez satisfaisante en 1933 et 1934. Elles atteignent au cours de cette dernière année 2.254 milliers de tonnes, ce qui représente la quantité la plus forte enregistrée depuis 1931.

La combinaison des deux mouvements, celui des importations et celui des exportations, se traduit par les chiffres indiqués dans la colonne de droite du tableau précédent. Ces chiffres permettent de mesurer toute la faiblesse de la sidérurgie britannique en 1931 : *le solde passif de la balance extérieure se monte en effet à 866 milliers de tonnes, alors que le solde actif s'élevait à 1.558 milliers de tonnes deux ans auparavant. La*

balance redevient active dès 1932 (+ 248) grâce à la seule réduction des importations ; en 1933, les importations ayant continué à baisser tandis que les exportations augmentent, le solde actif se relève à 953 milliers de tonnes. Mais l'amélioration ne se poursuit pas en 1934, malgré le développement des exportations : les importations se sont en effet mis à croître malgré le mur de protection élevé par la dépréciation monétaire et les droits de douane. Il est vrai que certaines brèches ont été pratiquées dans ce mur par l'accord anglo-suédois du 15 mai, auquel il faut probablement attribuer une partie de l'accroissement constaté. Mais ce qui semble plus grave, et qui apparaît nettement à la lecture des chiffres trimestriels, *c'est la concordance du mouvement d'augmentation des importations avec un mouvement de réduction des exportations*. Les chiffres trimestriels des importations et des exportations sont en effet les suivants, en milliers de tonnes :

	IMPORTATIONS	EXPORTATIONS
	(en milliers de tonnes)	
1 ^{er} trimestre 1934	339	627
2 ^{me} trimestre 1934	318	589
3 ^{me} trimestre 1934	346	561
4 ^{me} trimestre 1934	365	477

La portée de ce mouvement se précise lorsqu'on compare les chiffres du quatrième trimestre de 1934 à ceux du trimestre correspondant de 1933 : les importations d'octobre-décembre 1934 sont en *augmentation* de 93 milliers de tonnes par rapport à octobre-décembre 1933, tandis que les exportations sont en *diminution* de 73 milliers de tonnes. Il est d'ailleurs à remarquer que

l'accroissement des exportations sidérurgiques anglaises s'est produit uniquement : d'une part vers les Pays d'Empire (Afrique du Sud, Australie, Canada, Indes, etc.) grâce aux avantages douaniers obtenus à Ottawa, et d'autre part vers certains des pays qui ont signé des accords commerciaux avec le Royaume-Uni : Suède, Norvège, Danemark, Argentine, U.R.S.S. (1).

Cette double remarque, concernant l'évolution récente et la direction du commerce extérieur, nous paraît mériter d'être signalée parce qu'elle dénote la situation encore précaire de la sidérurgie britannique, et la nécessité d'une réorganisation profonde si elle veut pouvoir lutter à armes égales avec ses concurrentes étrangères.

III. — L'industrie cotonnière

a). — SA SITUATION ET SON ORGANISATION EN 1931 (2)

Déjà très puissante au XIX^e siècle, l'industrie cotonnière anglaise s'est considérablement développée de 1900 à 1914. Les importations de coton brut pour la consommation intérieure s'accrurent de près d'un tiers pendant cette période, le nombre des broches de plus d'un tiers, et celui des métiers d'un quart environ. Le volume des tissus exportés s'accrut également d'un quart. Si l'on fait abstraction des Etats-Unis, près de la moitié des broches et des métiers existant dans le monde se trouvait concentrée en Grande-

(1) Cf. « *Board of Trade Journal* », 31 janvier 1935.

(2) *Report of the Committee on the Cotton Industry*, 1930. Passim.

Bretagne. Enfin celle-ci fournissait environ les deux tiers en valeur des exportations mondiales de coton.

La guerre, par contre, porta un coup terrible à l'industrie cotonnière anglaise. La fabrication fut partiellement interrompue et contrôlée de 1917 à 1919 par le « Cotton Control Board ». La plupart des rivaux de l'Angleterre accrurent au contraire leurs positions pendant ce temps. De sorte qu'après une courte période de boom en 1919-20, l'industrie cotonnière se trouva dans une situation extrêmement difficile, où elle n'a pratiquement pas cessé de se débattre. En effet, bien que la consommation mondiale de coton ait augmenté au cours de l'après-guerre, les exportations n'ont guère cessé de décroître. Elles atteignaient à peine en 1929, année de prospérité mondiale, les deux tiers de leur niveau moyen de la période 1910-13. Il est intéressant de remarquer que les principales pertes ont porté sur les marchandises de qualité ordinaire, qui formaient d'ailleurs une partie très importante du commerce total. Les marchandises de bonne qualité n'ont pas tardé à être à leur tour concurrencées par l'étranger. Jusqu'à la crise mondiale, par contre, l'Angleterre a conservé sa suprématie dans le domaine des produits de qualité supérieure, fabriqués par une section bien déterminée de l'industrie, la « section Egyptienne ». Mais la baisse des prix et des revenus consécutive à la crise a provoqué une raréfaction de la demande des produits de cette section, de sorte que la situation d'ensemble de l'industrie cotonnière au cours des mois qui précédèrent l'abandon de l'étalon-or est extrêmement critique.

L'organisation de cette industrie mérite une mention particulière parce qu'elle

explique en partie, on peut même dire en grand partie, la situation difficile que nous venons d'analyser (1).

On trouve en premier lieu, à la base de cette organisation, un grand nombre d'importateurs et de courtiers qui approvisionnent de coton brut les filatures.

Ces derniers appartiennent à plusieurs centaines de compagnies, qui pour la plupart ne s'occupent pas du tissage. Les fils sont ensuite vendus aux tisserands ou exportés, soit directement, soit par l'intermédiaire de courtiers et de commissionnaires.

La section du tissage comprend, elle aussi, un grand nombre d'entreprises, d'importance généralement assez faible. Toutes ces entreprises se font une concurrence vive mais stérile, car leur nombre constitue un obstacle à toute action concertée, ainsi qu'aux réorganisations profondes.

La section commerciale est le seul service de renseignements, de publicité et de vente que possèdent la plupart des fabricants. Cette section comprend de très nombreux marchands établis en Angleterre ou à l'Etranger, qui recueillent des commandes dans le monde entier et les transmettent aux manufactures du Lancashire. A côté d'incontestables avantages, ce système présente de graves inconvénients : les marchands sont en effet trop nombreux et pratiquent entre eux, pour obtenir les commandes, une concurrence à la baisse dont le fabricant est la victime. Ils travaillent en outre pour leur compte personnel, et ils peuvent fort bien, lorsqu'ils y trouvent

(1) *Report of the Committee on the Cotton Industry*. 1930, p. 12 et suiv.

avantage, faire exécuter les ordres reçus par des fabricants étrangers et non pas anglais.

La section de finissage (blanchissage, teinture, impression) et la section d'emballage, fortement organisées l'une et l'autre, accroissent encore le compartimentage et les frais généraux.

Les défauts de l'organisation que nous venons de passer brièvement en revue ont provoqué, dès avant 1931, d'intéressants efforts de redressement. Dans la section de filature en particulier, la « Lancashire Cotton Corporation » a été créée avec l'appui de la Banque d'Angleterre pour grouper un grand nombre de manufactures et les réorganiser financièrement et techniquement. D'autre part un « Comité Central des organisations cotonnières » (« Joint Committee of Cotton Trade Associations ») a été créé depuis déjà quelques années. Il comprend les principaux représentants des filateurs, tisseurs, finisseurs, marchands, etc... Il représente par suite aussi exactement que possible l'industrie cotonnière. Son rôle est en effet d'étudier toutes les mesures susceptibles de favoriser un renouveau de prospérité dans l'industrie du Lancashire. Nous allons voir le développement de son action au cours de ces dernières années.

b). — PRINCIPAUX FACTEURS QUI ONT INFLUENCÉ
L'INDUSTRIE COTONNIÈRE DEPUIS 1931

L'abandon de l'étalon-or a provoqué sur le moment un regain d'activité extrêmement net. C'est ainsi que les quantités de coton brut livrées aux filatures s'élèvent au cours du quatrième

trimestre de 1931 à une moyenne mensuelle de plus de 122 millions de livres, alors que la moyenne au cours des mois qui précédèrent l'abandon de l'étalon-or avait été de 85.3 millions de livres seulement. Parallèlement, le chômage diminue dans de fortes proportions : de 41.1 % au cours des trois premiers trimestres de 1931, le pourcentage moyen des travailleurs assurés sans emploi descend à 30.4 % au cours du quatrième trimestre de 1931, et à 25.9 % durant les trois premiers mois de 1932. L'industrie cotonnière étant essentiellement exportatrice (en temps normal, les $\frac{3}{4}$ de sa production sont absorbés par l'étranger) ce regain d'activité s'explique essentiellement par la prime à l'exportation obtenue grâce à la dévaluation monétaire. Mais, comme dans le cas de la houille et de la sidérurgie, cet avantage n'est que passager ; les taxes compensatrices de change et autres mesures de défense prises par les pays intéressés ne tardent pas à réduire l'avantage anglais. De plus et surtout, les dévalorisations qui suivent celle de la Livre en limitent le domaine. La dévalorisation du Yen, en particulier, rend au Japon toute sa capacité de concurrence, que d'incessants progrès techniques et commerciaux contribuent à accroître.

*
* *

Un second facteur important pour l'industrie cotonnière anglaise est la politique commerciale du gouvernement national qui s'est manifestée sous les trois formes que nous avons déjà eu l'occasion d'analyser : celle du protectionnisme, des accords d'Ottawa et des accords commerciaux avec les pays non britanniques.

Les importations d'articles de coton, ainsi d'ailleurs que les produits textiles en général, ont été frappées d'un droit de 10 % ad valorem par l'« Import Duties Act » de février 1932. Dès le mois d'avril suivant, la « Commission des Tarifs » a proposé un droit additionnel de 10 %, qui est entré en vigueur peu de temps après. Cette protection, renforcée à l'égard des pays à monnaie-or par la dévalorisation de la Livre, a paru pendant un certain temps suffisante pour réserver le marché anglais métropolitain et colonial à l'industrie nationale. De fait le marché intérieur s'est amélioré jusque vers 1933. Mais la concurrence japonaise redoublant d'intensité, des négociations privées s'ouvrirent à Londres en mars 1934 entre les représentants de l'industrie anglaise et japonaise. Malheureusement ces négociations ne purent aboutir, et le ministre anglais du Commerce, M. Runciman, ordonna dans toutes les colonies et les protectorats du Royaume-Uni le contingentement des cotonnades et soieries étrangères. Cette mesure est entrée en vigueur le 7 mai 1934 ; la base des contingents accordés aux divers pays intéressés est l'importation moyenne au cours des années 1927 à 1931. Quant aux Dominions, ils sont naturellement seuls maîtres de leurs tarifs sous réserve des accords d'Ottawa.

La plupart des Dominions ont en effet accordé aux produits textiles de la métropole un traitement préférentiel sous forme d'abaissement ou de consolidation des droits existants, ou seulement sous forme d'élévation des droits sur les articles étrangers.

Les divers accords commerciaux signés en 1933 et 1934 comportent également, pour la plupart, des avantages douaniers en faveur des textiles anglais. Tel est le

cas des conventions conclues par la Grande-Bretagne avec l'Argentine, le Danemark, l'Islande, la Suède, la Norvège, la Finlande.

*
**

Un troisième facteur très important, qui joue contre l'industrie cotonnière anglaise, est la concurrence japonaise. Il y a déjà assez longtemps que la création d'une industrie textile au Japon avait fermé le marché de ce pays aux exportations britanniques. Mais une fois le marché intérieur conquis, l'industrie japonaise a cherché des débouchés à l'extérieur. Ces exportations se sont en effet régulièrement développées au cours de l'après-guerre, en grande partie au détriment des exportations anglaises. Grâce à la chute de la Livre, la Grande-Bretagne a pu croire un instant qu'elle regagnerait les marchés perdus : mais dès le mois de décembre 1931 le Japon abandonnait à son tour l'étalon-or, et le taux de dévalorisation du Yen ne tardait pas à dépasser celui de la Livre. Du seul point de vue monétaire, le Japon possède donc un certain avantage par rapport à la Grande-Bretagne. Si l'on envisage le point de vue technique, social et commercial, l'avantage apparaît encore plus grand. Du point de vue technique en effet, le Japon bénéficie de la jeunesse de son industrie : l'ensemble de son matériel est extrêmement perfectionné, et le souci des techniciens est de l'améliorer sans cesse, en particulier au point de vue de la vitesse mécanique et de l'automatisme. C'est ainsi qu'un seul ouvrier surveille couramment six et même huit métiers au Japon, au lieu de quatre en général dans le Lancashire. La standardisation, rendue possible par la concentration des entreprises, est aussi poussée à l'extrême :

des filatures entières travaillent sur un ou deux numéros seulement, et obtiennent par suite d'excellents rendements. Ces filatures sont en outre équipées pour utiliser le coton hindou à fibres courtes, mais bon marché, que la plupart des filatures anglaises dédaignent encore, ou ne peuvent employer à cause de leur matériel. A un second point de vue, qu'on peut qualifier de social, le Japon apparaît puissamment armé pour la concurrence. Le genre de vie très simple et familial des japonais, ainsi que le coût de la vie extrêmement bas, leur permettent de s'accomoder de salaires qui paraîtraient dérisoires à un ouvrier occidental. Ajoutons qu'il n'y a pas de réglementation légale de la durée du travail des hommes adultes (sauf dans les mines), et que cette durée est en fait de 57 heures environ par semaine. Au point de vue commercial enfin, ainsi qu'au point de vue financier, l'organisation cotonnière japonaise apparaît nettement supérieure à l'anglaise. Nous avons vu en Angleterre une multitude de filatures et de tissages travaillant chacun à leur fantaisie, achetant leur coton brut et vendant leurs produits finis par l'intermédiaire d'une foule d'importateurs, de courtiers, et de marchands. Au Japon, tout au contraire, la quasi-totalité des filatures (98 %) sont groupées dans la « Japan Cotton Spinners' Association ». Les importations de coton brut et les exportations de produits manufacturés se font dans les conditions financières les plus avantageuses, par l'intermédiaire d'un très petit nombre de firmes spécialisées : à elle seule, une de ces firmes vend près du quart de la production totale.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les prix de revient et les prix de vente japonais soient de beaucoup inférieurs aux prix anglais. La différence,

déjà sensible en 1931, s'est considérablement accrue en 1932 et 1933 : elle atteint dans certains cas plus de 50 %. La crise anglaise ne tient pourtant pas uniquement à la concurrence japonaise, comme certains industriels du Lancashire ont paru le croire pendant un certain temps. La preuve en est que les gains du Japon dans le commerce mondial du coton depuis 1928 ne représentent que le tiers des pertes anglaises, pendant la même période ⁽¹⁾. Le développement de l'industrie cotonnière aux Indes, en Chine, et même tout récemment en Australie, a joué ces dernières années et continuera sans doute de jouer à l'avenir un rôle capital dans l'évolution de l'industrie cotonnière anglaise.

*
* *

Pour résister à la concurrence japonaise et pour retarder l'industrialisation des pays neufs, la Grande-Bretagne n'a guère qu'un moyen à sa disposition : diminuer ses prix de revient par une réorganisation profonde de son industrie. Voyons donc les efforts réalisés à cet égard depuis 1930-31.

La « Lancashire Cotton Corporation », créée comme nous l'avons vu avec l'appui de la Banque d'Angleterre, avait acheté et possédait au début de 1934 cent-neuf filatures représentant environ huit millions de broches. Ces filatures ont été réorganisées techniquement, et la production a été concentrée sur six millions de broches seulement. Mais financièrement, cette expérience peut être considérée comme un échec total : le coût de la réorganisation entreprise a été si élevé que tout espoir d'une exploitation bénéficiaire est désormais perdu. La

(1) « Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations économiques », 18 mai 1934.

« Lancashire Cotton Corporation » a en effet accumulé, au cours de ses cinq ou six ans d'expérience, l'imposant déficit d'un million de Livres (1).

Par contre les travaux du « Comité Central des Organisations Cotonnières » ont abouti, en octobre-novembre 1934, à l'adoption de deux projets par le Comité de la Fédération britannique des filateurs de coton. Les deux idées fondamentales qui ont guidé l'élaboration de ces projets sont : d'une part que la concurrence actuelle entre un trop grand nombre de petites entreprises est anti-économique et destructrice (« Wasteful ») ; d'autre part, que la capacité productrice de l'industrie anglaise est nettement supérieure aux débouchés qui lui sont offerts, et ceci d'une manière apparemment définitive. — Le premier projet comporte en conséquence la création d'une « Association des Filateurs de Coton » (« Cotton Spinners' Association ») chargée d'organiser la production en fonction de la demande. Un système de quotas devra être établi pour régulariser la production, abaisser les prix de revient, et empêcher les ventes au-dessous du prix de revient. Ce système sera complété par la formation d'un « pool » des filatures, lequel pool aura pour but de percevoir une redevance déterminée sur la production des usines dépassant leur quota. Au contraire les usines dont la production sera inférieure à leur quota recevront une indemnité variable. On espère ainsi éliminer la concurrence intérieure stérile. — Le 2^me projet organise en détails la réduction de la capacité de production de l'industrie. D'après les évaluations des auteurs du projet, il y aurait en Grande-Bretagne environ 13.500.000 broches de plus qu'il n'en

(1) Arthur F. Lucas. « *Harvard Business Review* », juillet 1934, p. 389-397.

faudrait pour travailler dans des conditions économiques. La plupart des broches et métiers travaillent par suite à 50 ou 60 % seulement de leur capacité. La suppression d'une dizaine de millions de broches améliorerait déjà grandement la situation, et le projet envisage de réaliser cette suppression soit par rachat direct et vente à la ferraille, soit par mise en sommeil des broches et indemnisation de leurs propriétaires. Au point de vue financier, les sommes nécessaires ont été évaluées à deux millions de Livres environ ; elles seraient fournies par une taxe perçue pendant quinze ans sur les broches subsistantes. La charge annuelle serait par suite relativement faible et largement compensée par l'amélioration de leur rendement.

c). — PRODUCTION, COMMERCE EXTÉRIEUR ET PRIX

Le tableau suivant indique l'évolution générale de la production et du commerce extérieur au cours de la période qui nous occupe, par rapport à 1913 et à 1929-30. Nous avons inscrit à cet effet dans la colonne de gauche la quantité annuelle de coton livrée aux filatures, et dans les deux colonnes de droite les exportations annuelles de tissus en quantité et en valeur.

La consommation de coton brut s'est donc régulièrement accrue au cours de la période qui nous occupe, sauf toutefois en 1934 où elle a marqué un léger recul par rapport à 1933 (1.300 millions de lbs au lieu de 1.320). Nous avons vu plus haut que la reprise constatée en 1931 a coïncidé exactement avec l'abandon de l'étalon-or. Sans cet abandon, les chiffres de 1931 eussent été probablement les mêmes qu'en 1930, c'est-à-dire inférieurs de 300 millions de lbs à ceux de 1929.

CONSOMMATION DE COTON BRUT ET EXPORTATION
DE TISSUS PAR LE ROYAUME-UNI, 1913-1934 (1)

Années	Consommation de coton brut	Exportations de tissus	
	(en millions de lbs)	En millions de yards de long.	En millions de £
1913	—	7.075	97.7
1929	1.494	3.765	99.2
1930	1.093	2.490	61.3
1931	1.134	1.790	37.3
1932	1.244	2.302	43.6
1933	1.320	2.116	40.2
1934	1.300	—	—

Les exportations de tissus se trouvent en 1929 à près de 50 % au-dessous de leur niveau de 1913, ce qui représente une perte d'environ 4.300 millions de yards de tissus. Et pourtant l'année 1929 apparaît très favorable si on la compare à 1931, où les exportations diminuent encore de plus de 50 %, tombant à près du quart de leur niveau de 1913. En 1932, par contre, les exportations regagnent 510 millions de yards environ. Mais elles diminuent à nouveau en 1933, alors que la consommation de coton brut continue à augmenter. Le même phénomène s'était d'ailleurs produit en 1931, et tend à prouver une fois de plus le caractère essentiellement intérieur de la reprise économique anglaise, même dans le cas d'une industrie aussi fortement exportatrice que l'industrie cotonnière. Quant à l'année 1934, dont nous ne possédons pas encore les chiffres globaux, il semble peu

(1) D'après le « Board of Trade Journal » et la « Ministry of Labour Gazette ».

probable qu'elle témoigne d'un progrès par rapport à 1933. La concurrence japonaise, en effet, a été si vive que la Grande-Bretagne a dû protéger son marché colonial dans les conditions que nous avons vues.

En ce qui concerne le prix moyen d'exportation par yard carré de tissu, on constate une diminution de 14 % en 1931 par rapport à 1930 et de 8.8 % en 1932 par rapport à 1931. Les prix se maintiennent par contre dans l'ensemble en 1933. La valeur totale des exportations a par suite évolué comme l'indique le tableau précédent, tombant très bas en 1931 (37.3 millions de Livres au lieu de 99.2 en 1929) pour se relever en 1932 et diminuer à nouveau en 1933. La dépendance extrême de l'industrie cotonnière anglaise à l'égard des marchés extérieurs rend peu probable une reprise plus accentuée que celle qui s'est produite jusqu'à présent.

CHAPITRE III

LES SALAIRES LE COUT DE LA VIE ET LE CHOMAGE

I. — Les salaires et le coût de la vie

Parmi les causes des difficultés économiques de la Grande-Bretagne après la guerre, nous avons vu au début de cette étude que la forte élévation des salaires depuis 1914 jouait un rôle important. Mesuré par 100 en 1914, le niveau moyen des salaires s'était en effet élevé en 1920 à 170-180. Il se trouvait encore en 1929 à 170-175, malgré la revalorisation monétaire et la forte baisse des prix de gros et des prix de détail survenue dans l'intervalle. De 325 en 1920, les prix de gros étaient en effet descendus à 120, et les prix de détail de 275 à 152. C'est dire que les salaires réels s'étaient accrus, gonflant les prix de revient de l'industrie anglaise, diminuant sa capacité de concurrence, et favorisant par suite le chômage. Voyons donc comment la situation a évolué depuis ce moment, au double point de vue des salaires nominaux et des salaires réels.

a). — LES SALAIRES NOMINAUX

Le Ministère du Travail publie actuellement un indice du taux des salaires calculé sur la base 100 en 1924. Cet indice correspond par

suite au niveau de 175 sur la base 100 en 1914. En voici les variations trimestrielles depuis 1929 :

VARIATIONS DE L'INDICE DES SALAIRES
EN GRANDE-BRETAGNE (1)

(Base : 1924 = 100)

	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1929	99.	99.	98.5	98.5
1930	98.5	98.5	98.5	98.
1931	97.5	97.	96.	95.5
1932	95.	95.	94.5	94.5
1933	94.	94.	94.	94.
1934	94.	94.5	95.5	94.5

Ce tableau permet de constater en premier lieu la faiblesse de la régression des salaires en 1930 par rapport à 1929, malgré l'influence de la crise mondiale qui se fait nettement sentir dès ce moment sur la production, sur les prix et sur le commerce extérieur. La baisse de l'indice est en effet d'un demi-point à peine en moyenne. Si l'on envisage les chiffres extrêmes, ceux du premier trimestre de 1929 et du dernier de 1930, la différence n'est encore que d'un point : l'indice est à 99 dans le premier cas et à 98 dans le second.

Au cours de 1931, par contre, se manifeste un vif mouvement de baisse des salaires nominaux, mouvement qui se poursuit jusque vers le début de 1933. De 98 au cours d'octobre-décembre 1930, l'indice recule à 95.5 à la fin de 1931, à 94.5 à la fin de 1932, et à 94 au début

(1) *Ministry of Labour Gazette* », 1929-35.

de 1933. Mais le mouvement s'arrête là, et les réductions de salaires qui continuent à se produire au cours de 1933 dans certaines catégories sont à peu près compensées par des hausses correspondantes dans d'autres catégories, ainsi que nous allons le voir. Pendant toute l'année 1933 et durant le premier trimestre de 1934, l'indice demeure en conséquence fixé à 94. Remarquons qu'à partir du 21 septembre 1931 les salaires sont calculés en Livres-papier, et non pas en Livres-or. Calculés en or, les salaires anglais témoignent évidemment, outre leur baisse propre, d'une baisse proportionnelle à la dévalorisation monétaire : d'où, en grande partie, l'avantage conféré aux exportateurs anglais par rapport aux pays rattachés à l'étalon-or.

Pour la première fois depuis 1925, à une très légère exception près au cours de 1926, les salaires nominaux manifestent une légère tendance à la hausse à partir du second trimestre de 1934 : leur indice s'établit en effet à 94.5, soit une hausse d'un demi-point sur les cinq trimestres précédents. Le phénomène n'a toutefois rien d'extraordinaire à première vue, et paraît être la conséquence directe de l'amélioration de la situation économique, ainsi que du léger relèvement des prix de gros et de détail constaté en 1934.



Quelque intéressant qu'il soit, l'indice que nous venons d'étudier nous fournit seulement des données très générales. Il ne nous renseigne pas sur les catégories de salaires qui ont été modifiées, ni sur l'importance exacte de ces modifications. Pour être fixé à cet égard, il faut avoir recours aux statistiques

mensuelles et annuelles du Ministère du Travail. Le tableau ci-dessous en fournit un résumé pour les principaux groupes industriels depuis 1931. Les chiffres indiqués sont uniquement ceux du montant global des augmentations ou des diminutions (+ ou —) nettes hebdomadaires, en livres sterling.

AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS NETTES HEBDOMADAIRES
DES SALAIRES INDUSTRIELS (1)

(en Livres Sterling)

	1931	1932	1933	1934
Mines de charbon —	39.700	— 165	— 430	+ 15.925
Chimie-verrerie —	21.175	— 2.000	+ 2.050	+ 4.025
Construct. mécan. —	65.800	— 1.800	— 1.280	+ 4.300
Sidérurgie —	12.700	— 9.440	+ 8.250	+ 900
Construct. navales —	4.000	— 4.850	— 680	+ 50
Textiles —	62.550	— 63.900	— 7.600	+ 4.025
Aliment. et tabac —	2.350	— 2.500	— 200	+ 1.275
Bâtiment et travaux publics —	47.350	— 48.460	— 48.250	+ 4.600
Eaux-Gaz-Electr. —	3.025	— 5.750	— 30	+ 5.325
Transports —	46.775	— 65.000	— 3.640	+ 25.450

On voit d'un simple coup d'œil le caractère général et l'amplitude considérable de la baisse en 1931 et 1932. En 1933, 7 catégories de salaires se trouvent encore en baisse, mais le montant net des réductions est beaucoup plus faible que précédemment (sauf pour les ouvriers du bâtiment et des travaux publics). En outre trois groupes d'industries enregistrent une hausse nette des salaires, très faible dans le cas du groupe eau-gaz-électricité, mais beaucoup plus substantielle dans l'industrie chimique

(1) « Ministry of Labour Gazette » 1931-35.

(1) Parité : 1 Livre = Dollar 4,86 2/3.

et la sidérurgie. En 1934, enfin, tous les groupes sans exception bénéficient d'un accroissement des salaires. Il est particulièrement important, compte tenu du nombre des ouvriers, dans l'industrie chimique, l'industrie houillère, les transports, et le groupe de l'eau, du gaz et de l'électricité.

Si l'on envisage chaque groupe séparément, on constate que les salariés des mines de houille ont regagné en 1934 plus du tiers de leurs pertes au cours des trois années antérieures ; les salariés de la sidérurgie et des industries chimiques ont regagné en 1933 et 1934 respectivement $\frac{2}{5}$ et $\frac{1}{4}$ environ de leurs pertes antérieures ; ceux des transports plus $\frac{1}{5}$; ceux de l'alimentation et des tabacs près d' $\frac{1}{4}$; ceux de l'eau, du gaz et de l'électricité, près de la moitié. La situation peut être considérée comme relativement satisfaisante dans ces divers groupes. Dans les quatre autres groupes de notre tableau : constructions mécaniques, constructions navales, industrie textile, bâtiment et travaux publics, le relèvement des salaires est au contraire extrêmement faible en 1934 par rapport aux diminutions antérieures.

Au total, c'est-à-dire dans les 17 groupes que comportent les statistiques du Ministère du travail (1), le montant net moyen des variations hebdomadaires de salaires se présente ainsi pour les quatre années envisagées :

ANNÉES	£
1931 —	401.150
1932 —	248.250
1933 —	66.000
1934 +	89.800

(1) Les sept groupes non mentionnés dans notre tableau sont : Les mines et carrières autres que de houille, la métallurgie non ferreuse, l'habillement, l'industrie du bois et de l'ameublement, l'industrie du papier et l'imprimerie, industries diverses.

La diminution des salaires nominaux en Livres-papier, et à plus forte raison en Livres-or, est donc manifeste. Mais quel est le pouvoir d'achat des salaires ainsi apparemment réduits ? — Autrement dit, comment les salaires réels ont-ils évolué ? —

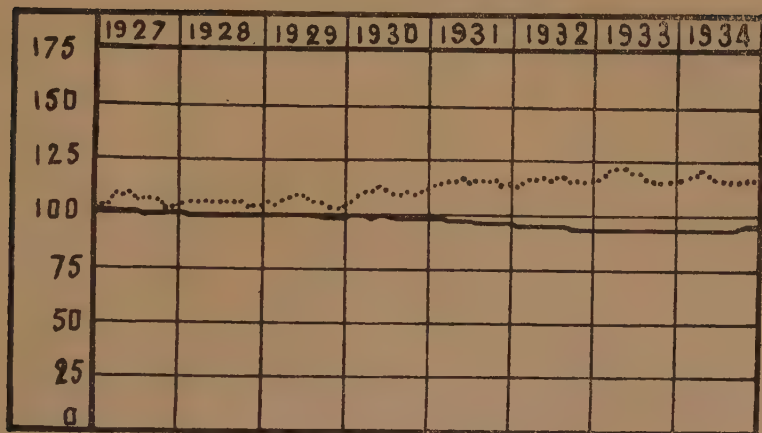
b). — LES SALAIRES RÉELS

Si l'on confronte d'une part l'indice du taux des salaires, avec, d'autre part, celui des prix de gros, des prix de détail, ou des produits alimentaires, on constate que les uns et les autres sont dans l'ensemble orientés vers la baisse, mais que la baisse est beaucoup moins considérable dans le premier cas que dans les trois autres. Or ces trois derniers indices — prix de gros, prix de détail, prix des denrées alimentaires — peuvent être considérés comme représentatifs du « coût de la vie ». Si donc le coût de la vie a baissé plus fortement que les salaires nominaux, le pouvoir d'achat de ces derniers s'est accru. En d'autres termes, *la baisse des salaires nominaux a été accompagnée d'une hausse des salaires réels*. Le graphique ci-après, établi par le Ministère anglais du Travail, montre nettement cette double évolution.

Le niveau des salaires réels apparaît particulièrement élevé en 1933 et jusque vers le milieu de 1934, malgré la réduction des salaires nominaux.

A partir du second trimestre 1934 on constate au contraire une légère hausse des salaires nominaux : de 94 au cours du premier trimestre, l'indice du taux des salaires passe à 94.5 durant le resté de l'année. Mais le coût de la vie s'élève pendant ce temps dans une pro-

MOUVEMENT DES SALAIRES NOMINAUX
ET DES SALAIRES RÉELS (1)



———— Salaires nominaux.
..... Salaires réels.

portion légèrement supérieure : de 137 en avril, l'indice du coût de la vie monte à 143 en décembre (144 en octobre et novembre). De sorte qu'à la hausse des salaires nominaux (la première qui se soit produite depuis 1925) correspond une légère baisse des salaires réels.

*
* *

Ce bref aperçu de l'évolution des salaires anglais souligne les avantages que la Grande-Bretagne a su tirer de la dévaluation : d'une part, en effet, les industriels ont bénéficié d'une réduction des salaires nominaux, légère si on la calcule en Livres-papier, mais très forte si on la calcule en or ; d'autre part les ouvriers anglais ont vu, grâce à la baisse

(1) « Ministry of Labour Gazette », mars 1935.

du coût de la vie, leur pouvoir d'achat s'accroître nettement jusqu'au début de 1934. *Mais tous ces avantages reposent en fin de compte sur l'absence de hausse ou sur la faible hausse des prix-papier, dont nous avons vu la cause dans un ensemble absolument exceptionnel de circonstances.*

II. — Le chômage. — La loi de Rueff

Ainsi que M. Jacques Rueff l'a clairement démontré dès 1925 dans un article de la « Revue Politique et Parlementaire » (1) la question du chômage est étroitement liée à celle des salaires et des prix. Suivant ce qu'on a depuis appelé la « loi de Rueff », le chômage varie en Angleterre en raison directe du rapport entre le niveau des salaires et le niveau des prix. Les graphiques établis par M. Rueff illustrent cette règle d'une façon saisissante. Remarquons tout de suite que cette loi n'est sans doute pas spéciale à l'Angleterre, mais que c'est là qu'elle se vérifie le plus facilement grâce à la précision suffisante des statistiques. Cette loi n'est en effet que l'application au travail de la loi de l'offre et de la demande : lorsque le prix relatif de la main-d'œuvre devient excessif, la demande se raréfie et par suite le chômage augmente. Cela n'exclut pas, bien entendu, la possibilité d'intervention d'autres facteurs dans les mouvements de l'emploi et du chômage, et M. Rueff n'a pas manqué de faire à cet égard les réserves nécessaires.

Nous allons voir en premier lieu dans quelle mesure la loi s'est appliquée au cours de la période qui nous

(1) Jacques Rueff, « Les variations du chômage en Angleterre » in « Revue Politique et Parlementaire », 10 décembre 1925.

occupe. Nous analyserons ensuite les principaux remèdes et palliatifs concernant le chômage.

a). — L'ÉVOLUTION DU CHOMAGE DANS SES RAPPORTS
AVEC LES SALAIRES

Les graphiques établis par M. Rueff s'arrêtaient à l'année 1931. Ses calculs ont été repris et continués sur la période 1929-33 par la Société d'Etudes et d'Informations Economiques (1). Mais au lieu d'utiliser, comme M. Rueff, l'indice des salaires établi par le Professeur Bowley, c'est celui de la « *Ministry of Labour Gazette* » qui a été pris comme base dans le graphique que nous reproduisons. Pour le pourcentage des chômeurs, M. Rueff s'était référé aux statistiques des Trade-Unions. Cette statistique n'étant plus publiée, on a utilisé les chiffres de l'assurance-chômage, qui sont d'ailleurs probablement plus précis. Quant à l'indice des prix de gros, c'est l'ancien indice du Board of Trade. Pour l'année 1934, nous avons appliqué les méthodes de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques. Les résultats, en chiffres se trouvent résumés dans le tableau de la page suivante.

Le diagramme que ces chiffres permettent d'établir montre en 1931 une concordance à peu près constante entre les mouvements du chômage et ceux du rapport : $\frac{\text{salaires}}{\text{prix de gros}}$. Il n'y a d'exception, légère d'ailleurs, que durant le deuxième trimestre, où le chômage diminue alors que les salaires relatifs augmentent. Il n'y a de même qu'une exception en 1932, où le chômage augmente pendant presque toute l'année pour ne diminuer que durant le dernier trimestre : de 22,8 % en juillet-septembre, chiffre record, le pourcentage des

(1) Cf. « *Bulletin quotidien* », 14 juin 1934.

MOUVEMENTS DES SALAIRES DES PRIX DE GROS
ET DU CHOMAGE

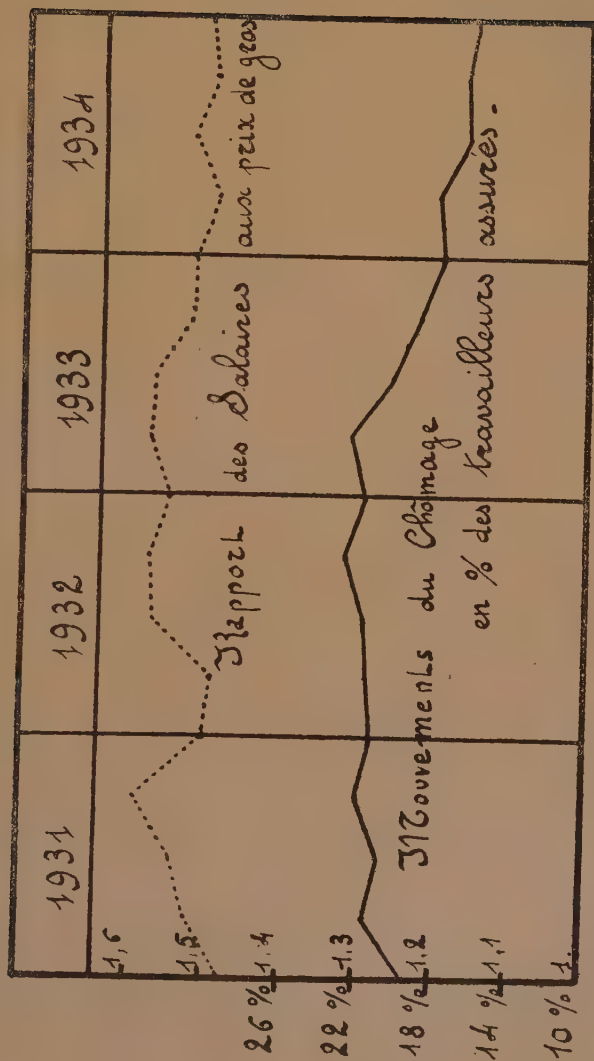
	Indice des Salaires (1)	Indice des prix de gros (2)	Rapport des Salaires aux prix de gros	% des chômeurs
1931				
1 ^{er} trimestre	97.5	64.0	1,523	21.6
2 ^e trimestre	97	62.8	1,544	20.9
3 ^e trimestre	96	60.3	1,592	22
4 ^e trimestre	95.5	63.5	1,504	21.4
1932				
1 ^{er} trimestre	95	63.4	1,498	21.7
2 ^e trimestre	95	60.4	1,572	21.9
3 ^e trimestre	94.5	60.0	1,575	22.8
4 ^e trimestre	94.5	60.8	1,554	21.9
1933				
1 ^{er} trimestre	94	59.5	1,579	22.6
2 ^e trimestre	94	59.8	1,570	20.4
3 ^e trimestre	94	61.7	1,523	19
4 ^e trimestre	94	61.8	1,521	17.8
1934				
1 ^{er} trimestre	94	63.0	1,492	18
2 ^e trimestre	94.5	62.0	1,524	16.5
3 ^e trimestre	94.5	63.1	1,497	16.6
4 ^e trimestre	94.5	62.8	1,504	16.2

(1) Indice du Ministère du Travail. Base 100 en 1924.

(2) Indice du *Board of Trade*. Base 100 en 1924.

chômeurs par rapport au total des assurés tombe à 21,9 % en octobre-décembre. Mais le graphique montre que l'accroissement du chômage a été moins que proportionnel à l'accroissement des salaires relatifs. Au cours de 1933, la concordance des deux mouvements est absolue : après une hausse des salaires relatifs et du chômage au début de l'année, une baisse régulière se poursuit jusqu'en décembre. Le rapport des salaires aux prix tombe de 1,579 à 1,521, tandis que le pourcentage des chômeurs aux assurés descend de 22.6 % à 17.8 %.

GRAPHIQUE N° 4



Indiquant la relation entre les variations des salaires et celles du chômage

L'année 1934 nous donne par contre l'exemple curieux d'une *divergence constante entre les salaires et le chômage, c'est-à-dire d'une négation apparente de la loi de Rueff* : pendant le premier trimestre, en effet, le rapport des salaires aux prix diminue (de 1,521 à 1,492) tandis que le chômage augmente (de 17,8 à 18 %). C'est l'inverse qui se produit au cours du second trimestre (1,524 et 16,5 %). Durant le troisième trimestre, même mouvement qu'au début de l'année, c'est-à-dire baisse des salaires relatifs et accroissement du chômage. Au cours du quatrième trimestre enfin, comme au cours du second, les salaires relatifs augmentent tandis que le chômage diminue.

Faut-il pour autant conclure que la loi de Rueff a cessé d'être exacte ? Il ne semble pas, pour plusieurs raisons : tout d'abord les variations qui se sont produites au cours de 1934 sont d'amplitude assez faible si on les compare à celles des années précédentes, et la marge fatale d'imperfection des statistiques peut expliquer la divergence apparente. Il se peut également que la divergence soit due à un décalage dans le temps, dont la cause à vrai dire nous échapperait. Si l'on admet ce décalage, la symétrie des deux mouvements réapparaît intégralement. Ajoutons enfin que le temps depuis lequel se manifestent les exceptions envisagées est encore trop court pour qu'on puisse en tirer des conclusions définitives.

Toutefois, si de telles exceptions étaient nettement établies et se répétaient, l'explication devrait probablement en être recherchée dans les modifications apportées par le protectionnisme monétaire et douanier dans la structure économique de la Grande-Bretagne. Tra-

vaillant dans une proportion beaucoup plus grande qu'auparavant pour le marché intérieur, il se pourrait que l'industrie anglaise se trouvât désormais dans une certaine mesure favorisée par une hausse des salaires relatifs et défavorisée par leur baisse. La hausse des salaires relatifs signifie en effet accroissement de la capacité d'absorption du marché intérieur, et par suite accroissement des débouchés pour l'industrie nationale. Cette extension des débouchés et de la production favoriserait à son tour une réduction du chômage. Mais à supposer que cette explication soit valable, la dépendance fatale de l'économie anglaise à l'égard des marchés extérieurs semble ne pouvoir jamais permettre qu'un fonctionnement assez limité de ce système. La loi de Rueff est et demeure donc l'explication fondamentale des mouvements du chômage.

b). — PALLIATIFS ET REMÈDES AU CHOMAGE ANGLAIS

Nous venons de voir l'évolution du pourcentage des chômeurs par rapport aux travailleurs inscrits sur les registres de l'assurance-chômage : après un mouvement de hausse à partir de 1931 et jusqu'au début de 1933 (20,9 % au cours du second trimestre de 1931, et 22,6 % en janvier-mars 1933), le pourcentage des chômeurs diminue régulièrement jusqu'à 16,2 % au cours du dernier trimestre de 1934. En chiffres absolus, nous trouvons une moyenne trimestrielle de 2.622.000 chômeurs au début de 1931, et de 2.845.000 au début de 1933. Au cours du dernier trimestre de 1934, le nombre des sans-travail n'est plus que de 2.109.000, dont 1.800.000 chômeurs complets et 300.000 chômeurs partiels environ. L'amélioration est évidemment remarquable, du fait surtout qu'elle coïn-

cide avec une aggravation de la situation économique mondiale. Elle est dûe tout d'abord et essentiellement à l'augmentation de la production anglaise pour combler le vide créé par le protectionisme monétaire et douanier, ainsi qu'aux conditions psychologiques favorables au développement des échanges intérieurs. Elle est dûe en outre aux stimulants financiers apportés à certaines branches d'industrie par le gouvernement : tel est le cas des constructions navales et surtout du bâtiment. Enfin, la politique de développement de l'agriculture anglaise a semblé un moment capable de créer un certain appel de main-d'œuvre ; mais, comme nous l'avons vu, cela n'a pas duré, et le nombre des travailleurs agricoles est plus faible que jamais.

D'ailleurs, malgré l'importance de l'amélioration constatée, ni le développement du marché intérieur ni les palliatifs gouvernementaux ne semblent pouvoir supprimer le chômage anglais, ou même y apporter une amélioration égale à celle qui s'est produite jusqu'à présent. Le développement des marchés extérieurs lui-même devrait être, pour abaisser le nombre des chômeurs au-dessous d'un million, d'une importance telle qu'on n'est guère en droit de l'espérer dans l'état actuel du monde. Le seul remède véritable serait probablement la reprise de l'émigration anglaise sur le même rythme qu'avant la guerre. Encore faudrait-il que les émigrants puissent aller quelque part : or, tous les pays, même les jeunes Dominions comme le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, se ferment à l'émigration. On a même enregistré récemment dans ces Dominions un mouvement de contre-émigration. Tant que la situation ne sera pas changée à cet égard, il semble qu'on doive considérer un niveau relativement élevé de chômage en Angleterre comme permanent.

QUATRIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION FINANCIÈRE

CHAPITRE PREMIER

LA MONNAIE, LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET LE MARCHÉ FINANCIER

L'évolution financière anglaise depuis 1931 est d'un intérêt tout particulier : d'abord en raison de l'importance propre de la « Cité » londonienne comme centre financier international ; ensuite et surtout, en raison de l'abandon de l'étalon-or en septembre 1931. Une condition à première vue essentielle pour le bon fonctionnement d'un marché financier international est en effet la stabilité monétaire, qui assure la sécurité des transactions. Le tour de force de la Cité au cours de la période qui nous occupe est précisément d'avoir conservé ou recouvré, malgré la dévaluation de la Livre, presque toute sa puissance. Nous verrons d'ailleurs au cours de cette étude que l'habileté des financiers et dirigeants anglais a été, dans une large mesure, secondée par les événements.

Après avoir sommairement décrit l'évolution de la Livre sterling depuis 1931, nous analyserons successivement le marché monétaire et le marché financier.

I. — Les fluctuations de la Livre sterling et le « Fonds de régularisation des changes »

Détachée de l'or, la Livre s'est naturellement trouvée soumise à toutes les fluctua-

tions habituelles aux monnaies errantes. C'est dire que le facteur psychologique et la spéculation y ont joué, au début tout au moins, un large rôle, amplifiant ou contrariant l'action des facteurs normaux du change. Mais une telle situation n'aurait pu se prolonger sans danger pour l'Angleterre. Les échanges extérieurs se seraient trouvés gênés par l'extrême incertitude des importateurs et des exportateurs sur le montant exact des sommes à payer ou à recevoir. La hausse des prix intérieurs aurait été beaucoup plus difficile à éviter. Le marché financier anglais, enfin, n'aurait probablement pas été capable d'accomplir le remarquable redressement qu'il a réalisé. Sans doute la Banque d'Emission aurait pu, dans une certaine mesure, contrôler les fluctuations du change en faisant varier le taux de l'escompte. Mais, outre son effet limité, cette méthode aurait eu l'inconvénient de contrarier la politique d'abaissement du loyer de l'argent, favorable à la réorganisation et à la reprise industrielles.

C'est pour toutes ces raisons que le Gouvernement National a créé, dès le mois de juin 1932, le « Fonds Britannique de Régularisation des changes » (« British Exchange Equalisation Fund ») destiné, comme son nom l'indique, à contrôler les mouvements des changes.

a). — LES FLUCTUATIONS DE LA LIVRE STERLING
ET LES MOUVEMENTS D'OR

Le tableau suivant indique les variations mensuelles moyennes de la Livre à Paris depuis 1931.

La Livre apparaît donc déprimée dès le début de 1931 aux alentours du gold-point de sortie, et d'importantes sorties d'or se produisent dès ce moment. Elles s'accroissent naturellement à mesure que la confiance dans la Livre diminue.

COURS MENSUELS MOYENS DE LA LIVRE A PARIS (1)

	1931	1932	1933	1934	1935
<i>Janvier</i>	123,89	87,36	86,12	81,29	74,50
<i>Février</i>		87,80	87,30	77,83	74,01
<i>Mars</i>		92,12	87,50	77,36	72,10
<i>Avril</i>		95,17	87,23	77,90	
<i>Mai</i>		93,19	85,56	77,21	
<i>Juin</i>	123,89	92,68	86,10	76,46	
<i>Juillet</i>	123,89	90,60	85,80	76,43	
<i>Août</i>	123,93	88,77	83,87	76,43	
<i>Septembre</i>	115,22	88,54	80,36	74,82	
<i>Octobre</i>	99,07	86,67	80,16	75,45	
<i>Novembre</i>	94,73	83,47	82,32	75,75	
<i>Décembre</i>	85,83	83,99	83,55	74,90	

Dès l'abandon officiel de l'étalon-or la chute de la Livre s'aggrave très rapidement, malgré le relèvement du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre à 6 % le 21 septembre, et son maintien à ce niveau jusqu'en février 1932. A la fin de 1931, le cours de la Livre à Paris s'établit aux alentours de 85 francs, soit une dépréciation de 32 % par rapport au pair légal. A l'égard du Dollar, la dépréciation est pratiquement la même.

A partir de janvier 1932 au contraire, et jusque vers le mois d'avril, la Livre remonte régulièrement : sa moyenne à Paris pour ce dernier mois s'établit en effet à 95,17 francs. Puis la baisse reprend et se poursuit presque sans arrêt jusqu'en décembre, malgré l'entrée en

(1) Cours relevés dans « *L'Observation Economique* », 1931-35.
(Parité-or : 1 £ = 124, 21 f.)

action du Fonds de régularisation des changes à partir de juillet. Le niveau de décembre 1932 s'établit nettement au-dessous du mois correspondant de l'année précédente. Il est à remarquer que la création du Fonds de Régularisation des changes a permis à la Banque d'Angleterre d'abaisser son taux d'escompte à 2 % le 30 juin, et de le maintenir depuis à ce niveau sans aucun changement.

Comme au début de l'année précédente, la Livre remonte nettement au cours des premiers mois de 1933 : elle se trouve à 87,50 en mars, au lieu de 83,99 en décembre 1932. Mais à partir de ce moment ses variations n'ont plus été parallèles à Paris et à New-York : par rapport au franc, on assiste à un lent effritement de la Livre, malgré quelques reprises passagères, dûes le plus souvent aux contre-coups des événements politiques français. A New-York au contraire, l'abandon de l'étalon-or, décrété en mars par le président Roosevelt, entraîne une hausse de la Livre sterling par rapport au Dollar. Dès novembre 1933, la baisse de la monnaie américaine par rapport à l'or étant supérieure à celle de la Livre, l'ancienne parité Livre-Dollar est non seulement retrouvée mais dépassée par la Livre. Les Anglais n'en retirent d'ailleurs aucune satisfaction, bien au contraire : car les marchés extérieurs qu'ils comptaient reconquérir, ou du moins conserver grâce à leur propre dévaluation, se trouvent à nouveau menacés par les exportations américaines. Aussi une véritable course à la baisse s'engage-t-elle entre les deux monnaies, avec des péripéties diverses. A partir du début de 1934, la stabilisation *de facto* du Dollar semble consacrer la victoire de la Livre dans cette compétition paradoxale. Mais cette stabilisation n'est probablement pas définitive et la lutte peut reprendre d'un moment à l'autre.

Les fluctuations du change anglais ont naturellement provoqué d'importants mouvements d'or, à l'entrée comme à la sortie. En voici le montant net annuel, en milliers de Livres, depuis 1930 :

MOUVEMENTS D'OR EN ANGLETERRE
(en milliers de Livres)

1930	= +	5.555
1931	= —	39.874
1932	= +	22.897
1933	= +	160.640
1934	= +	130.000

L'année 1930 n'a donc enregistré qu'un très faible accroissement des importations nettes de métal précieux. L'année 1929 avait même enregistré un excédent des sorties sur les entrées. Il n'y a là rien qui puisse surprendre quand on se rappelle l'importance des placements britanniques à l'étranger jusqu'à la crise mondiale.

En 1931, par contre, on constate un excédent des sorties d'or égal à 40 millions de Livres. C'est la conséquence directe de la faiblesse du sterling sur les marchés étrangers au début de 1931, puis de sa chute en septembre et de l'accélération du retrait des capitaux étrangers. Les importations d'or en provenance des pays producteurs (Australie et Afrique du Sud principalement) ont été de beaucoup dépassées par les exportations vers les pays à monnaie-or, c'est-à-dire à change élevé : France, Belgique, Hollande, Suisse, etc...

Le mouvement se renverse par contre à partir de 1932, et les entrées ne cessent pas depuis ce moment d'être largement supérieures aux sorties : l'accroissement du stock d'or anglais est de près de 23 millions de

Livres en 1932, de plus de 160 millions en 1933, et de 130 millions environ en 1934. Ce renversement tient en premier lieu à une masse considérable de capitaux qui sont revenus se placer sur le marché de Londres qu'ils avaient déserté quelques mois plus tôt. Il s'agit là d'un retour de confiance particulièrement curieux en régime d'instabilité monétaire, bien qu'il s'explique en très grande partie par la sécurité obtenue grâce au Fonds de Régularisation des changes. En second lieu et surtout, les importations d'or anglaises tiennent à l'intérêt que les Indes, d'une part, et l'Afrique Australe, d'autre part, ont trouvé à envoyer leur or en Angleterre. Les Indes ont envoyé une partie appréciable de leurs stocks d'or pour se libérer dans de bonnes conditions de leurs engagements antérieurs, libellés en Livres. Quant à l'Afrique du Sud, très grosse productrice d'or, elle a naturellement intensifié sa production et ses envois en Angleterre, où le prix de l'or n'a pratiquement pas cessé de monter.

*
*
*

Tout l'or importé par l'Angleterre n'est d'ailleurs pas allé dans les coffres de la Banque d'émission. Les chiffres ci-dessous montrent en effet l'évolution de l'encaisse-or de la Banque d'Angleterre, en janvier et en juillet de chaque année :

VARIATIONS DE L'ENCAISSE-OR DE LA BANQUE D'ANGLETERRE
(en millions de Livres)

	Janvier	Juillet
1930	151	155,4
1931	144,5	163,9
1932	120,7	136,1
1933	119,7	189,6
1934	190,8	191,5
1935	192,4	

L'encaisse métallique de la Banque apparaît relativement faible avant la dévaluation, et naturellement encore plus faible après : de 144 millions de Livres en janvier 1931, elle tombe à environ 120 millions en janvier 1932. Mais elle s'est depuis largement reconstituée, puisqu'elle se tient actuellement au-dessus de 190 millions de Livres. C'est même un niveau qui n'avait pas été atteint depuis très longtemps et qui, du point de vue technique, rendrait sans doute facile une stabilisation monétaire. Quoi qu'il en soit, l'examen de ces chiffres montre que la Banque d'Angleterre n'a absorbé qu'une assez faible part de l'or entré dans le Royaume-Uni depuis 1932 : de janvier 1932 à janvier 1935, l'encaisse-or de la Banque s'est en effet accrue de 72 millions de Livres environ, tandis que pendant la même période les importations d'or dépassaient 313 millions.

Le reste, soit l'imposant total de 240 millions de Livres, est allé dans les coffres des autres banques anglaises pour le compte des capitalistes britanniques et étrangers. Ajoutons enfin qu'une certaine quantité de cet or, probablement assez importante, est détenue par le Fonds de Régularisation des Changes.

b). — LE FONDS DE RÉGULARISATION DES CHANGES ⁽¹⁾

Le « British Exchange Equalisation Fund » a été créé par la loi de Finances d'avril 1932, et il est entré en fonctionnement le 1^{er} juillet de la même année. Nous avons déjà vu les nécessités auxquelles correspondait sa création : rappelons seulement que son but est d'enrayer les mouvements pure-

(1) Cf. F. W. Paish, « *The British Exchange Equalisation Fund* », « *Economica* », février 1935.

ment spéculatifs sur le Sterling, tout en laissant se produire les mouvements naturels dûs à des causes économiques.

Placé sous la direction de la Banque d'Angleterre, il a été organisé de façon à remplir son rôle avec le maximum d'efficacité et de discrétion : le secret des transactions effectuées est théoriquement absolu. La masse de manœuvre dont il a été doté est composée partie en sterling, et partie en or et en devises étrangères. Elle s'élevait lors de la création du Fonds à 175 millions de Livres Sterling, soit £ 150 millions en bons du Trésor, plus £ 25 millions représentant le solde d'une « Réserve de change en Dollars » constituée à New-York après la guerre pour faciliter les transferts anglo-américains. En mai 1933, les ressources du Fonds ont été portées à l'imposant total de 375 millions de Livres.

Le fonctionnement du Fonds est relativement simple : il vend des Livres quand il veut en empêcher la hausse excessive par rapport aux monnaies étrangères ; il se porte au contraire acheteur de sterling quand les cours tendent à s'affaïsser. Le Fonds peut ainsi, dans la mesure de ses disponibilités en sterling ou en devises étrangères, maintenir la monnaie anglaise en rapport fixe avec l'or ou une quelconque monnaie étrangère.

Ce qu'il y a surtout d'intéressant à noter, c'est que le fonctionnement du Fonds agit très étroitement sur le volume du crédit. En effet, lorsque le Fonds veut se procurer des devises étrangères, il commence par vendre à la Banque d'Angleterre une certaine quantité des Bons du Trésor qu'il a reçus en dotation. Il peut alors payer les devises étrangères dont il a besoin en tirant un chèque sur la Banque d'Emission et en l'envoyant aux

banques vendeuses des devises. La conséquence de cette double opération est une augmentation du portefeuille de la Banque d'Angleterre en Bons du Trésor, augmentation presque immédiatement compensée par l'accroissement des dépôts des banquiers (vendeurs des devises étrangères) auprès de la Banque d'Angleterre.

Par suite...« à moins que la Banque ne prenne des « mesures pour contrecarrer cette expansion des dépôts « des banquiers (par exemple, en vendant des valeurs « d'Etat), tout achat de devises étrangères par le Fonds « tend à fournir une base d'expansion du crédit en « augmentant les réserves de caisse des banques com- « merciales. Par contre, toute vente de devises par le « Fonds a naturellement l'effet contraire » (1). Le secret dont les opérations du Fonds sont entourées rend très difficiles l'étude des changements survenus dans ses disponibilités, bien que M. F. W. Paish y soit approximativement arrivé à l'aide d'une méthode indirecte assez compliquée. Signalons seulement la conclusion de son étude suivant laquelle les ressources du Fonds en devises étrangères et en or au début de 1935 se trouvaient relativement réduites. La capacité de résistance de la Livre devrait donc être, sauf événements imprévus, plutôt faible au cours de cette année.

II. — Le marché monétaire

Le marché monétaire anglais a été, à partir de septembre 1931, durement affecté par la chute de la Livre et la fuite des capitaux. La Banque d'Angleterre a fait cependant tous les efforts possibles pour ne pas réduire le volume du crédit, malgré les lourdes pertes d'or qu'elle venait de subir. Son porte-

(1) Société des Nations « *Les Banques Commerciales* ». Genève 1934

feuille d'escomptes et d'avances a été en effet relativement peu réduit entre la fin de septembre et la fin de décembre 1931, tandis que son portefeuille de Fonds d'Etat se gonflait au contraire, passant de 299 millions de Livres le 28 septembre à près de 319 millions le 16 décembre. Par contre, le relèvement du taux officiel d'escompte à 6 % le 21 septembre semble avoir été bien tardif, et son maintien à ce taux jusqu'en février 1932 a probablement eu plus d'inconvénients pour l'économie anglaise que d'influence sur les crédits étrangers. Le risque de perte au change était en effet plus grand que l'avantage de rendement.

A partir de février-mars 1932 la situation se modifie complètement, et le marché monétaire depuis ce moment est caractérisé par l'extrême abondance des capitaux à court terme et par la baisse des taux de l'intérêt (1).

a). — L'ABONDANCE DES CAPITAUX A COURT TERME

Les capitaux étrangers qui avaient fui le marché de Londres par suite de la baisse de la monnaie n'ont pas tardé à y revenir lorsque la Livre s'est raffermie. De 85,83 en moyenne pendant le mois de décembre 1931, le cours de la £ à Paris s'est en effet relevé à 87,36 en janvier 1932, à 92,12 en mars, et à 95,17 en avril. La cause initiale de ce raffermissement semble d'ailleurs tenir aux envois d'or massifs effectués par l'Inde pour se libérer dans de bonnes conditions de ses dettes en sterling, ainsi qu'aux expéditions de l'Afrique du Sud pour bénéficier de la hausse des prix de l'or. Le mouvement a été bientôt amplifié par la spéculation,

(1) Cf. « *Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Information Economiques* », 11 janvier et 17 avril 1935.

et d'importants achats de Livres, d'effets bancaires et de Bons du Trésor anglais ont été effectués pour compte étranger, français et hollandais principalement. Cette demande étrangère a fait descendre le taux d'adjudication des Bons à $2 \frac{1}{2} \%$ environ au cours de la troisième semaine de mars, et le taux des effets bancaires entre $2 \frac{5}{8}$ et $3 \frac{1}{2} \%$. Malgré l'arrêt de la hausse du Sterling en avril 1932 et son fléchissement à partir de mai, l'afflux des capitaux étrangers sur la place de Londres a continué, surtout par suite des craintes concernant la solidité du Dollar. On constate en effet, surtout à partir du mois de juin, des importations d'or en provenance des Etats-Unis.

Du point de vue intérieur, le fonctionnement du Fonds de Régularisation des changes a dû contribuer lui aussi dans une large mesure à accroître le volume des crédits en quête d'emploi. Les achats de devises étrangères par le Fonds se traduisent en effet par une augmentation des dépôts des banques commerciales auprès de la Banque d'Angleterre, à moins que celle-ci ne prenne des mesures restrictives du crédit.

En 1933 et en 1934, l'afflux des capitaux étrangers s'est poursuivi sur le marché de Londres. Les événements de mars 1933 aux Etats-Unis, bientôt suivis de l'abandon officiel de l'étalon-or, provoquèrent de fortes expéditions de métal vers le Royaume-Uni. Presque en même temps, et jusqu'à la fin de 1933, les difficultés économiques et financières des pays demeurés fidèles à l'étalon-or provoquèrent à diverses reprises des exportations de capitaux. Le mouvement se continue au début de 1935 puisqu'il vient d'aboutir, joint évidemment à d'autres causes, à la dévalorisation de la monnaie belge.

L'abondance des capitaux en quête d'emploi sur le marché de Londres est d'autant plus sensible que la *demande privée* de capitaux se raréfie par suite de la crise. Les chiffres suivants montrent de façon très nette le mouvement inverse des dépôts, d'une part, et des emplois, de l'autre, dans les grandes banques anglaises :

PRINCIPALES OPÉRATIONS DES GRANDES BANQUES ANGLAISES ⁽¹⁾
(en millions de Livres)

	1930 (au 31 décembre de chaque année)	1931	1932	1933
Dépôts	1695	1568	1777	1744
Remplois				
Acceptations	95	93	82	103
Escompte	241	211	355	270
Avances	827	811	622	660
Total des emplois	1163	1115	1129	1033

Si l'on envisage uniquement les placements privés, la cause de la diminution des emplois semble être double. D'une part, le ralentissement des transactions internationales a réduit les besoins en capitaux des banques spécialisées dans les opérations d'acceptations pour compte étranger. D'autre part, en Angleterre même, la reprise économique a fourni à la plupart des entreprises des rentrées de fonds plus abondantes, qui leur ont permis de se passer en partie de l'escompte. Aussi voyons-nous le portefeuille-escompte des cinq grandes banques tomber de 355 millions de Livres en décembre 1932 à 270 millions en décembre 1933.

(1) « *Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques* ». 11 janvier 1935.

La diminution de la demande privée des capitaux à court terme aurait pu être compensée par un accroissement de la *demande publique* sous forme de Bons du Trésor. Mais cet accroissement a été relativement faible, comme en témoignent les chiffres suivants :

VOLUME DES BONS DU TRÉSOR
(en millions de Livres)

31 décembre 1930	690.2
31 décembre 1931	664.4
31 décembre 1932	928.2
31 décembre 1933	939
31 décembre 1934	878

L'accroissement de 1932 par rapport à 1931 tient presque uniquement aux besoins consécutifs aux vastes opérations de conversion de la dette publique effectuées en 1932, opérations que nous étudierons à propos du marché financier et des finances publiques. L'effet éventuel de cet accroissement a d'ailleurs été annulé par les mesures de restriction des émissions ordonnées par le chancelier de l'Echiquier pour faciliter le succès des conversions. En 1933, les 939 millions de bons du Trésor enregistrés par les statistiques comprennent les 200 millions attribués au Fonds d'Egalisation des changes. Mais comme on ne sait pas exactement l'usage qu'il en a fait, et que par ailleurs la vente possible de ces Bons à la Banque d'Angleterre a dû entraîner un accroissement du crédit suivant le mécanisme indiqué plus haut, on peut légitimement retrancher les 200 millions en question du total de 1933. On aboutit ainsi à une diminution de 189 millions de Livres par rapport à 1932. En 1934, la

diminution est de 50 millions de Livres environ par rapport à 1932.

Toutes ces observations nous montrent donc une masse croissante de capitaux en quête d'emploi à court terme sur le marché de Londres.

b). — LA CHUTE DU TAUX DE L'INTÉRÊT

La conséquence de cette offre abondante de capitaux, accompagnée d'une demande plutôt réduite, a été la baisse du taux de l'intérêt. Cette baisse a porté sur toutes les catégories de prêts, et son importance a dans l'ensemble été considérable.

*
* *

Comme nous l'avons vu, la Banque d'Angleterre avait élevé son taux d'escompte à 6 % le 21 septembre 1931, date officielle de l'abandon de l'étalon-or. Elle l'a maintenu à ce niveau jusqu'au 18 février 1932, où il a été abaissé à 5 %. A partir de ce moment, la détente rapide du taux de l'argent sur le marché monétaire a entraîné une série de réductions de l'escompte officiel qui est descendu, le 30 juin 1932, jusqu'au niveau extrêmement bas de 2 %. Aucune modification n'est intervenue depuis lors, et la nécessité d'un relèvement ne s'est jamais fait sentir.

*
* *

Sur le marché monétaire, les taux d'intérêt à court terme se trouvent extrêmement bas dès 1932 et surtout en 1933. En voici la moyenne

annuelle depuis 1931 pour le papier de banque à trois mois et pour les dépôts en banque :

TAUX D'INTÉRÊT A COURT TERME (1)

(pour 100 £)

	Papier de Banque à 3 mois			Dépôts en banque		
	£	sh.	d.	£	sh.	d.
1931	3	11	6	2	1	0
1932	1	16	9	1	5	2
1933	0	14	8	0	10	0
1934	0	17	2	0	10	0

(1) *Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques* » - 11 janvier 1935.

Le taux moyen d'escompte bancaire à trois mois s'établit donc un peu au-dessous de 4 % pour l'année 1931. Mais les variations en cours d'année ont été nombreuses et amples, suivant étroitement les mouvements de l'escompte officiel. C'est ainsi que le taux moyen de l'escompte bancaire est de 2,7/16 % pendant le premier trimestre 1931 et de 2,1/4 % durant le second, période au cours de laquelle le taux de la Banque d'Angleterre descend de 3 à 2 ½ %. Le taux étant ensuite relevé jusqu'à 6 % entre le 23 juillet et le 21 septembre, le taux moyen d'escompte ordinaire s'élève parallèlement jusqu'à 5,11/16% au cours du 4^e trimestre de 1931. Mais il redescend ensuite plus vite et beaucoup plus profondément, puisque sa moyenne annuelle en 1932 est de 2,1/6 % contre 3,1/3 % pour l'escompte officiel. En 1933 nous trouvons l'escompte ordinaire au taux extrêmement bas de 0,78 % (13 sh. 8 d. pour 100 £) et l'escompte

officiel à 2 %. On a même enregistré une moyenne inférieure à $\frac{1}{2}$ % au cours du troisième trimestre de 1933. Malgré une fermeté toute relative au début de 1934, la moyenne de l'année s'établit à 17 sh. 2 d. pour 100 £, soit 0,97 % environ dans le cas de l'escompte bancaire, le taux officiel demeurant immobile à 2 %.

* * *

L'intérêt des dépôts en banque ne peut être dans ces conditions qu'extrêmement faible. Nous le voyons effectivement tomber de 2 % environ en 1931 à 0,50 % en 1933, niveau où il s'est depuis maintenu. La marge bénéficiaire pour les banques est néanmoins devenue extrêmement réduite : d'une Livre et demie pour 100 £ en 1931, elle est tombée en 1934 au quart environ de cette somme, soit un peu plus de 7 shillings. Encore ces chiffres n'expriment-ils pas intégralement la diminution de bénéfices enregistrée par les banques : pour en apprécier toute l'étendue, il faut se rappeler que *le volume de l'escompte a diminué tandis que les dépôts augmentaient*. Autrement dit, les intérêts reçus par les banques ont diminué tandis que ceux payés par elles augmentaient.

* * *

Le taux d'escompte des Bons du Trésor a lui aussi très fortement décrû, plus fortement même que celui du papier commercial. Le tableau ci-contre résume en effet les taux maxima et minima d'escompte des Bons du Trésor depuis 1931 :

Ce tableau montre que les Banques n'ont pu faire d'opérations intéressantes sur les Bons du Trésor qu'en

TAUX D'ESCOMPTE DES BONS DU TRÉSOR (1)

(Pour 100 Livres)

	Taux maxima			Taux minima		
	£	sh.	d.	£	sh.	d.
1931	5	13	1	1	18	3
1932	5	8	4	0	7	11
1933	1	3	10	0	4	9
1934	0	8	11	0	4	9

(1) D'après le « *Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques* ». 11 janvier 1935.

1931 et 1932, où le taux d'escompte s'est élevé jusqu'à 5 ½ % environ. Dès 1933, le *taux maximum* d'escompte pour 100 £ n'est plus que d'1 £ 3 sh. 10, soit moins d'1, 1/5 %. En 1934 il est encore inférieur de plus de moitié à ce niveau déjà très bas. Le *taux minimum* est réduit à presque rien : 4 sh. 9 d. pour cent Livres, soit à peine 0,25 % en 1933 et 1934, au lieu de 2 % environ au point le plus bas de 1931.

Signalons, en terminant sur ce point, que les effets de l'abondance et du bon marché des capitaux à court terme apparaissent tout à fait différents suivant qu'on envisage le cas des industriels et des commerçants, ou celui des banquiers.

Dans le premier cas, le bon marché des avances, des acceptations et de l'escompte a sans aucun doute été utile. Les charges de trésorerie des entreprises ont été sensiblement allégées, et la production comme la circulation des marchandises ont été probablement stimulées, dans une mesure qu'il est d'ailleurs difficile de déterminer exactement.

Pour les banques au contraire, la situation du marché monétaire apparaît plutôt défavorable. En effet leurs bénéfices ont été réduits, non seulement par la diminution du volume et du taux de leurs placements (acceptations, escompte, avances), mais encore par l'augmentation relative des sommes qu'elles ont dû payer à leurs déposants (accroissement des comptes créditeurs). Les « clearing banks » et les « bill brokers » ont particulièrement souffert de cet état de choses, et un assez grand nombre de « bill brokers » ont dû se retirer du marché au cours de 1933. Comme nous l'avons vu, le taux d'escompte à trois mois s'est très légèrement raffermi au cours de 1934, grâce à l'action concertée des banques. Mais tant que la pression des capitaux étrangers se fera aussi fortement sentir, il semble peu probable que la situation se modifie sensiblement.

III. — Le marché financier

Après l'ébranlement consécutif au Krach Hatry, et surtout au Krach de Wall Street de la fin de 1929, le marché financier anglais avait fini par retrouver un équilibre relatif. Cet équilibre a de nouveau été rompu, en septembre 1931, par la chute de la Livre. La plupart des capitaux étrangers et une certaine quantité des capitaux anglais se sont en effet empressés de fuir un marché devenu dangereux. Mais sous l'empire des causes que nous avons déjà eu l'occasion d'analyser à propos du marché monétaire, ces capitaux n'ont guère tardé à reprendre le chemin de la « Cité ». En même temps, le remarquable effort budgétaire accompli par le gouvernement national a eu son couronnement dans le succès total de la plus importante

conversion de dette publique qui ait été jamais réalisée dans le monde. La confiance dont le public britannique a fait preuve dans cette circonstance a été un puissant facteur de reprise, que le renouveau d'activité industrielle engendré par le protectionnisme n'a pas tardé à amplifier. Les émissions de capitaux, pratiquement arrêtées pendant un certain temps, ont repris à une cadence accélérée ; les cours des valeurs au Stock-Exchange se sont nettement raffermis.

Nous étudierons en conséquence, d'une part les émissions de capital nouveau et les conversions, et d'autre part le Stock-Exchange.

a). — LES ÉMISSIONS NOUVELLES ET LES CONVERSIONS

Les placements de capital nouveau se sont effectués de deux façons : sous forme d'émissions dans le public, d'une part, et sous forme d'introductions directes au Stock-Exchange, d'autre part. Nous étudierons rapidement chacune de ces formes, et nous terminerons par un aperçu des conversions publiques et privées entreprises depuis 1932.

1). *Emissions dans le public.*

Elles constituent la forme essentielle des placements financiers anglais qui remplissent, les placements extérieurs surtout, une fonction vitale dans l'organisme économique de la Grande-Bretagne. Nous envisagerons successivement leur montant, leur destination, leur nature et leur prix (c'est-à-dire les taux moyens d'émission).

Le tableau suivant indique, en millions de Livres, le montant annuel et la destination des placements britanniques depuis 1930 :

EMISSIONS NOUVELLES EN GRANDE-BRETAGNE (1)

(en millions de £)

	Emissions Nationales	Possessions Britanniques	Etranger	Total
1930	170, 6	61, 4	35, 7	267, 7
1931	54, 5	38, 5	9, 1	102, 6
1932	163	25, 5	0, 3	188, 9
1933	210, 2	29, 1	5, 4	244, 7
1934	137, 1	29, 9	1, 5	169, 1

(1) D'après « *L'Observation Economique* », 14 décembre 1934, et « *The Economist* ».

Si l'on considère uniquement le *montant global* des émissions, on constate immédiatement leur imposante diminution en 1931. Par rapport à 1930, année pourtant médiocre, la réduction est en effet de 165 millions de Livres. Par rapport aux années antérieures, 1927 et 1928 en particulier, la diminution apparaît catastrophique : elle atteint près de 267 millions de Livres. Sans doute la crise mondiale explique-t-elle en partie cette situation défavorable : la création d'entreprises nouvelles, ou l'extension de celles qui existent, ne se justifient en effet que si leur production a chance d'être écoulée. Mais c'est le facteur monétaire qui est le principal responsable de la chute des émissions anglaises en 1931, ainsi que les chiffres trimestriels le font ressortir. De 45,2 millions de Livres au cours du premier trimestre, et de 44 au cours du second, les émissions sur le marché de Londres sont en effet tombées à 9 millions de Livres durant le troisième trimestre et à 3,9 millions durant le quatrième. C'est dire que la chute de la Livre les a presque anéanties.

Une telle situation ne pouvait pas durer sans avoir de graves inconvénients sur l'industrie et sur le commerce, ainsi que sur la balance des comptes de l'Angleterre. En fait, cette situation s'est modifiée dès la première moitié de 1932 sous l'influence des facteurs que nous avons déjà analysés à propos du marché monétaire. La reprise de la Livre, dont la cause initiale remonte aux expéditions en Angleterre d'or Indhou et Sud Africain, semble à cet égard avoir joué un rôle très important. Cette reprise, qui s'est manifestée sur le marché de Paris par une hausse de près de 10 points entre décembre 1931 et avril 1932, a naturellement attiré les capitaux étrangers mis en fuite quelques mois plus tôt. Bien que le marché monétaire ait été le principal bénéficiaire de ce retour, le marché des capitaux en a aussi bénéficié. Le montant global des émissions de l'année 1932 atteint en effet 188,9 millions de Livres, soit environ 86 millions de plus qu'en 1931. Mais il y a eu des variations considérables au cours de l'année : le premier trimestre n'a vu qu'un accroissement des émissions relativement faible (17,7 millions de Livres), alors que le second a au contraire enregistré le total imposant de 145,9 millions de Livres. Il importe de noter que sur ce chiffre de 145 millions, plus de 106 millions représentent les emprunts de consolidation du gouvernement britannique. Quant aux troisième et quatrième trimestres, ils ont été dominés par les opérations de conversion de la dette publique. En effet, pour faciliter le succès de ces opérations, les émissions nouvelles furent interdites dès le 30 juin 1932, c'est-à-dire le jour même où la conversion du « War Loan » fut annoncée officiellement. Cette interdiction ne fut complètement levée qu'à partir d'octobre 1932, et à l'égard des seules émissions intérieures et coloniales.

Aussi le montant des émissions au cours du second semestre de 1932 ne s'élève-t-il qu'à 25 millions de Livres environ.

L'année 1933 apparaît de beaucoup la meilleure depuis 1931. Elle est en progrès de 55 millions de Livres sur 1932 et de 142 millions sur 1931. L'augmentation est d'ailleurs imputable en grande partie aux émissions gouvernementales destinées à la consolidation de la dette flottante. En 1934 au contraire la diminution enregistrée (169,1 millions de Livres au lieu de 244,7 l'année précédente) est uniquement provoquée par la réduction des besoins gouvernementaux.

Si l'on considère, non plus le montant global, mais *la destination* (ou répartition politique) des émissions anglaises, on constate que les émissions nationales forment la grosse majorité. Voici en effet leur évolution, en pourcentage du total :

POURCENTAGE DES EMISSIONS NATIONALES AUX
EMISSIONS TOTALES

	%
1930	63,7
1931	53,1
1932	86,2
1933	85,9
1934	81,4

L'année 1931 étant mise à part à cause de son caractère anormal ⁽¹⁾, on voit que la proportion des émissions

(1) A la fin de l'année en particulier, la dévalorisation de la monnaie a entraîné un excédent de remboursements des « National savings Certificates » par rapport aux ventes de certificats nouveaux.

nationales est passée de 63,7 % en 1930 à 86,2 % en 1932, et n'est redescendue en 1934 qu'à 81,4 %. Cette évolution apparaît plutôt dangereuse pour la Grande-Bretagne, qui semble ainsi se replier et vivre davantage sur elle-même. Cette impression se confirme si l'on considère les chiffres absolus des placements extérieurs anglais. Les capitaux destinés aux pays britanniques ne représentent plus que 38 ½ millions de Livres en 1931 au lieu d'une soixantaine de millions en 1930 et d'une centaine en 1927. Ils diminuent même à 25,5 millions en 1932 pour n'augmenter qu'assez faiblement en 1933 et 1934 (29,1 et 29,9 millions de Livres). La chute est encore plus considérable pour les placements à l'étranger : de 48 ½ millions de Livres en 1927, ils tombent à 9 millions environ en 1931 et pratiquement à zéro en 1932, par suite de leur interdiction au cours du second semestre. Ils se relèvent faiblement en 1933, pour retomber très bas en 1934, à 1 ½ million de Livres seulement. Le total des placements extérieurs anglais apparaît en conséquence extrêmement faible par rapport à ce qu'il était quelques années auparavant. En 1927, par exemple, ces placements représentaient environ 148 millions de Livres : en 1934 leur volume n'atteint plus que 31,4 millions de Livres, soit une réduction de près des quatre-cinquièmes. La situation apparaîtrait encore plus mauvaise si nous prenions les chiffres de 1932. Quelles qu'en soient les causes, le danger de cette contraction des placements anglais réside dans le fait qu'elle signifie une réduction future des revenus extérieurs de la nation. Or, comme nous l'avons vu en étudiant la balance des comptes, ces revenus constituent le principal moyen que la Grande-Bretagne possède pour régler ses achats de matières premières et de denrées alimentaires.

Au point de vue de leur nature, on peut distinguer quatre grandes catégories d'émissions suivant la personnalité des emprunteurs : Gouvernements, Collectivités publiques, Chemins de Fer, Sociétés autres que de chemins de fer. Chacun de ces groupes peut à son tour être subdivisé géographiquement suivant le lieu d'emploi des capitaux : Angleterre, Pays étrangers. D'après cette classification, voyons comment la situation se présente depuis 1931.

Les emprunts gouvernementaux ont absorbé une part croissante des émissions jusqu'en 1933, où leur montant absolu s'est élevé à 180 millions de Livres, soit les trois-quarts du total. Leur volume a fortement diminué en 1934 où ils représentent à peine le tiers de l'ensemble. Sauf en 1931, le plus gros emprunteur a été le gouvernement anglais, suivi de très loin par les gouvernements coloniaux : le premier a emprunté annuellement 77 millions de Livres environ entre 1931 et 1934, tandis que les seconds n'ont eu besoin que de 21 millions de Livres environ. Quant aux gouvernements étrangers, leurs emprunts à Londres ont été pratiquement négligeables : 7 millions de Livres pour l'ensemble de la période considérée.

Les émissions des collectivités publiques sont presque uniquement anglaises : elles passent de 8 millions de Livres en 1931 à un peu plus de 36 millions en 1934. Les collectivités coloniales n'ont emprunté que 100.000 Livres en 1932, et les collectivités étrangères n'ont absolument rien emprunté.

La demande de capitaux par les Chemins de fer, relativement importante en 1930 (26,5 millions de Livres) est tombée depuis à très peu de chose : les chemins de

fer étrangers ont demandé 2,9 millions de Livres en 1931, les Chemins de fer anglais 8,1 millions en 1932 et les Chemins de fer coloniaux 100.000 Livres seulement, en 1934.

Enfin les sociétés industrielles et commerciales ont absorbé une quantité très variable de capitaux : 48 millions de Livres en 1931, 25 en 1932, 40 en 1933 et 80,4 en 1934. La répartition suivant la nationalité des sociétés (ou plus exactement suivant le lieu d'emploi du capital) apparaît également assez variable. Les chiffres suivants l'indiquent, en millions de Livres.

RÉPARTITION DES EMISSIONS SUIVANT LA NATIONALITÉ
DES SOCIÉTÉS (1)
(en millions de Livres)

	Sociétés étrangères	Sociétés coloniales	Sociétés anglaises
1931	4,5	8	35,5
1932	0,3	1,7	23
1933	0,1	5	34,9
1934	1,5	21,4	57,5

(1) Chemins de fer exclus.

On voit que les sociétés étrangères n'ont demandé au marché anglais que des sommes extrêmement faibles : moins de 2 millions de Livres depuis 1932. Les sociétés coloniales ont absorbé des sommes beaucoup plus importantes, sauf en 1932 où les émissions autres que celles du gouvernement anglais furent interdites pendant une partie de l'année. En 1934 en particulier, les 21,4 millions de Livres investis dans les Dominions et Colonies constituent un symptôme intéressant. Ils semblent indi-

quer un resserrement des liens financiers entre la Métropole et l'Empire, liens que la concurrence des capitaux américains avait tendu à affaiblir jusqu'à la chute du Dollar. Quant aux Sociétés anglaises, leurs demandes de capitaux frais ont été assez réduites en 1932 (23 millions de Livres). Elles se sont par contre accrues d'une façon remarquable en 1933 et surtout en 1934 (57,5 millions de livres). Cet accroissement constitue un symptôme heureux, car il indique la création d'entreprises nouvelles et l'extension ou la réorganisation des entreprises existantes. Les recensements effectués par le Board of Trade montrent en effet que de nouvelles usines ont été construites, non seulement par des Anglais mais aussi par des étrangers, dont le protectionnisme empêchait les produits d'entrer en Grande-Bretagne. De nombreuses entreprises se sont en outre développées, ou ont rénové leur outillage. Bien que le mouvement soit particulièrement net dans le groupe des industries jeunes et travaillant surtout pour le marché intérieur (automobiles, électricité, cinéma), il se manifeste ainsi dans l'industrie houillère (émission de £ 2.500.000 d'obligations par la « Powell Duffryn Coal Co ») et l'industrie métallurgique. Dans ces deux derniers cas, c'est l'abaissement du taux de l'intérêt qui a été le facteur décisif de l'appel à l'épargne.

Voici en effet, par catégories, l'évolution du *taux moyen des émissions* :

C'est donc l'année 1931 qui a enregistré les taux les plus élevés, tant par suite du marasme industriel que des incertitudes politiques et monétaires. Mais la fermeté du gouvernement national n'ayant pas tardé à ramener la confiance, les emprunts gouvernementaux ont pu être émis dès 1932 à des taux très inférieurs à ceux de l'an-

VARIATIONS DU TAUX MOYEN DES ÉMISSIONS (1)

	Emprunts Gouvernementaux	Obligations industrielles	Actions de préférence
	%	%	%
1931	5,60	6,33	6,50
1932	3,72	5,44	6,32
1933	3,14	4,58	5,28
1934	3,14	4,48	5

(1) « Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques », 11 janvier 1935. « Supplément » au même, 17 avril 1935.

née précédente : 3,72 % en moyenne en 1932 au lieu de 5,60 % en 1931. La baisse s'est encore accentuée en 1933, où le taux n'est plus que de 3,14 %. La moyenne de l'année 1934 s'établit au même niveau. La répercussion de cette baisse a été favorable aux autres catégories d'emprunteurs, comme en témoigne la diminution du taux d'émission des obligations industrielles et des actions de préférence. Le taux d'émission des premières est en effet descendu de 6,33 % en 1931 à 5,44 % en 1932 et à 4,58 en 1933. Il n'est plus, en 1934, qu'à 4,48 %. A l'égard des secondes, la baisse a été au début plus lente et plus faible : 6,50 % en 1931 et 6,32 en 1932. Mais elle s'est accélérée en 1933 et 1934, où le taux n'est plus que de 5 %.

2). — *Introductions en*

Bourse. — La seconde forme prise par les appels à l'épargne sur le marché de Londres a été celle des introductions en Bourse. Bien que nettement moins important que celui des émissions directes, leur montant n'est cependant pas négligeable et n'a pas cessé d'augmenter de 1931 à 1934.

INTRODUCTIONS AU STOCK-EXCHANGE

(en millions de Livres)

	Royaume- Uni	Colonies	Etranger	Total
1930	8, 2	3, 2	12, 4	23, 8
1931	4, 5	3, 4	0, 8	8, 8
1932	13, 3	2, 1		15, 5
1933	31, 8	7, 1		39, 0
1934	25, 5	15, 4	1, 3	42, 3

L'évolution générale du montant des capitaux représentés par les introductions en Bourse a suivi celle des émissions directes : très faible en 1931 (8,7 millions de Livres), ce montant s'est accru en 1932 et surtout en 1933 (38,9 million de Livres) pour redescendre en 1934. Ici encore, la prépondérance appartient nettement aux émissions nationales. Les émissions coloniales viennent loin derrière. Quant aux émissions étrangères, qui étaient en 1930 les plus importantes (12,4 millions de Livres contre 11,4 pour les émissions nationales et coloniales), elles sont réduites à très peu de chose depuis 1931.

3). — *Les conversions publiques et privées.* — La dette publique anglaise atteignait en 1931 le total extrêmement élevé de 7 ½ milliards de Livres environ. La charge qui en résultait était évaluée en 1931-32 à £ 355 millions. L'importance de cette charge explique la persévérance des efforts faits par les chanceliers de l'Echiquier pour en obtenir la réduction. Comme nous le verrons en étudiant les finances publiques, les opérations de conversion entreprises en 1932 ont parfaitement réussi : en particulier le « War Loan 5 %,

qui représentait à lui seul plus de deux milliards de Livres, a été presque intégralement converti en 3 ½ %. Au total, plus de 36 % de la dette intérieure ont été convertis, entraînant pour le budget une économie brute annuelle de 38 millions de Livres.

Outre leur utilité propre, ces opérations avaient pour but de favoriser et de consolider l'abaissement du loyer de l'argent à long terme. Cet objectif a été comme nous l'avons vu pleinement atteint, pour le plus grand bien de l'industrie et du commerce anglais qui ont pu se procurer des capitaux frais dans des conditions avantageuses. En outre de nombreuses entreprises ont pu alléger sensiblement la charge de leurs dettes en réalisant, à l'exemple de l'Etat, des opérations de conversion. Le montant des obligations industrielles converties s'est élevé à 61 millions de Livres en 1933 et à 26 en 1934.

b). — LE STOCK-EXCHANGE

Comme le marché monétaire et celui des capitaux, le marché des valeurs a été dominé par deux facteurs principaux : la chute de la Livre et le rétablissement des finances publiques. En outre, à partir de 1933, la reprise industrielle a heureusement influencé les cours des valeurs à revenu variable.

1) — *Evolution des cours moyens.* — Le tableau suivant donne l'indice des cours moyens au 31 décembre de chaque année pour les principaux groupes de valeurs ; emprunts gouvernementaux, obligations industrielles, actions ordinaires. Les cours moyens de base sont ceux du 31 décembre 1928.

Les emprunts gouvernementaux apparaissent en

INDICE DES COURS AU STOCK-EXCHANGE

(Base 100 le 31 décembre 1928 (1))

	1930	1931	1932	1933	1934
Emprunts gouvernementaux	104.6	92.9	123	124.8	137.8
Obligations industrielles	98.1	89.4	107.4	115.5	125.6
Actions de préférence	91.2	77.2	93.4	104.2	120.7
Actions ordin. industrielles	64.3	49.7*	55.7	69.6	

(1) « Bulletin quotidien de la S.E.I.E., » 11 janvier et 17 avril 1935

(*) Cours du 22 décembre.

1930 au-dessus de leur niveau de 1928, tandis que les actions industrielles ont perdu 36 % de leur valeur. La hausse des premiers, comme la baisse des seconds, est la conséquence de la crise économique, qui fait rechercher les placements à revenus fixes et délaisser les valeurs à revenus variables. En 1931 pourtant, les fonds d'Etat apparaissent en baisse de près de 12 points sur l'année précédente. Mais cet affaissement des cours tient aux inquiétudes budgétaires non encore apaisées en fin d'année, et surtout à la chute de la Livre. Il s'agit simplement d'un des aspects de la fuite devant la monnaie, presque inévitable en cas de dévaluation. Le raffermissement des cours de la Livre au début de 1932, accompagné du remarquable redressement budgétaire et des vastes opérations de conversion que nous avons signalées, ont depuis ce moment ramené entièrement la confiance. De 92,9 en décembre 1931, l'indice des cours des emprunts gouvernementaux est passé à 123 à la fin de 1932 et à 124,8 à la fin de 1933. Il a régulièrement progressé au cours de 1934, et se trouvait en décembre à 137,8.

Les obligations industrielles, soumises à peu près aux mêmes influences que les titres gouvernementaux, ont suivi une évolution analogue à la leur : après une baisse plus accentuée en 1931 (indice 89,4), elles se sont relevées à 107,4 en 1932 et à 115.5 en 1933.

Grâce aux avantages qu'elles comportent par rapport aux actions ordinaires, les actions de préférence ont baissé en 1931 dans une moindre mesure. Leur indice se trouve en effet en décembre 1931 à 77.2 au lieu de 49.7 pour les actions ordinaires. Leurs cours se sont ensuite nettement améliorés, dans une proportion légèrement supérieure à celle des obligations. Leur indice se trouve à 120.7 à la fin de 1934.

Les actions industrielles ordinaires avaient perdu à la fin de 1931 environ 50 % de la valeur qu'elles possédaient en 1928. On peut s'en étonner à première vue, car la chute de la monnaie aurait dû relever leurs cours dans la proportion même où elle abaissait ceux des obligations. C'est effectivement ce qui s'est produit pendant les premières semaines qui ont suivi l'abandon de l'étalon-or. Mais le mouvement, en partie spéculatif, a cessé dès octobre 1931 lorsqu'il fut évident que les difficultés de l'industrie anglaise n'étaient pas résolues par la chute de la monnaie : d'où le niveau très faible constaté en décembre. Au cours de 1932 par contre, grâce à l'ambiance meilleure et aux avantages espérés du protectionnisme, les cours se sont raffermis et l'indice s'est amélioré de 6 points, passant de 49.7 en décembre 1931 à 55.7 en décembre 1932. L'amélioration s'est amplifiée en 1933 (indice 69.6) et en 1934, en fonction du relèvement de la production et des bénéfices.

2). — *Evolution des rendements moyens.* — Le tableau ci-dessous indique, pour

les diverses catégories de valeurs, le taux moyen de rendement en décembre de chaque année :

TAUX DE RENDEMENT MOYEN DES DIVERSES VALEURS ⁽¹⁾
(en décembre de chaque année)

	1930	1931	1932	1933	1934
	%	%	%	%	%
Emprunts du gouvernement	4.31	4.85	3.67	3.45	3.13
Obligations industrielles	5.49	6.18	4.61	4	3.99
Actions de préférence	5.90	6.75	4.68	4.38	4.22
Actions ordinaires industr.	7.21	6.86	4.38	3.47	

(1) « *Bulletin quotidien de la S. E. I. E.* », 11 janvier et 17 avril 1935.

Pour les emprunts gouvernementaux et les obligations industrielles, l'évolution des rendements est naturellement l'inverse de l'évolution des cours : aussi voyons-nous les rendements augmenter en 1931 (4,85 et 6,18 % en 1931 au lieu de 4,31 et 5,49 % en 1930), puis diminuer régulièrement de 1932 à 1934. Remarquons d'ailleurs que le rendement des emprunts gouvernementaux a baissé non seulement par suite de la revalorisation des cours, mais encore par suite des conversions opérées en 1932, notamment celle du « War Loan 5 % », qui a été converti en 3 ½ %.

Les actions de préférence, après avoir bénéficié d'un taux très élevé en 1931 grâce à la baisse de leur valeur en Bourse, ont vu leur rendement descendre de 6,75 % en décembre 1931 à 4,38 % à la fin de 1933. Elles constituent néanmoins à ce taux le placement le plus avantageux de toutes les catégories considérées.

Quant aux actions ordinaires, ce sont elles qui ont enregistré les rendements les plus élevés par suite de la

très forte baisse de leurs cours. On constate en effet un taux de 7,21% en décembre 1930, et de 6,86% en 1931. La hausse de leurs cours à partir de 1932, jointe à des dividendes stationnaires ou en faible augmentation, a ramené très bas leur taux de rendement moyen : 3,47 % en décembre 1933, soit à peu près le même niveau que pour les emprunts gouvernementaux.

CHAPITRE II

LES FINANCES PUBLIQUES

Déjà relativement élevé avant la guerre, le volume du budget anglais s'est fortement accru depuis. Il est en effet passé de 197,5 millions de Livres en 1913-14 (1) à 795,8 en 1924-25 et à 829,5 en 1929-30, soit un accroissement de plus de 400 %.

Les charges nées de la guerre entrent naturellement pour une large part dans cet énorme accroissement, qu'il s'agisse des pensions de guerre ou des intérêts de la dette. Le service de cette dernière exige en particulier des sommes 15 fois plus élevées qu'en 1913, et absorbe à lui seul, en 1929, 41 % de l'ensemble des dépenses budgétaires. En même temps les dépenses sociales se sont accrues de plus de six fois, passant de 65 millions de Livres environ avant la guerre à 395 millions en 1929. L'augmentation du nombre des chômeurs, jointe à une politique de secours de plus en plus étendue, sont ici les principaux responsables.

La situation s'aggrave encore à la fin de 1929 lorsqu'éclate la crise mondiale : car d'une part les dépenses tendent à augmenter, spécialement celles de chômage, tandis que les recettes diminuent malgré le relèvement des taux. Le budget de 1930-31 s'élève à 881 millions de Livres, chiffre record, et se clôt avec un déficit de

(1) Rappelons que l'exercice budgétaire anglais s'étend du 1^{er} avril au 31 mars.

23 millions. Les estimations de dépenses pour 1931-32 atteignent même 884 millions, avec un déficit prévu de 37. Pour 1932-33, le rapport de la Commission May publié en juillet annonçait, au cas où de sévères mesures d'économies ne seraient pas immédiatement prises, un formidable déficit de 130 millions de Livres.

Ajoutons que les taxes locales ou « rates », qui représentaient 79 millions de Livres en 1913, s'élèvent à près de 175 millions en 1929-30. Enfin, les cotisations des employeurs et des employés aux services sociaux (assurances sociales) s'élèvent de 27 millions de Livres en 1913 à 91 millions en 1930.

Une pareille situation, à peine tolérable en période normale, devenait extrêmement dangereuse en période de crise économique. Elle a en effet joué, avec les autres causes analysées au début de cette étude, un rôle certain dans la chute de la Livre. L'effort de rétablissement accompli depuis 1931 par les Chanceliers de l'Echiquier du Gouvernement National, M. Snowden d'abord, puis M. Neville Chamberlain, apparaît en conséquence d'autant plus remarquable.

Nous étudierons dans ce chapitre, d'une part les principales phases de la remise en ordre des finances publiques, et d'autre part les résultats obtenus.

I. — Les mesures de redressement

L'assainissement des finances publiques a été conçu avec logique et méthode, et réalisé avec persévérance : après avoir comprimé les dépenses,

on a cherché à augmenter les recettes, puis à réduire les charges de la dette et à réorganiser les finances locales ⁽¹⁾.

a). — LES ÉCONOMIES

La mesure la plus urgente était, non seulement d'arrêter le développement en quelque sorte spontané des dépenses publiques, mais encore d'opérer des économies massives.

Le domaine où ces économies apparaissaient particulièrement urgentes était celui du chômage. Le système d'assurance-chômage établi en 1912 avait en effet perdu toute base d'actuariat : les conditions exigées pour toucher les indemnités d'assurance n'avaient pas cessé de se relâcher, tandis que le nombre des cotisations à payer par les assurés devenait de plus en plus faible. En même temps, le taux nominal des indemnités versées par l'assurance, et surtout leur taux réel, s'accroissait de façon continue. Aussi le Fonds d'Assurance était-il en déficit permanent, et ses emprunts répétés auprès du Trésor constituaient-ils une menace grandissante pour les finances publiques. La situation était d'autant plus grave que le Trésor finançait entièrement le « Transitional Benefit », destiné à fournir des secours aux chômeurs ne remplissant pas les conditions exigées par l'assurance, ou ayant épuisé leur droit aux indemnités. De 140.000 en février 1930, le nombre des bénéficiaires des « allocations transitoires » était passé à 410.000 en mai 1931, surtout par suite d'une loi de 1930 qui en facilitait considérablement l'obtention.

En présence de cet état de choses, une commission présidée par le juge Holman Gregory avait été nommée pour étudier la réorganisation de l'assurance-chômage et

(1) R. Julienne. « *Le budget anglais de 1930 à 1933* », « *Revue des Sciences Politiques* », juillet 1934.

du « Transitional Benefit ». Mais les mesures proposées par la Commission dans son premier rapport du 5 juin 1931, mesures qui comportaient pour le Trésor une économie annuelle d'une trentaine de millions de Livres, furent rejetées par le gouvernement travailliste.

La situation continuant à s'aggraver, le Gouvernement nomma une « Commission Royale d'Enquête sur les dépenses publiques » (Commission May, du nom de son président), qui déposa à la fin de juillet 1931 un rapport sévère et documenté. Après avoir décrit la gravité de la situation, le rapport de la Commission proposait 96 ½ millions de Livres d'économies à effectuer sur les traitements, les pensions, la défense nationale, l'agriculture, la Caisse des Routes, et surtout sur les services sociaux. Rien que sur ces derniers, les économies proposées s'élevaient à 87 millions de Livres et comportaient en particulier une réduction de 10 % des secours de l'assurance-chômage, une augmentation des cotisations, un contrôle plus strict des allocations transitoires, etc... Malgré tout cela, il restait un déficit de £ 25 millions à combler par l'impôt.

*
* *

C'est en s'inspirant des recommandations de la Commission May, dont il avait reconnu le bien fondé, que le Chancelier Snowden proposa le 10 septembre 1931 un énergique programme d'économies immédiatement applicables, dont le montant était évalué à £ 22 millions pour l'exercice en cours et à £ 70 millions pour l'exercice 1932-33. Les réductions opérées portent sur tous les traitements publics, y compris ceux des Ministres et des parlementaires, sur la défense nationale, l'instruction publique, l'agriculture et

les pêcheries, le fonds des routes et les dépenses de chômage. Sur ce dernier point, les prestations de l'assurance sont réduites de 10 % ; les cotisations sont relevées ; la durée des indemnités est limitée à 26 semaines par an. Les allocations transitoires ne seront accordées qu'après une enquête sur les moyens d'existence des demandeurs. Au total, près de la moitié des économies prévues devaient être réalisées sur l'assurance-chômage et le « Transitional Benefit ».

II

Les résultats furent pleinement satisfaisants, puisque l'année budgétaire 1931-32 se termina par un excédent de 304.000 £. M. Neville Chamberlain, successeur de M. Snowden à l'Echiquier, poursuivit cette politique d'économies en 1932-33. Les dépenses de défense nationale furent à nouveau comprimées, non sans soulever de vives protestations de la part des services intéressés. En outre, le chômage ayant tendance à s'aggraver au cours de 1932, et les dépenses à croître en conséquence, diverses modifications de détail sont intervenues dans le fonctionnement de l'assurance et de l'assistance-chômage. Cela n'a pas empêché les dépenses de dépasser les prévisions, de sorte qu'un budget supplémentaire de £ 21 millions environ dût être présenté au Parlement en décembre 1932. Sur ces 21 millions, plus de 18 étaient destinés au chômage.

Les diverses mesures prises depuis 1931 ayant dans l'ensemble produit les résultats attendus, l'exercice 1933-34 s'est soldé par un excédent de plus de 31 millions de Livres. Quant au dernier exercice, terminé le 31 mars 1935, il se clôt avec un remarquable excédent de 7.562.000 Livres, au lieu des 796.000 Livres prévues il y a un an.

La conséquence a été l'abolition, en 1933 et en 1934, d'une grande partie des économies antérieures : les allocations de chômage ont été rétablies à leur niveau d'avant 1931, tandis que les réductions des traitements et des pensions étaient partiellement supprimées. Pour l'exercice 1935-36, on prévoit diverses augmentations de dépenses, notamment sur les budgets militaires (£ 10 millions environ) ainsi que le rétablissement intégral des traitements, pensions et salaires à leur niveau antérieur.

b). — LES IMPÔTS

Le moyen essentiel auquel le gouvernement Travailleiste avait eu recours jusqu'en 1931 pour faire face à l'accroissement des dépenses publiques avait été le relèvement des impôts, et surtout des impôts directs. C'est ainsi que leur part dans le budget s'élevait en 1930-31 à plus de 62 %, et qu'ils s'étaient accrus depuis 1913 de 462 %, au lieu de 213 % seulement pour les impôts indirects (1). Mais en 1931 le plafond est manifestement atteint puisque le rendement des impôts directs baisse, malgré le relèvement des taux.

C'est pourquoi, dans son budget extraordinaire du 10 septembre 1931, M. Snowden fit pour la première fois une part assez importante aux impôts indirects pour combler le déficit, que les économies n'avaient pu faire disparaître à elles seules. En effet, les droits de douane sur la bière, le tabac et le pétrole sont fortement relevés; il en est de même pour les droits intérieurs de consommation sur la bière et le tabac, ainsi que pour les taxes sur les spectacles. Mais la part la plus lourde revient

(1) R. Julienne. *Revue cit.* p. 413.

encore aux impôts directs : le taux de l'« Income-tax » est élevé de 4sh. 6 d. à 5 sh. par Livre de revenu, soit 25 % ; la « supertax » est augmentée de 10 %. Au total, M. Snowden espérait obtenir 29 millions de Livres de plus grâce aux impôts directs et 11,5 millions seulement grâce aux droits de douane et aux contribution indirectes.

Les élections du 27 octobre 1931 ayant donné une forte majorité aux Conservateurs, protectionnistes pour la plupart, le système fiscal anglais ne tarda pas à enregistrer de profonds changements. En effet, pour les raisons économiques et fiscales que nous avons déjà eu l'occasion de signaler, toute une série de lois douanières ont été votées, qui couvrent à l'heure actuelle la majorité des importations du Royaume-Uni. C'est d'abord l'« Abnormal Imports Act », voté le 19 novembre par les Communes, qui autorise le gouvernement à frapper d'un droit pouvant s'élever à 100 % ad valorem un certain nombre de produits considérés comme bénéficiant d'un dumping ou importés en quantités anormales. La plupart des produits visés furent effectivement frappés d'un droit de 50 % ad valorem. Le 11 décembre, l'« Horticultural Products Act » autorisait le Ministre de l'Agriculture à frapper certains produits horticoles (fruits, légumes et fleurs) de droits pouvant aller jusqu'à 100 %. Enfin et surtout, l'« Import Duties Act » du 29 février 1932 créait un droit général de 10 % ad valorem sur tous les produits manufacturés ou demi-facturés. La presque totalité des matières premières étaient exemptées. Il en était de même pour les produits en provenance des Dominions, pour un période d'abord fixée à neuf mois, puis prolongée jusqu'en 1935 ou 1937, suivant le cas, par les accords d'Ottawa. Le droit général peut être suppri-

mé, ou au contraire élevé jusqu'à 100 %, sur la proposition d'une Commission des Tarifs. Enfin des tarifs de représailles s'élevant jusqu'à 100 % peuvent frapper les marchandises en provenance d'un pays déterminé. La conséquence de ces divers textes a été l'établissement en Grande-Bretagne d'un réseau douanier très étroit ; tandis qu'en 1930 83 % environ des importations entraient en franchise, la proportion n'est plus à l'heure actuelle que de 25 % au maximum.

Une nouvelle phase fiscale apparaît en 1933-34 grâce aux excédents budgétaires. Pour la première fois depuis longtemps, le taux de l'« Income-tax » est abaissé : de 5 sh. par Livre de devenu, il redescend à 4 sh. 6 d. Les droits sur les automobiles sont réduits de 25 %. Les résultats extrêmement satisfaisants de l'exercice 1934-35 ont permis au chancelier de l'Echiquier, dans son « Budget speech » du 15 avril dernier, d'annoncer de nouveaux dégrèvements pour l'année en cours : les réductions à la base de l'impôt sur le revenu sont étendues, les taxes sur les spectacles sont réduites, ainsi que le prix minimum des licences accordées aux débitants de boissons (dans certaines régions seulement). Par contre, la taxe sur l'huile lourde est relevée d'un penny à 8 pence par gallon ; ceci dans le but de compenser la diminution du produit des droits sur l'essence, diminution consécutive au développement des véhicules à huile lourde.

c). — LES CONVERSIONS

La guerre a provoqué en Angleterre un énorme accroissement de la dette intérieure et extérieure. Son volume total atteignait en 1931 £ 7.413.300.000, entraînant une charge annuelle de 355

millions de Livres environ, soit plus de 40 % du budget de 1932.

Dès avril 1931, M. Snowden avait pensé à convertir une partie de la dette, mais les conditions financières étaient défavorables. Il inséra néanmoins dans son projet de Budget extraordinaire du 10 septembre (devenu le « Finance Act » du 5 octobre) une disposition prévoyant la conversion du « War Loan 5 % » et donnant au Trésor les pouvoirs nécessaires. L'opération a été réalisée d'une façon remarquable à partir de juin 1932 par M. Neville Chamberlain.

Le « War Loan 5 % », qui résultait de l'unification de plusieurs emprunts de guerre, représentait au total £ 2.084.994.000, soit plus de 258 milliards de francs à la parité-or. Les conditions générales ne paraissaient guère favorables à une conversion de cette envergure : le sort de la monnaie était encore incertain, la reprise économique espérée se faisait attendre et surtout les titres à convertir dépassaient à peine le pair. Leurs cours avaient oscillé entre 100 $\frac{1}{2}$ et 101 au mois de juin, tandis que le cours de la rente 3 $\frac{1}{2}$ %, intérêt du titre offert en remplacement, atteignait seulement 95 % du pair. Mais la préparation technique de l'opération avait été minutieusement effectuée : toutes les éventualités avaient été prévues et une solution était prête pour chacune d'elles ; la baisse du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre et la création du « Fonds de Régularisation des changes » devaient faciliter la conversion et en éviter les répercussions fâcheuses sur la monnaie ; enfin le secret avait été gardé jusqu'au dernier moment. L'esprit civique des porteurs anglais du « War Loan » et la confiance dans leurs dirigeants firent le reste. Ajoutons

que toutes les émissions nouvelles furent interdites à partir du 30 juin, jour où la conversion fut annoncée.

Finalement, 92 % du « War Loan » ont été convertis en titres portant intérêt à 3 ½ %. Sur les 165 millions de Livres qui ont dû être remboursés, plus du tiers (60 à 70 millions) appartenait à des Sociétés ou à des organismes obligés par leurs statuts à demander le remboursement. Le public britannique a donc presque unanimement accepté la conversion, qui procure aux budgets anglais depuis 1933 une économie annuelle de près de 29 millions de Livres.

Ce remarquable succès a encouragé le Chancelier de l'Echiquier à étendre ses opérations à toutes les dettes de l'Etat susceptibles d'être converties. C'est ainsi que 140 millions de Livres de Bons du Trésor 4 ½ % ont été remboursés ou échangés contre des titres portant intérêt à 2 % seulement à partir du 1^{er} décembre 1932. La même opération a été réalisée pour le solde non encore amorti du « War Loan 4 ½ % » représentant 13 millions de Livres environ. Enfin, le 1^{er} février 1933, £ 114 millions de bons 5 % ont été remboursés ou échangés contre des titres portant intérêt à 3 %, émis à 97 ½. Ces trois dernières conversions procurent à l'Echiquier une économie brute de près de 9 millions de Livres.

L'économie brute totale résultant des conversions s'établit ainsi à 38 millions de Livres par an, ce qui représente, compte tenu de la diminution entraînée dans le rendement de l'« Income-tax », une économie nette de 30 millions.

d). — L'ASSAINISSEMENT DES FINANCES LOCALES

Le montant des dépenses locales anglaises est extrêmement élevé puisqu'il attein-

gnait en 1929-30, pour l'Angleterre et le Pays de Galles seuls, environ 532 millions de Livres. Si l'on ajoute l'Ecosse et l'Irlande du Nord, on arrive à un chiffre presque égal à celui du budget général. Quant aux dettes locales, le Chancelier de l'Echiquier les évaluait en 1932 à un milliard de Livres environ.

Les ressources correspondant aux dépenses que nous venons d'indiquer sont : d'une part les taxes locales, qui se sont accrues de 79 millions de Livres en 1913 à près de 175 millions en 1929, et d'autre part les subventions de l'Echiquier. Le montant de ces dernières n'a pratiquement pas cessé de croître, en chiffres absolus comme en chiffres relatifs. C'est pourquoi l'assainissement des finances locales est très important pour le Budget général.

Une première réforme avait été réalisée par les « Local government Acts » du 27 mars et du 10 mai 1929. Elle avait pour but d'améliorer l'assiette et la répartition des taxes locales, très défectueuses auparavant. Mais sa conséquence avait été une diminution du produit des taxes alors que les dépenses continuaient à s'accroître ; les subventions de l'Echiquier avaient par suite augmenté en proportion. Le danger de cet état de choses fut signalé en 1931 par la Commission May, puis en 1932 par une commission parlementaire d'économies qui proposa d'importantes réductions de dépenses. Enfin, en novembre de la même année, deux commissions nommées quelques mois plus tôt par M. Neville Chamberlain pour étudier les finances locales déposèrent leurs rapports. L'un prévoit pour l'Ecosse 3.380.000 Livres d'économies, ainsi qu'une réduction de 2.800.000 Livres pour les charges de la dette. L'autre propose 35 à 40 millions d'économies pour l'Angleterre et le Pays de

Galles, à réaliser en trois ans. Les propositions des commissions ont soulevé sur certains points d'assez vives résistances, d'autant plus importantes que les autorités locales sont théoriquement indépendantes. En fait cependant l'administration centrale possède un moyen de pression sur les autorités locales, grâce aux subventions qu'elle peut leur accorder plus ou moins largement. Elle s'en est servi jusqu'à présent pour encourager la réduction des dépenses. Mais tant que subsisteront l'extrême multiplicité et l'extraordinaire enchevêtrement des circonscriptions et des corps locaux, il semble peu probable que le gaspillage financier puisse être complètement évité. La question est par conséquent d'ordre politique et administratif autant que fiscal ; elle ne semble pas pouvoir être résolue avant un temps assez long, bien que plusieurs plans de réorganisation aient été déjà établis.

II. — Les résultats budgétaires de 1931 à 1935

La parfaite orthodoxie et la continuité de la politique financière du gouvernement national ont pleinement porté leurs fruits : tandis que le budget 1930-31 s'était terminé avec un déficit de plus de 23 millions de Livres, celui de 1931-32 s'est soldé par un excédent de 304.000 Livres. Ce résultat est d'autant plus remarquable que les premières mesures de redressement n'ont été prises qu'au milieu de l'exercice budgétaire (Finance Act du 5 octobre), et que l'année financière, sans les mesures en question, se serait close par un déficit de 74 millions de Livres. Les économies effectivement réalisées, dans les conditions que nous avons vues, furent même très nettement supérieures à celles

prévues. L'augmentation de recettes fut par contre inférieure aux prévisions, sans quoi l'excédent budgétaire eût été bien plus élevé.

*
* *

Le budget 1932-33, seul des quatre envisagés, s'est terminé par un déficit de 3,3 millions de Livres. La cause en est tout d'abord dans l'aggravation imprévue du chômage au cours de 1932, alors que le Chancelier de l'Echiquier avait compté sur une diminution et avait en conséquence réduit de plus de 13 millions de Livres les crédits de ce chapitre. Ensuite et surtout, M. Chamberlain avait exclu des prévisions de dépenses les paiements aux Etats-Unis au titre des dettes de guerre. Mais le moratoire Hoover n'ayant pas été prolongé, la Grande-Bretagne dut payer l'intégralité de l'échéance du 15 décembre 1932, soit 19.600.000 Livres-or. Ce devait d'ailleurs être le dernier paiement intégral : le Royaume-Uni se borna ensuite à des « paiements symboliques » qu'il cessa en juin 1934 devant l'intransigeance américaine.

*
* *

L'exercice terminé le 31 mars 1934 a fait apparaître un remarquable excédent de 31,1 millions de Livres. Les recettes de la douane et de l'accise ont en effet donné £ 17 millions de plus qu'il n'avait été prévu. Mais cette augmentation est uniquement due au relèvement et à l'extension des droits de douane, la valeur totale des importations étant au contraire en baisse. Une seconde cause d'excédent a été le rendement imprévu des droits de succession (£ 10 mil-

lions de plus que les prévisions) dû au décès de l'armateur Sir John Ellerman, réputé l'homme le plus riche d'Angleterre. Enfin l'amélioration de la situation économique a favorisé elle aussi les rentrées budgétaires. La diminution du nombre des chômeurs de 2.800.000 à 2.200.000 environ durant cette période, est le signe le plus apparent de cette amélioration. « The Economist » caractérisait donc parfaitement la situation en écrivant que l'excédent budgétaire était dû « en proportions à « peu près égales au hasard, à une augmentation des « impôts indirects et à une amélioration du commerce ».

| *
| * *

En se basant sur les résultats de l'année écoulée, M. Chamberlain, dans son « Budget speech » du 15 avril 1934, croyait pouvoir annoncer, au cas où les économies et les impôts antérieurs seraient maintenus, un excédent de plus de 29 millions de Livres pour l'exercice 1934-35. Mais la nation venait d'accomplir un dur effort fiscal, et le Chancelier de l'Echiquier résolut de la soulager en revenant partiellement sur les économies réalisées en 1931 et 1932, et surtout en diminuant les impôts. C'est ainsi que le taux des allocations de chômage et le montant des traitements publics furent intégralement ou partiellement rétablis à leur niveau antérieur, en même temps que l'« income-tax » et l'impôt sur les automobiles étaient réduits. De sorte que l'excédent budgétaire effectivement annoncé pour l'exercice 1934-35 se montait à 796.000 Livres seulement.

En fait, les comptes clos le 31 mars 1935 font apparaître un excédent de 7.561.879 Livres, soit près de dix fois plus qu'il n'avait été prévu. Les dépenses, avec 708,7

millions de Livres, n'ont en effet dépassé les prévisions que de 3,1 millions, tandis que les recettes s'élevaient à 716,4 millions de Livres au lieu des 706,5 millions escomptés. Les traits dominants de cet exercice financier sont tout d'abord le remarquable rendement de l'impôt sur le revenu, malgré la réduction de 6 pence par Livre opérée dans le taux de base. Le coût de cette mesure avait été estimé à £ 20 millions : en fait la diminution enregistrée par rapport à l'année précédente a été de 55.000 £ seulement. Quant à la surtaxe, dont le taux n'avait pas été abaissé, elle a produit un million de Livres de plus qu'il n'était escompté. Comme l'année précédente, les droits de succession ont assez fortement dépassé les prévisions, par suite de l'ouverture de deux successions très importantes. Les droits de douane ont fourni 1.446.000 £ de plus qu'il n'avait été prévu (accroissement des importations), tandis que l'accise enregistrait un déficit relatif de 1.750.000 Livres.

Ces résultats d'ensemble remarquables permettront de réaliser pour l'année en cours de nouveaux allègements : les petits revenus sont dégrevés, les déductions pour charges de famille sont augmentées, la taxe sur les spectacles est réduite ou supprimée dans certains cas. Enfin et surtout, les traitements et salaires seront intégralement rétablis à leur ancien niveau à partir du 1^{er} juillet 1935. Malgré tout cela, le Chancelier de l'Echiquier prévoit pour 1935-36 £ 734,4 millions de recettes ordinaires contre £ 733,9 millions de dépenses, soit un excédent de recettes d'environ 500.000 Livres.

! *
! * *

La rapidité et la méthode
du redressement financier anglais, en pleine période de

crise mondiale, pourraient être données en exemple à beaucoup de gouvernements. Ce rétablissement des finances publiques a créé le « climat » indispensable à une reprise de l'activité économique, reprise qui, à son tour, a favorisé les rentrées fiscales. Mais au fond, tout cela n'a été possible que grâce à la stabilité gouvernementale qui caractérise la vie politique anglaise. Une fois de plus le mot du Baron Louis apparaît profondément juste : « Faites-moi de bonne politique, et je vous ferai de bonnes finances ».

CONCLUSION

Si l'on compare la situation économique de la Grande-Bretagne au début de 1935 avec ce qu'elle était au début de septembre 1931, le contraste apparaît très marqué.

En 1931, le marché intérieur britannique était envahi chaque jour davantage par les produits industriels et agricoles étrangers : sauf sur certains points (droits Mac Kenna, droits de sauvegarde) aucune barrière ne s'opposait à l'invasion. Le pouvoir d'achat de la Livre, relativement élevé à l'extérieur par suite de la revalorisation de 1925, favorisait au contraire les importations. Enfin la crise mondiale, en resserrant les débouchés des pays exportateurs et en aggravant le nationalisme économique, concentrait la concurrence de ces pays sur le marché anglais, demeuré le plus largement ouvert et le plus riche. D'autre part et surtout l'industrie anglaise, progressivement paralysée pour les raisons que nous avons eu l'occasion d'indiquer, se défendait avec peine sur son propre marché. L'augmentation des importations et la décroissance des exportations avaient fini par aboutir, en 1931, à un énorme déficit de 404 millions de Livres dans la balance commerciale. La production anglaise diminuait de mois en mois tandis que le chômage augmentait, aggravant les difficultés financières déjà sérieuses et le poids de charges fiscales. Quant à l'agriculture elle était peut-être encore, proportionnellement, plus menacée que l'in-

dustrie, car la forte baisse des prix agricoles mondiaux jouait contre elle sans aucun frein.

Au début de 1935, la situation apparaît au contraire améliorée dans une très large mesure.

Dans l'agriculture, d'incontestables succès ont été remportés grâce à l'action gouvernementale appuyée le plus souvent sur la collaboration des intéressés. Les « offices de vente » créés en application des « Agricultural marketing Acts » de 1931 et 1933, ont donné de bons résultats dans le cas du houblon et des pommes de terre. Pour le lait, le porc et le bacon, les résultats ont été légèrement moins satisfaisants parce que les problèmes à résoudre étaient plus complexes. Pour le blé, le « Wheat Act » semble avoir atteint l'essentiel des buts poursuivis : accroissement de la production, et meilleure rémunération des exploitants. Quant à l'élevage, qui est la branche la plus importante de l'agriculture anglaise, sa situation s'est aggravée depuis 1931, malgré une politique de contingentement des importations aussi poussée que le permettaient les circonstances. Mais pour apprécier à leur juste valeur les résultats obtenus, il ne faut pas perdre de vue la situation extrêmement difficile où se trouverait l'agriculture anglaise si aucune mesure de protection et d'encouragement n'était intervenue.

Dans l'industrie, la situation apparaît également bien meilleure au début de 1935 qu'en 1931 et 1932 : l'indice de la production industrielle est supérieur de plus de 12 % à celui de 1931 ; le chômage est en régression de 25 % sur les chiffres maxima du début de 1933 ; les bénéfices industriels déclarés au cours de l'année 1934 (pour les 468 sociétés analysées par « The Economist ») sont en augmentation de plus de 17 % par rapport

à 1932. L'industrie automobile, l'industrie chimique, celle de la soie artificielle jouissent de positions très solides. L'industrie électrique, en retard pendant longtemps, n'a pas cessé de progresser depuis 1931. La production sidérurgique s'est accrue d'environ 58% pour la fonte et 69% pour l'acier entre 1931 et 1934. Le pourcentage des chômeurs dans cette branche d'industrie est descendu de 45 % en 1931 à 25,7 % en 1934.

Le commerce intérieur est en progrès marqué, comme en témoignent un grand nombre d'indices : le trafic des chemins de fer est en augmentation, spécialement celui des marchandises ; les recettes postales, le nombre des véhicules automobiles, le montant des compensations bancaires se sont nettement accrus. Enfin et surtout, la valeur des ventes au détail n'a pas cessé d'augmenter depuis octobre 1933. Quant au commerce extérieur, sa valeur totale a diminué jusqu'en 1933 (1.082 millions de Livres au lieu de 1.315,8 millions en 1931) pour remonter à £ 1.179,7 millions en 1934. Mais la diminution de sa valeur totale est due à la baisse des prix et surtout à la réduction des importations, ce qui a permis de réduire le déficit de la balance commerciale de 404 millions de £ en 1931 à 284 en 1934.

Si, de l'industrie et du commerce, nous passons aux finances publiques et privées, les constatations sont encore plus satisfaisantes : tous les budgets depuis 1931, à l'exception d'un seul, se sont terminés par de sensibles excédents. Le marché monétaire a joui d'une extrême abondance de capitaux, de même que le marché financier à partir de 1933. Les émissions nouvelles ont repris leur essor tandis que le Stock-Exchange faisait preuve, en général, d'excellentes dispositions.

Cet ensemble de faits et de chiffres permettait à M. Neville Chamberlain de déclarer dans son « Budget-

speech » du 15 avril 1935 : « Si l'on considère l'ensemble
« du pays au cours de ces trois ou quatre dernières
« années, on peut voir que l'amélioration a été impor-
« tante, régulière et persistante. En gros, nous pouvons
« dire que nous avons recouvré dans ce pays 80 % de
« notre prospérité. »

(*
* *

Remarquable en elle-même, cette reprise économique est encore plus frappante si on la compare à l'évolution du reste du monde, et spécialement à celle de l'Europe, où la crise a eu nettement tendance à s'aggraver depuis 1931. Ceci nous amène à préciser le caractère fondamental de l'amélioration économique anglaise et à en résumer les causes.

Le caractère fondamental de la reprise anglaise est d'être une reprise *essentiellement intérieure*. De ce caractère les preuves abondent, et nous rappelons seulement les principales. C'est tout d'abord que les exportations de produits britanniques n'ont progressé que de 31 millions de Livres en 1934 par rapport à leur niveau minimum de 1932, et de 6 millions de Livres à peine par rapport à leurs chiffres de 1931 : de 390,6 millions de Livres en 1931, elles sont passées à 396,1 millions en 1934. Il est vrai que la progression en volume est plus accentuée : de 76,6 en 1931, l'indice du volume passe à 84,4 en 1934. Mais il s'en faut de beaucoup que cet accroissement suffise à expliquer celui de la production anglaise. La diminution des importations a par contre été extrêmement forte comme nous l'avons vu, spécialement en ce qui concerne les articles manufacturés : de 244 millions de Livres en 1931, la valeur des importations de produits manufacturés est tombée à 146 millions.

en 1932 et à 140 millions en 1933. La diminution en volume a été à peu près correspondante : *c'est donc une masse annuelle de près de 145 millions de Livres d'articles manufacturés que les consommateurs anglais ont dû demander à l'industrie nationale, au lieu de l'acheter à l'étranger comme auparavant.* Il n'y a en effet aucune raison de supposer que la consommation des produits antérieurement importés a cessé, au contraire, puisque le volume des ventes au détail à l'intérieur du Royaume-Uni n'a pratiquement pas cessé d'augmenter à partir d'octobre 1933. Cette augmentation constitue, en elle-même, une nouvelle preuve du caractère intérieur de la reprise anglaise. Ce caractère n'est d'ailleurs contesté par personne en Angleterre, et c'est même ce qui tempère la satisfactions des résultats obtenus jusqu'à présent, car on voit approcher le jour où le point de saturation du marché intérieur sera atteint.

La cause essentielle de l'amélioration en Grande-Bretagne apparaît en conséquence être le protectionnisme, sous sa double forme monétaire et douanière. — Sous sa forme monétaire, le protectionnisme a joué contre les pays à monnaie-or, concurrents industriels de la Grande-Bretagne. Il s'élève à l'heure actuelle à plus de 40 % ad valorem. Les pays fournisseurs du Royaume-Uni en matières premières et en denrées alimentaires (les Dominions en particulier) ayant pour la plupart solidarisé leurs monnaies avec la Livre, rien n'a été changé de ce fait dans leurs rapports respectifs. — Sous sa forme douanière, le protectionnisme a également joué contre les pays industriels, puisque la grosse majorité des droits de douane frappe les articles manufacturés ou semi-manufacturés. La plupart d'entre eux sont frappés à raison de 20 à 30 % ad valorem. Ce pourcentage est

même largement dépassé dans certains cas. — Lorsque les deux formes de protection se cumulent, on voit le niveau extrêmement élevé de la barrière qui protège les produits anglais.

Quelle que soit leur importance, la dévaluation monétaire et le protectionnisme n'auraient eu probablement que des effets beaucoup plus limités si l'énergique politique financière du gouvernement n'avait pas abouti à équilibrer le budget, à abaisser le loyer de l'argent et à ramener la confiance. C'est peut-être dans ce retour de la confiance que réside en définitive la clé des progrès britannique, et le mérite en revient incontestablement au Gouvernement National.

Un troisième facteur de reprise, intéressant à noter bien qu'il n'ait pas encore produit tous ses effets, est constitué par les accords d'Ottawa et par les conventions commerciales conclues à partir de 1933 avec la plupart des pays européens.

.*
* *

Toutes les difficultés économiques de la Grande-Bretagne ne sont évidemment pas résolues, et certaines des mesures qui lui ont permis de retrouver une prospérité relative ne sont pas sans danger.

Le signe le plus apparent des difficultés qui subsistent encore est le nombre élevé des chômeurs : 2.109.000 au cours du dernier trimestre de 1934, soit 16,2 % du total des personnes assurées contre le chômage. Dans certaines branches d'industrie, qui sont en général les plus anciennes et les plus importantes, le pourcentage des ouvriers sans emploi est

encore plus élevé : il a été de 22,7 % en moyenne au cours de l'année 1934 dans le textile-coton, de 25,7 % dans la sidérurgie, de 28,1 % dans l'industrie houillère, de 45,3 % dans les constructions navales.

Les efforts de réorganisation et de rationalisation accomplis dans chacune de ces branches n'ont pas été, dans l'ensemble, extrêmement poussés. L'effort le plus énergique semble avoir été accompli dans les constructions navales, grâce à la « National Shipbuilders' Security ». Cette association, créée en 1930 par un grand nombre de constructeurs anglais, a cherché à réduire le coût de construction des navires en supprimant les chantiers en surnombre. Elle a dès à présent procédé à la fermeture d'une vingtaine de chantiers, représentant plus d'une centaine de cales ; les frais d'entretien d'un matériel inutile et la concurrence intérieure stérile se trouvent ainsi partiellement supprimés. — Dans l'industrie houillère, quelques réalisations intéressantes ont été obtenues, mais les efforts de la « Commission de Réorganisation des mines » se sont heurtés fréquemment à l'indifférence ou à l'hostilité des propriétaires de mines. Il reste par suite encore beaucoup à faire. — Dans la sidérurgie il a fallu les interventions répétées de la Commission des Tarifs pour que soit élaboré un plan général de réorganisation dont le sort est encore incertain. Dans l'industrie cotonnière, le « plan Colwyn » destiné à supprimer une dizaine de millions de broches excédentaires paraît utile et bien conçu. Toutefois, malgré son adoption à la fin de 1934 par le « Comité de la Fédération britannique des Filateurs de Coton », son entrée en vigueur sera sans doute retardée, sinon empêchée, par l'opposition que lui font plusieurs importants filateurs. Ces derniers jugent en effet trop élevé le taux de la taxe

prévue sur les broches restant en activité, et critiquent certaines des modalités d'application.

Une dernière constatation s'impose au sujet de l'évolution économique récente de la Grande-Bretagne : c'est celle du danger que présentent certaines des mesures prises pour sortir de la crise.

Tout d'abord le protectionnisme, en créant une sécurité factice, risque d'empêcher certaines branches d'industrie de réaliser les réformes profondes qui s'imposent. Tel est en particulier le cas de l'industrie cotonnière, et surtout de l'industrie sidérurgique.

Sous son aspect purement agricole, nous avons vu les graves dangers que le protectionnisme comporte pour la Grande-Bretagne : risque de compromettre les capitaux britanniques investis dans les pays neufs (Argentine, Brésil, en particulier), et de provoquer le mécontentement et l'industrialisation des Dominions. Le Gouvernement a dû parer à ce double danger en déployant une remarquable activité diplomatique qui s'est traduite par les divers accords de 1933 et de 1934. Mais le problème se posera de nouveau à l'expiration des accords d'Ottawa.

La dévaluation monétaire, elle aussi, comporte des inconvénients : sans doute la chute de la Livre, grâce aux circonstances tout à fait particulières qui l'ont accompagnée ou suivie, n'a comporté jusqu'à présent pour la Grande-Bretagne qu'un minimum d'inconvénients apparents. Les prix intérieurs n'ont pratiquement pas monté, et la Cité n'a pas tardé à recouvrer presque toute sa puissance financière. Toutefois la baisse des placements extérieurs apparaît inquiétante pour l'avenir, et la dévaluation monétaire en est en partie responsa-

ble. Mais le plus grave reproche que l'on puisse faire à la dévalorisation de la Livre, et surtout au maintien de son instabilité, est qu'elle a provoqué dans le monde une crise monétaire sans précédent. Or, les transactions internationales, comme les transactions intérieures, sont à base de confiance, donc de stabilité dans la valeur respective des monnaies. Et jusqu'à présent, nul régime mieux que l'étalon--or n'a été capable d'assurer cette stabilité. Son abandon presque universel apparaît en conséquence responsable dans une large mesure de l'aggravation de la crise mondiale depuis 1931, et il semble difficile que les échanges internationaux puissent retrouver leur activité antérieure tant que subsistera cet élément d'incertitude. Les barrières douanières, en particulier, ne pourront être abaissées ou supprimées par un accord international que si le commerce extérieur de chaque nation cesse d'être à la merci des brusques fluctuations de change inhérentes au régime des monnaies-papier. Il semble par suite qu'une stabilisation monétaire *générale et simultanée*, avec retour à l'étalon-or, constituerait un pas important dans la voie du retour à l'activité des échanges internationaux et à la prospérité mondiale. Ce développement du commerce international favoriserait probablement la Grande-Bretagne plus encore que les autres nations : elle bénéficierait en effet, non seulement d'un accroissement de ses exportations de produits manufacturés, mais encore et surtout de l'augmentation de ses « exportations invisibles » sous forme de commissions, courtages, frets, assurances, etc... Or ces exportations invisibles tiennent, dans la balance des comptes du Royaume-Uni, une place relative de plus en plus grande. Autrement dit, les fournisseurs de la Grande-Bretagne en matières premières et denrées alimentaires acceptent plus volontiers d'être payés en

« services » qu'en marchandises, et les paiements sous cette forme sont d'autant plus faciles au Royaume-Uni que les échanges internationaux sont plus actifs.

*
* *

Il est donc à souhaiter qu'une stabilisation générale des monnaies intervienne le plus tôt possible pour arrêter la contraction du commerce mondial et en faciliter le développement. Cette stabilisation est évidemment subordonnée à celle de la Livre, et l'Angleterre apparaît ainsi maîtresse de la situation dans une large mesure. Elle hésite cependant à prendre parti, dans la crainte de perdre certains des avantages apparents que lui vaut sa situation actuelle, avantages qui lui ont permis de regagner la première place dans les échanges internationaux. Mais sa prospérité absolue, sinon sa prospérité relative, se trouverait fortement augmentée si elle optait pour la stabilisation. Et comme le proclamait courageusement sir Herbert Samuel à la Chambre des Communes en mai 1934 : « Il vaudrait mieux (pour la Grande-Bretagne) être à la deuxième ou à la troisième place dans un monde prospère, qu'être à la première dans un univers à moitié affamé ».

Vu : le Président de la Thèse :

Jean LESCURE

Vu : Le Doyen,
Edgar ALLIX

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE

I. — LANGUE ANGLAISE

Livres et brochures

- AGRICULTURAL STATISTICS (Ministry of Agriculture and Fisheries). — 1931-34.
- ALLEN G. C. — British industries and their organisation. Londres, 1934.
- ASTOR (Viscount) and KEITH MURRAY. — Land and Life. Londres, 1932. — The planning of Agriculture. — Londres, 1933.
- COAL MINES REORGANISATION COMMISSION. Memorandum on collieries amalgamation. — Londres, 1931.
- COLE. — British trade and industry. Past and future. Londres, 1932.
- COLIN CLARK. — The national income. 1924-1931. — Londres, 1931.
- COMMITTEE ON THE COTTON INDUSTRY, report. — Londres, 1930.
- COMMITTEE ON INDUSTRY AND TRADE... to enquire into the conditions and prospects of British industry and commerce, with special reference to the export trade. — (Comité Balfour).

COMMITTEE ON FINANCE AND INDUSTRY, report. (Comité Mac Millan). Londres, 1931.

COMMITTEE ON NATIONAL EXPENDITURE, report. (Comité May). Londres, 1931.

EINZIG. — The fight for financial supremacy. — Londres, 1931.

FEAVEREYEAR. — The pound sterling. A history of the english money. — Oxford, 1931.

HARVEY. — The general tariff of the United Kingdom. — Londres, 1933.

NEUMAN A. M. — Economic organization of the british coal industry. — Londres, 1934.

RUSSELL (John). — Farm and the Nation. — Londres, 1933.

Périodiques

Accounts relating to the trade and navigation of the United Kingdom.

Annual statement of the Trade of the United Kingdom with Foreign and Bristish countries.

Barclay's Bank Review.

Board of Trade Journal.

Colliery Guardian.

Harward Business Review.

Journal of the Royal Economic and Statistical Society.

Lloyd's Bank monthly Review.

Midland Bank monthly Review.

Quarterly Journal of Economics.

Statistical Summary of the Bank of England.

The Economic Journal.

The Manchester Guardian commercial.

The Economist.

The Farmers' Weekly.

The journal of the Royal agricultural Society of England.

The Financial News.

The Financial Times.

The London and Cambridge Economic service.

The Ministry of Labour Gazette.

The Statist.

The Stock Exchange Gazette.

The Times Trade and Engineering supplement.

Westminster Bank Review.

LANGUE FRANÇAISE

Ouvrages et brochures.

BOUCLAUD. — L'altération de la Livre et ses conséquences. Paris, 1933.

CAIFFORIS J. — La crise de la monnaie anglaise. 2^e édition
Paris, 1934.

COURTOIS DE VIÇOSE. — Le commerce extérieur britannique de 1920 à 1932. Paris, 1932.

DOTTIN (Paul). — L'Angleterre, nation continentale. — Paris, 1933.

LESCURE (Jean). — Les crises générales et périodiques de surproduction. — Quatrième édition. Paris, 1932.

LEVINSOHN (Richard). — Histoire de la crise. 1929-34. — Paris, 1934.

MAURETTE F. — Les grands marchés des matières premières. — Paris, 1931.

SARDA. F. — La conversion des emprunts de guerre anglais en 1932. — Paris, 1934.

S.D.N. — Les banques commerciales. — Genève, 1934.

SIEGFRIED A. — La crise britannique au XX^e siècle. — Paris, 1931.

STÉHELIN J. — La politique de l'escompte de la Banque d'Angleterre. — Paris, 1933.

TRUPTIL R.-J. — Le système bancaire anglais et la place de Londres. Paris, 1933.

VIENTOT Guy. — Les difficultés de l'industrie britannique depuis la guerre. — Paris, 1932.

Périodiques

L'Activité Economique.

Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Information économiques.

L'Economiste Français.

L'Economiste Européen.

La Conjoncture Economique et Financière.

L'Observation Economique.

Revue Economique Internationale.

Revue Internationale d'Agriculture.

Revue Politique et Parlementaire.

Revue de Science des Finances et de Législation financière.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

La situation économique de la Grande-Bretagne en septembre 1931

§ 1. La crise chronique	11
§ 2. La crise cyclique	23
§ 3. La chute de la Livre	29

PREMIERE PARTIE

L'évolution agricole

CHAPITRE PREMIER : L'Agriculture anglaise jusqu'en 1931

39

§ 1. L'évolution générale et ses causes	39
§ 2. La situation de l'Agriculture britanni- que au XX ^e siècle, jusqu'en 1931 .	41

CHAPITRE II : L'Agriculture anglaise depuis 1931 ..

51

§ 1. La lutte contre la concurrence étrangère	52
a) la chute de la Livre	52
b) le régime douanier	55
c) les contingentements	60

§ 2. La politique impériale et l'agriculture britannique — Les accords d'Ottawa	67
a) le problème impérial	67
b) les accords d'Ottawa au point de vue de l'Agriculture anglaise	69
c) l'application des accords d'Ottawa et ses difficultés	71
§ 3. L'organisation législative et la Direction de l'Agriculture anglaise	74
a) la législation sur le blé: le Wheat Act du 12 mai 1932	74
b) les Agricultural Marketing Acts de 1931 et de 1933 et leurs appli- cations	80
§ 4. Production, prix et salaires agricoles de 1931 à 1935. Renseignements statistiques	90
a) la production et les prix des principaux produits	90
b) le nombre et les salaires des travailleurs agricoles	95
§ 5. Conclusions	97

DEUXIEME PARTIE

L'évolution des prix du commerce et des transports

CHAPITRE PREMIER : L'évolution des prix et du com- merce intérieur	103
---	-----

§ 1. Les prix de gros	103
a) les mouvements des prix de gros	103
b) facteurs qui ont empêché une hausse profonde et durable des prix	110
§ 2. Les prix de détail et le commerce inté- rieur	114
a) les prix de détail	114
b) la reprise de l'activité économi- que et le commerce intérieur ..	115

CHAPITRE II : Le commerce extérieur et la balance des comptes

121

§ 1. Les principaux facteurs qui ont influé sur le commerce extérieur du Royaume- Uni	122
a) la campagne en faveur des pro- duits britanniques « Buy British »	122
b) l'abandon de l'étalon-or par la Grande-Bretagne et certains pays étrangers	122
c) la conversion de la Grande- Bretagne au protectionnisme ..	125
d) le problème impérial et les accords d'Ottawa	129
e) les principaux accords et les traités de commerce entre la Grande-Bretagne et les pays étrangers	134
f) mesures diverses : Réorganisa- tion industrielle et assurance cré- dit à l'exportation	139

§ 3. L'évolution du commerce extérieur du Royaume-Uni de 1931 à 1935	141
a) le mouvement des échanges extérieurs du Royaume-Uni en valeur et en volume	141
b) analyse des principaux postes du commerce extérieur	146
c) répartition géographique du commerce extérieur : pays britanniques et pays étrangers	151

§ 3. La balance commerciale et la balance des comptes du Royaume-Uni de 1931 à 1935 .	154
a) le passif de la balance des comptes	157
b) l'actif de la balance des comptes	157

CHAPITRE III : Les transports

161

§ 1. Le rail et la route	161
a) le problème	161
b) les solutions	162
§ 2. La Marine marchande	164
a) la crise de l'armement britannique et ses causes	164
b) les remèdes et palliatifs utilisés	169

TROISIEME PARTIE

L'évolution industrielle

CHAPITRE I : Aspect général de l'évolution industrielle et principaux facteurs qui l'ont conditionnée	178
---	-----

§ 1. Aspect général de l'évolution industrielle	178
a) Evolution des indices de la production industrielle	178
b) Evolution du chômage dans les principaux groupes industriels .	185
c) Evolution des bénéfices des sociétés industrielles	183
§ 2. Principaux facteurs de l'évolution industrielle	196
a) l'abandon de l'étalon-or	197
b) le protectionnisme, les accords d'Ottawa et la politique commerciale	198
c) la politique financière et bancaire	201
d) la rationalisation industrielle .	203

CHAPITRE II : Evolution des principales industries ..	206
---	-----

§ 1. L'industrie houillère	206
a) le Coal Mines Act de 1930 et la réorganisation de l'industrie houillère	206
b) Principaux facteurs qui ont affecté l'industrie houillère depuis 1931	210
c) Production, exportations, main-d'œuvre et prix	211

§ 2. La sidérurgie	215
a) la situation de la sidérurgie anglaise en 1931	215
b) principaux facteurs qui ont in- fluencé la sidérurgie anglaise depuis 1931	218
c) la production et le commerce extérieur de la sidérurgie anglaise	224
§ 3. L'industrie cotonnière	229
a) Sa situation et son organisation en 1931	229
b) Principaux facteurs qui ont influencé l'industrie cotonnière depuis 1931	232
c) Production, commerce intérieur et prix	239

CHAPITRE III : Les salaires, le coût de la vie et le chômage	242
§ 1. Les salaires et le coût de la vie	242
a) les salaires nominaux	242
b) les salaires réels	248
§ 2. Le chômage — La loi de Rueff	250
a) l'évolution du chômage dans ses rapports avec les salaires	251
b) Palliatifs et remèdes au chô- mage anglais	255

QUATRIEME PARTIE

L'évolution financière

CHAPITRE I : La monnaie, le marché monétaire et le marché financier	259
--	-----

§ 1. Les fluctuations de la Livre sterling et le Fonds de régularisation des changes	259
a) Les fluctuations de la Livre sterling et les mouvements d'or .	260
b) le Fonds de régularisation des changes	265
§ 2. Le marché monétaire	267
a) l'abondance des capitaux à court terme	268
b) la chute des taux de l'intérêt ..	272
§ 3. Le marché financier	276
a) Les émissions nouvelles et les conversions	277
b) Le stock-Exchange	287
CHAPITRE II : Les finances publiques	294
§ 1. Les mesures de redressement	294
a) les économies	295
b) les impôts	298
c) les conversions	300
d) l'assainissement des finances locales	302
§ 2. Les résultats budgétaires de 1931 à 1935 .	304
CONCLUSION	309
BIBLIOGRAPHIE	321

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 21 MAI 1935
SUR LES PRESSES DE A. DOMERGUE
ROMANS-SUR-ISÈRE (DROME)
